

HERMÈS 58
Cognition, Communication, Politique

LES LANGUES DE BOIS

CNRS ÉDITIONS
15, rue Malebranche – 75005 Paris



HERMÈS

Cognition, Communication, Politique

Institut des sciences de la communication du CNRS (ISCC)

20 rue Berbier-du-Mets – 75013 Paris. Tél. (33) 01 58 52 17 31

<http://www.wolton.cnrs.fr>

<http://irevues.inist.fr/hermes>

<http://www.cnrseditions.fr>

Directeur de la publication : Dominique WOLTON

Conseil de rédaction : Olivier ARIFON, Jocelyne ARQUEMBOURG, Tamatoa BAMBRIDGE, Jacques BEAUCHEMIN, Rabia BEKKAR, Jean-Michel BESNIER, Félix Nicodème BIKOI, Pascal BLANCHARD, Gilles BOËTSCH, Peter BROWN, Manuel Maria CARRILHO, Brigitte CHAPELAIN, Anne-Marie CHARTIER, Michel DURAMPART, Tom DWYER, Cynthia FLEURY, Philippe GILLET, Sylvie GRÉSILLAUD, Pascal GRISET, François HEINDERYCKX, Jean-Robert HENRY, Geneviève JACQUINOT-DELAUNAY, Jean-Paul LAFRANCE, Foued LAROUSSI, Chang LIU, Guy LOCHARD, Juremir MACHADO da SILVA, Jean MOUCHON, Joseph MOUKARZEL, Bonaventure MVÉ-ONDO, Jean-François NOMINÉ, Bruno OLLIVIER, Birgitta ORFALI, Thierry PAQUOT, Serge PROULX, Paul RASSE, Éric SAUTEDÉ, Monique VEAUTE, Eliseo VERÓN, Lorenzo VILCHES, Christoph WULF

Rédaction en chef : Régine CHANIANAC, Éric DACHEUX, Nicole D'ALMEIDA, Pascal DAYEZ-BURGEON, Joëlle FARCHY, Édouard KLEINPETER, Anne-Marie LAULAN, Marc LITS, Cécile MÉADEL, Arnaud MERCIER, Joanna NOWICKI, Didier OILLO, Michaël OUSTINOFF, Jacques PERRIAULT, Françoise THIBAUT, Bernard VALADE, Isabelle VEYRAT-MASSON, Dominique WOLTON

Secrétaire de rédaction : Gérard GALTIER

En application du Code de la propriété intellectuelle, CNRS ÉDITIONS interdit toute reproduction intégrale ou partielle du présent ouvrage, sous réserve des exceptions légales.

© CNRS ÉDITIONS, 2010, Paris

ISSN : 0767-9513 – ISBN : 978-2-271-00000-0

La communication est une valeur, une aspiration, mais elle est aussi une industrie, un marché florissant, voire une idéologie. Autrement dit, un phénomène complexe et polysémique qui requiert un travail d'analyse critique et de compréhension. Au cœur des sciences, des techniques et de la société, elle constitue aujourd'hui un des principaux facteurs des changements contemporains. C'est pourquoi, au-delà des effets de mode, elle est à prendre au sérieux. Tel est le pari scientifique de la revue Hermès : étudier de manière interdisciplinaire la communication dans ses rapports avec les individus, les techniques, les cultures, les sociétés.

Notre choix est celui de la connaissance, pour analyser les implications cognitives de ce vaste domaine d'activités, de discours et de recherches. L'objectif : partir à la connaissance de ce paradigme mobilisé par les chercheurs et indispensable à la compréhension d'un nombre croissant de phénomènes contemporains. C'est bien le caractère interdisciplinaire des sciences de la communication, et la nécessité de mieux distinguer vrais et faux problèmes qui justifient cet engagement intellectuel collectif, qui, au-delà de cette revue, vise à la constitution d'une communauté scientifique.

Le modèle de la communication est déjà requis par les sciences cognitives qui proposent des modèles d'interprétation pour les processus de perception, de mémorisation et de traitement de l'information en général. Il est également mobilisé par les sciences sociales qui cherchent à évaluer la façon dont les techniques de communication affectent les rapports sociaux, et la nature de l'espace politique. Il est enfin pris en charge par les disciplines philosophiques avec les théories de l'action et du langage, du discours et de l'argumentation.

Théories de l'action communicationnelle, sciences sociales, sciences cognitives sont ainsi les trois grands groupes de recherche appelés à s'exprimer dans les différents numéros de la revue Hermès.

Trois orientations guident aussi notre projet :

— construire le lieu de rencontre d'une culture scientifique accessible à un public éclairé ;

— concevoir des numéros thématiques pour disposer de la place nécessaire à un éclairage multiple, notamment étranger ;

— donner à la connaissance du lecteur des textes anciens, peu connus, pour éviter l'illusion de croire que les questions d'aujourd'hui sont toujours neuves.

Hermès, tout en étant une revue scientifique, souhaite rester accessible à un public ouvert, intéressé par l'émergence des problèmes théoriques liés à la communication. Mais en évitant l'enfermement dans une discipline, les illusions du modernisme, et la certitude des théories.

*Dominique WOLTON
Directeur de la publication*

HERMÈS 58

LES LANGUES DE BOIS

Numéro coordonné par Joanna Nowicki, Michaël Oustinoff et Anne-Marie Chartier
Superviseur: Bernard Valade

SOMMAIRE

Joanna Nowicki, Michaël Oustinoff et Anne-Marie Chartier <i>Introduction</i>	9
I. PÉRÉGRINATIONS ET AVATARS D'UNE MÉTAPHORE	
Michaël Oustinoff <i>Langues de bois d'hier et parler vrai d'aujourd'hui : de la « novlangue » aux « spin doctors »</i>	15
Joanna Nowicki <i>De l'insoutenable légèreté occidentale à l'égard de la notion de « langue de bois »</i>	23
Peter Brown <i>De la rhétorique au « rhetoric » : petite histoire d'une grande ambivalence (encadré)</i>	29
Bernard Valade <i>La langue de bois : racines rhétoriques et ramifications métaphoriques</i>	33
Jean-Louis Dufays <i>Stéréotypie et langue de bois : comme un air de famille</i>	41
Jacques Dewitte <i>La lignification de la langue</i>	47
Paul Gradvohl <i>La langue de bois au pilori : Hongrie 1954</i>	55
 <i>HERMÈS 58, 2010</i>	 5

Béatrice Turpin

<i>Victor Klemperer et le langage totalitaire d'hier à aujourd'hui (compte-rendu du colloque de Cerisy-la-Salle)</i>	63
--	----

II. LIEUX ET VARIANTES DU PARLER « LANGUE DE BOIS »

Olivier Arifon

<i>Langue diplomatique et langage formel : un code à double entente</i>	71
---	----

Anne-Marie Laulan

<i>Le style Unesco : langage diplomatique ou langue de bois ? (encadré)</i>	79
---	----

Luciana Radut-Gaghi

<i>La (nouvelle) langue de bois dans la Roumanie actuelle</i>	81
---	----

Francisco Belaúnde Matossian

<i>La langue de bois dans la politique péruvienne</i>	87
---	----

Thomas Boutonnet

<i>La LRO : xyloglossie dans la Chine post-maoïste</i>	91
--	----

Aleksandra Ścibich-Kopiec

<i>Les subventions de l'UE et la novlangue européenne : le cas de la Pologne</i>	99
--	----

Jérémy Nicey

<i>Les JT suédois, anti-langue de bois ? (encadré)</i>	109
--	-----

Christine Larrazet

<i>« Politically correct » : une guerre des mots américaine (encadré)</i>	111
---	-----

III. ART ET PRATIQUES DU DÉCODAGE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Pascal Rouleau

<i>Jargons, pédantismes, sociolectes... un éditeur scientifique face à l'auteur</i>	115
---	-----

Nicole D'Almeida et Cendrine Avisseau

<i>Langage managérial et dramaturgie organisationnelle</i>	123
--	-----

Françoise Thom

<i>Langue de bois et aphasie moderne</i>	129
--	-----

Nicolas Lecaussin

Les « think tanks » face à la langue de bois des politiques et de l'administration 135

Arnaud Benedetti

Les professionnels de la communication à l'épreuve de la langue de bois 143

Thomas Legrand

Les langues de bois journalistiques et politiques se nourrissent l'une l'autre 151

Dominique Wolton

« De l'utilité de la langue de bois » (entretien) 157

VARIA**Didier Courbet et Audrey Marchioli**

Communication de santé publique et prévention du sida 169

HOMMAGE

Denis Guedj (1940-2010)

(par Paul Rasse) 177

LECTURES

Christian DELPORTE, *Une histoire de la langue de bois*, Paris, Flammarion, 2009 (par Bernard Valade) 181

Laurent PETIT, *Ressources numériques pour l'enseignement supérieur.*

Le cas de l'université en ligne, Paris, Hermès-Lavoisier, coll. « Systèmes de formation et d'enseignement », 2009 (par Geneviève Jacquinet-Delaunay) 183

Jean-François SIRINELLI, Pascal CAUCHY et Claude GAUVARD (dir.), *Les Historiens français à l'œuvre, 1995-2010*, Paris, PUF, 2010 (par Valérie Schafer) 185

Christophe BOUNEAU, David BURIGANA et Antonio VARSORI (dir.), *Les Trajectoires de l'innovation technologique et la construction européenne. Des voies de structuration durable ?*, Bruxelles, Peter Lang, 2010 (par Valérie Schafer) 187

HERMÈS 58, 2010

7

Robert FRANK, Hartmut KAEUBLE, Marie-Françoise LÉVY et Luisa PASSERINI (dir.),
Un espace public en construction. Des années 1950 à nos jours, Bruxelles, Peter Lang,
2010 (par Valérie Schafer) 187

RÉSUMÉS – ABSTRACTS..... 191

LES AUTEURS DE HERMÈS 58..... 207

OUVRAGES REÇUS..... 213

Joanna Nowicki

Université de Cergy-Pontoise

Michaël Oustinoff

Université Paris III - Sorbonne Nouvelle

Anne-Marie Chartier

Service d'histoire de l'éducation, INRP

INTRODUCTION

«Langue de bois» : ce concept – car c'est bien de cela qu'il s'agit – est devenu si «incontournable» qu'il s'impose, pour ainsi dire, de lui-même. Il est de ceux qu'il semble presque superflu de présenter : véritable «lieu commun», on croirait qu'il fait partie intégrante de notre langue, voire de toutes les autres, depuis des lustres. Il n'en est rien : le terme apparaît en français au moment du mouvement *Solidarność* (début des années 1980). C'est un calque sur le russe, par l'intermédiaire du polonais. Au début, il ne renvoie qu'à la «soviét-langue» et aux régimes totalitaires situés de l'autre côté du rideau de fer. Aujourd'hui, la langue de bois

est partout : dans le discours des hommes politiques des régimes démocratiques (à l'intérieur de nos frontières) ou des diplomates (à l'extérieur), mais aussi au sein des médias, dans le monde des «communicants», dans le marketing, la publicité, les stratégies de communication des entreprises, voire dans la langue de tous les jours. «Pas de langue de bois : dites-moi tout» : combien de fois entend-on des variations sur le même thème ? De plus en plus d'études et d'ouvrages lui sont consacrés. Un tel succès médiatique mérite qu'on l'analyse en profondeur et sous toutes ses facettes, car il n'y a pas en réalité une langue de bois, mais plusieurs : y compris la dernière

en date, qui se pare des atours du « parler vrai ». Il était par conséquent indispensable qu'un volume d'*Hermès* lui soit consacré, dans toute la diversité et la complexité de ses manifestations et de ses enjeux.

De la « novlangue » totalitaire aux langues de bois démocratiques

L'expression « langue de bois » a, en français, une gamme de sens très étendue, puisqu'elle sert aussi bien à qualifier les discours des régimes totalitaires et autoritaires (Thom, 1987) que la prose convenue des déclarations politiques les plus banales en démocratie. Dans l'usage courant, tout énoncé qui enrobe des vérités désagréables, des décisions impopulaires ou des injonctions administratives pour les atténuer ou les masquer relève de « la langue de bois » : celle-ci ne serait donc qu'un simple code social parmi d'autres. À cet usage affaibli, on peut opposer un usage fort : la langue de bois, le *newspeak* décrit par Orwell dans *1984* est une langue dévoyée (voir l'article de Michaël Oustinoff), énonçant sciemment le contraire de ce qui est. Elle ne saurait se confondre avec une langue euphémisée par convention diplomatique, ni avec le « politiquement correct ». Cette langue de bois impose autoritairement une vision du monde inversée, au service d'un pouvoir qui y trouve sa légitimation et dans le but d'interdire la communication, au sein de l'espace public et de ses contre-pouvoirs.

En France, le terme de « langue de bois » est pris dans un sens souvent si affaibli que l'on a pensé à la baptiser « langue de coton » (Huyghe, 1991). C'est oublier un peu vite deux choses : dans l'Autre Europe, par exemple, « langue de bois » évoque immédiatement sa forme « dure », totalitaire (et pour cause : voir l'article

de Joanna Nowicki) ; en démocratie aussi, il peut y avoir manipulation délibérée de l'opinion publique, comme le démontrent les dérives de la « bien-pensance » dans le cas du « politiquement correct » ou l'exemple des *spin doctors*. La « langue de coton » n'est donc pas toujours aussi moelleuse qu'on pourrait le croire : autant de questions que ce numéro ne pouvait éluder.

Replacée dans une telle perspective, la langue de bois est une question hautement polémique. Néanmoins, il aurait été paradoxal que le numéro d'une revue de communication politique portant sur la langue de bois élude le sujet en recourant ainsi à l'une des stratégies de base... de la langue de bois. En revanche, l'objectif de ce numéro n'est pas d'imposer un point de vue particulier. Les auteurs sollicités expriment donc des positions qui leur sont propres et parfois contradictoires les uns par rapport aux autres : nous l'assumons.

Nous sommes cependant partis du principe (qui n'est pas nouveau) que la langue de bois n'est ni de droite, ni de gauche, ni du centre : on remonterait ainsi sans peine aux sophistes de la Grèce antique et aux commencements de la politique pour démontrer que la langue de bois ne date pas d'aujourd'hui, même si elle tend maintenant à déborder très largement du cadre originel de la politique. Raison de plus pour en analyser les tenants et les aboutissants.

« Promis. J'arrête la langue de bois » : chronique d'une mort annoncée ?

La langue de bois est, et a toujours été, un repoussoir. C'est la « langue de l'autre ». Du moins quand elle est (trop) visible : elle n'est véritablement efficace que quand on ne la voit pas. Une langue de bois chasse

l'autre: en politique, la langue de bois des années 1980 n'était plus utilisable dans les années 1990, et celle des années 1990 ne l'est pas plus aujourd'hui. De plus, le terme «langue de bois» a pris un sens particulier chez les experts en communication et les «communicants» au sens large: l'exemple-type de ce qu'il ne faut plus faire.

La «langue de bois», c'est la langue d'hier, autrement dit, une langue obsolète et ringarde. Elle doit être remplacée par le «parler vrai», une langue sans détours, qui contrairement à la langue de bois qui communique sans informer, informe en communiquant, directement dans la langue de l'autre, une langue simple, comprise par tous et non réservée à une élite. C'est sous la pression de l'évolution de l'opinion publique que la «langue de bois» technocratique des années 1980-1990 est devenue aujourd'hui impraticable. Elle sonnerait automatiquement faux, c'est-à-dire apparaîtrait pour ce qu'elle est, à savoir une langue de bois.

Mais ce n'est pas parce que l'on ne parle plus dans la «langue de bois» d'hier que l'on ne parle dans la «langue de bois» d'aujourd'hui ou de demain. Ce n'est pas parce que l'on utilise une langue simple, courante et compréhensible par tous, que l'on met un terme à la langue de bois. Le «parler vrai» devient simplement une des formes possibles de la langue de bois.

De ce point de vue, ce que l'on pourrait appeler la «nouvelle communication» – et pas seulement dans le domaine de la politique: dans celui aussi de la «société civile» ou des entreprises, etc. – a massivement recours à cette nouvelle forme de langue de bois. À l'inverse, tout «parler vrai» n'est pas forcément, bien sûr, de la langue de bois. Tout dépend du contexte: voilà pourquoi il est important d'analyser chaque langue de bois dans sa spécificité en fonction du cadre dans lequel on l'utilise. Autrement dit, toute langue de bois, y compris la plus «transparente» appelle un art du décodage.

Les langues de bois dans les nouvelles formes de la communication

Entre les deux extrêmes que sont la langue de bois totalitaire et le terme fourre-tout de la vie courante, tout un éventail de discours plus ou moins stéréotypés peut se déployer, si bien que selon les contextes discursifs les connotations iront *crescendo*: banalisation du terme dans l'usage courant, code de la politesse sociale à l'inévitable hypocrisie, langage diplomatique aux formules aussi obscures qu'alambiquées, jargon autoritaire de l'expertise bureaucratique, verbiage (pseudo)scientifique disqualifiant les «non-experts», slogans sclérosés habillant l'inédit pour en occulter la nouveauté, propagande mensongère destinée à tenir lieu de vérité officielle, etc. La «langue de bois» est un phénomène polymorphe qu'il est nécessaire d'examiner dans toute l'amplitude de ses variations, examen qui constitue en lui-même une des originalités du numéro.

La problématique s'ordonnera autour de trois questions fondamentales:

- Est-il tout d'abord possible de tracer une ligne de partage entre ce qui relève ou non de la «langue de bois» dans la gamme des discours conventionnels, à forte prévisibilité, recourant aux stéréotypes et lieux communs de leur domaine (recours qui est en soi parfaitement légitime)?
- Est-il ensuite possible de cerner des modalités de production récurrentes de la «langue de bois», dans des domaines aussi variés que la communication politique, scientifique, technique ou culturelle et les finalités (positives et négatives) qu'elles servent?
- Enfin, qu'est ce qui produit, chez le récepteur, cette sensation de lien perdu volontairement ou non au «réel», quand les «les mots ne collent pas aux choses»

(Mrozek) ? En effet, la « langue de bois » n'existe, selon nous, que du point de vue des récepteurs. Du côté des locuteurs, peut-on repérer comment les mécanismes par lequel le langage, au lieu d'évoquer le référent et donner prise sur lui, permet de l'éviter, de le masquer ou de le nier ? Comment lui substitue-t-il un « autre monde », autosuffisant, auto-référencé, inaccessible au non-initié, hermétique à l'échange et à toute « vérification » ?

La question centrale reste le face-à-face entre la liberté de penser et la « pensée captive ». À quel moment sommes-nous face à une simple convention qui ne nous trompe pas ou bien face à une falsification ou non du réel qui empêche de l'appréhender ? S'interroger sur la langue de bois, c'est s'interroger sur l'information qui n'informe pas, la communication qui ne communique pas, sur les ratés du message dans le parfait fonctionnement du médium.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

COPÉ, J.-F., *Promis : j'arrête la langue de bois*, Paris, Hachette Littérature, 2006.

DELPORTE, C., *Une histoire de la langue de bois, de Lénine à Sarkozy*, Paris, Flammarion (coll. « Histoire »), 2009.

FIALA, P., PINEIRA, C., SÉRIOT, P. (dir.), *Mots. Les langages du politique*, n° 21, *Langues de bois ?*, Paris, ENS Éditions, décembre 1989.

GUILLERON, G., *Langue de bois. Décryptage irrévérencieux du politiquement correct et des dessous de la langue*, Paris, First Editions, 2010.

HUYGHE, F.-B., *La Langue de coton*, Paris, Robert Laffont, 1991.

MCGREGOR, A. J., *Metascience and Politics: An Inquiry into the Conceptual Language of Politics*, New Brunswick (USA), Transaction Publishers, 2003.

THOM, F., *La Langue de bois*, Paris, Julliard (coll. « Commentaire »), 1987.

WOLTON, D., *Il faut sauver la communication*, Paris, Champ-Flammarion, 2005.

I. PÉRÉGRINATIONS ET AVATARS D'UNE MÉTAPHORE

Michaël Oustinoff

Joanna Nowicki

Peter Brown

Bernard Valade

Jean-Louis Dufays

Jacques Dewitte

Paul Gradvohl

Béatrice Turpin



Michaël Oustinoff

Université de Paris III - Sorbonne Nouvelle

LANGUES DE BOIS D'HIER ET PARLER VRAI D'AUJOURD'HUI : DE LA « NOVLANGUE » AUX « SPIN DOCTORS »

Le terme «langue de bois» est d'une extrême polysémie: il s'emploie, pourrait-on dire, à tout bout de champ, tant ses emplois sont vastes. Un ouvrage récent en témoigne, car, sous le titre de *Langue de bois. Décryptage irrévérencieux du politiquement correct et des dessous de la langue*, l'auteur s'applique à en analyser les manifestations dans les domaines les plus divers: économie, médias, politique, publicité, sport, société, etc. (Guilleron, 2010). C'est que le terme n'est plus réservé, du moins dans l'usage courant, au domaine de la seule politique. Un autre ouvrage récent comme *Une histoire de la langue de bois, de Lénine à Sarkozy* (Delporte, 2009) ne couvre donc par définition qu'une partie des emplois possibles de ce concept devenu protéiforme en français. Qui plus est, la langue de bois serait aujourd'hui en voie de disparition.

On citera un troisième ouvrage au titre on ne peut plus parlant *Promis: j'arrête la langue de bois* de Jean-François Copé (2006), mais que les hommes et femmes politiques de tous bords sont prêts à reprendre à leur compte: la nouvelle communication, qu'elle relève ou non de la sphère politique, aurait abandonné la langue de bois, vestige ringard du passé, au profit du «parler vrai». Mais le «parler vrai» n'est souvent en réalité que la dernière manifestation en date de la langue de bois et de ce que l'on pourrait appeler la nouvelle communication, qu'il s'agit tout autant d'apprendre à décrypter. Pour s'orienter dans cette jungle d'acceptions les plus diverses, voire les plus contradictoires que peut revêtir le terme de «langue de bois», Orwell constitue un fil d'Ariane de premier ordre: mieux encore, il permet d'en faire apparaître le dénominateur commun.

Langue(s) de bois et langue totalitaire : bref historique d'un glissement de sens paradoxal

Pour aller vite, on peut dire que le terme de «langue de bois» est, en réalité, un emprunt au russe par l'intermédiaire du polonais. En effet, c'est à l'occasion du mouvement initié par le syndicat Solidarność, au début des années 1980, que la presse française (et notamment le journal *Libération*) utilise ce terme pour traduire le polonais *dretwa mowa* (littéralement : «langue figée») ou *drewniana mowa*, lui-même calque sur le russe *derev'annyj jazyk*¹. Dans ce contexte, la langue de bois est celle, très précisément, du régime soviétique pris pour cible en tant que régime totalitaire étendant sa domination sur la Pologne du Général Wojciech Jaruzelski. D'autres vocables se concurrençaient en polonais pour dénommer cette langue, car outre *drewniany jazyk* («langue d'arbre») et *język propagandy* («langue de propagande»), on trouve également l'assimilation à la *nowomowa*, traduction-calque correspondant au *newspeak* d'Orwell (Pineira et Tournier, 1989), que l'on traduit en français par *novlangue* et, en russe, par *novojaz*. Le calque en russe est, à cet égard, on ne peut plus parlant. Il semble bancal en ce sens qu'il faudrait, en bonne logique, traduire *newspeak* par *novojazyk*, mais ce n'est là qu'une impression : on reconnaît immédiatement dans cette troncature un procédé courant de la «sovietlangue» (*komintern*, *agitprop*, etc.).

Aujourd'hui, pour un Polonais, ou, plus généralement, pour un habitant de l'Autre Europe ou de l'Europe de l'Est, le terme de «langue de bois» n'évoque pas du tout la même chose que pour un Français (la remarque vaut sans doute pour tous les francophones). Dans son acception la plus courante, notamment depuis la chute du mur de Berlin, la langue de bois fait penser (pour s'en tenir à la sphère politique), hors contexte, à

son utilisation dans le cadre des régimes démocratiques. La preuve en est qu'il faut normalement ajouter une précision si l'on veut éviter les malentendus. On dira ainsi «la langue de bois de l'ex-Union soviétique», etc. Il n'en va pas de même en polonais : la précision y est inutile. Voilà qui explique, en particulier, un paradoxe : le terme «langue de bois», emprunté au polonais et au russe, n'est plus traduisible par l'expression même dont il est le calque. L'extension de sens qu'il a connue en français est telle que cette rétrotraduction devient le plus souvent inopérante.

Un court, mais excellent article (Shapina, 2008) fait le tour de la question, en partant du russe : il signale que, déjà du temps du tsarisme, la langue de l'administration était qualifiée de «langue de chêne» (*dubovyj jazyk*) en raison de sa rigidité, pour se transformer en «langue de bois» à l'époque bolchevique. Mais ce terme a un sens fondamentalement politique. Il est impossible, par exemple, de garder l'expression «langue de bois» en russe dans la phrase suivante, pourtant banale en français (il s'agit d'un extrait de *L'Express* du 23 mars 1984) : «Si les élèves, dès leur plus jeune âge, sont “bloqués” dans cette discipline [le français], c'est à cause de l'écart grandissant entre la langue scolaire, véritable “langue de bois”, qu'ils sont censés utiliser à l'école, et celle de leurs parents, de la rue, de la vie» (*ibid.*). C'est que l'expression est utilisée ici sans connotation politique. Voilà pourquoi, comme le relève à juste titre Lyudmila Nikolaevna Shapina, dans un dictionnaire franco-russe «langue de bois» n'est plus traduite par *derevjannyj jazyk*, mais par *šablonnyj, kazënnij jazyk* («langue stéréotypée, administrative») *putanaja bolto-vn'a* («verbiage incompréhensible») ².

La boucle est bouclée : en raison de l'extension prise par «langue de bois» en français, le terme devient intraduisible par le terme qui lui a donné naissance dans un très grand nombre de cas. La constatation peut d'ailleurs s'étendre à bien d'autres langues : la traduction

de « langue de bois » en anglais, en allemand, et dans bien d'autres langues est tout aussi problématique... sauf quand « langue de bois », justement, est synonyme de *novlangue*. Comment expliquer qu'une telle polysémie ait pu apparaître, ne serait-ce que dans une seule langue (le français faisant, à notre connaissance, figure d'exception) ? Orwell en fournit la clé.

Orwell : de la langue de la politique à la « novlangue »

On associe habituellement Orwell à son roman 1984. Viennent immédiatement à l'esprit *Big Brother* et, en l'occurrence, la *novlangue*, qui sont rentrés dans l'usage courant (y compris dans les autres langues : le *newspeak* est devenu en allemand *Neusprech*, en italien *neolingua*, en norvégien *nytale*, etc.). La novlangue est la langue du système totalitaire par excellence décrit dans 1984, et l'œuvre est suffisamment connue pour qu'il ne soit pas besoin de l'analyser ici dans le détail. Ce qu'on sait moins, c'est que la novlangue n'est que l'aboutissement, sur le mode fictionnel, d'une réflexion profonde sur la langue en général et sur son utilisation dans l'espace public en particulier – et pas seulement dans les régimes totalitaires. Il est donc facile, notamment, de parler de *novlangue* en démocratie. Ce premier glissement de sens, Orwell l'avait déjà, pour ainsi dire, effectué en amont, dans l'article intitulé « Politics and the English Language » (« La politique et la langue anglaise ») qu'il avait écrit en 1946, au sortir de la guerre, soit deux années avant d'achever la rédaction de 1984³. L'article se lit comme une attaque en règle contre l'utilisation mécanique, stéréotypée de la langue en politique : « *In our time it is broadly true that political writing is bad writing. Where it is not true, it will generally be found*

that the writer is some kind of rebel, expressing his private opinions and not a "party line." Orthodoxy, of whatever color, seems to demand a lifeless, imitative style » (Orwell, 1946)⁴.

L'exercice est tellement mécanique qu'il semble transformer celui qui le pratique en machine : « *When one watches some tired back on the platform mechanically repeating the familiar phrases – "bestial atrocities, iron heel, bloodstained tyranny, free peoples of the world, stand shoulder to shoulder" – one often has a curious feeling that one is not watching a live human being but some kind of dummy. [...] A speaker who uses that kind of phraseology has gone some distance towards turning himself into a machine* »⁶.

On est là dans la langue de bois, pourrait-on dire, « classique » : une langue faite, littéralement, de bois, en cela qu'elle est mécanique, stéréotypée, et perçue comme telle. Inutile de dire que cette langue n'est pas l'apanage des politiques. Mais Orwell ne lui donne pas de nom spécifique, car la langue anglaise ne lui en fournit aucun⁷. Pas plus, d'ailleurs, que pour caractériser la *fonction* de l'utilisation de cette langue stéréotypée, qu'il définit laconiquement d'une phrase : « *In our time, political speech and writing are largely the defense of the indefensible* » (*ibid.*).

La « défense de l'indéfendable » : telle est la logique sous-jacente. Et pas seulement dans les régimes autoritaires ou totalitaires, comme l'extrait suivant le démontre sans la moindre ambiguïté (Orwell, 2001, p. 169) : « Les discours et les écrits politiques sont aujourd'hui pour l'essentiel une défense de l'indéfendable. Des faits tels que le maintien de la domination britannique en Inde, les purges et les déportations en Russie, le largage de bombes atomiques sur le Japon peuvent sans doute être défendus, mais seulement à l'aide d'arguments d'une brutalité insupportable et qui ne cadrent pas avec les buts affichés des partis politiques. Le langage politique doit donc principalement consister en euphémismes,

pétitions de principe et imprécisions nébuleuses. Des villages sans défense subissent des bombardements aériens, leurs habitants sont chassés dans les campagnes, leur bétail est mitraillé, leurs huttes sont détruites par des bombes incendiaires : cela s'appelle la *pacification*. Des millions de paysans sont expulsés de leur ferme et jetés sur les routes sans autre viatique que ce qu'ils peuvent emporter : cela s'appelle un *transfert de population* ou une *rectification de frontière*. Des gens sont emprisonnés sans jugement pendant des années, ou abattus d'une balle dans la nuque, ou envoyés dans les camps de bûcherons de l'Arctique pour y mourir du scorbut : cela s'appelle l'*élimination des éléments suspects* [*unreliable elements*]. Cette phraséologie est nécessaire si l'on veut nommer les choses sans évoquer les images mentales correspondantes.»

La *novlangue* est donc bien à l'origine la transposition de cette logique poussée à l'extrême, dans le cadre d'un monde crépusculaire asservi par le totalitarisme. Il n'en demeure pas moins que la manipulation de l'information à des fins politiques ne lui appartient pas en propre. Pour s'en tenir au monde occidental, on pourrait aisément remonter jusqu'à l'Antiquité et aux sophistes attaqués par Platon (Delporte, 2009) : c'est ce qui explique que l'on utilise encore le terme de *novlangue* dans le cadre des régimes démocratiques. On ne s'est pas privé, par exemple, dans le monde anglophone, d'accuser l'administration Bush de recourir au *newspeak* pour justifier l'intervention américaine en Irak ; travaillistes comme conservateurs au Royaume-Uni ne manquent pas de s'accuser mutuellement du même travers, mais on peut aller beaucoup plus loin encore dans l'extension du concept. Le français en constitue apparemment le cas le plus achevé : toute utilisation du langage qui s'écarte du « parler vrai » peut en effet se voir qualifier, par contraste, de « langue de bois ». N'est-ce pas là un signe des temps, né du sentiment que la langue de bois est omniprésente, et pas seulement chez nos politiques ?

Langue(s) de bois et « parler vrai »

Un tel succès a un revers : celui de se faire de plus en plus remarquer. Or, la meilleure langue de bois est celle qui ne se voit pas : quand ses ressorts apparaissent trop clairement, elle se ringardise et devient obsolète. Orwell, en notant à quel point la langue des politiques de son temps semblait les transformer en pantins articulés, nous les rend sinistres, mais Bergson les trouverait sans doute comiques, puisqu'il s'agit là d'une mécanique plaquée sur du vivant. Dans un cas comme dans l'autre, on va à l'encontre du but poursuivi qui est, en régime démocratique, de convaincre (y compris par la manipulation) plutôt que d'asservir.

Orwell préconisait que l'on s'exprime en « bon anglais » (*plain English*), c'est-à-dire dans une langue simple, directe et sans artifices. Plus précisément encore, il donnait six règles à suivre : ne jamais utiliser une métaphore, une comparaison, ou toute autre figure de style que l'on soit habitué à voir imprimée ; ne jamais utiliser un mot long quand un mot court fait l'affaire ; s'il est possible de retrancher un mot, toujours le retrancher ; ne jamais utiliser le passif quand on peut utiliser l'actif ; ne jamais se servir de locution étrangère, de terme savant, ou de mot de jargon quand on dispose d'un équivalent dans la langue de tous les jours ; enfreindre n'importe laquelle des règles précédentes plutôt que d'aboutir à quelque chose de barbare. Visiblement, son article n'a rien perdu de son actualité. La preuve en est qu'un assez grand nombre de nos contemporains semblent aujourd'hui lui faire écho. On n'en prendra qu'un exemple, cette fois-ci en dehors du champ politique, à savoir celui de la communication des entreprises.

Laissons donc la parole à Patrick Arnoux et à l'article qu'il a écrit pour *Le Nouvel Économiste* (2008) au titre on ne peut plus évocateur : « Le numérique va dynamiter la langue de bois en vigueur dans les

entreprises.» L'auteur n'y va pas par quatre chemins : « Avec ses formules toutes faites, son jargon et ses expressions convenues, la langue de bois a envahi la communication "corporate". Elle n'est plus l'apanage des hommes politiques mais se déploie dans toute la sphère micro-économique comme l'art de l'esquive, grâce à ce "prêt à communiquer pour ne rien dire" défini par le Petit Larousse comme une "manière rigide de s'exprimer en multipliant les stéréotypes et les formules figées, notamment en politique". Les Allemands parlent de "langue de béton", les Chinois de "langue de plomb", les Cubains du "tac-tac"... Les langues changent, mais il s'agit toujours du même bla-bla banalisant permettant de faire l'économie d'un message réel et d'un robuste parler vrai quand la situation paraît insaisissable. »

En 2009, le même journal consacrait un dossier aux « règles du jeu » du *storytelling*. La langue de bois ne faisait déjà plus recette, comme le souligne Alain Roux (2009) : « Le consommateur ne prend plus pour argent comptant les discours informatifs des entreprises et de leurs marques. Il se détourne de leur communication traditionnelle. De ce fait, pour se faire entendre, celles-ci se mettent en scène en racontant leur histoire ou des séquences de leur histoire. Et jouent la transparence pour être plus crédible. Au risque de surjouer l'authenticité. Car l'histoire est romancée, esthétisée ou enjolivée. Et peut mener aux mensonges et à la manipulation. Gare alors au retour de bâton. Reste donc à trouver le subtil dosage entre récit et réalité – à placer le curseur entre la vérité pure et la manipulation. »

Pour ces deux auteurs, comme pour bien d'autres analystes, un tel phénomène s'explique par le développement des nouvelles sources d'information qui rendent les consommateurs (dans le domaine de l'économie) ou les électeurs (dans le domaine de la politique) de plus en plus à même de décrypter les discours, qu'ils soient « informatifs » ou « politiques », et l'on pourrait

généraliser le propos. Pour Patrick Arnoux, la solution est simple : « Internet a changé la donne : les bruits de couloirs, hier cantonnés en interne, ont désormais trouvé une impressionnante caisse de résonance. Les nouvelles technologies, voilà le meilleur antidote. » (Arnoux, 2010). Autrement dit, on se trouverait à une nouvelle phase de la communication : au lieu de recourir, comme par le passé, à la langue de bois opacifiante et manipulatrice, la « nouvelle communication » se voit entraînée dans un cycle vertueux par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, Internet en tête, qui consiste à recourir au « parler vrai ». N'est-ce pas là une vision par trop idyllique des choses ? Qu'en aurait pensé Orwell ?

Conclusion

Que la communication s'évertue à jouer la carte de la transparence, en raison de la pression de l'opinion publique, aujourd'hui mieux informée, personne ne s'en plaindra. Néanmoins, ce serait se tromper que de croire que le « parler vrai » soit la panacée. Si Orwell préconise de s'exprimer dans une langue simple et directe, c'est là une condition nécessaire mais non suffisante de « transparence ». Il est inutile d'être grand clerc pour savoir que l'on peut manipuler les autres avec des mots simples. L'exemple des *spin doctors* est à cet égard éclairant : les conseils qu'ils ont donnés aux hommes et aux femmes politiques les ont amenés à recourir à une langue qui s'écarte le moins possible de la langue de tous les jours et qui fait mouche.

Le « parler vrai » peut très bien se révéler comme la plus récente manifestation de la langue de bois. Plus que jamais, l'heure est au décryptage. Qui peut croire que la technique, fût-elle « nouvelle » soit le remède absolu ? (Wolton, 2005). De ce point de vue, le fait que le français

donne à la «langue de bois» une polysémie si vaste est un atout conceptuel non négligeable en permettant de démultiplier la perspective sur une faculté inhérente au langage : celui de dire la vérité comme de la manipuler, pour le meilleur comme pour le pire. Sans oublier les

cas de figure intermédiaires. Car il n'est pas toujours possible de dire «directement» les choses. Les langues de bois ont donc de beaux jours devant elles, quels qu'en soient les avatars. Le «parler vrai», certes dernier en date, n'en est qu'un parmi d'autres.

NOTES

1. Dans *drewniana* (pol.) et *derev'annyj* (rus.) on reconnaît la racine indo-européenne *deru-, qui a donné, par exemple, *d'aru* en sanskrit, *doru* en grec et *tree* en anglais («arbre»). Au russe *jazyk* correspond également le polonais *język*, mais *mowa* (que l'on retrouve, par exemple, en ukrainien), signifie plus exactement «langue, parole», le verbe *mowić* signifiant «parler».
2. On signalera au passage que le dictionnaire en question aurait pu (dû?) inclure également la traduction, sinon par *derev-jannyj jazyk*, du moins par *novojaz*, lorsque «langue de bois» est synonyme de *novlangue*.
3. Le calcul est simple à faire : Orwell écrit son roman en 1948, et inverse les deux derniers chiffres pour se projeter dans un futur à l'époque perçue comme lointain. Le roman paraît l'année suivante à Londres.
4. «À notre époque, on peut dire que dans l'ensemble les textes politiques sont mal écrits. Quand tel n'est pas le cas, il s'avère en général que celui qui les rédige est une sorte de rebelle, qui exprime ses propres opinions et non la "ligne d'un parti". L'orthodoxie, quelle qu'en soit la couleur, semble exiger un style imitatif et sans vie» (notre traduction).
5. «Lorsque l'on observe un politicard fatigué répéter mécaniquement à la tribune les formules familières – *atrocités sans nom*, le *"talon de fer"*, la *tyrannie sanguinaire*, les *peuples libres de la planète*, se *serrer les coudes* – on a souvent l'impression curieuse que ce n'est pas un être vivant que l'on voit, mais une sorte de pantin articulé. [...] L'orateur qui utilise ce genre de phraséologie est en bonne voie pour se transformer en machine.» (notre traduction).
6. Il en serait de même aujourd'hui : le calque «*wooden language*» existe bien, mais reste peu employé. Sur Google, il correspond à 7060 entrées ; «langue de bois» en compte pas moins de 438 000.
7. Dans le domaine anglophone, à la *novlangue* d'Orwell (*newspeak*) est venu s'ajouter notamment le *doublespeak* (littéralement, «doublelangue»), néologisme forgé par William D. Lutz (1989 et 1996) sur le modèle du *doublethink* orwellien («doublepensée») mais appliqué aux régimes démocratiques (en particulier aux États-Unis). Le terme a fait florès : 382 000 résultats sur Google, soit presque autant que *newspeak* (413 000 résultats). La définition en est la suivante (Lutz, 1996, p. 6) : «*Doublespeak is language that pretends to communicate but really doesn't. It is language that makes the bad seem good, the negative appear positive, the unpleasant appear attractive or at least tolerable. Doublespeak is language that avoids or shifts responsibility, language that is at variance with its real or purported meaning. It is language that conceals or prevents thought; rather than extending thought, doublespeak limits it.*» («La *doublelangue* est une langue qui prétend servir à communiquer mais qui en réalité fait tout le contraire : c'est une langue qui donne au mal l'apparence du bien, qui fait passer le négatif pour positif, le déplaisant pour attirant ou, du moins, tolérable. La *doublelangue* est une langue qui évite ou déplace la responsabilité, une langue qui est en désaccord avec son sens véritable ou supposé. C'est une langue qui dissimule ou entrave la pensée : plutôt que de lui permettre de s'étendre, la *doublelangue* en réduit la portée») [notre traduction].

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARNOUX, P., «Le numérique va dynamiter la langue de bois en vigueur dans les entreprises», *Le Nouvel Économiste*, n° 1507, 4 février 2010.

COPÉ, J.-F., *Promis : j'arrête la langue de bois*, Paris, Hachette Littérature, 2006.

DELPORTE, C., *Une Histoire de la langue de bois, de Lénine à Sarkozy*, Paris, Flammarion (coll. «Histoire»), 2009.

GUILLERON, G., *Langue de bois. Décryptage irrévérencieux du politiquement correct et des dessous de la langue*, Paris, First Editions, 2010.

LUTZ, W. D., *Doublespeak. From «Revenue Enhancement» to «Terminal Living»: How Government, Business, Advertisers, and Others Use Language to Deceive You*, New York, Harper & Row, 1989.

LUTZ, W. D., *The New Doublespeak. Why No One Knows What Anyone's Saying Anymore*, New York, Harper Collins Publishers, 1996.

ORWELL, G., *Nineteen Eighty-Four*, introd. par Thomas Pynchon, Londres, Penguin Books, 2004 (1^{re} éd. 1949).

ORWELL, G., «Politics and the English Language», *Horizon*, avril 1946.

ORWELL, G., «La politique et la langue anglaise» (1946), *Essais, articles, lettres*, volume IV (1950), traduit de l'anglais par Anne Krief, Bernard Pécheur et Jaime Semprun, Paris, Ivrea, 2001.

ROUX, A., «Storytelling. Les règles du jeu», *Le Nouvel Économiste*, n° 1490, jeudi 24 septembre 2009.

SHAPINA, L. N., «Efemizmy v sotsial'nyx sferax dejatel'nosti: politkorrektnost' I "derevjannyj jazyk" (na primere frantsuzskogo jazyka)» [Les euphémismes dans l'espace public: le politiquement correct et la "langue de bois" (l'exemple de la langue française)], *Vestnik Adygejskogo gosudarstvennogo universiteta*, Adygeïsk (Russie), 2008.

WOLTON, D., *Il faut sauver la communication*, Paris, Champs-Flammarion, 2005.



Joanna Nowicki
Université de Cergy-Pontoise

DE L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ OCCIDENTALE À L'ÉGARD DE LA NOTION DE « LANGUE DE BOIS »

L'expression vient de l'Est. Elle s'est installée à l'Ouest en changeant de sens. En France, dans l'usage actuel, l'expression « langue de bois » désigne un discours stéréotypé, un propos conventionnel, une réponse évasive à une question embarrassante. Simple code des échanges publics, style diplomatique évitant les aspérités marquées par le « politiquement correct », c'est un registre du langage auquel chacun serait bien obligé de recourir un jour ou l'autre. La langue de bois concerne particulièrement les hommes politiques, les managers, et toutes les personnes de pouvoir, juristes, administratifs, bureaucrates, experts, parlant un langage incompréhensible au commun des mortels.

La charge critique de l'expression, toujours employée de façon négative, concerne donc d'abord cet effort (positif) pour éviter la violence verbale, éluder un conflit, parvenir à un accord « formel », verbal, sinon factuel. Ce qui fait que cet effort échoue et peut être dénoncé comme « langue de bois », c'est qu'il se fait au détriment de la transparence et de la vérité, en brouillant

le message, en le rendant (volontairement ou non) inaudible. Au moment où on s'adresse publiquement à un groupe, à un auditoire ou à de potentiels lecteurs, on crée une barrière entre les initiés et les non-initiés, en usant du pouvoir d'intimidation que donne un statut d'autorité.

Vu de l'est de l'Europe qui a connu les deux totalitarismes, cet affaiblissement sémantique éveille une forte réticence. L'expression « langue de bois » y a gardé une tout autre gravité et l'utilisation banalisée qui se pratique à l'Ouest dénote plutôt une incompréhension ou une ignorance de ce qu'est véritablement la langue de bois. Comment oublier la dimension tragique qu'a eu la lutte contre la langue de bois ? Comment ignorer qu'elle a été un objet de réflexion central pour des écrivains autant que pour les militants politiques, et que ceux qui ont combattu pour ne pas y succomber ou pour s'en débarrasser, l'ont fait au risque de leur vie ? Pour eux, il y avait une différence de nature et non pas de degré entre la langue vive et la langue de bois, et c'est

que nous voudrions illustrer brièvement, en rappelant la force des protestations à son égard, puis en essayant d'éclairer ce qui a été l'enjeu d'une telle protestation, en nous appuyant principalement sur l'exemple de la Pologne.

La vérité de la poésie contre la langue de bois

La langue de bois concerne (et blesse) prioritairement ces «hommes de parole» que sont les écrivains et les poètes. En Pologne, les poètes ont été à la pointe du combat pour retrouver la droiture des mots, la limpidité du sens perdu. Il est difficile, en Occident, de comprendre l'autorité morale dont ils ont pu jouir, la popularité de leurs textes qui sont parfois devenus des références si bien partagées, qu'elles ont été comme le credo d'une génération. La littérature est perçue comme une arme, du seul fait qu'elle était un «acte de langage» subversif, dès lors qu'elle revendiquait son statut de parole non censurée, non censurable. Les titres de certains recueils affichent cette prise de risque: *Prise du pouvoir* (Czesław Miłosz, 1953), *Je sais que c'est mal vu*, *Respiration artificielle* (Stanisław Barańczak, années 1970), *Rapport de la ville assiégée* (Zbigniew Herbert, 1983, à l'époque de Jaruzelski). Ce qui mobilise l'énergie des auteurs n'est pas le désir de défier les autorités, mais la certitude intérieure ressentie par chacun, qu'il est désormais «impossible de taire la vérité». Ce «désormais» relève de temporalités subjectives ou collectives (quel est l'événement qui «déclenche» cette prise de conscience et ce passage à l'acte?).

En tout état de cause, cela conduit à adopter et consolider une posture commune, «la vie dans la vérité», pour reprendre l'expression utilisée par de

nombreux dissidents. Cette formulation résonne étrangement à des oreilles occidentales, qui entendent là un accent religieux, une injonction au moralisme étroit ou même un nouveau dogmatisme: il est rare qu'une proclamation de vérité ne devienne pas une imposition de vérité. On n'est pas étonné d'en trouver l'expression sous la plume de Soljenitsyne, dans sa fameuse lettre ouverte au IV^e Congrès des écrivains de l'URSS, en mai 1967: «Je suis évidemment sûr de remplir mon devoir d'écrivain en toute circonstance, et peut-être du fond de la tombe avec plus de succès et d'autorité que de mon vivant. Nul ne réussira à barrer les voies de la vérité, et je suis prêt à mourir pour qu'elle avance.¹»

Pourtant, des penseurs, et non des moindres, ont conceptualisé cette réaction au système de mensonge institutionnalisé dans lequel ils étaient amenés à vivre. Le philosophe tchèque Jan Patocka, signataire de la *Charte 1977*, est sans doute celui qui a le mieux exprimé, dans sa théorie socratique du «soin de l'âme», cet engagement de «la vie dans la vérité» qui était pour lui l'ethos même de l'Europe. Avoir le souci de l'âme, c'est savoir tourner son regard vers la vérité des relations morales et politiques, ce qu'il appelle les «possibilités essentielles de l'être – l'un – avec – l'autre humain» (Patocka, 2007, p. 66). Comme l'explique Marc Crépon dans sa postface, «il aura, le premier indiqué, au péril de sa vie, qu'aucune tradition figée, aucune opinion consensuelle ne pouvait prétendre épuiser le sens de ces relations et se substituer à la recherche de leur vérité» (*ibid.*). Au péril de sa vie, effectivement, puisqu'il est mort d'épuisement après une série d'interrogatoires musclés de la police tchécoslovaque en 1977.

Jan Polkowski, qui faisait ses débuts à l'époque de la dissidence, explique qu'il fallait à l'époque parler «une langue transparente, pour préserver les restes du monde de la perte et peut être essayer de le reconstruire». Dans son recueil *Ce n'est pas de la poésie* (1980), il montre ce que représentait pour lui la défense des valeurs, du

destin humain, hic et nunc, et aussi dans le concert des siècles. « Je choisisais l'univoque, la droiture, la loyauté face au monde visible et invisible. Je rejetais l'esthétisme, l'escapisme et l'ornementation superflue. Je cherchais la vérité derrière une langue pure, la vérité dans toutes ses incarnations, car c'est elle qui faisait défaut dans le monde d'alors ». À la question de savoir quelle vérité il recherchait, il répond que « c'est la langue qui fait de nous des hommes et quand elle est malade, elle contamine l'âme et le corps, met en échec l'homme entier, la société entière »².

Ce programme est toujours celui qui inspire Czesław Miłosz, alors même qu'il vit en Occident depuis 1951, jouissant de la liberté et de la consécration littéraire (prix Nobel, 1980), lorsqu'il écrit son *Traité de théologie* (2002 en polonais, puis 2003 en français) pour « mettre en premier ce qui premier » (Miłosz, 2003, p. 15) :

« C'est la notion de vérité.
Et justement la poésie
Par son comportement d'oiseau effrayé
Se heurtant contre la vitre transparente
Confirme que nous ne savons pas vivre dans la
fantasmagorie.
Il faut que la réalité revienne dans notre parole.
C'est-à-dire le sens.
Impossible sans un point absolu de référence. »

La pensée captive

Czesław Miłosz est justement celui qui a plus clairement analysé l'expérience de la langue de bois, dans son essai paru en 1953 (après qu'il ait obtenu l'asile politique en France), *Pensée captive. Essai sur les logocraties populaires*.

Dans l'usage « occidental », l'expression langue de bois relève d'une rhétorique sociale dont finale-

ment personne n'est vraiment dupe. Celui qui l'emploie avec plus ou moins d'habileté use de substantifs, de périphrases et d'abstractions générales pour ne pas « nommer » la chose même, ce qui signifie qu'il est bien conscient de ce qu'il faut ne pas dire. Si sa liberté d'expression est contrainte, sa pensée ne l'est pas, puisqu'il faut connaître la vérité pour choisir comment la dissimuler au mieux sous les voiles. On pourrait en dire autant des récepteurs : qu'ils comprennent ou non ce qu'on leur cache ou ce qu'on refuse de nommer en clair, ils ne sont pas dupes.

Cette expérience de la langue de bois n'a rien à voir avec celle qu'ont vécu les dissidents anti-communistes. Ce que les dissidents dénoncent avec violence, c'est l'intrusion de la langue d'État dans leur propre mode de sentir et de penser. Miłosz analyse comment *la pensée captive* touche un individu au plus intime de la personne. Le *Ketman*, mécanisme de dissimulation de ses opinions et de ses sentiments, que Miłosz emprunte à la philosophie orientale, est élaboré en fonction de la sensibilité de chaque milieu et ensuite traduit avec une rhétorique adaptée. Seuls des individus particulièrement résistants mentalement ou quasi-héroïques dans leur solitude peuvent échapper à ce piège. C'est parce que lui-même parlait cette langue avec conviction que l'œuvre-confession-analyse du futur prix Nobel est particulièrement convaincante.

Aleksander Wat (Varsovie 1900, Paris 1967) poète et écrivain polonais, est un autre exemple. Lorsqu'à la fin de sa vie, il comprend le degré d'aveuglement à l'égard de l'idéologie communiste dont il a été une victime complaisante, il s'avoue malade, fou et inconsolable. Il décrit notamment le mécanisme de *perekovka*, (la « transformation des âmes », c'est-à-dire de tout l'univers mental de l'homme) pratiqué dans les systèmes totalitaires pour soumettre les insoumis (Wat, 2000). Orwell ne s'y est pas trompé, en mettant au cœur de sa fiction totalitaire, 1984, le *newspeak*, la « novlangue » de

la propagande d'État devenue la langue commune de l'expression et des échanges et donc de la stérilisation des relations entre simples citoyens.

Le langage des révoltes successives contre le régime soviétique en Europe centrale fait aujourd'hui l'objet de multiples analyses. Andrzej Friszke (2010), dans son ouvrage polémique sur la révolte de Mars 1968 en Pologne, consacre un chapitre entier au langage des acteurs, souvent enfants de la nomenklatura rouge. L'auteur montre qu'un Michnik ou un Modzelewski, ayant compris qu'il fallait en finir avec la langue de bois de leurs aînés, n'en avaient pas d'autre pour y parvenir. L'auteur se dit sidéré de voir à quel point le style des textes que ces révisionnistes écrivaient à l'époque était calqué sur celui des textes officiels. Même ceux qui essayaient de s'opposer au régime étaient contaminés par la *novlangue* qui était devenue la leur au point que la maîtrise d'une pensée différente a été une lente et difficile conquête.

Les langues totalitaires, à suivre Jacques Dewitte (2007) semblent animées par une visée de ligature qui consiste à barrer l'accès à la réalité et à mettre un couvercle à la vie du langage, d'où pourraient émerger des significations immaîtrisables. Les dirigeants qui parlaient la fameuse *langue de bois* de la propagande auraient déconnecté celle-ci de la réalité en amenant les individus à s'inscrire dans les canons d'expression imposés. La poésie, en brouillant ce mécanisme, avec son langage resserré, concis, ascétique, dépouillé de tout qualificatif et revendiquant sa subjectivité, a été une *dissidence esthétique*. La poésie s'est posée comme le reflet de l'âme, un regard entièrement personnel et en ce sens unique.

La question du *style personnel* est fondamentale dans ce contexte. L'idéologie officielle, ce que Hannah Arendt a analysé comme étant la *logique d'une idée* conduit en effet à déconsidérer la singularité de l'expression, stigmatisée comme romantisme petit-bourgeois, tout autant qu'est banni le flottement sémantique,

la polysémie. Certains mots, tels que ceux comme l'honneur, la conscience, la liberté et la bonté disparaissent de la circulation normale, puisque la conscience de soi est remplacée par la *conscience de classe*, fiction épurée de toute subjectivité. Dès lors, travailler sur le *matériau langue* a été un acte de combat pour la garder libre pour chaque personne.

Kazimierz Brandys insiste sur l'importance de la dimension libératrice du langage personnel dans les échanges avec les autres: «La conscience sociale a besoin d'un atelier. Nous devons être les artisans de ce qui doit nous survivre, sinon nos semblables seront des esclaves d'ici à cinquante ans. [...] Il s'agit là d'une chose possible. Ne fût-ce que dans la manière de communiquer dans la conversation, par exemple. Le langage peut être aussi une forme de liberté. [...] User dans la description des faits d'un langage entièrement personnel, c'est un premier pas vers la liberté, et ce pas, on peut le faire toujours et partout.» (Brandys, 1978, p. 173).

On comprend pourquoi les lecteurs ont pu trouver dans cette poésie dissidente le diagnostic et le remède à leur propre malaise, en sentant qu'elle leur permettait à nouveau de «parler vrai». C'est ce qui permet de saisir le succès, très difficile à expliquer à un occidental, du poème de Zbigniew Herbert (1924-1998), intitulé «La puissance du goût», paru en 1983 (*Potega smaku*). Alors que l'auteur est partie prenante de l'opposition démocratique, au lieu de défendre l'idée d'une «littérature engagée», dans la lignée de Sartre ou Aragon, il défend l'idée que l'esthétique peut aider à vivre et qu'il importe de ne pas sous-estimer l'éducation au Beau. Lorsque nos yeux et nos oreilles ont refusé d'obéir en choisissant un fier exil, c'était, dit-il, non une question de courage, mais de goût:

«Cela n'exigeait pas grand caractère

Nous avions juste ce qu'il faut de courage nécessaire

Mais au fond c'était une question de goût

Oui de goût
Qui nous fait sortir la grimace, murmurer un sarcasme

Même si à la suite de cela devait s'écrouler le chapiteau inestimable du corps, la tête»³

Dès lors, combattre la langue de bois, c'était réintroduire la nuance, la polysémie, les interprétations contradictoires, le style personnel à la place de la convention figée. Pour un Européen qui a connu les deux totalitarismes, c'est toute une vision du monde qui se trouve derrière, tout un combat pour la liberté de penser et pour la dignité d'être soi. La dénonciation de la langue de bois n'a donc pas le même sens à Paris et à Varsovie. C'est que l'expérience de la langue de bois n'est pas restée une expérience extérieure (la langue de l'autre), mais a été une expérience partagée de la langue commune et une expérience intime de ce qui est apparu rétrospectivement comme une «pseudo-pensée». Le dévoilement et le déchirement produit par l'expérience de la désillusion n'ont rien à voir avec l'humour, l'ironie ou le sarcasme qui permettent de dénoncer les discours convenus des «autorités» en représentation sur les rives de la Seine.

La philosophe polonaise Barbara Skarga, dans un ouvrage qu'elle consacre à ce qu'elle appelle «la pensée

cherchante» exprime cette méfiance contre la codification et l'institutionnalisation excessive (Skarga, 1997, p. 243): «La codification est comme l'achèvement du processus de la formation des règles du sens et, à la fois, le moment qui en favorise la destruction. Quant à l'institutionnalisation, elle tente d'empêcher cette dernière. Elle remplit donc des fonctions conservatrices dans la mesure où elle défend l'ordre établi et craint le chaos, le plus souvent pour des raisons non intellectuelles mais idéologiques. L'ordre commence à être absolutisé comme s'il était l'unique valeur et comme si l'opposition à son égard menaçait l'existence même de l'institution. La critique n'en devient que plus acharnée, elle tourne presque en révolte, même au prix d'un chaos provisoire. Nul ne saurait arrêter la pensée humaine.»

Ce phénomène est-il spécifique des mondes totalitaires? N'y a-t-il pas une autre illusion dans la certitude occidentale qu'il suffit, pour «parler vrai» ou penser librement, de le décider? En tout cas, il apparaît une singulière incommunicabilité d'expériences entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est à travers l'usage superficiel ou grave qui est fait de cette expression de *langue de bois*, lourde de sens d'un côté et d'une insoutenable légèreté de l'autre.

NOTES

1. Lettre de Soljenitsyne adressée au IV^e Congrès des écrivains de l'URSS, citée dans *Dissidences* (Chantal Delsol, Michel Maslowski et Joanna Nowicki, dir.), PUF, 2005, p. 62.
2. Entretien avec Jan Polakowski dans le numéro du 17 janvier 2010 de la revue *Tygodnik Powszechny*, «Le porte-parole de la poésie» (en polonais).
3. «Potega smaku», in *Raport z oblezonego miasta i inne wiersze*, Paris, Institut Littéraire, 1983 (en polonais). Ce magnifique poème de Zbigniew Herbert n'a pas été édité en traduction française. Traduit ici par Jacques Donguy et Michel Maslowski.

Joanna Nowicki

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BARANCZAK, S., *Ja wiem, że to niesłuszne* («Je sais que c'est mal vu»), *Sztuczne oddychanie* («Respiration artificielle»).

BRANDYS, K., *La Pologne, c'est-à-dire nulle part*, traduit du polonais par Adam Lach, Paris, Seuil, 1978.

DEWITTE, J., *Le Pouvoir de la langue et la liberté de l'esprit*, Michalon, Paris, 2007.

FRISZKE, A., *Anatomia buntu* («Anatomie de la révolte»), *Kuron, Modzelewski, Komandosi*, Éditions Znak, Cracovie, 2010.

HARENDT, H., *The Origins of Totalitarianism (Antisemitism, Imperialism, Totalitarianism)*, 1951, traduction française en trois volumes (1976, 1982, 1972).

HERBERT, Z., *Raport z oblezonego miasta* («Rapport de la ville assiégée»), Paris, Institut Littéraire 1983.

MIŁOSZ, C., *Traité de théologie*, édition bilingue, Cheyne Éditeur, 2003.

MIŁOSZ, C., *La Pensée captive. Essai sur les logocraties populaires*, Gallimard, 1953 et 1980, Folio-Essais, 1988.

MIŁOSZ, C., *La Prise du pouvoir*, Paris, Gallimard, 1953.

PATOCKA, J., *L'Europe après l'Europe*, Grasse, Verdier, 2007.

SKARGA, B., *Les Limites de l'historicité*, Paris, Beauchesne, 1997.

WAT, A., *Mon Siècle : confession d'un intellectuel européen*, Paris, L'Âge d'homme, 2000.

De la rhétorique au «rhetoric» : petite histoire d'une grande ambivalence

En anglais, le mot *rhetoric* a tendance à signifier «discours creux, vide» dont le but est d'obscurcir la vérité, d'où l'expression courante «ce n'est que de la rhétorique» qui exprime un écart radical entre discours et vérité, entre rhétorique et savoir. Si cette séparation relève d'une spécificité anglo-saxonne, elle n'en remonte pas moins aux origines de la rhétorique même, chez les Grecs de l'Antiquité. Le rapport entre rhétorique et savoir constitue un très vieux problème où les ambivalences et les antagonismes ressortent sous des formes différentes selon les époques.

Chez Homère certains héros sont honorés pour leur capacité à encourager leurs compagnons à agir comme il faut. Avec la montée du *polis* démocratique, savoir bien parler devient de plus en plus important dans la vie civique et politique des villes de la Grèce antique.

Les sophistes focalisent sur le *logos*, c'est-à-dire sur le discours, son fonctionnement et son pouvoir. Ils définissent les parties du discours, analysent la poésie, étudient les stratégies d'argumentation et débattent de la nature de la réalité. Ils y voient aussi une dimension éthique et prétendent rendre «meilleurs» leurs étudiants, c'est-à-dire qu'ils enseignent la vertu. L'excellence humaine n'est donc pas à leurs yeux un accident du hasard ou liée à des origines nobles, mais il s'agit d'un art ou d'une *technê* qu'on peut enseigner et apprendre.

La rhétorique devient ainsi un art important qui permet aux orateurs d'avoir les formes, les moyens et les stratégies de persuader le public de la justesse de leurs propos. Pour certains philosophes de l'Antiquité,

savoir employer habilement les outils de la rhétorique est donc essentiel si l'on veut découvrir la vérité, parce que c'est la rhétorique qui fournit les moyens d'organiser et de clarifier des arguments.

Mais les sophistes pensent également qu'à tout argument peut s'opposer un contre-argument, et que la «vérité» est fonction de la probabilité qu'un argument semble vrai aux yeux du public. Les sophistes ont aussi la réputation de pouvoir transformer un argument «faible» en un argument «fort» (Romilly, 1988).

Platon souligne les différences entre la vraie rhétorique et la fausse rhétorique, surtout dans ses dialogues (*Gorgias*, *Phèdre*), où le philosophe critique l'idée des sophistes selon laquelle l'art de la persuasion, la «rhétorique», peut exister indépendamment de l'art de la dialectique. Selon Platon, puisque les sophistes font appel seulement à ce qui semble être vraisemblable ou probable, plutôt qu'à ce qui est essentiellement vrai, ils n'améliorent pas du tout leurs élèves ou leur public. Selon lui, seule la philosophie peut faire cela, par le biais de la dialectique qui permet d'atteindre la vérité au-delà des apparences.

Aristote, quant à lui, rédige un traité *L'Art de la Rhétorique* dans lequel il prétend que «la rhétorique est la contrepartie de la dialectique». Si la méthode dialectique est nécessaire pour découvrir la vérité dans la sphère théorique, la rhétorique, en revanche, est utile voire nécessaire dans la sphère pratique, par exemple devant les tribunaux ou une assemblée politique, domaines où il faut savoir persuader.

Chez les Romains, notamment Cicéron (1^{er} siècle av. J.-C. ; *De oratore*) et Quintilien (1^{er} siècle ap. J.-C.),

la rhétorique poursuit la tradition héritée des Grecs. Quintilien déplore la séparation qui existe entre la rhétorique et la vie civique du citoyen (*De l'institution oratoire*). Il met l'accent sur l'importance de l'art de la rhétorique et la formation de l'orateur parfait, tout en critiquant la montée de la rhétorique comme divertissement qui privilégie l'ornementation dans l'art de l'argumentation, aux dépens de la substance.

Saint Augustin, devenu chrétien, s'intéresse à l'art «païen» de la rhétorique pour répandre la nouvelle religion. Il propose de mettre «le pouvoir de l'éloquence au service de la cause juste» (Green, 1995). Mais pour le Moyen Âge, la rhétorique est secondaire par rapport à la dialectique dans le *trivium* des «arts libéraux», et l'étude de la rhétorique relève plutôt de la scolastique.

Au début du XVI^e siècle, Érasme renoue avec la rhétorique en s'intéressant aux inventions et aux variations dans les types de discours, présentant par exemple deux cents variations de la phrase «*Semper, dum vivam, tui memero*» dans le *De copia*. (Jardine, 1996, p. 82). En Angleterre, la situation va changer radicalement pour annoncer une modernité, celle de la langue et celle du protestantisme voire du puritanisme. Francis Bacon (1561-1626) ressent le besoin de trouver un style approprié au nouveau discours scientifique. Selon lui il faut faire une exposition claire des faits et des arguments sans style orné. Dans son *Advancement of Learning*, Bacon critique ceux qui sont préoccupés par des questions de style plutôt que par «*the weight of the matter, worth of subject, soundness of argument, life of invention, or depth of judgment*» (Jardine, 1975).

Vers le milieu du XVI^e siècle l'Angleterre voit la montée de la rhétorique dans les langues modernes aux dépens des langues classiques. C'est un savant français Pierre de la Ramée (dit Ramus) qui, peu satisfait de ce qu'il considère comme les excès du *trivium*, propose

un nouveau cursus. Converti au calvinisme, Ramus est assassiné au lendemain de la Saint-Barthélemy. Son enseignement, considéré comme l'œuvre du diable par l'Église catholique, n'a pas de suite en France, mais il est repris dans des pays protestants.

Au XVII^e siècle plusieurs écrivains poursuivent la réflexion de Ramus, dont le grand poète anglais, John Milton (1608-1674), qui rédige un manuel de logique et de dialectique à partir de ses travaux. Vers le milieu du siècle l'approche de Ramus envers la rhétorique l'emporte chez les protestants et les puritains, qui fondent également vers la même époque l'Université Harvard à Boston (Ong, 2004). Le philosophe Thomas Hobbes (1588-1679) rédige à son tour des textes sur la rhétorique. Tout comme Bacon, Hobbes cherche à promouvoir un style plus simple et plus naturel sans trop de fioritures.

En 1684, la Royal Society d'Angleterre établit un comité pour améliorer la langue anglaise. L'un des membres de ce comité, l'écrivain John Dryden (1631-1700), considéré comme le fondateur de la prose anglaise moderne, crée un nouveau style. Il préconise l'emploi de mots anglo-saxons plutôt que des emprunts étrangers; de même, il explique que la syntaxe de la phrase doit être celle de la langue vernaculaire plutôt que celle du latin.

En France, la rhétorique fait partie de l'enseignement, notamment chez les jésuites, jusqu'à la Révolution. Pour ceux-ci, la rhétorique constitue l'un des piliers de la formation des futurs élites, qu'ils se trouvent au sein de l'Église ou dans des institutions de l'État. De manière plus générale, la rhétorique est l'armature du système scolaire: le *Traité des études* de Rollin a une influence sur toute l'Europe continentale (Fumaroli, 1980).

La Révolution renverse cette situation. Les philosophes qui rédigent la Charte pour une éducation du peuple, qui serait placée sous le signe de la raison,

rejettent la rhétorique comme instrument d'oppression aux mains des catholiques. Sous l'Empire, qui introduit une très large réforme, la rhétorique a une place réduite. L'École polytechnique, créée pour former la nouvelle élite scientifique, accorde la priorité aux rapports écrits et néglige le discours oral. De même, après la Révolution de 1848, la rhétorique est considérée comme un instrument de conservatisme et de politique réactionnaire (cf. le site <reference.com.rhetoric>).

La III^e République achève la transformation du système scolaire en imposant la philosophie rationaliste en fin d'études à la place de la classe de rhétorique. La rhétorique devient l'étude des tropes littéraires et sera appelée par la suite «stylistique». En 1890, les anciens exercices de rhétorique sont remplacés par la «dissertation», qui développe l'argument rationnel en philosophie. Au début du XX^e siècle, la rhétorique ne figure même plus dans le cursus scolaire – laïcité oblige – car la rhétorique est censée être le dernier bastion de l'irrationalité promue par l'Église (Chervel, 2004).

Mais dans les années 1960, la rhétorique commence à faire un retour, grâce à l'influence de la

linguistique dans le domaine des sciences humaines et sociales, notamment pour ce qui est du structuralisme et de la sémiotique. Roland Barthes lui-même, formé en lettres classiques, voit la valeur de la rhétorique pour l'analyse du récit. La génération de penseurs structuralistes et poststructuralistes s'appuie sur la rhétorique, depuis Gérard Genette à Jacques Derrida en passant par Jacques Lacan, tandis qu'un certain Umberto Eco fait sa thèse sur l'esthétique chez saint Thomas d'Aquin. Il est vrai aussi qu'au cours du XX^e siècle des chercheurs anglo-saxons s'intéressent de nouveau à la rhétorique, tel Marshall McLuhan, le père de la théorie des mass-media qui fait sa thèse à Cambridge sur l'histoire de la rhétorique. Or, McLuhan a beau dire que le «*medium is the message*», il n'empêche que ce sont encore souvent les «intellectuels français» qui sont accusés outre-Manche de ne pas «parler clairement et simplement» et de s'adonner, à la place, à des jeux de «rhétorique». Une vieille histoire continue...

Peter Brown

Australian National University, Canberra

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

CHERVEL, A., «L'invention de la dissertation dans l'enseignement secondaire français», *Paedagogica Historica: International Journal of the History of Education*, vol. 40, n° 3, 2004, p. 261-277.

FUMAROLI, M., *L'Âge de l'éloquence: rhétorique et «res literaria» de la Renaissance au seuil de l'époque classique*, Genève, Droz, 1980.

GREEN, R.P.H. (éd., trad.), *Augustine: De Doctrina Christiana*, Oxford, Clarendon, 1995.

JARDINE, L., *Francis Bacon: Discovery of the Art of Discourse*, Cambridge University Press, 1975.

JARDINE, L., *Reading Shakespeare Historically*, Londres, Routledge, 1996.

ONG, W.J., *Ramus, Method and the Decay of Dialogue: From the Art of Discourse to the Art of Reason*, University of Chicago Press, 2004.

ROMILLY, J. de., *Les Grands Sophistes de l'Athènes de Périclès*, Paris, de Fallois, 1988.



Bernard Valade

Université Paris V - Sorbonne

LA LANGUE DE BOIS : RACINES RHÉTORIQUES ET RAMURES MÉTAPHORIQUES

Il est un usage convenu, dans les sciences humaines, qui consiste à s'interroger sur le moment et le lieu où une pratique sociale s'est trouvée constituée en objet d'analyse. Pour la langue de bois, la généalogie de cette constitution dans le temps et l'espace a été retracée par Christian Delporte dans *Une Histoire de la langue de bois* (2009), sans dissiper le mystère qui enveloppe l'origine de cette expression. Même si celle-ci n'y est pas employée, nul doute cependant que *1984* de George Orwell (1948) peut faire figure d'ouvrage primordial pour la mise en question – sinon l'étude – de ce que l'on considère comme le fondement du langage totalitaire. En France, *La Langue de bois* (1987) de Françoise Thom avait été le premier jalon d'une investigation à laquelle Christian Delporte a donné un terme provisoire avec son livre encore récent. D'un ouvrage à l'autre, le concept, au départ globalement assimilé à la *sovietslangue*, s'est enrichi de multiples variations, y compris, et surtout pourrait-on dire, démocratiques, jusqu'à s'universaliser. La «langue de bois» n'en reste pas moins pour autant

marqué par son emploi essentiellement politique, et en tension permanente avec un «langage naturel» dont elle représente l'antonyme. C'est précisément à cette singularité que l'on s'attachera ici pour tenter de l'atténuer, en soulignant les rapports que la langue de bois entretient avec les pratiques langagières ordinaires, et en rappelant les conséquences inhérentes à la nature «tropologique» du langage.

Racines rhétoriques

«Un antilangage» : dans la conclusion ainsi intitulée de sa brillante étude, Françoise Thom explique qu'il lui fallait «à tout prix rester à l'extérieur de ce système de pensée automatique, de parole machinale qui hypnotise l'esprit et paralyse la raison» (1987, p. 211). Aussi, a-t-elle cherché le soutien de «disciplines augustes» – grammaire, rhétorique, histoire, philosophie – «pour

rendre intelligible ce produit minable de l'idéologie qu'est la langue de bois». Position salubre adoptée à une époque où l'idéologie gouvernant l'empire soviétique rayonnait encore, mais qui trahit bien la crainte d'une contamination effectivement menaçante. Position d'extériorité qui, sans égard à la neutralité axiologique, permet de diaboliser un mode de communication écrit et verbal à l'origine duquel était placée l'invasion, dans la Russie du XIX^e siècle, d'un jargon philosophique : un «bric-à-brac de notions hegelienues», avait détaché les mots des réalités pour valoriser la praxis. Mentalement, une frontière spatiale et politique était tracée, en même temps que, sur le plan historique, une réponse négative était donnée à la question de savoir si le discours des révolutionnaires français pouvait s'apparenter à une «langue de bois».

Une vingtaine d'années plus tard, la langue de bois a traversé les frontières et, dans la rétrospective de Christian Delporte, elle commence en France avec le fanatisme révolutionnaire, «la Terreur et les mots». Une fois de plus, en ce domaine comme en tant d'autres, on observera que la Révolution française fait écran. Il en va de même pour la *sovietlangue*, avec le traitement caricatural auquel elle se prête aisément, et qui, en autorisant à la qualifier de «produit minable», dispense de se mettre en quête des raisons de son emprise.

L'inscription de la langue de bois dans une histoire de la rhétorique devrait permettre de réduire sa singularité, en mettant en lumière les dispositions de la langue naturelle qu'elle utilise et radicalise. Cette inscription ne se limite pas à la remontée aux origines d'une manipulation de la parole, telle qu'elle a été pratiquée et analysée dans l'Antiquité. Il est entendu qu'un débat de longue portée est ouvert avec le *Gorgias* (ou) *Sur la rhétorique* de Platon. Celle-ci est-elle l'art de parler droit qui se confond avec l'enseignement ou un art de faire croire ? Procure-t-elle, par le moyen des seuls discours sur le juste et l'injuste, liberté et pouvoir à celui qui en use, ou

doit-elle être rangée parmi les artifices de la flatterie ? On sait le parti que prend Socrate entre la puissance de l'orateur et la sagesse du philosophe. On sait aussi la condamnation, prononcée par Platon, des sophistes et de la sophistique.

Ces enjeux sont dépassés par Aristote qui assigne à la rhétorique sa vraie place – l'exercice de la parole publique – par rapport à la philosophie, en codifiant les moments de son effectivité, à savoir la conception (invention), le plan (disposition), la mise en style et la prononciation (élocution, action). En fait, des acceptions différentes rendent polémique ledit exercice. D'un côté, il s'agit d'un art de «bien dire», de style «figuré», de *figures* donc parmi lesquelles les métaphores jouent un rôle essentiel ; de l'autre, on met l'accent sur la technique de persuasion, le procédé systématique, l'*argument* produit. Associant qualité du style et solidité de l'argumentation, la rhétorique idéalement conçue est, en définitive, l'art de persuader par le discours... que j'ai raison et que l'autre a tort.

On passera sur la dérive qui consiste à sacrifier à l'art du discours la vérité ou la sincérité, pratique qui est le propre du rhéteur communément dénoncé. On s'appliquera plutôt à repérer les affinités que tout énoncé rhétorique présente avec la langue de bois, en suivant Olivier Reboul (1989) dans son entreprise d'identification des caractères originaux d'une telle production. D'abord l'exclusion de la paraphrase : son contenu sommaire, intangible, affectivement chargé, est inséparable de sa forme ; le message rhétorique «Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts» ne peut être remplacé par un autre. Ensuite la fermeture, par la prise de pouvoir sur les choses dont on parle, n'appelant de réplique qu'au moyen d'autres énoncés rhétoriques. Enfin le transfert, autant affectif qu'intellectuel, des croyances de l'auditeur sur un sujet donné. L'efficacité du message tenant finalement à la mobilisation qu'il opère de croyances où crainte et désir se mêlent, leur

utilisation servira à faire admettre les conclusions que l'on veut imposer. L'énoncé rhétorique étant partial et polémique, souvent grevé de mauvaise foi, O. Reboul conclut qu'en l'absence de place pour un « véritable » débat, la rhétorique « se dégrade en discours mensonger, à la limite en *langue de bois*, caricature de la vraie rhétorique » (p. 2277).

L'*Histoire de la rhétorique dans l'Europe moderne* (1999), ouvrage collectif que Marc Fumaroli a dirigé, montre les disqualifications et réhabilitations successives dont la rhétorique a été l'objet. À la fin du Moyen Âge, les désordres « avaient fait la preuve que la science scolastique, séparée de l'expérience commune, des *res humanae*, n'était pas à même d'autoriser la *religio* qui aurait dû maintenir ensemble le *corpus* de la république chrétienne » (p. 1286); il fallait rétablir le lien entre raison et sens commun, sagesse et pathos. Dans un de ses premiers grands livres, *L'Âge de l'éloquence* (1980), Fumaroli a balisé les deux voies qu'a alors empruntées la renaissance du genre : d'une part, la rhétorique jésuite des « peintures », par excellence orale, d'autre part, la rhétorique des « citations » de l'humanisme érudit gallican fondé sur un retour aux sources écrites du droit romain.

La première fait appel à l'imagination « pour rendre imaginable l'inimaginable et vraisemblable l'in-vraisemblable » (p. 679); elle s'expose à corrompre le sens du réel aussi bien que le sens du spirituel « dans une même flottante féerie »; la question de la vérité lui est étrangère, puisqu'il ne s'agit pas de connaître mais de croire. La seconde, qui fait du jugement la faculté maîtresse, « ne peut qu'être impitoyable et tranchante envers les faussaires et les prévaricateurs de la Parole » (p. 686). Sans doute, l'éloquence sacrée comme l'éloquence parlementaire n'ont-elles guère leur place dans le répertoire des thèmes étudiés par les sciences de la communication, mais il ne serait pas sans intérêt d'établir quelques rapports entre l'« audiovisuel jésuite » des

tableaux et peintures, le transfert de l'évidence sensible à la Présence réelle effectué par les jésuites rhéteurs, l'exploitation des ressources métaphoriques par ces « techniciens des images », et le fonctionnement des modernes médias. De part et d'autre, on se contente de faire allusion au vrai par ses reflets dans le monde des vraisemblances.

De même que la fin du *xv^e* siècle a été marquée par la renaissance de la rhétorique, la seconde moitié du *xx^e* l'a été par un *rhetorical turn* qu'illustre parfaitement, après le *Traité de l'argumentation* (1958, avec L. Obrechts-Tyteca), *L'Empire rhétorique – Rhétorique et argumentation* (1977) de Chaïm Perelman. On connaît la thèse développée : en rupture avec la conception antique de la rhétorique comme art d'argumenter pour obtenir ou accroître l'adhésion ou l'assentiment d'autrui, la conception moderne la ravale au « bien parler » et à l'« écriture fleurie », en ramenant tous les modes de preuve à la démonstration par réduction du raisonnement à l'administration de la preuve. D'où la proposition d'une nouvelle rhétorique définie comme art du dialogue, non démonstratif ni coercitif. À l'origine du mouvement antérieur de dévalorisation, Perelman distingue l'empreinte du cartésianisme au regard duquel toutes les vérités sont soit évidentes, soit démontrées. Le discours de la raison, dominé par une pensée calculatrice, implacablement déroulé, indifférent aux opinions des individus auxquels il s'adresse, est monologique et contraignant.

Certes, l'objectif cartésien rejoint la visée socratique dans la volonté de soustraire le discours à l'argument d'autorité. Mais on n'oubliera pas la place qu'occupent le dialogue chez Platon et la dialectique chez Aristote. Parallèlement à Perelman, d'autres penseurs ont vu dans le cartésianisme une philosophie anti-humaniste qui, résume Fumaroli (1999), réintroduit la dictature sans visage de la vérité métaphysique en l'associant à l'autorité toute neuve de la nouvelle science physique.

Rapportée à cette rétrospective, la langue de bois peut être considérée comme radicalisation – et perversion – d'un processus qui convertit la vérité recherchée en certitude imposée. Ainsi que l'écrit encore Fumaroli, «le crédit excessif accordé à la logique et à la sorte de vérité contraignante dont on la croyait susceptible a eu des conséquences imprévues. Les idéologies du XX^e siècle se sont emparées de ce crédit pour régler les affaires humaines selon la contrainte de leur propre "vérité" déduite logiquement de quelques axiomes eux-mêmes érigés en objet de foi et d'adhésion passionnée» (p. 1284).

Ramures métaphoriques

On doit à Antoine Compagnon (1999) d'avoir mis au jour les enjeux du débat sur la rhétorique, et les raisons de son élimination de l'enseignement en France sous la Troisième république. Son étude nous permet de saisir les effets pervers et paradoxaux de cette proscription, prescrite au nom des exigences de la culture «scientifique», sur la *compréhension* de la fonction et du fonctionnement de la langue de bois. Dans le domaine de la culture «littéraire», sur fond de valorisation des connaissances positives et de disqualification des exercices formels, Gustave Lanson a entrepris de substituer l'«explication de texte», enchâssée dans une histoire de la littérature, à la rhétorique seulement vouée à développer l'aptitude oratoire et à polir le goût. Bien avant que Paul Valéry n'observe que «la bibliographie et les fiches ont remplacé, dans la forme parasitaire d'existence qui est celle des universités, la rhétorique et les locutions d'autrefois» (*Cahiers II*, p. 1555), Ferdinand Brunetière avait signalé la coïncidence de l'abandon de la rhétorique avec la séparation croissante de la littérature et du public. Contre la recherche de l'originalité

à tout prix, il faisait l'éloge de la banalité et défendait le «lieu commun» dont l'universalité était soulignée. Son apologie de la rhétorique ne devait pas entamer la détermination des élites universitaires à en finir avec la frivolité bavarde et vaniteuse du «spectacle oratoire», sans voir que la rhétorique est la condition de tous les discours.

Le démantèlement du positivisme et la dissipation des illusions scientistes, la mise en question de l'objectivité scientifique comme l'ébranlement de la subjectivité fondatrice, mais aussi l'avènement puis l'extension de nouveaux modes de communication faisant primer l'oral sur l'écrit, ont conduit à une réhabilitation de la rhétorique. On est entré dans un nouveau régime discursif, qualifié par A. Compagnon de «rhétoricité générale», au sein duquel la notion de vérité le cède à celle de vraisemblance. Cependant, remarque-t-il, si tout discours est rhétorique, si l'objectivité est le produit illusoire d'une stratégie rhétorique, «alors les discours ne sont plus mesurables en terme d'adéquation, mais de force persuasive». Le texte de Nietzsche (*Vérité et mensonge au sens extra-moral*, 1873) qu'il cite, développe une analyse du langage en termes de pouvoir et définit la vérité comme produit du rapport figuratif avec les choses: «Qu'est-ce donc que la vérité? Une multitude de métaphores, de métonymies, d'anthropomorphismes. [...] Les vérités sont des illusions dont on a oublié qu'elles le sont, des métaphores usées qui ont perdu leur force sensible, des pièces de monnaie qui ont perdu leur effigie» (Compagnon, 1999, p. 1264).

Ainsi rapprochée des figures de rhétorique, la langue de bois perd de son «inquiétante étrangeté». Elle-même appréhendée sur le mode métaphorique, la pratique langagière qu'elle désigne se détache, sans être d'aucune façon «naturalisée», de la polarisation manichéenne où elle s'est installée – mais qu'une critique radicale n'a pas à redoubler. En fait, cette langue exploite des dispositions naturelles et accentue des tendances

plus ou moins anciennes. Rappeler que la parole est un moyen de cacher sa pensée est une évidence, de même que dissimuler ce que l'on est et simuler ce qu'on n'est pas sont des impératifs catégoriques de la vie en société. Sensiblement moins banal apparaît le repérage, dans la pensée des Lumières, d'un changement de signe du concept : de descriptif, il devient prospectif.

Ainsi que Reinhart Koselleck l'a bien vu, la fonction du concept est désormais moins de nous faire connaître ce qui existe que de nous acheminer vers ce qui n'est pas – en l'occurrence, et au XVIII^e siècle, la cité des nuées fantasmée par les philosophes, puis, au XIX^e siècle, la société sans classe du socialisme scientifique –, dans une perspective autre que ne le proposait la pensée utopique répudiée par Marx. La propension de l'esprit humain à produire des métaphores dont s'alimente la communication sociale se manifeste enfin dans la langue de bois. Parmi les identifiants de celle-ci, présentés en nombre par Christian Delporte au seuil de son ouvrage, figurent les « mots creux » de la propagande, les « phrases figées » de l'idéologie et, pêle-mêle, clichés, lieux communs, tautologie, euphémismes, mots fétiches, termes abstraits, formules toutes faites, expressions stéréotypées, comparaisons vagues, fausses évidences, langage codé. Les « métaphores vides de sens » ne sont pas oubliées dans l'inventaire des « ressources de la langue de bois (qui) sont inépuisables pour cacher en feignant de montrer » (Delporte, 2009, p. 10).

On peut se demander si les « métaphores vides de sens », comme quelques autres expressions et vocables précédemment cités, ne font pas elles-mêmes partie des expressions stéréotypées automatiquement reproduites. « Rats visqueux » et « vipères lubriques », ces métaphores constituant les ennemis de classe en figures de répulsion, à la haute époque de la Russie soviétisée, ne sont pas vides de sens : elles en sont plutôt saturées. Françoise Thom met à juste titre l'accent sur la « métaphore de l'organisme » et la place qu'elle occupe dans la langue

de bois. Mais analogiques, iconiques ou illustratives, ces figures d'expression trouvent aussi dans le mécanisme, le sociologisme, l'économisme, la dramaturgie théâtrale, notamment, des éléments de transfert comparables à ceux que lui fournit l'organicisme.

Hans Blumenberg (1960) et Max Black (1962) ont nettement dégagé la fonction cognitive assumée par les métaphores dans l'appréhension du réel, la traduction des pensées, l'édification du savoir. Ils ont renouvelé la réflexion sur le rôle de l'imagination créatrice, l'image et le travail du concept, les processus et les modalités de la métaphorisation, en indiquant l'utilité d'un relevé des *topoi* métaphoriques véhiculés par le langage ordinaire et le discours savant. La portée heuristique des processus en question, avec les rapports qu'entretiennent métaphorisation et modélisation, a essentiellement retenu leur attention. Dans le domaine des sciences sociales, singulièrement en sociologie, la fécondité des interactions opérées par la métaphore entre ce qui cache et ce qui révèle a été démontrée par Giovanni Busino (2003).

« Ressource cognitive », comme la présentent les savants spécialistes, la métaphore qui masque et montre à la fois peut également brouiller et bloquer la représentation du réel. La pyramide, l'échelle, le tissu, les couches, les cadres, les marges, les frontières, termes auxquels le « social » est accolé, mais aussi la pâte urbaine, les gisements ou les bassins d'emploi, la trop fameuse fracture sociale, etc., sont des métaphores courantes que charrie une langue où la fonction substitutive, seule exercée, réduit à peu de choses, voire à néant, leur teneur « cognitive » (encore en est-il des myriades d'autres, beaucoup moins innocentes, qui s'inscrivent au registre d'un imaginaire régressif). Essentialisées, elles tapissent la vision du monde où la forme devient substance.

Dira-t-on de la société que de pyramidale elle est devenue réticulaire ? Aussitôt l'image du réseau se déploie dans une illusoire horizontalité qui masque la

hiérarchie qui le structure, comme elle structure les configurations réticulaires diverses et variées dont toute société est formée. Pyramide ou réseau, il importe peu ici. « Les façons de parler figurées, observait Du Marsais (*Des Tropes*, 1730), sont si ordinaires qu'on ne s'aperçoit même pas de la figure. » Quand on parle, ajoutait-il, « le nom de l'idée accessoire est souvent plus présent à l'imagination que le nom de l'idée principale ». D'où son éloge du signe transparent : on ne devrait plus « regarder les mots que comme des signes auxquels on ne s'arrête que pour aller droit à ce qu'ils signifient ». Mais le trope, figure par laquelle on fait prendre à un mot une signification qui n'est précisément pas la sienne, a conservé sa toute-puissance – qui s'affirme dans la langue de bois.

Pas plus qu'il n'est ainsi possible d'évacuer de la communication verbale, les métaphores, et aussi les clichés et stéréotypes qui fournissent à la langue de « bois » quelques-unes de ses essences les plus dures, il ne l'est, en définitive, de tenir cette langue pour un mode d'expression qui ne survivra pas à l'entreprise de désidéologisation engagée depuis trois décennies. « Même aujourd'hui, écrivait Marc Fumaroli, où l'on nous annonce que l'heure a sonné de la *fin des idéologies*, la parcellarisation des langues de bois et des langues techniques, reflétée mais non réfléchie, par la communication médiatique, rend difficile ou vaine la conversation du forum que Jürgen Habermas appelle l'*espace public* démocratique » (Fumaroli, 1999, p. 1288). La validité de ce constat reste entière. Sur n'importe quelle question de quelque importance, l'appel à l'ouverture d'un « vrai » débat, ou d'un débat « véritable », sonne faux. Le critère de la « vérité » n'est plus sa valeur universelle, mais sa *conformité* au politiquement correct, comme hier et encore aujourd'hui, à l'esprit de la classe ou de la nation, c'est-à-dire à son utilité sociale ou nationale (cf. Alexandre Koyré, 1943).

Au reste, Karl-Otto Appel (1987) a bien tracé les limites d'une éthique de la discussion, ordonnée à une

« rationalité consensuelle et communicationnelle », qui nous épargnerait la langue de bois. Application de la rationalité instrumentale aux interactions humaines et à la communication, la « rationalité stratégique », qui caractérise l'auto-affirmation et l'auto-réalisation des individus et des systèmes collectifs, prime toujours. Plus banalement, on observera qu'il s'agit désormais moins de convaincre autrui, en l'amenant rationnellement à reconnaître la vérité d'une proposition, que de le persuader, c'est-à-dire d'obtenir sa créance par des voies autant émotionnelles qu'intellectuelles. À cette dernière fin, la langue de bois est parfaitement ajustée.

Conclusion

On redira pour terminer l'immense étendue de l'empire de la langue de bois. Ses territoires, et « possessions » où s'exerce son emprise, vont de *La Fausse Parole* (1953) d'Armand Robin – extraordinaire analyse de la propagande soviétique – au classique *Jargon des sciences* (1966) d'Etiemble. C'est un monde sans frontières à l'extérieur duquel on ne peut pas toujours demeurer. On en conjurera les maléfices, moins par des imprécations qui nous en font encore ses citoyens, que par la reprise du *Dictionnaire des idées reçues*, ouvrage établi par Flaubert contre les dogmes, les systèmes, les certitudes et toutes les machines à déraisonner. On rappellera qu'il ne s'agissait nullement, pour son auteur, d'un traité destiné à détruire les préjugés. Le livre devait être fait de telle manière que « le lecteur ne sache pas si on se fout de lui, oui ou non » (Lettre à L. Bouilhet, 4 septembre 1850). Point donc de dedans ni de dehors, d'intelligence ici et là d'idiotie : « La bêtise, disait Flaubert, n'est pas d'un côté, et l'esprit de l'autre. C'est comme le vice et la vertu. Malin qui les distingue. »

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- APPEL, K.-O., *L'Éthique à l'âge de la science*, Lille, PUL, 1987.
- BLACK, M., *Models and Metaphors*, Ithaca, Cornell University Press, 1962.
- BLUMENBERG, H., *Paradigmes pour une métaphorologie*, Paris, Vrin, 1960, nlle éd. 2006.
- BUSINO, G., « La place de la métaphore en sociologie », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XLI, n° 126, 2003, p. 91-101.
- COMPAGNON, A., « La rhétorique à la fin du XIX^e siècle, 1875-1900 » et « La réhabilitation de la rhétorique au XX^e siècle », in FUMAROLI, M. (dir.), *Histoire de la rhétorique dans l'Europe moderne 1450-1950*, Paris, PUF, 1999, p. 1215-1260 et 1261-1282.
- DELPORTE, C., *Une histoire de la langue de bois*, Paris, Flammarion, 2009.
- ÉTIEMBLE, R., *Le Jargon des sciences*, Paris, Hermann, 1966.
- FLAUBERT, G., *Dictionnaire des idées reçues* (posthume, 1910), Paris, Nizet, 1966.
- FUMAROLI, M., *L'Âge de l'éloquence*, Genève, Droz, 1980.
- FUMAROLI, M. (dir.), *Histoire de la rhétorique dans l'Europe moderne 1450-1950*, Paris, PUF, 1999.
- HUYGUES, F.-B., *La Langue de coton*, Paris, Laffont, 1991.
- KOYRÉ, A., *Réflexions sur le mensonge* (1943), Paris, Allia, 1996.
- PERELMAN, C., *L'Empire rhétorique – Rhétorique et argumentation*, Paris, Vrin, 1977.
- REBOUL, O., « Rhétorique », *Encyclopédie philosophique universelle*, vol. 2, Paris, PUF, 1990, p. 2274-2277.
- ROBIN, A., *La Fausse Parole*, Paris, Gallimard, 1953.
- THOM, F., *La Langue de bois*, Paris, Julliard, 1987.



Jean-Louis Dufays
Université Catholique de Louvain

STÉRÉOTYPIE ET LANGUE DE BOIS : COMME UN AIR DE FAMILLE

À lire l'abondante production dont elle fait l'objet, tant sur le plan scientifique que dans le domaine des essais polémiques, la langue de bois est une notion à la mode en ce début de XXI^e siècle. On peut voir au moins deux raisons à ce succès. La première tient sans doute à la médiatisation sans cesse croissante des discours officiels tenus par des autorités de tous ordres, au soupçon de manipulation qui leur est bien souvent associé et au développement corollaire d'une mythologie de la transparence et de la vérité perçue comme la nouvelle norme des valeurs démocratiques. Les différentes formes de *novlangues* qui se sont épanouies au long du XX^e siècle ont exacerbé la vigilance des citoyens à l'égard d'une aliénation que Barthes considérait déjà comme inhérente à l'usage ordinaire de la langue. À partir du moment où toute langue est perçue comme « fasciste »¹, le concept de langue de bois devient nécessaire pour nommer – en les stigmatisant – les manifestations les plus visibles de ce phénomène. La seconde cause vient du besoin de renouvellement conceptuel qui traverse continuellement les sciences humaines : « langue de bois » est une notion relativement neuve et élégante,

bénéficiant du chic d'une métaphore, et qui paraît utile pour spécifier la trivialité des « clichés » et l'intellectualisme des « stéréotypes ».

Des manifestations variées

Formellement, la notion de langue de bois sert aujourd'hui à désigner une diversité de fonctionnements verbaux. On peut ainsi l'utiliser pour caractériser un discours emphatique ampoulé (comme celui du conseiller Lieuvain dans *Madame Bovary*, ceux du maire de Champagnac dans la série BD Spirou ou encore les logorrhées d'un autre personnage de BD, Achille Talon), un discours embarrassé (par exemple, celui d'un ministre qui cherche à minimiser une tension qu'il a provoquée au sein du gouvernement dont il dépend), un discours maladroit qui ne parvient pas à capter la réalité qu'il poursuit (on songe ici aux propos de Bouvard et Pécuchet chez Flaubert, et à leurs épigones, comme les personnages de Rank et Xerox dans *Le Souverain Poncif*

de Morgan Sportès, 1986), un langage scientifique pédant (comme celui que dénonçait Pierre Beauvais dans *L'Hexagonal tel qu'on le parle* (1970), un discours volontariste visant à sublimer la réalité de demain (c'est le cas de la plupart des discours politiques), ou encore les stéréotypies langagières dénoncées par Daninos dans *Le Jacassin* (1962), par Jean Dutourd dans *Ça bouge dans le prêt-à-porter* (1989) ou par Alain Schifres dans son *Nouveau Dictionnaire des idées reçues, des propos convenus et des tics de langage* (1998).

Comment dégager les traits distinctifs de la langue de bois sur une base aussi large? Aux yeux des récepteurs qui la dénoncent, elle exprime le réel de manière *indirecte*, soit par le biais de figures rhétoriques (Champignac, Lieuvain), soit par le biais d'euphémismes (les hommes politiques) ou encore à travers une quantité jugée excessive de non-dits et de nuances. Plus précisément, le reproche fait à la langue de bois est triple: elle complexifie; elle occulte; elle ment. Ces trois griefs s'imbriquent en fait: l'excès de complexité crée une opacité qui empêche la révélation de la vérité.

Corollairement, par son caractère général et abstrait, la langue de bois s'oppose au «parler vrai». Celui-ci, qui fut illustré naguère en France par des personnalités aussi diverses que Michel Rocard, Bernard Tapie ou Jean-Marie Le Pen, puis plus récemment par Nicolas Sarkozy ou Jean-François Copé (auteur d'un essai intitulé *Promis, j'arrête la langue de bois*, 2006), ne se définit pas comme un discours qui rejoindrait à coup sûr la réalité mais comme un discours qui produit l'illusion de celle-ci. Empiriquement, le parler vrai s'oppose à la langue de bois par un certain nombre de marqueurs linguistiques, comme la brièveté des phrases, la simplicité du vocabulaire, le caractère direct du langage, le recours au registre familier, l'ancrage énonciatif dans l'expérience personnelle, l'absence relative de généralisations. Un exemple récent de parler vrai est le discours véhément que le député européen britannique Nigel

Farage a tenu en janvier 2010 contre les nouveaux responsables de l'Union européenne, et notamment son nouveau président Herman Van Rompuy, qu'il a traité, ni plus ni moins, de «serpillière humide». Ce qui autorise à se demander si, entre la langue de bois et le parler vrai, la seconde n'est pas, bien souvent, pire que la première.

La langue de bois, une forme de stéréotypie

Cela étant, à première vue, les similitudes entre la langue de bois et la stéréotypie abondent, les deux phénomènes pouvant aisément se voir appliquer les mêmes critères définitoires. L'une comme l'autre se caractérise par sa fréquence (critère quantitatif), par le semi-figement des éléments qui la constituent et sa résistance au changement (critères structurels), par le flou de son origine et sa relative pérennité (critères diachroniques), par son inscription dans la mémoire collective (critère sociologique), par le caractère spontané et non interrogé de ses emplois (critère énonciatif). Enfin, par sa négativité: toutes deux seraient à la fois usées sur le plan esthétique, simplistes et/ou mensongères sur le plan référentiel, et inacceptables sur le plan éthique (critère axiologique). Cette convergence sémantique est confirmée par les dictionnaires, qui définissent la langue de bois comme une «phraséologie stéréotypée» (*Larousse*, 1988) ou, plus précisément, comme une «façon de s'exprimer qui abonde en formules figées et en stéréotypes non compromettants» (*Robert*, 1993).

Langue de bois et stéréotypie sont-ils pour autant de purs synonymes? À bien y regarder, «stéréotype» apparaît comme une notion plus générale, susceptible de couvrir non seulement les phénomènes langagiers

qualifiables de «langue de bois» mais aussi des représentations idéologiques et des structures génériques (par exemple les clichés narratifs ou dramaturgiques relatifs au profil des personnages, à leurs actions, aux contextes spatio-temporels) qui échappent à cette catégorie. Corrélativement, le lexème «langue de bois» semble appelé à désigner une partie seulement des stéréotypes langagières, en l'occurrence, celles qui concernent d'une part les usages spécialisés de la langue (dans une discipline ou un domaine d'expertise particulier), et d'autre part la parole publique, et dont la finalité première serait de permettre au locuteur de ne pas s'exposer ou se compromettre.

Par exemple, lorsqu'au moment d'annoncer des mesures douloureuses, un chef d'entreprise ou un homme politique parle d'une «économie d'échelle», des «contraintes liées à la conjoncture», de l'«adaptation à la réalité du marché» ou de «bonne gouvernance», ou lorsque, devant faire état d'une bavure sanglante, un militaire parle de «dommage collatéral», ils donnent l'impression de ne pas vouloir exprimer clairement la réalité, certes par crainte de heurter trop brutalement l'opinion, mais aussi souvent par conformisme idéologique et par difficulté à user d'une langue plus précise. L'usage de formules générales, d'euphémismes, de mots à la mode leur permet de se protéger tout en se conformant à l'air du temps. Dans tous les cas, la langue de bois complexifie et crée une impression d'obscurité et d'opacité. Elle s'oppose sur ce point à la tendance dominante des stéréotypes, qui est plutôt de simplifier et de créer une illusion d'évidence et de transparence.

La langue de bois correspondrait donc à un *usage spécifique* des stéréotypes linguistiques, qui se caractériserait d'une part par son contexte de production (le discours public ou spécialisé, en particulier celui qui est tenu par des personnes en situation de responsabilité entrepreneuriale, scientifique, institutionnelle ou politique) et d'autre part par ses fonctions (édulcorer

ou dissimuler la portée gênante d'une réalité). Elle n'a de sens que dans un contexte d'interaction publique où la face du locuteur est mise en danger soit parce qu'il lui revient de dissimuler un fait condamnable, soit parce qu'il se sent tenu de garder le silence sur un fait qu'il juge prématuré ou inconvenant de révéler. La langue de bois, c'est la stéréotypie des spécialistes et des hommes publics dont on entend dénoncer le manque de clarté ou de transparence.

Deux illusions d'optique

Pour celui qui y recourt, la langue de bois est utile : elle contribue à lui construire un *éthos* (Amossy, 2000, pp. 60-73) en lui donnant l'air de dominer la situation et d'être intelligent. Quand un homme politique affirme «la conjoncture actuelle interpelle le citoyen que je suis et nous oblige tous à aller de l'avant dans la voie d'une valorisation sans concession de nos caractères spécifiques», il use de mots connotés positivement, qui véhiculent l'image d'un homme engagé et énergique, sensible aux réalités de son temps ainsi qu'aux qualités de son pays. Du point de vue de l'énonciation, la langue de bois constitue donc une technique argumentative particulièrement précieuse, voire bien souvent indispensable. Comme la stéréotypie dans son ensemble, elle est un instrument de pouvoir à haute valeur stratégique, qu'on utilise constamment, parce qu'il est normal, lorsqu'on exerce une autorité de chercher à promouvoir sa face positive et à dissimuler sa part d'ombre.

Et pourtant, nul ne se targue jamais d'en user. C'est que, dans les sociétés démocratiques, le souci d'influencer la perception des autres est irrémédiablement suspect, et chacun a tendance à se croire lui-même innocent de cette préoccupation. Admettre qu'on pratique soi-même la langue de bois semble très difficile,

de même qu'admettre qu'on emploie des stéréotypes. *A priori*, on ne parle de ces phénomènes que quand on les décèle dans le discours des autres.

La langue de bois, ce serait donc avant tout le langage des hommes publics dont on entend dénoncer le manque de clarté, de netteté ou de transparence, en ignorant son utilité et ses vertus. Si, pour celui qui l'emploie, ce mode d'expression simplifie et dégage une illusion d'évidence et de transparence, celui qui n'y adhère pas considère à l'inverse qu'il complexifie inutilement l'expression du réel et crée une impression d'obscurité et d'opacité.

Autrement dit, la langue de bois souffre de la même ambiguïté fondamentale que les autres phénomènes de stéréotypie :

- Étant donné qu'elle ne s'applique jamais à notre discours, mais à celui de l'autre auquel nous n'adhérons pas, elle est moins un fait de langue qu'un *effet de réception*, et moins un phénomène objectif que le résultat d'un jugement de valeur.

- Les valeurs négatives qui lui sont attribuées *s'inversent* dès lors qu'on se place du point de vue de l'énonciateur ou d'un récepteur bienveillant : l'usure esthétique se transforme en habileté rhétorique, l'insignifiance référentielle se mue en généralité de bon aloi, et l'infraction éthique devient un exemple de parole bienfaisante.

En somme, comme le stéréotype, la langue de bois a tout d'une illusion d'optique. Absente de la conscience de ses énonciateurs, elle fonctionne seulement dans celle *de ses récepteurs*, et il s'agit toujours d'un phénomène *repréhensible* : nommer la langue de bois, c'est d'emblée la dénoncer.

Il en résulte qu'à l'instar de la stéréotypie, la notion de langue de bois sert avant tout d'instrument polémique au service de l'analyse idéologique, c'est-à-dire d'une entreprise de démystification dont l'auteur se présente lui-même comme détenteur d'un « regard juste » (ou du moins « plus juste »), mais qu'elle est diffi-

cilement utilisable comme un outil objectif d'analyse du discours. Pour qu'elle accède à ce statut, il conviendrait que l'on renonce à lui affecter une valeur négative... mais cela dépend moins du bon vouloir des analystes que de l'usage commun, qui, en matière de langage, s'avère avoir toujours le dernier mot.

Trois modes d'énonciation

Constatons enfin que, si la langue de bois rejoint la stéréotypie dans ses usages et ses fonctions, elle est également susceptible des mêmes modes d'énonciation et de réception (Dufays, 1994). En l'occurrence, trois modalisations de la langue de bois peuvent être observées. À côté de l'énonciation au premier degré, illustrée par le locuteur verbeux qui croit à son discours (cas dont j'ai traité jusqu'à présent), il existe une énonciation au deuxième degré, illustrée par le polémiste qui critique le discours d'un adversaire ou par l'humoriste qui parodie ceux dont l'expression l'agace, ainsi qu'une énonciation au troisième degré, illustrée par l'homme politique ou le savant qui pratique l'autodérision en employant à l'excès un type de langage auquel il adhère tout en sachant qu'il prête à la critique ou au rire.

Si le troisième degré peut sembler assez rare (il est difficile d'en trouver des exemples écrits), le second degré a connu une fortune littéraire assez remarquable à travers les sites et les ouvrages parodiques, qui, sous couvert de discours ethnologique, font mine de nous expliquer le jargon « sans peine » de tel ou tel groupe ou de telle ou telle discipline. Considérons par exemple cet échantillon de langue de bois pédagogique proposé par le site <<http://www.charabia.net/gen/gendisp.php?gen=19>> : « Dans le but d'objectiver les savoirs, on peut observer que l'enfant, avec l'étayage d'un facilitateur, adopte spontanément des modes d'apprentissage

vicariants. Mais c'est bien l'autovalidation qui, en provoquant une situation d'échange, nous force de constater : la pédagogie de la différenciation n'est pas une pédagogie relationnelle.»

L'exemple est plaisant à la fois par la surenchère d'expressions spécialisées dont le sens échappe au commun des mortels («objectiver les savoirs», «étayage», «facilitateur», «vicariant», «autovalidation», «pédagogie de la différenciation») et par le caractère énigmatique de son propos : en quoi l'autovalidation provoquerait-elle une situation d'échange, et en quoi y aurait-il lieu d'opposer «pédagogie de la différenciation» et «pédagogie relationnelle»? Mais ce qui surgit du traitement parodique, c'est avant tout une ambiguïté idéologique : en ridiculisant la forme d'un certain discours pédagogique, on semble rejeter également son contenu, qu'on feint de présenter comme vide ou abscons, alors que, quoi qu'on en pense, il possède une consistance à laquelle la parodie ne substitue que sa propre légèreté.

À la diversité des modes d'énonciation répond celle des modes de réception. Comme toute stéréotypie, la langue de bois peut faire l'objet non seulement d'une réception participative, qui correspond à l'attitude des adhérents face à la parole de leurs leaders, mais aussi d'une distanciation, observable en premier lieu chez les opposants politiques, et d'un va-et-vient, qui est l'attitude des observateurs «neutres» ou des récepteurs ouverts à la diversité dialectique des effets du discours.

Faut-il le dire, pas plus que quiconque, l'auteur de ces lignes ne peut éviter d'épouser l'une de ces postures. Lui est-il pourtant permis d'avouer qu'entre l'adhésion, le rejet et l'oscillation, son cœur balance? C'est qu'il en va décidément de la langue de bois comme de la stéréotypie : la juger, c'est la figer une seconde fois... avec l'inconvénient que, cette fois, c'est le récepteur qui est coupable.

NOTES

1. «La langue, comme performance de tout langage, n'est ni réactionnaire, ni progressiste; elle est tout simplement fasciste; car le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire. Dès qu'elle est proférée, fût-ce dans l'intimité la plus profonde du sujet, la langue entre au service d'un pouvoir. En elle, immanquablement, deux rubriques se dessinent : l'autorité de l'assertion, la grégarité de la répétition. D'une part, la langue est immédiatement assertive [...]. D'autre part, les signes dont la langue est faite, les signes n'existent que pour autant qu'ils sont reconnus, c'est-à-dire pour autant qu'ils se répètent; le signe est suiviste, grégaire; en chaque signe dort ce monstre : un stéréotype. Je ne puis jamais parler qu'en ramassant ce qui *traîne* dans la langue.» (R. Barthes, *Leçon*, Paris, Seuil, 1978, p. 14-15).
2. Choisir des exemples du phénomène ne va pas de soi, car cela présuppose qu'on l'ait déjà identifié avant même de le définir. Pour éviter autant que faire se peut de biaiser l'analyse par mes perceptions subjectives, j'emprunte dès lors mes exemples à un site Internet qui s'est précisément donné pour vocation de débusquer et de «traduire» les diverses manifestations de la langue de bois : <http://www.toupie.org/textes/langue_de_bois_1.htm>.
3. Exemple d'énoncé produit par le «générateur de langue de bois» du site <<http://www.presidentielle-2007.net/generateur-de-langue-de-bois.php>>.

Jean-Louis Dufays

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AMOSY, R., *L'Argumentation dans le discours*, Paris, Nathan, 2000.
BEAUVAIS, P., *L'Hexagonal tel qu'on le parle*, Paris, Hachette, 1970.
COPÉ, J.-F., *Promis, j'arrête la langue de bois*, Paris, Hachette Littératures, 2006.
DANINOS, *Le Jacassin*, Paris, Hachette, 1962.
DELPORTE, C., *Une Histoire de la langue de bois*, de Lénine à Sarkozy, Paris, Flammarion, coll. «Histoire», 2009.
DUFAYS, J.-L., *Stéréotype et lecture. Essai sur la réception littéraire*, Liège, Mardaga, 1994, 2^e éd. Berne, Peter Lang, 2010.

RÉFÉRENCES INTERNET

«Le générateur de langue de bois». En ligne sur <<http://www.presidentielle-2007.net/generateur-de-langue-de-bois.php>>. Consulté le 14 avril 2010.
«Imposer l'idéologie par le choix des mots», article de F.-B. HUYGHE. En ligne sur <http://www.huyghe.fr/actu_205.htm>. Publié le 17 juin 2009 et consulté le 14 avril 2010.

DUTOIRD, J., *Ça bouge dans le prêt-à-porter*, Paris, Flammarion, 1989.
GUILLERON, G., *Langue de bois: décryptage irrévérencieux du politiquement correct et des dessous de la langue*, Paris, Éditions Générales First, coll. «Au pied de la lettre», 2010.
SCHIFRES, A., *Nouveau Dictionnaire des idées reçues, des propos convenus et des tics de langage*, Paris, Lattès, 1998.
SPORTÈS, M., *Le Souverain Poncif*, Paris, Balland, 1986.
THOM, F., *La Langue de bois*, Paris, Julliard, coll. «Commentaire», 1987.

«Langues de bois». En ligne sur <http://www.quotidienlejour.com/index.php?option=com_content&view=article&id=1818:langues-de-bois&catid=59:la-chronique-de-pem&Itemid=127>. Publié le 7 avril 2010 et consulté le 14 avril 2010.
«Langue de bois», article de Wikictionnaire. En ligne sur <http://fr.wiktionary.org/wiki/langue_de_bois>. Consultée le 14 avril 2010.

Jacques Dewitte

Philosophe et traducteur

LA LIGNIFICATION DE LA LANGUE

«Imaginez-vous un beau matin où vous vous apercevez que les rhinocéros ont pris le pouvoir. Ils ont une morale de rhinocéros, une philosophie de rhinocéros, un univers rhinocérique. Le nouveau maître de la ville est un rhinocéros qui emploie les mêmes mots et cependant ce n'est pas la même langue. Les mots ont pour lui un autre sens. Comment s'entendre ?»

Eugène Ionesco

Eugène Ionesco, en 1940, retourné en Roumanie où sévissait une dictature fasciste, avait éprouvé une frayeur en constatant, chez ses amis, une soudaine métamorphose : ils étaient devenus étrangers, ils étaient devenus *rhinocéros*. D'un seul coup, toute la personne était changée, en même temps que son langage, et on ne parlait plus un langage commun. De la même façon, une langue familière peut se métamorphoser ; elle est encore reconnaissable et pourtant méconnaissable. Telle est l'expérience qu'ont eue de leur langue maternelle ces témoins exceptionnels de l'idiome nazi que furent Dolf Sternberger et Victor Klemperer : c'était de l'allemand, mais ce n'était plus de l'allemand. D'où leur travail

philologique – chez Sternberger, dans les gloses de *Aus dem Wörterbuch des Unmenschen* ; chez Klemperer, dans *LTI*¹ – consistant à observer et à analyser les phénomènes nouveaux, et ce, principalement afin de les désamorcer et de retrouver les conditions d'un bon langage.

L'hypothèse qui sous-tend mon livre *Le pouvoir de la langue et la liberté de l'esprit. Essai sur la résistance au langage totalitaire* (2007) est qu'il est possible d'élucider le phénomène «langue de bois» (propre au nazisme et au communisme) au moyen des outils intellectuels de la philologie, de la linguistique et de la philosophie du langage. Mais cette hypothèse s'accompagne d'une conviction : le phénomène en question oblige à réexaminer de

fond en comble ce même outillage intellectuel, et donc à réinventer une linguistique qui soit à même d'en rendre compte. Car nous ne disposons à l'heure actuelle d'aucune théorie du langage capable de se confronter à de tels phénomènes, ni même de rendre compte de manière satisfaisante de la vie du langage en général.

Le problème n'est d'ailleurs pas tant de décrire la langue de bois que de se demander: qu'est-ce qui se passe lorsque la langue devient «de bois», autrement dit lorsqu'elle *se lignifie*? En quoi consiste cette *lignification de la langue* analogue à une pétrification²? Avec cette exigence corrélatrice: comment contrecarrer ce processus, ou lui résister lorsqu'il est déjà engagé?

Un modèle

M'inspirant de modèles antérieurs (comme ceux de Karl Bühler et de Roman Jakobson), j'ai élaboré un modèle intégrant ce que j'appelle les *composantes fondamentales du discours*. Ce modèle est contenu de manière ramassée dans la phrase: «*Quelqu'un dit quelque chose à quelqu'un à propos de quelque chose, avec les mots de la langue*» (Dewitte, 2007, p. 243). Il y a un sujet parlant, un énoncé, un interlocuteur, la chose dont on parle (un référent), les ressources de la langue instituée. Ainsi apparaissent plusieurs axes: l'axe référentiel (du rapport entre les mots et les choses), l'axe interlocutionnel et l'axe institutionnel (du rapport entre la parole et la langue instituée).

Chacune de ces composantes comporte une dimension d'altérité, car à chaque fois, le discours se rapporte à autre chose que lui-même, à un Autre. Car contrairement à ce que suppose la théorie de la communication courante, on ne doit pas considérer ces différentes relations comme des opérations allant de soi; ce sont autant d'actes impliquant le franchissement d'une distance et dont la réussite n'est pas donnée d'avance. De chacune de

ces composantes, on doit admettre qu'elle ne constitue pas une donnée positive, mais, pour reprendre l'expression de Paul Ricœur, qu'elle existe de manière constitutivement *problématique*, c'est-à-dire risquée (Ricœur, 2008, *passim*³).

Or – telle est la thèse que je soutiens – c'est dans ce risque constitutif au langage lui-même que vient se loger la pathologie de la langue de bois. Lorsque la langue se lignifie, il n'y a plus de sujet présent à ses propres dires et susceptible d'assumer sa propre parole; il n'y plus de référent auquel la parole se rapporte; il n'y a plus d'interlocuteur véritable ni d'échange vivant entre les interlocuteurs; il n'y a plus de va-et-vient entre les ressources de la langue et le discours. Ces différents traits de la lignification de la langue sont présents dans une proportion variée dans les cas concrets⁴. Mais ces éléments constitutifs ne doivent pas être compris non plus comme des conditions telles qu'un bon langage aurait lieu de manière assurée. Car l'acte de parole demeurera toujours un événement de liberté qui, en un sens, comme tout acte humain libre, se donne ses propres conditions de possibilité en défiant sa propre impossibilité.

Ce modèle ayant été proposé, examinons quelques problèmes particuliers, en nous confrontant à des contre-exemples, afin de montrer la difficulté qu'il y a à cerner le phénomène de la langue de bois.

La merveille de la parole

Pour caractériser la langue de bois, on avance souvent le trait suivant: elle a lieu lorsque «les mots ne collent pas aux choses» (Slawomir Mrozek). Cette phrase comporte une part de vérité, mais elle est insuffisante. En effet, le langage humain, dès qu'il existe, a précisément pour particularité de décoller, de décrocher du réel, de se mettre à distance pour le recréer.

Une langue s'institue par la formation d'un système phonématique, d'un système lexical, d'un système grammatical qui ont pour particularité de former un tout fait de renvois internes (c'est la part de vérité du structuralisme) et de se détacher de la réalité brute. Il serait donc erroné d'imaginer comme remède une situation où les mots colleraient à nouveau aux choses, ou de supposer un état premier où les mots et les choses seraient proches au point de ne plus faire quasiment qu'un.

Du reste, bien loin d'être un simple décollement, la langue de bois peut se décrire tout au contraire, pour une part importante de ses manifestations, comme la visée d'une adhésion pleine, où les mots et les choses semblent ne faire plus qu'un, comme un rabattement de la relation entre les mots et les choses (axe référentiel). Il s'agit moins d'un décollement que d'un collage quasiment hermétique (à l'image des deux hémisphères de l'expérience de Madgebourg). Cela peut se produire de deux manières opposées : soit lorsque l'on suppose un réel qui n'aurait plus besoin de mots pour être dit, soit lorsqu'on se met à envisager les mots comme étant de simples choses, à les réifier.

Quoi qu'il en soit, si on admet que le langage s'institue en un décrochage premier par rapport au réel, comment concevoir alors la différence entre cet écart constitutif et un décollement devenu aberrant ? C'est un problème analogue qui se pose à propos de *l'argent*, autre invention humaine qui a bien des traits communs avec le langage. Car si on admet qu'il y a eu originellement une autonomisation de la monnaie et du numéraire par rapport à la réalité immédiate de la vie humaine, où se trouve alors le point où ce décollement devient une folie, où le contact avec le réel a été perdu, comme nous nous en sommes aperçus lors de la récente crise financière ? Une limite a été franchie, nous le sentons bien et nous en payons les frais. Mais où la situer au juste ? Ce ne peut pas être dans le décollement de la réalité, qui a lieu très tôt, mais seulement dans une péripétie ultérieure. Il est

impossible pour y faire face de revenir à une immédiateté, à une pure et simple valeur d'usage, en-deçà de tout échange économique et symbolique. En matière de langage comme en matière d'argent, il faut renoncer à chercher une introuvable immédiateté comme seul remède au fatal décollement ; on doit assumer leur dimension médiatisée, impliquant la perte d'un rapport immédiat aux choses, tout en recherchant un critère de différenciation interne.

Or, si l'on peut dire que le *langage* est par essence médiation, opposé à toute immédiateté, il existe heureusement aussi la *parole* humaine dont on peut dire qu'elle est *la médiation de cette médiation*, puisqu'elle a notamment pour fonction de jouer les intermédiaires entre la langue instituée et la réalité concrète. La parole vivante est une opération consistant à mettre en rapport les mots employés et les choses dont on parle. Certes, ils ne colleront jamais exactement les uns aux autres, puisque chaque langue a délimité, par un choix originaire, certains champs sémantiques ou certaines catégories grammaticales qui sont absents d'autres langues. Les mots et les choses existent dans des sphères de réalité séparées, mais le propre de la parole est précisément de les mettre en relation, et d'effectuer ainsi un travail d'incessante médiation. En revanche, il y aurait lignification – apparition d'une langue de bois – lorsque la parole cesse d'exercer ce rôle, ceci ayant notamment pour implication que la langue instituée et la langue parlée tendent à ne plus faire qu'un, à coller l'un à l'autre.

Mais la parole ainsi comprise, comme médiation de la médiation, bien qu'elle soit une dimension inscrite constitutivement dans le langage, demeure toujours un acte concret, libre, contingent, risqué, qui peut avoir lieu ou non, et qui est effectué par des sujets humains, dans une situation privée et personnelle, ou bien publique et politique. Le langage a précisément, en tant que parole, pour caractéristique d'être ouvert à une réalité imprévisible, même s'il est aussi dans sa nature de fournir

des instruments capables, en principe de nommer toute réalité possible (comme l'a écrit Wilhelm von Humboldt, de couvrir le «champ du pensable»). Le phénomène qui nous occupe, la lignification langagière, se produit lorsque disparaît ce va-et-vient entre la langue instituée et la réalité par le biais de la parole. On touche là au cœur même du langage: il ne fonctionne comme une parole vivante que si ont lieu des actes de discours qui sont certes tributaires des médiations et conventions propres à chaque langue, mais qui constituent aussi à chaque fois des événements de liberté qui, en tant que tels, sont non programmables.

Les ressources de la langue

La langue de bois impose une manière de nommer la réalité, ce qui s'effectue en imposant l'emploi de certains vocables tout en en excluant d'autres, qu'on n'ose plus employer ou qu'on ne songe plus à utiliser, comme si on les avait oubliés. La langue se rétrécit et s'appauvrit. C'est l'une des raisons du succès d'une idéologie (Alain Besançon l'a maintes fois souligné): chacun se met, sans s'en apercevoir, à adopter sa manière de *nommer* et donc de *voir* la réalité. D'où ce phénomène caractéristique: certains mots s'imposent comme obligatoires et cette obligation est intériorisée par chacun. Tout se passe comme si on n'avait plus qu'un seul vocable à sa disposition. Il semble impossible et exclu d'employer *un autre mot* pour dire *la même chose*. C'est un des aspects de la lignification: la disparition de la variabilité, de la dialectique du Même et de l'Autre. Victor Klemperer a noté dans *LTI* la propagation irrésistibles de tels vocables qui imposent, à l'insu du locuteur, une certaine description de la réalité, et semblent annihiler tous les autres termes possibles contenus dans le trésor de la langue⁵. Des phénomènes analogues existent dans la langue courante, non idéologique, lorsque se propa-

gent des «scies» ou des «tics» dus à des modes. On s'approche du *point de lignification*, même si on n'a pas encore affaire à une vraie *langue de bois*.

C'est l'une des composantes du discours qui est ainsi atteinte: le rapport aux *ressources de la langue*, à son fonds qui contient plusieurs termes pour dire la même chose (Dewitte, 2007, p. 246-48). Résister à cette lignification, c'est se demander comment dire la même chose autrement (qui cesse par là d'être tout à fait «la même»). Par cette variation langagière, c'est aussi le rapport au réel qui se rouvre. L'une des définitions possibles de la langue de bois serait donc: une langue où la dialectique du Même et de l'Autre dans la parole est devenue impossible. Par là, on voit bien qu'en matière de langage, il est impossible d'isoler le pôle des mots et celui des choses. En rouvrant la langue à son Autre (en l'occurrence, les ressources de la langue), on rouvre aussi, corrélativement, un accès au réel. Le discours se lignifie lorsqu'on n'a plus qu'un seul mot à sa disposition pour dire la réalité; il retrouve sa souplesse lorsque la parole redécouvre la diversité des vocables. Car c'est aussi la réalité qui se complexifie à nouveau.

Stéréotypes

Soit aussi cet autre défi pour la pensée: où situer la différence entre l'usage des stéréotypes et la langue de bois? C'est une autre évidence qui s'impose spontanément à l'esprit: la langue de bois se laisserait caractériser comme un *assemblage de stéréotypes*. Dans son roman *1984*, Orwell nous y encourage dans ses descriptions du *newspeak*, présenté comme un assemblage de pièces rapportées. Et pourtant, une bonne part de la langue est faite de stéréotypes. D'où à nouveau ce défi pour la pensée: où se situe la différence entre un tel usage normal des stéréotypes et la langue de bois?

On peut la repérer dans une présence du sujet à ses énoncés et dans une capacité à les varier. La différence

– c’est la thèse que j’avance – résiderait moins dans les énoncés eux-mêmes que dans le type de relation qu’on a avec eux, et dans une capacité à varier ses propres énoncés, ce que peut faire celui qui puise dans un fonds de proverbes en fonction de la situation. C’est là que pourrait bien se situer le *point de lignification* : là où une langue vivante devient une langue de bois. Il est possible d’avoir un usage relativement libre du langage tout en recourant principalement à des stéréotypes. Le point décisif est de savoir si la relation à l’altérité du réel, à l’altérité d’autrui a ou non été rompue, ainsi que la relation d’un sujet à ses propres dires (bref, se demander si les différentes composantes de la parole sont à l’œuvre ou non).

Hannah Arendt, dans *Eichmann à Jérusalem* (1997), a observé, mi-horrifiée mi-amusée, comment le fonctionnaire nazi était prisonnier de ses énoncés stéréotypés, certains préexistants, d’autres comme forgés par lui-même et néanmoins figés. Mais il peut exister des situations où ne circulent que des stéréotypes, sans que l’on doive parler pour autant d’une langue de bois. Ainsi, lorsque des paysans communiquent entre eux en ne faisant pratiquement qu’énoncer des proverbes dans différentes situations. Si on peut affirmer que ce n’est pas une langue de bois, c’est dans la mesure où demeurent présentes et vivantes les principales composantes du discours : il y a un arrière-plan de réalité (un référent), une relation à autrui, une présence du sujet qui se rapporte à ces lieux communs, un certain fonds de la langue où on va puiser. Les composantes fondamentales de la parole ne sont pas atteintes comme elles le sont avec la langue de bois.

L’implication du sujet

Il y a une autre caractéristique importante, qui concerne *l’implication du sujet*. La présence d’un sujet

à ses propres dires est une composante essentielle d’une parole vivante. L’une des caractéristiques de la langue de bois est que c’est un discours qui, en vérité, n’est plus tenu par personne, qui circule, passe de lèvres en lèvres, devient omniprésent, mais sans qu’il n’y ait plus de sujet vivant, présent en chair et en os, pour l’énoncer. Orwell a bien observé ce phénomène, notamment dans sa description d’un orateur qui parle le *duckspeak*, la « canelangue » : « Ce n’était pas le cerveau de l’homme qui s’exprimait, c’était son larynx. La substance qui sortait de lui était faite de mots, mais ce n’était pas du langage dans le vrai sens du terme. » (Orwell, 1974, p. 82). Hannah Arendt avait perçu Eichmann à Jérusalem de la même façon. Et pourtant – nouveau défi pour la pensée – il existe dans les langues beaucoup de phrases impersonnelles et nominales où semble absent tout sujet. Relèvent-elles alors de la langue de bois ? Je ne le crois pas. Cela demanderait une longue analyse. Je me contenterai de dire ceci : la différence tient à ce qu’il peut y avoir la présence d’une subjectivité dans des énoncés sans sujet grammatical.

Idiomes spécialisés

L’un des problèmes qui se posent – nouveau défi pour la pensée – est de savoir si la langue de bois est un cas particulier de langue scientifique ou bureaucratique. À nouveau, il faut se montrer prudent et nuancé. Car nul ne contestera qu’il est utile et légitime que se constituent, à l’intérieur de la langue commune, des idiomes spécialisés (juridique, logique, philosophique), lesquels apparaissent de prime abord au profane comme obscurs et opaques. Mais si on renonce à considérer que la langue de bois serait un cas particulier d’idiome spécialisé, où situer alors la ligne de partage entre une langue lignifiée et son bon usage vivant ?

Une première différence est que, même si d'un point de vue extérieur l'idiome spécialisé peut apparaître comme hermétiquement clos et inaccessible aux profanes, sa raison d'être initiale est d'ouvrir à un réel : forger des concepts et nommer certains aspects de la réalité qui, sans eux, n'auraient pas de consistance. Le vocabulaire du droit fait exister une manière juridique d'envisager la réalité sociale. Donc, l'idiome spécialisé a un référent, même si celui-ci a besoin de cet idiome pour être nommé et compris (selon une structure circulaire que l'on retrouve constamment). Ceci a une portée générale, valant aussi pour la langue littéraire. Tout comme Paul Ricœur a pu écrire qu'une œuvre littéraire avait un référent appelé « monde du texte », ou, mieux encore « monde de l'œuvre »⁶ (ainsi *le monde de Proust*, auquel seule la lecture de *La Recherche du temps perdu* peut donner accès, et non pas une étude historique sur la société française au tournant du siècle). De même, l'idiome spécialisé ouvre à un certain monde : celui de la pensée juridique ou de la pensée logique.

Une seconde différence est que l'idiome spécialisé reste en principe en contact avec la langue commune dans la mesure où peut s'effectuer un va-et-vient entre les deux sphères. Les spécialistes peuvent, jusqu'à un certain point, retraduire les termes et les énoncés de l'idiome dans la langue commune et surtout, initialement, il leur appartient de traduire les termes de l'expérience commune dans la conceptualité juridique. Un tel va-et-vient n'existe pas dans le fonctionnement de la langue de bois. En effet, la traduire dans la langue commune, ce n'est pas faire œuvre explicative et herméneutique, c'est effectuer un acte critique de dérision et de démystification qui démontre que les grands mots ne sont que des euphémismes dissimulant une réalité sordide. Traduits dans la langue commune, les vocables de la langue de bois révèlent leur mensonge.

Ces deux points suffisent à indiquer la spécificité de la langue de bois propre aux régimes totalitaires : elle n'a

plus de référent, elle n'ouvre plus à un monde, elle n'est plus prise dans une relation de dialogue avec autrui, ni de va-et-vient avec la langue commune. Sa raison d'être n'est pas d'ouvrir à une réalité spécifique, mais d'empêcher tout rapport à la réalité. Certes, même dans les sociétés libérales, la langue bureaucratique nécessaire au fonctionnement de l'État et du droit risque toujours de se lignifier. Il peut même exister des cas-limites où la ressemblance est grande, mais ce n'est pas une raison suffisante pour identifier ces deux phénomènes de nature différente.

Rigidité ou fluidité

À nouveau, introduisons des nuances par rapport à certaines idées préconçues. La langue de bois est certes une langue devenue opaque, obscure, mais une analyse plus fine montre qu'elle est tout autant une langue qui se veut transparente, immédiatement saisissable. L'opposition de la transparence et de l'opacité (ou de l'obscurité) n'est pas un critère pertinent pour distinguer la langue de bois d'un bon discours (ce qui, il est vrai, met en question la pertinence absolue de l'idée de lignification). De même, on doit se garder de se référer à *l'antithèse du vivant et du figé*, surmonter une pente naturelle consistant à opposer antithétiquement le « vivant » (fluide) et le « figé » (mort). Le langage ne peut pas être conçu idéalement comme une pure fluidité que viendrait compromettre un élément figé (de la même façon que pour certains, comme Rousseau, les consonnes, facteurs de discontinuité, entament la belle fluidité vocalique) et un examen de la langue totalitaire montre qu'elle consiste notamment aussi dans la visée d'une fluidité absolue. Tout se passe comme si le *newspeak* génialement décrit par Orwell voulait occulter l'opacité de sa propre discursivité, le temps nécessaire

à sa propre énonciation. C'est ce que j'ai appelé la «compulsion d'euphonie» (Dewitte 2007, p. 65-68).

La vie concrète du langage se situe donc entre fluidité et rigidité, et la pure fluidité est tout aussi funeste que la fixité absolue. Cela confirme que d'autres modèles sont requis qu'un tel schéma antithétique: un modèle qui fasse droit au fait que le langage existe dans un entre-deux, dans une distance surmontée, mais jamais abolie une fois pour toutes.

Conclusion

Résumons-nous. La langue de bois – ou plus exactement le phénomène de son apparition, ce que j'ai appelé la *lignification de la langue* – peut se produire de différentes

façons. Mais d'une manière ou d'une autre, c'est l'ensemble des composantes fondamentales du discours qui est *atteint* (comme on parle d'une atteinte des fonctions cérébrales à propos de l'aphasie). Il se produit un bouclage sur soi qui concerne à la fois le rapport au réel (réfèrent), l'interlocution, le rapport à la langue, le rapport au sujet à son discours, le rapport aux ressources de la langue. Dans certains cas particuliers, il est difficile de décider si on a affaire ou non à un usage qui mérite l'appellation de «langue de bois», car il existe, dans la langue normale, des phénomènes qui en sont proches (stéréotypes, discours impersonnel, etc.). Il convient donc à la fois d'élaborer un modèle et des critères généraux et d'être attentif à la particularité des phénomènes concrets, mais sans perdre de vue pour autant le phénomène spécifique de la langue de bois qui constitue une rupture radicale.

NOTES

1. J'ai consacré à ces deux grands témoins-penseurs de la langue de bois nazie deux chapitres de mon livre sur le langage totalitaire: «Langage et inhumain. Sur le Dictionnaire de l'inhumain de Dolf Sternberger» (Dewitte, 2007, p. 95-143); «La langue brune et le balancier: LTI de Victor Klemperer» (Dewitte, 2007, p. 145-198).
2. Je file donc la métaphore contenue dans la formule «langue de bois» qui, on le sait, a été forgée d'abord en polonais.
3. J'ai constaté avec plaisir que Dominique Wolton (2009) rejoignait indirectement le propos de Ricœur, en soulignant que la *communication*, par opposition à *l'information*, était «le résultat d'un processus fragile de négociation» (p. 136) et donc, avait quelque chose de problématique, de non assuré d'avance.
4. Il y a une question que j'aimerais bien pouvoir poser un jour à ceux qui en ont eu l'expérience. La lecture quotidienne du journal du Parti, cet exercice obligatoire de survie dans les

- régimes communistes, se faisait-elle solitairement ou collectivement? Est-ce que chaque apparatchik lisait la *Pravda* seul à son bureau, afin de la décrypter et de lire entre les lignes les imperceptibles signes de changement du pouvoir? Ou est-ce que cette lecture se faisait à plusieurs, comme une découverte commune, accompagnée d'un commentaire? J'incline à retenir la première hypothèse, car une lecture à plusieurs aurait pris une dimension herméneutique et critique et elle aurait été l'amorce d'un espace public.
5. Voir Dewitte, 2007, p. 187 et s. («*Fanatique*: la résistible ascension d'un vocable»).
6. «*Ouvrir sur* le dehors la notion de mise en intrigue [...], c'est [...] suivre le mouvement de transcendance par lequel toute œuvre de fiction, qu'elle soit verbale ou plastique, narrative ou lyrique, projette hors d'elle-même un monde qu'on peut appeler le *monde de l'œuvre*» (Ricœur 1984, p. 14).

Jacques Dewitte

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARENDT, H., *Eichmann à Jérusalem*, traduit de l'anglais par A. Guérin, Paris, Gallimard, nle éd. 1997 (1^{re} éd. 1963).

DEWITTE, J., *Le Pouvoir de la langue et la liberté de l'esprit. Essai sur la résistance au langage totalitaire*, Paris, Michalon, 2007.

KLEMPERER, V., *LTI, la langue du III^e Reich. Carnets d'un philologue*, traduit de l'allemand par E. Guillot, Paris, Albin Michel, 1996.

ORWELL, G., 1984, traduit de l'anglais par A. Audiberti, Paris, Gallimard-Folio, 1974.

RICŒUR, P., *Temps et récit*, vol. II, *La configuration dans le récit de fiction*, Paris, Seuil, 1984.

RICŒUR, P., *Discours et communication*, Paris, L'Herne, 2005.

WOLTON, D., *Informers n'est pas communiquer*, Paris, CNRS Éditions, 2009.

Paul Gradvohl
Université Nancy II

LA LANGUE DE BOIS AU PILORI: HONGRIE 1954

Reprendre le petit ouvrage d'Iván Fónagy et Katalin Soltész, *A Mozgalmi Nyelvről* [Sur la langue du mouvement ouvrier] (1954) plus d'un demi-siècle plus tard pourrait sembler saugrenu¹. Citations de Staline et de Rákosi, ou d'autres autorités communistes de l'époque, références antérieures à la mort du petit père des peuples, autant d'indices qui n'encouragent pas à croire que les 72 pages, consacrées à la langue de bois en Hongrie communiste, auraient dû sortir de l'oubli. Certes le quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance d'un grand linguiste² était propice à décroiser la pensée trop souvent rigide attachée à la langue de bois. Et le hongrois a sa *bikkfanyelv* («langue insipide»)³ qu'on retrouve plus tard sous la forme *bükkfanyelv* («jargon, charabia»), terme attesté encore dans les années 2000 où la référence au hêtre (*bükkfa*) vise la rigidité qui finalement rend la langue incompréhensible. Nous sommes ici plus proche de la «langue de chêne» russe que du mélange d'artifice et fausseté porté par le «bois» français, qui toutefois comporte une nuance de

rigidité contre-productive⁴. Cependant point de bois dans l'ouvrage étudié et, en titre, un terme difficilement traduisible en français.

Les subtilités de la critique: clés pour le décryptage

A / mozgalm-i / nyelv-ről signifie, mot à mot «la / mouvement-du / langue-sur». Mais *mozgalmi*, dérivé de *mozgalom* (mouvement) n'a le sens de mouvement ouvrier (communiste) que dans certains contextes. Pourtant ce choix impose d'autres considérations. Il était aisé de parler de «langue du parti» (*pártnyelv*) ou de «langue de la propagande», mais en choisissant une référence plus neutre en apparence, les auteurs incluent à la fois la langue officielle, celle des institutions d'État et du parti, mais aussi celle pratiquée à l'usine, l'école...

Surtout l'intonation des discours ou allocutions est comparée à des performances orales d'autres natures. Le corpus élaboré pour l'essentiel en 1950-1951 voit sa validité affirmée pour la période postérieure, avec quelques nuances ce qui permet une chronologie fine de l'évolution de cette «langue». Diversité des registres du corpus (tant oral qu'écrit) et précision de la chronologie sont des points forts de la démonstration.

Dès sa préface, le livre offre un mélange improbable d'inflexibilité idéologique apparente et de réflexion critique. Elle renvoie au 2^e Congrès du MDP⁵ de février-mars 1951 qui appelait l'attention sur les distorsions de la langue du mouvement ouvrier. On demanda alors aux journaux de s'attacher à la correction de la langue par opposition aux mots et expressions louches. En fait les documents officiels montrent que cette demande du parti n'était pas aussi clairement formulée et que les jeunes linguistes de l'Académie des Sciences ont simplement mis à profit une ouverture.

C'est dès les premiers paragraphes qu'est affirmée la présence, dans les manifestations du mouvement ouvrier, les conseils, les bureaux officiels de la «langue du mouvement ouvrier» sous «la forme tant détestée des discours bureaucratiques incolore, sans saveur»⁶. Donc les linguistes doivent donner leur vision sur ce que József Révai⁷ a appelé au Congrès «l'argot bureaucratique» [*bürokratikus tolvajnyelv*] (en hongrois, argot se dit langue des voleurs) et proposer comment rendre saine la langue du mouvement ouvrier. Mais il faut du temps pour réunir les données, lire bien des journaux, écouter des réunions... Les auteurs ont ainsi utilisé en particulier un journal d'entreprise, le *Fogaskerek* [L'engrenage]⁸, à la demande de la rédaction qui souhaitait améliorer son travail⁹. Enfin il est annoncé que les problèmes soulevés ne trouveront pas leur solution en fin de volume. *Ab ovo* la compulsion normative, si souvent attachée à la langue de bois, est rejetée, même pour critiquer cette dernière.

Pour finir, la démarche se précise: «Il faut comprendre en quoi réside la menace de différenciation linguistique à laquelle nos dirigeants ont fait allusion en relation avec les erreurs de la langue du mouvement ouvrier, il faut s'emparer du concept de jargon¹⁰; il nous faut savoir quelle est la différence entre langue et jargon. Nous verrons plus tard que la connaissance lacunaire de la langue littéraire contribue très fortement à la diffusion des erreurs venues de la langue du mouvement ouvrier. Il faut voir clairement ce qu'est réellement la langue littéraire, dont la diffusion la plus large est un des objectifs centraux de la révolution culturelle. Il nous faut parler du rapport entre langue et pensée, les déficiences de l'une dépendent de celles de l'autre, et inversement, on ne peut les comprendre vraiment qu'ensemble.»

En trois pages de préface, les auteurs sont à la fois prudents dans la présentation de leur démarche, appuyée sur les plus hautes autorités, et en même temps ils profitent de certaines expressions employées par des dirigeants pour signifier que l'équivalent pratique de «langue du mouvement ouvrier» était «langue des voleurs bureaucratiques» et que son fonctionnement social était celui d'un «jargon» dont le statut est manifestement inférieur à celui d'une langue. Le premier point amène donc le lecteur à penser qu'un groupe a pris en main une machine bureaucratique et se situe en opposition au peuple qu'il domine, et le deuxième évoque une situation où les caractéristiques linguistiques associées à ce groupe soulignent un décalage avec les usages populaires et littéraires. L'art est bien sûr de ne pas le formuler de la sorte. Mais la qualité du choix des termes se perçoit fort bien et, sans être un pamphlet politique, le petit volume, dès ses premières pages, s'impose au lecteur comme une œuvre des plus singulières dont le style est souvent remarquable. L'ordre suivi dans cet article est celui du livre: histoire, description générale, puis études mêlant causes diverses et diagnostic plus précis, enfin perspective de solution.

Révolution culturelle et maladie infantile de la langue du mouvement ouvrier

L'évolution constatée est le reflet dans la langue du changement profond de la vie du peuple hongrois depuis la libération. Nouvelles institutions, nouveaux concepts, dans un contexte où « Notre horizon s'élargit à toute vitesse »¹¹. Certes une partie du vocabulaire du mouvement ouvrier hongrois est centenaire ou pour le moins cinquantenaire : *munkámozgalom* [mouvement ouvrier] remonte au *Trombita*¹² du 6 novembre 1869 ; classe ouvrière (*munkásosztály*) est repérée en 1870. On remarquera l'aisance avec laquelle il est possible en hongrois de construire des néologismes par adjonction de deux substantifs (ici *munkás* [ouvrier] et *osztály* [classe]), et que cette particularité de la langue n'est en rien spécifique d'un domaine ou propre à un type de discours.

Les exemples d'évolution lexicale présentés dans le premier chapitre sont nombreux. On gardera ici à l'esprit les remarques sur la multiplication des abréviations et l'importance de leur fréquence, qui va de pair avec l'oubli de ce à quoi elles correspondent précisément¹³. Dans le chapitre « Le peuple travailleur et la langue nationale » un élément des thèses officielles est utilisé : « Dans la révolution culturelle, tout comme le peuple travailleur s'approprie le domaine des sciences et des arts, il conquiert la langue de la science et de la littérature, donc la forme la plus élevée de la langue nationale, la langue littéraire aussi¹⁴. » Nos auteurs reprennent : « La forme la plus élevée de la langue commune, celle qui est la plus travaillée est la langue littéraire. Nous devons considérer que la langue littéraire est avant tout celle des belles lettres, de la science, du journalisme de qualité. [...] La langue littéraire est comme la colonne vertébrale de la langue commune ; jusqu'à un certain

point c'est la norme, le modèle des autres versions de la langue commune. »

Il est donc nécessaire que les nouveaux responsables du pays sachent s'exprimer de façon correcte sur les questions complexes qu'ils doivent traiter. À l'inverse de ce qu'on pourra lire ailleurs, l'horizon de la langue est donc fixé au moyen de la littérature. Et la réussite du projet qu'on peut lire en creux est rien moins qu'assurée. D'ailleurs un intertitre annonce « Les maladies infantiles de la langue du mouvement ouvrier » alors qu'il est précisé qu'il ne s'agit pas de parler comme on parlait avant, de ce dont on parlait avant. Le but est que les ouvriers s'expriment aussi aisément qu'ils le faisaient auparavant sur des sujets simples.

Or, « on repère les difficultés et troubles langagiers avant tout dans les manifestations du mouvement ouvrier ». En outre, « très souvent les organisations du parti, ses permanents, ses membres, ou les dirigeants des organisations de masse montrent le mauvais exemple. Et même plus : du fait de l'autorité du parti plus d'une fois ont été diffusées très largement des expressions profondément incorrectes. Il est à craindre que ces phénomènes linguistiques incorrects et malsains, qu'on entend essentiellement lors de manifestations du mouvement ouvrier, servent de base à la formation d'une "langue du parti" qui se distingue de la langue commune. Cette "langue du parti" ne recèle pas en elle-même un moindre danger : elle éloigne du parti ceux qu'il devrait nettement rallier à sa cause ». Et de citer les expressions utilisées par des dirigeants du moment dans la « langue de parti » [*pártnyelv*] et le « jargon des permanents » [*funkcionárius-zsargon*], ce dernier étant placé entre guillemets¹⁵.

Souvent le jargon se distingue de la langue commune sans raison apparente en utilisant certains termes. Ainsi on peut entendre ou lire : « J'ai fait preuve de légèreté dans ma conception de la question du contrôle. » Certes, « ces mots, ces expressions ne sont

pas critiquables en eux-mêmes. Ce sont de bons mots hongrois, tous sont des éléments de plein droit de la langue nationale, ils ne contreviennent en rien aux lois de notre langue. Pourtant ils produisent une impression blessante, une impression d'étrangeté justement à cause de leur fréquence si visible et inutile». Particulièrement visible est l'emploi répété de certains adjectifs, épithètes et adverbes dont «sérieux», «significatif», «fréquent», «décisif». Or, «notre sens de la langue proteste contre la popularité si élevée de ces termes. En effet il n'aime pas la répétition, d'où l'usage de synonymes et expressions voisines, et on remarque que l'utilisation de *sérieux* ou de *décisif* par exemple n'est vraiment pas indispensable dans la plupart des cas».

L'utilisation de certains mots de façon toujours plus variée va de pair avec l'affaiblissement du sens. «Ce n'est pas la fréquence elle-même des “mots à la mode” qui fait qu'ils sonnent faux, mais la perte de valeur et la déformation qui y sont étroitement associées.» Ainsi, quand on dit quelque chose non plus à quelqu'un mais *vers* quelqu'un, il n'est plus possible de savoir où exactement est passé le message. Et comment la compétition peut-elle devenir *plus* concrète? Pour faire passer ces critiques, les auteurs opposent «littérature marxiste» et «langue littéraire» d'un côté à «jargon du mouvement ouvrier» de l'autre. «Donc le jargon militant n'est pas un jargon, un argot, à cause de mots qui viennent d'être créés, mais du fait qu'il rend éculé, qu'il fausse certains mots de la langue commune. C'est ainsi que se forme le vocabulaire propre du jargon militant, c'est ce qui crée le “goulot d'étranglement” de la langue militante et au-delà de la vie politique.»

Argot bureaucratique et communication appauvrie

En quoi donc le «jargon des militants» est-il un «argot bureaucratique»? D'abord il y a la dépersonnalisation par l'usage de formes passives. Puis l'utilisation de forme alourdies, verbeuses, notamment en remplaçant de simples désinences casuelles par des postpositions (cf. «au sein de notre entreprise» au lieu de «dans notre entreprise»). «Les “règles grammaticales” de la langue bureaucratique sont simples, on pourrait dire monotones. Après une brève étude préliminaire, n'importe qui serait capable de traduire des phrases hongroises simples en langue bureaucratique.» Voici un exemple: «Il n'aime pas parler simplement» se transformerait en «sur le plan du discours simple, il y a de sa part une absence de propension». Cette langue est aisée à maîtriser, mais les phrases bouffies et vagues rendent la pensée brumeuse. De plus cette langue bureaucratique est un héritage nuisible du passé.

Les chapitres suivants signalent diverses caractéristiques de la langue du mouvement ouvrier. Tout d'abord la transformation des règles d'accentuation et d'intonation altère la grammaire et la compréhension. La rupture entre jargon et langue commune est profonde. Puis les auteurs soulignent qu'il est possible de distordre ou de rendre vague la pensée par l'emploi de mots inappropriés. On arrive ainsi à des phrases à sens indéterminable: «Le maintien de la vie libre est la question de la lutte pour la paix.» Il y a donc une pensée toute prête, des membres de phrases, mais ils ne forment pas un tout. «Et même quand il y a un petit noyau concret noyé dans des couches de brouillard, ce n'est pas beaucoup mieux. Cela rend encore plus difficile de voir l'essentiel.» Le résultat est que certains jugements ne provoquent ni analyse ni solution. Une attaque cautionnée par des citations de Staline, et notamment le récit concer-

nant un ouvrier ukrainien à qui on demandait, «qu'en est-il de la ligne de cette organisation et qui a répondu: "Bon, pour ce qui est de la ligne... la ligne, bien sûr elle existe, mais pour ce qui est du travail, on n'en voit nulle part".» Finalement cet usage de la langue, qui trouble les relations entre les gens, doit être expliqué.

Un phénomène international, des causes culturelle et sociale

Le jargon est confortable, dangereusement confortable en tant que façon de parler. On peut éviter de prendre position clairement, on peut faire des autocritiques formelles... et parler de choses qu'on ne maîtrise pas vraiment. Mais il y a plus: «Le manque de culture littéraire ouvre donc de larges portes à la déformation des mots, à la diffusion du jargon du mouvement ouvrier.» Et ceux qui ne connaissent pas la langue littéraire sont sans défense, croient parfois que le jargon est de la langue littéraire. En outre, les traductions de langues étrangères sont aussi fautives. Nombre de transpositions de mots russes ou autres aboutissent à des amputations sémantiques en hongrois. On ajoutera aux causes de la généralisation du jargon un effet démultipliateur. Parce que les formules compliquées sont favorisées, la rection usuelle des verbes, par exemple, devient impossible à utiliser. Les fautes de syntaxe sont alors inévitables dans une langue au système de déclinaison très riche.

Restait à comprendre la hiérarchie des causes de l'expansion du jargon depuis la libération. Soulignant l'absence d'accès aux archives et l'étude partielle des documents disponibles, les auteurs ouvrent toutefois de nouvelles voies: «On [la] comprend beaucoup mieux si nous pensons au fait que le discours jargonneux est

considéré par beaucoup comme le mode d'expression officiel ou celui du parti. Nous avons aussi vu que les formules jargonneuses, bureaucratiques recouvrent fréquemment des contenus bureaucratiques et trahissent une propension au formalisme. Le jargon n'est pas une maladie qui ne touche que la vie politique hongroise actuelle. Au sein des partis frères étrangers aussi, on rencontre des phénomènes similaires.» Sont mentionnées en particulier les critiques officielles faites en RDA et celle du PC hongrois dès 1937. Antérieur à la «prise de pouvoir du prolétariat» le jargon fleurit partout en pleine révolution culturelle. D'où une question implicite: serait-on dans une impasse?

Une issue: prendre l'affaire au sérieux

Le chapitre conclusif s'intitule «Comment nous faut-il lutter contre le jargon du mouvement ouvrier?». Ici une évolution positive par rapport à 1951 est soulignée pour la presse écrite, à l'inverse du parler officiel, mais si «nos journaux s'efforcent de mieux montrer l'exemple, ils ne traitent qu'à peine des caractéristiques du jargon et des causes de son apparition [...] on sous-estime le danger. [...] "Cela ne dépend pas des mots" pensent-ils. L'essentiel, c'est que nous réfléchissions bien, l'essentiel c'est que nous agissions correctement. Les questions relatives à la correction de la langue, nous les laissons aux linguistes, ne leur ôtons pas le pain de la bouche». Voici les phrases finales du livre: «S'il n'était question "que de mots", alors peut-être qu'on pourrait se contenter de cela. Mais les mots expriment des pensées, les mots peuvent se transformer en actes. Et s'ils n'expriment pas réellement des pensées, ou pour le moins des idées qui ne sont pas claires, s'ils se contentent d'être

“seulement des mots”, alors il y a comme une erreur dans cette affaire.»

Une analyse au nom de la nécessaire liberté (1954-2005)

Bref, au nom de la menace de rupture entre pouvoir communiste et masse, il est possible de dire bien des choses sur ce qui a été appelé «langue de bois» en France essentiellement par la suite, mais bien plus tôt en Hongrie. Dans ce pays d'ailleurs, dès l'entre-deux-guerres un auteur comme le romancier et essayiste Dezső Kosztolányi s'en offusquait. Et cette continuité n'est pas innocente. En fait Iván Fónagy, a écrit sa première étude (publiée en 1943) sur l'évolution du hongrois depuis 1900 (Fónagy, 2006). Et soixante ans plus tard, il rappelle «j'ai été intrigué par le fait que la langue changeait derrière notre dos» en évoquant le vocabulaire, la phonétique et la syntaxe, et ce «en dépit de la conviction des locuteurs de cette génération de n'avoir en rien changé leur comportement verbal». En 1954, bien évidemment, écrire sur la langue ne pouvait se faire en Hongrie que dans les limites imposées par la censure politique. Mais ce texte pousse la critique fort loin, en donnant même les bases d'un «générateur de langue de bois» du type de ceux qui sont disponibles sur Internet. Pourtant l'analyse se singularise surtout par une pensée sur la langue qui dépasse l'opposition usuelle langue vraie et naturelle / langue fausse et artificielle.

Iván Fónagy, cinquante ans plus tard, travaillait sur le «Ce n'est pas grave» du médecin à un patient (énoncé libre) qui n'a rien à voir avec le «Ce n'est pas grave» répondant à «Excusez-moi» (énoncé lié). Pour lui les

énoncés liés ont plusieurs fonctions: *sémantique, facilitation de la communication et économie mentale, fonctions cognitives et sociales* et enfin *tours de magie verbale*. Déclinant les *fonctions sociales* il signale en note: «Les conversations enregistrées en Hongrie dans les années 1950 montrent que les paysans qui savaient parler d'une façon vivante et colorée de leur jeunesse, des coutumes du pays, des superstitions, recouraient à la “langue de bois” dès qu'il s'agissait de répondre à des questions idéologiques ou politiques» (Fónagy, 2006, p. 129). Il illustre ici la «sécurisation» (autodéfense) qu'il ne pouvait désigner sous ce terme en 1954, mais à laquelle le lecteur un tant soit peu avisé comprenait qu'il était fait allusion.

Ce qui frappe, c'est que dès 1954 on a pu analyser non seulement l'existence (le maintien) d'une langue de bois mais encore les mécanismes généraux de l'évolution de la langue. Pour Iván Fónagy, décédé en 2005, les transgressions qui sont à l'origine de l'évolution relèvent de notre mécanisme psychique (Fónagy, 2006, p. 477-78). Un demi-siècle après sa dissection de la langue du mouvement ouvrier, il concluait son ouvrage de synthèse ainsi (Fónagy, 2006, p. 481-82): «À moins qu'on ne préfère régler les modifications du système verbal dans les cadres de conférences nationales ou internationales, il faut laisser faire la langue et accepter le fait qu'on doit l'évolution du système phonologique, prosodique, lexical et syntaxique à des détours qui nous ramènent d'abord aux stades primitifs de l'élaboration mentale et verbale qui précèdent et préparent le langage évolué et la pensée conceptuelle logique.» Dans le *Népszava*¹⁶ du 18 juin 1954, figurait un article, «Pour la pureté de notre langue. Le style bureaucratique brouille ce que nous avons à dire. Sur le livre de Iván Fónagy et Katalin Soltész», qui popularisait le petit ouvrage des deux linguistes parce qu'il n'y avait «plus besoin ni de langage bureaucratique, ni de fonctionnaires bureaucratiques». Staline venait de décéder,

Rákosi voyait provisoirement son influence régresser, il était possible de diffuser de tels messages.

Conclusion

Ce simple rappel montre que, dans l'approche de la langue de bois, seule une chronologie fine, une analyse des espaces de liberté et des parcours de réflexion effectivement empruntés par les contemporains plus ou moins obscurs peuvent nous rappeler à quel point l'histoire du communisme ne relève pas toujours de l'exorbitant. On remarquera qu'Iván Fónagy, en décrivant la « facilitation de la communication et l'économie mentale » associée aux énoncés liés précise entre autres : « Ils offrent des opinions

morales au rabais et des conseils édifiants à l'usage des jeunes » ou encore « Un type de cliché a le pouvoir d'affirmer et de nier en même temps sa déclaration ». Le diagnostic de 1954 signale simplement l'extension prise par de tels phénomènes et les formes particulières associées au communisme, hongrois ou non selon les cas. Les réticences face à ces comportements linguistiques ne sont pas nées exclusivement dans l'opposition au communisme, et l'histoire de l'analyse linguistique de la langue de bois mérite bien d'être intégrée à l'histoire des modes de communication. L'éclairage donné ici montre en lui-même que les sociétés des temps communistes pouvaient produire des critiques du fonctionnement du pouvoir dont les ressorts dépassaient le cadre politique imposé en temps de guerre froide, comme le prouvent les études actuelles en communication.

NOTES

1. Je tiens ici à remercier Jean Perrot, linguiste majeur, de m'avoir fait rencontrer et lire Iván Fónagy, parmi bien d'autres « cadeaux ».
2. Iván Fónagy était aussi psychanalyste. Voir notamment *Thalassa*, vol. 8, n° 2-3, 1997, p. 42-58, pour comprendre le jeu de Fónagy avec le pouvoir. Il est interviewé en hongrois par Ferenc Erőss et Judit Szilási (en 1997), <http://orange.mtapi.hu/thalassa/archivum/9723/fonagy_interju.htm>.
3. *Bikkfa* dérive de *bükkfa*, le hêtre, *fa* signifiant arbre et bois. Donc mot à mot il s'agit de la « langue de hêtre ». Voir *Magyar-francia szótár* [Dictionnaire hongrois-français], par Sándor Eckhardt (dir.), Budapest, Akadémiai kiadó, 1958.
4. Voir le *Dictionnaire historique de la langue française*, entrées « bois » et « langue », par Alain Rey (dir.), Dictionnaires Le Robert, 1998. Sur l'usage rare en polonais de *Drętwą mową* ou *drewiana mowa* [parole de bois], voir Charles Zaremba, « Le diable a une langue de bois. À propos de travaux récents en Pologne », *Mots*, n° 20, 1989, p. 109-118, et Carmen Pineira et Maurice Tournier, « De quel bois se chauffe-t-on ? Origines et contextes actuels de l'expression *langue de bois* », *Mots*, n° 21, 1989, p. 5-19.
5. Magyar Dolgozók Pártja [Parti des travailleurs hongrois], créé en juin 1948 par la fusion du PC et du Parti social-démocrate.
6. Voir p. 3 : *a bírbedt szintelen, szagtalan bürokratikus beszédmódor*.
7. C'était l'idéologue principal du MDP à l'époque, même si son influence avait diminué après la mort de Staline.
8. Ce journal de la section du parti de l'usine métallurgique Matyás Rákosi, ex-Weiss-Manfréd, avait fait l'objet d'une discussion le 7 janvier 1952 en Commission d'organisation du MDP (voir <www.digitarchiv.hu>). Le P.V. ne mentionne pas la question de la langue. *Idem* pour sa résolution du 14 mars sur l'amélioration du niveau des journaux d'entreprise.
9. Les coauteurs signalent leur article paru dans le *Magyar Nyelvőr* [Le gardien de la langue hongrois] (n° 4-6, 1952) qui détaille les sources utilisées. Cette revue de référence a commencé à paraître en 1872.
10. Un des sens donnés à jargon dans le dictionnaire de 1958 est yiddish ou judéo-allemand, le second sens étant jargon.

11. L'expression *Robamosan* [rapidement, formé à partir de *robam*, la charge, l'attaque] *tágul* [de *tág*, large] *látókörünk* [horizon intellectuel, qui associe *kör*, cercle et *lát*, voir] est intéressante car cette façon d'exprimer la rapidité en lien avec l'ouverture d'esprit semble un peu forcée.
12. Donc dans un hebdomadaire [Trompette ou Clairon en français], contestataire paraissant avant la création du premier Parti socialiste en Hongrie.
13. En 1955 des auteurs russes étudiant des États-Unis l'évolution de leur langue sous le communisme la résumaient à une addition : abréviations + politisation. Voir Андрей Фесенко et Татьяна Фесенко, *Русский язык при советах* [La langue russe sous les Soviets], Нью-Йорк/New York, [6. и./sans éd.], 1955, cité par Заурд Владимирович Будаев, Анатолий Прокопьевич Чудинов, *ЛИНГВИСТИЧЕСКАЯ СОВЕТОЛОГИЯ* (*Предисловие. Введение. Часть I. Возникновение и эволюция лингвистической советологии*) [La soviétologie linguistique (Préface, introduction, Première partie, origine et évolution de la soviétologie linguistique)], Екатеринбург, 2009. Les trois éléments du début de l'ouvrage sont disponibles sur <<http://www.philology.ru/linguistics2/budaev-chudinov-09.htm>>, consulté le 31 août 2010.
14. József Révai, déjà cité, dans *Kulturális forradalmunk kérdései* [Les questions de notre révolution culturelles], Budapest, Szikra, 1952, p. 38.
15. Le dérivé hongrois de «fonctionnaire» a pris le sens de permanent politique ou syndical, même s'il peut aussi avoir le sens de l'original français.
16. Quotidien des syndicats, il était plus accessible que celui du parti et très lu.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

FÓNAGY, I., SOLTÉSZ, K., *A mozgalmi nyelvről* [Sur la langue du mouvement ouvrier], Budapest, Művelt Nép Könyvkiadó, 1954.

FÓNAGY, I., *Dynamique et changement*, Louvain et Paris, Dudley, MA, Éditions Peeters, 2006.

Béatrice Turpin
Université de Cergy-Pontoise

VICTOR KLEMPERER ET LE LANGAGE TOTALITAIRE D'HIER À AUJOURD'HUI

Compte-rendu du colloque de Cerisy-la-Salle

Il vient de se tenir à Cerisy-la-Salle, du 14 au 22 août 2010, un colloque sur le thème «Le langage totalitaire d'hier à aujourd'hui» (voir le site <<http://klempereraout2010.free.fr/Cerisy/>>). Ce colloque avait pour projet d'interroger dans une perspective interdisciplinaire le rôle du langage dans les régimes de coercition et la place qu'y tiennent la rhétorique et la manipulation, mais aussi de voir comment l'idéologie peut influencer la langue et la transformer. L'expression «langage totalitaire» renvoie à un langage excluant toute pensée «autre», un langage qui enferme ce qu'il est seulement licite de dire, un langage qui appelle au meurtre, à l'anéantissement de toute altérité.

La référence à Victor Klemperer s'est imposée au cours de l'organisation de la rencontre, comme elle s'est

imposée pour nombre de contributeurs qui se réfèrent aux observations et analyses du philologue allemand, dont la résistance face au nazisme passa par une étude minutieuse des énoncés de ce régime.

Les intervenants appartiennent à des disciplines distinctes (sciences de la communication, linguistique, sémiotique, psychanalyse, sociologie, anthropologie, philosophie, littérature). Le but était de croiser les approches, chacune d'elle permettant d'éclairer différemment un objet constitué en commun, objet dont nous avons posé l'appellation en début de colloque: le «langage totalitaire». Appellation déjà prise dans un réseau discursif qu'il s'agissait également de démêler.

Genèse, circulation et définition d'un concept

En ouverture du colloque Jean-Pierre Faye, auteur de *Langages totalitaires* (1972) et de *L'Introduction aux langages totalitaires* (1972) intervient pour rendre compte des circonstances d'apparition du terme «totalitaire» et suivre la circulation des discours du champ politique au champ culturel, d'abord en Italie, puis en Allemagne, en France et dans l'Espagne franquiste. Ces «événements de langage» générateurs d'actes meurtriers produisent leurs effets dans la vie quotidienne de Victor Klemperer qui les observe et note scrupuleusement. L'URSS ne s'est quant à elle pas réclamée du totalitarisme, mais les conséquences y sont pourtant les mêmes.

Béatrice Turpin et Laurence Aubry, organisatrices de la rencontre, vont parler de la circulation du concept dans le champ théorique et du sens à donner à l'expression «langage totalitaire» qui figure dans l'intitulé de la rencontre. La question de savoir si un langage totalitaire peut s'exercer en dehors d'un régime totalitaire est aussi posée.

Jean-Luc Évard, germaniste, traducteur et philosophe du politique prolonge la réflexion de Jean-Pierre Faye sur la circulation de concepts, de productions phrastiques ou discursives. Il étudie plus précisément le rapport entre le culturel et le politique à travers la «révolution conservatrice» initiée par le cénacle de Stefan George. Il revient ensuite à Bernard Lamizet, professeur à l'IEP de Lyon, de donner une définition du totalitarisme du point de vue d'une sémiotique des formes politiques.

Discours et violence

La question de la violence et de la terreur se retrouve dans nombre de communications. Philippe Breton s'interroge sur le rôle du langage chez les exécuteurs de masse. Sa réflexion porte plus particulièrement sur les motifs d'action des unités mobiles d'extermination (*Einsatzgruppen*) mises en place par les nazis en Europe de l'Est. En se basant sur des témoignages recueillis, il récusé les explications traditionnelles par la haine raciale ou la soumission à l'autorité pour placer au cœur du système un principe archaïque, celui de la vengeance.

Norma Tasca, psychanalyste, a une interprétation voisine en rapportant la tendance totalitaire à une tyrannie logique de la terreur. Latente dans les sociétés non totalitaires, elle serait sans cesse menacée de ressurgir, activée par la cohérence logique du mensonge et sa mise en scène.

Ruth Amossy fait également de la violence le ressort essentiel du totalitarisme. Dans les régimes démocratiques, la doxa est hétérogène, composée d'un tissu de voix, interdites dans les régimes totalitaires. De ce point de vue, elle oppose la manipulation, qui n'est pas totalitaire en soi quand subsiste la possibilité d'esquive, et le langage totalitaire qui repose sur la coercition et le refoulement de toute pensée alternative.

Roselyne Koren aborde plus particulièrement le cas de l'amalgame en montrant comment, en effaçant tout ce qui distingue, il peut servir à justifier le recours à la violence physique ou symbolique. Elle conclut en appelant le rationalisme critique à décrire et évaluer les manipulations mortifères.

Béatrice Turpin montre la circulation des discours sur la propagande, entre espace démocratique et espace totalitaire. Au-delà d'une rhétorique affichée qui ne saurait à elle seule expliquer le totalitarisme, on peut percevoir des traits spécifiques du langage totalitaire,

notamment l'homogénéité des discours, leur violence et leur caractère mythique.

La violence est examinée dans ses manifestations discursives par Alicja Kacprzac qui focalise son intervention sur deux figures «mortifères», la calomnie et l'invective. Le corpus sur lequel se base l'analyse est emprunté aux discours de dirigeants de partis communistes de divers pays: la Pologne, la Russie et la Corée du Nord.

William Augusto Menezes fait porter son étude sur différents manifestes du mouvement intégraliste brésilien de Plinio Saldago (*Ação integralista brasileira*). Les stratégies de mise en scène sont étudiées ainsi que les opérations discursives dirigées contre les opposants au régime. Le mensonge comme figure politique est évoqué, avec ses variantes que sont la calomnie et la rumeur.

Subjectivité aliénée et mise en scène

La question de la subjectivité est reprise dans nombre de communications. Laurence Aubry l'article avec la paradoxalement dont elle fait un des ressorts essentiels du langage totalitaire. Cette notion développée par la psychanalyse pour aider à la compréhension de la psychose pourrait permettre de mieux rendre compte de la propagation et de l'influence du nazisme sur les consciences.

Françoise Samson, psychanalyste, montre elle-même comment par la répétition, par la mise en scène, par le détournement du religieux, la propagande instaure un espace pulsionnel destiné à assujettir.

Christiane Rousseaux-Mosettig arrive à des conclusions similaires en étudiant les constructions linguistiques qui manifestent une atteinte des capacités associatives de la langue. Elle souligne pareillement le rôle de la mise en scène qui transforme le discours

en spectacle total, constitue la masse et exacerbe le pulsionnel.

Nous retrouvons dans ces deux dernières communications la thématique de l'archaïque abordée par Philippe Breton. La référence à la mise en scène est également récurrente, liée à la désubjectivisation. Ce point est particulièrement mis en lumière par Béatrice Fraenkel qui va axer son intervention sur les signes graphiques du nazisme en se basant sur le journal de Victor Klemperer. Elle étudie comment ils modèlent la ville, les discours et les consciences.

Johannes Angermüller quant à lui interroge les formes de subjectivité manifestées dans la trame du discours pour noter les différences entre les régimes nazi et soviétique. Cela lui permet de distinguer entre la subjectivation d'un discours «national» et celle d'un discours transnational ou «impérial», encore appelé «langue de bois».

Stratégies discursives et faits de langue

À partir d'approches complémentaires, les conférenciers vont tenter d'identifier plus précisément les faits de langue par lesquels se manifeste cette aliénation. Il s'agira également de tenter de décrire le processus de mise en place d'un pouvoir de type totalitaire sur le plan langagier. Les communications soulignent la variété des dispositifs et la manière dont ils s'insinuent au cœur du fonctionnement du langage pour en perturber les capacités associatives.

Les processus relevés se rejoignent tous de ce point de vue: clichés linguistiques et stéréotypes du national-socialisme qui envahissent la presse collaborationniste (Joëlle Réthoré); réseaux métaphoriques liés à la haine de l'autre dans le discours nazi (Gabriela Patiño-Lakatos); manipulations contraignantes opérées à partir des valences syntaxiques de la langue dans les

discours de Mussolini, Franco ou Pétain (Paul Danler) ; recadrages sémantiques dans des discours djihadistes mis en ligne sur Internet (Evelyne Guzy-Burgman).

Le langage totalitaire apparaît ainsi principalement comme un langage mort, figé, altéré dans sa capacité de signifier, de dire le différent. Marc Bonhomme s'intéresse à l'aphorisme pour étudier sa mécanique de persuasion contraignante dans des discours des années 1960-1970, ceux du dictateur guinéen Sekou-Touré et ceux de Mao Tsé-toung.

Ces communications montrent comment se met en œuvre une logique d'assujettissement à partir des matériaux mêmes de la langue, de son lexique, de sa syntaxe, des genres et schèmes discursifs (celui du mythe par exemple, dont le rôle est à nouveau souligné par Gabriela Patiño-Lakatos et Évelyne Guzy-Burgman).

Résistances

Quelles résistances opposer au(x) langage(s) totalitaire(s) ? La réponse à cette question est apportée par plusieurs interventions. Klemperer nous en a fourni une : l'observation, la lucidité et l'écriture, c'est-à-dire finalement une posture de recul attentif.

La lecture de l'œuvre littéraire peut aussi aider à cette lucidité. C'est le sens de la communication de Christelle Reggiani qui montre comment le texte peut être instrument de clairvoyance, en mettant en scène le discours politique, son éloquence manipulatoire, l'emprise quasi chamanique qu'il peut avoir sur l'auditoire dans l'espace public. La communication s'appuie sur des passages empruntés à deux œuvres différentes : *Les Beaux Quartiers* d'Aragon et *L'Été 1914* de Roger Martin du Gard.

Dans cette déconstruction réside le sens de l'ironie romanesque. Sjef Houppermans nous expose à cet égard le point de vue de l'écrivain Renaud Camus. Ce n'est plus au pathos que s'intéresse cet auteur, mais au dépérissement de la pensée à travers l'appauvrissement des formes de la langue. Ce point de vue peut rejoindre celui de Klemperer. Le contexte n'est cependant pas identique, puisqu'il s'agit de la société d'aujourd'hui.

L'analyse du langage peut être également, comme le montrent les carnets de Victor Klemperer, une forme de résistance. Celle-ci peut prendre la forme de dictionnaires. Alice Krieg-Planque en propose une étude historique, puis sémio-linguistique. Elle en explore thématiques et conceptions de la langue.

Emmanuelle Danblon propose, quant à elle, de redonner toute son importance à la rhétorique conçue comme discipline pratique capable de rendre compte des ressorts du langage totalitaire. Elle souligne alors la pertinence du modèle aristotélicien, opposé au modèle platonicien ou cartésien.

C'est l'espoir comme forme de résistance qu'évoque Ida Lucia Machado à travers l'étude des lettres d'Olga, femme livrée aux nazis par le président brésilien Getulio Vargas. On voit dans ces lettres comment se conjuguent dimension argumentative et communication de sentiments – les lettres de cette militante communiste étant finalement à l'extrême opposé de la langue totalitaire, parce que dans le registre de l'intime, de la sincérité et de la réserve.

Ina Motoi montre la nécessité de maintenir une pensée critique dans la réflexion sur les savoirs et compétences à transmettre. L'enseignement doit avoir pour objectif de développer cette pensée comme compétence professionnelle, mais aussi humaine. La conférencière termine en rappelant que l'éviction de la pensée critique a été le fait des régimes totalitaires du ^{xx}e siècle.

Conclusion

Ce colloque a été le lieu d'une interdisciplinarité réussie. À l'origine du projet, une stylisticienne (Laurence Aubry, de l'équipe d'accueil « Sens, Texte, Histoire » de l'Université Paris-Sorbonne) et une linguiste (Béatrice Turpin, chercheur au « Centre de recherche textes et francophonies » – CRTF – de l'Université de Cergy-Pontoise) ont pu s'entendre sur une référence commune, Victor Klemperer, philologue attentif aux faits de langue et au style.

Cette référence a ensuite permis à chacun de cerner l'horizon d'attente de la rencontre. L'interrogation a

porté sur divers régimes de coercition et de terreur, *d'hier à aujourd'hui*. La variété des approches a abouti à mieux caractériser les faits de langage dans leur diversité, mais également dans l'identité de leurs effets. La répétition de certaines caractéristiques à partir de points de vue différents a permis d'en souligner l'importance.

Enfin, une des avancées de ce colloque aura été, lors des discussions, de repenser le totalitarisme ou le langage totalitaire à partir de la distinction totalisant / totalitaire soulignant le risque pour une pensée « totalisante » de basculer vers un « totalitaire » dont elle pourrait être le devenir, incertain mais redoutable.



II. LIEUX ET VARIANTES DU PARLER « LANGUE DE BOIS »

Olivier Arifon

Anne-Marie Laulan

Luciana Radut-Gaghi

Francisco Belaúnde Matossian

Thomas Boutonnet

Aleksandra Ścibich-Kopiec

Jérémie Nicey

Christine Larrazet



Olivier Arifon

Laboratoire FARE, Université de Strasbourg

LANGUE DIPLOMATIQUE ET LANGAGE FORMEL : UN CODE À DOUBLE ENTENTE

En France et, par extension, dans les autres chancelleries jusqu'au début du ^{XX}^e siècle, la langue utilisée en diplomatie tire ses racines de la langue de cour, plus particulièrement celle de Louis XIV, ce qui explique la place du français comme langue diplomatique (Fumaroli, 2003). Cet article propose une mise en perspective historique et anthropologique des formes d'expression du diplomate. Nous chercherons à comprendre pourquoi le langage diplomatique est à la fois formel et nécessaire : caractéristiques le rapprochant de la langue de bois (Delporte, 2009). Les notions d'ambiguïté, de contexte, d'émotions et de valeurs sont abordées ici. Cet article veut aussi montrer pourquoi des savoir-faire en matière de décodage sont nécessaires pour éclairer les sens cachés, les enjeux et les stratégies. En effet, la diplomatie repose pour une forte part sur le langage et sur les sens reçus et perçus des phrases et arguments exposés. La langue de la diplomatie a ainsi une dimension à la fois interne – entre diplomates – et externe, vers le public et les médias.

Ce travail a été alimenté par notre expérience d'attaché de coopération universitaire au ministère des

Affaires étrangères, de formateur de diplomates français et étrangers et par des entretiens avec des diplomates en poste. Enfin, il est centré sur le français pour deux raisons : parce que c'est la langue « historique » de la diplomatie et parce que c'est notre langue maternelle. Il est ici possible d'avancer que les contraintes et la formalité des actes de parole sont similaires dans d'autres langues sans pouvoir détailler, même si les témoignages indiquent qu'avec l'anglais et le style relationnel anglo-saxon, les relations sont apparemment plus simples et plus directes¹.

Diplomatie et représentations

Pour le grand public, les représentations habituelles de la diplomatie sont les suivantes : c'est un art du paraître qui repose sur la parole, fait usage d'une langue codée ou formelle et cultive le secret au profit des puissants. Sur le plan académique, la recherche d'invariants dans les pratiques diplomatiques conduit à identifier

les notions de frontière, d'immunité, de permanence des relations, de réciprocité des traitements, de la place et du code de l'information et enfin du secret. Un examen des travaux sur la diplomatie, surtout ceux consacrés aux relations internationales, montre l'absence d'une catégorie consacrée aux formes prises par le langage diplomatique et, plus encore, l'absence d'études de cas. En d'autres termes, peu est dit sur le langage utilisé en diplomatie, sauf à considérer que celui-ci est une variante du langage politique, ce qui est exact, comme nous le verrons. Les travaux identifiés traitent le plus souvent soit des procédures de négociation soit de stratégie, soit encore du terrain comme base de compréhension d'une politique étrangère. Dans le seul ouvrage recensé sur le sujet (Villar, 2006), une analyse linguistique est confrontée aux théories de l'action internationale. L'auteur propose une approche sémiotique autour de quatre axes du discours diplomatique :

Sincérité	<i>vs</i>	duplicité
Paroles honnêtes	<i>vs</i>	mensonge
Vérité	<i>vs</i>	fausseté
Transparence	<i>vs</i>	secret

À partir de ces axes, il est possible de considérer, en accord avec les études d'analyse du discours, que le langage utilisé en diplomatie est un langage ordinaire et non un discours technique (sauf en de rares cas, comme par exemple les négociations sur le désarmement nucléaire). Ceci étant fort manichéen, nous préférons une posture plus nuancée.

La conception de la langue de bois rencontrée dans nos recherches est celle d'un langage figé, constitué de formules souvent stéréotypées et associé au discours politique. Dans la langue courante, ce terme désigne une façon contrainte de s'exprimer et il est généralement perçu comme péjoratif.

Les travaux sur la langue de bois mettent en avant l'absence d'un message précis qui envahit l'espace

pour empêcher un discours sensible, au sens de sincérité. Comme le discours serait impuissant à changer le monde, le locuteur utiliserait la langue – devenue de bois – pour articuler le monde selon un ordre de pouvoir. En conséquence, la langue est contrainte et sa valeur se substitue au sens. C'est une distorsion entre actes et parole qui se joue, comme le remarque Thomas Legrand (2010, p. 27) : « C'est plutôt une mauvaise appréciation de la puissance de son discours ou de la puissance de la réalité face à sa propre volonté ! » Enfin, la langue de bois se distingue du jargon administratif ; la première vise à convaincre, le second incite à agir dans un domaine donné.

Dans le cas des langages des régimes totalitaires, idiomes poussés à l'extrême, c'est l'asservissement de la langue dans le but de réduire le sens critique de l'auditeur qui opère. Victor Klemperer, philologue contraint par le régime nazi, écrit dans son analyse sur la langue de ce régime : « Le sentiment de l'auditeur (et le public de Goebbels est toujours auditeur, même lorsqu'il lit les articles de journaux du docteur), le sentiment n'est jamais en repos, il est en permanence attiré et repoussé, repoussé et attiré, et l'esprit critique n'a plus le temps de reprendre son souffle » (Klemperer, 1996, p. 327). D'outil de raison, la langue devient un discours centré sur l'émotionnel. Pour sa part, Georges Orwell conçoit la « novlangue » de 1984 avec des concepts définis par un seul mot au sens rigoureusement délimité.

La langue utilisée dans les échanges et écrits diplomatiques est loin de ces approches et extrémités. En effet, à la logique du figé ou de l'émotionnel, nous proposons la logique du flou dans un cadre formel. Paradoxe d'une langue de bois positive qui incarne bien les spécificités de la diplomatie. Cette langue s'insère dans le discours politique – travail et art de la persuasion dans un contexte incertain et éphémère – et son but est d'exposer des convictions durables. La langue diplomatique étant du registre politique, elle en possède certaines

caractéristiques telles que l'évitement, l'ambiguïté, la minoration ou encore la dissimulation. Aux yeux du public et des observateurs de la vie diplomatique et des relations internationales, ces aspects lui confèrent une première dimension contribuant à la percevoir ou à la caractériser comme une langue de bois.

L'homme de cour et le langage

En même temps que se développe et s'organise le métier de diplomate dans les cours européennes à l'époque moderne, certains écrits de diplomates esquissent les savoir-faire souhaités, dont la maîtrise de la langue fait évidemment partie. Fortement influencées par les relations entre les monarchies européennes des XVII^e et XVIII^e siècles, ces compétences sont d'abord des marques de savoir-vivre.

L'un des plus anciens ouvrages s'intitule *De la charge et dignité de l'ambassadeur*; rédigé par Jean Hotman de Villiers, il date de 1604. C'est un ouvrage pragmatique où l'auteur tente de définir les qualités d'un diplomate. La connaissance de l'histoire et de la culture, ainsi que la capacité à s'exprimer sont mises en avant : « Le contact avec les autres, une communauté d'apprentissage, alliant les pratiques et les théories, le passé et le présent, l'expérience, la découverte et l'application personnelles, aussi bien que les cours formalisés, l'étude et la réflexion » (Hotman de Villiers, 2003, p. 20).

Dans le même esprit, un jésuite espagnol, Baltasar Gracian, publie en 1647 *L'Homme de cour*. Ce livre dresse le portrait d'un homme successivement courtisan puis diplomate. Et un court essai du Baron d'Holbach dresse un portrait – corrosif – du courtisan et de son dispositif mental face au monarque : « Il faut que sans cesse sous les dehors de l'amitié il sache endormir ses rivaux, montrer un visage ouvert, affectueux, à ceux

qu'il déteste le plus, embrasse avec tendresse l'ennemi qu'il voudrait étouffer ; il faut enfin que les mensonges les plus imprudents ne produisent aucune altération sur son visage » (D'Holbach, 2010, p. 18).

Plus près de nous, les travaux de Norbert Elias intègrent ces qualités dans le système de cour avec les mécanismes de maîtrise de soi et de relations stratégiques (Elias, 1985). Norbert Elias associe l'étiquette aux motivations essentielles des membres de la Cour : prestige et reconnaissance. Ainsi, « par l'étiquette, la société de cour procède à son autoreprésentation, chacun se distinguant de l'autre, tous ensemble se distinguant des personnes étrangères au groupe, chacun et tous ensemble s'adminisant la preuve de la valeur absolue de leur existence » (Elias, 1985, p. 97). En définitive, le bon ambassadeur de l'époque classique possède sens de la tradition, héritage ou acquisition d'un savoir-être naturel, en osmose avec les grandes cours d'Europe. C'est une personne soucieuse de son style, de son éloquence, consciente de ses valeurs et aux manières agréables et civiles.

De fait, la lecture des mémoires des ambassadeurs mettent souvent en valeur ces savoir-être et ces manières de se comporter, plus proches d'un savoir-vivre que d'une médiation. Ils parlent peu du langage et insistent sur les comportements de corps et les degrés de liberté individuelle du diplomate en fonction. Ceci montre combien le contexte, les formes et les structures du métier conditionnent les modalités d'expression, verbales comme non-verbales, comme le remarque Martine Kingston de Leusse (1998, p. 86) : « À partir de son entrée en accréditation, l'ambassadeur se trouve dans un milieu fermé où les actes, les vêtements, les gestes, les formes de sociabilité revêtent une spécificité qui permet d'en faire le support institutionnalisé de l'échange diplomatique courtois et pacifique. » L'ambassadeur s'efface en tant qu'individu subjectif et s'exprime en soignant ses arguments et son langage, reflet de son savoir-vivre et de la position politique de son pays.

Dans ce contexte, les rois et les empereurs, les hauts fonctionnaires, les mandarins et les diplomates sont censés rester maîtres de leurs émotions et de leurs corps, peu importe que cela soit intimement vrai ou imposé par le cadre social et les codes culturels. Ainsi, dans les cours européennes puis dans les enceintes internationales, le contrôle des gestes et attitudes est primordial. Évoluant dans un contexte qui sur-interprète les signes, le diplomate doit tenir compte des effets de sa maîtrise (ou de sa non-maîtrise) de ses paroles et de ses émotions. Le choix des mots pour décrire une situation ou les termes d'un échange est essentiel. Et, au-delà de la maîtrise de la parole, l'expression des émotions dans un échange a comme objectif de les susciter chez celui à qui elles s'adressent ; c'est le choix d'un registre de séduction à même de convaincre. Cela peut aussi se révéler dangereux, car un homme expressif se met en danger d'être découvert : « Il faut pour vivre à la Cour avoir un empire complet sur les muscles de son visage, afin de recevoir sans sourciller les dégoûts les plus sanglants. Un boudeur, un homme qui a de l'humeur ou de la susceptibilité ne saurait réussir » (D'Holbach, 2010, p. 17).

L'expression des idées et des émotions est aussi limitée par l'incomplétude du langage, dimension relevée par des Lacaniens, des linguistes (Goldschmidt, 2009) et des ethnométhodologues (Lecerf & Parker, 1987). Ces chercheurs ont montré, de manière souvent convergente, comment le langage ne permettait pas une expression complète des idées et des émotions. En effet, le langage appartient à celui qui le parle ; il y a toujours des méprises, des erreurs, des déplacements et glissements de sens, des vides et des manques. Il se crée alors un écart entre les deux locuteurs, espace médian constituant la relation entre l'un et l'autre.

Le propre de la diplomatie est d'utiliser le vocabulaire courant, celui de tous les jours, et d'y associer un code particulier. Ce code est celui des relations entre

États, entre individus chargés de négocier l'un avec l'autre. Au-delà de ce code, et comme le recommandent les principes de la négociation (Dupont, 1992), il convient de minorer les propos et les émotions. Les raisons sont multiples :

- Il convient de garder son rang et donc de faire preuve de maîtrise de soi ; exprimer un désaccord tout en souriant en est la parfaite illustration.
- Il convient également de ne pas froisser son interlocuteur, car se fâcher peut aboutir à interrompre, voir rompre le dialogue et donc la négociation.
- La prudence est la règle de la diplomatie, ceci pour deux raisons. Il faut éviter de froisser l'autre, d'en dire trop sur ses arguments et ses positions ; trop parler peut compromettre le bon déroulement de la négociation.
- Enfin, il est bon d'éviter de montrer ses faiblesses, que l'on peut diviser en deux catégories : connaissances non maîtrisées en cas de sujet technique ou volonté de garder du prestige et de la puissance symbolique (ici, un signe de faiblesse de l'autre peut être interprété comme un facteur favorable pour ses intérêts).

Finalement, les formes d'expression utilisées en diplomatie reflètent le respect porté au diplomate représentant à la fois un État et une personne, et devant moduler ses expressions et ses sentiments pour pérenniser la relation, tant humaine que politique.

Discours et rhétorique, le contexte du langage

L'expérience du diplomate est directement liée à sa pratique et à l'étendue de ses ressources : similarités avec d'autres situations, qualité de son information, formation et culture. Cette expérience permet de s'adapter aux différents contextes tout en restant efficace, car décrypter et s'adapter à des situations changeantes

est constitutif de ce métier. L'habileté est d'avoir des ressources cognitives, culturelles et communicationnelles pour, d'une part, les mettre en œuvre en l'espace d'un instant et, d'autre part, accepter certaines incompréhensions ou incertitudes de la situation, éléments sociaux, politiques et communicationnels constitutifs de la diplomatie. Nous avançons l'idée que ces cadres de l'expérience (Goffmann, 1996) contraignent le diplomate et son langage. Ceci est donc aisément associé dans l'esprit du public à la langue de bois.

La langue diplomatique est un sous-ensemble du langage politique qui fait donc appel aux mêmes catégories comme la rhétorique, la persuasion, la manipulation, l'attention au signifiant et au signifié... Historiquement, l'Occident s'est donné très tôt un art oratoire: la rhétorique qui constitue une composante des systèmes démocratique, juridique et commercial. Son histoire se confond presque avec celle des institutions car la rhétorique est née en Grèce au début du ^v^e siècle avant J.-C. Cette discipline reste aujourd'hui considérée comme l'art d'agir par la parole sur les opinions, les émotions et les décisions.

À cet égard, une des compétences du diplomate sera d'interpréter les éléments flous et ambigus afin de se ménager un espace de manœuvre. Ce flou s'incarne dans les mots et dans les formes du discours. Cependant pour l'autre, ce flou peut être perçu ou qualifié d'euphémisme². Dans le même ordre d'idée, la langue française dispose du mot *litote*, une figure par laquelle, en atténuant l'expression de sa pensée, on laisse entendre davantage qu'on ne dit.

Il faut ici souligner un point rarement relevé dans le discours diplomatique: l'ambiguïté³. On distingue ambiguïté sémantique (plusieurs sens pour un énoncé) et ambiguïté stratégique, relative au lien entre énoncé, locuteur et destinataire. Pour l'analyse des actes de communication de la diplomatie, la notion d'ambiguïté est essentielle, car elle permet de décrypter les rôles et

comportements des acteurs. Dans la langue française, un grand nombre d'expressions montrent la richesse de cette notion: ambages, allusions, demi mots, contenus latents, sens cachés, sous-entendus, arrière-pensées, etc. Les procédures de langage, leurs compréhensions, en un mot l'analyse des situations du discours, des silences et des affirmations est bien une aptitude indispensable au métier de diplomate. En effet, l'incertitude est fréquente entre systèmes culturels et de valeurs différentes entre diplomates. C'est un point bien connu dans les stratégies et savoir-faire des négociateurs: «La stratégie de communication ambiguë permet en effet de maintenir le doute chez l'interlocuteur. Certes, la communication est parfois rendue plus claire en cas de réaction favorable, mais bien souvent elle est laissée en l'état pour maintenir l'autre dans le doute. Elle permet aussi d'influencer l'impact final des signaux afin de gagner un plus grand contrôle sur les images que d'autres ont de l'émetteur.» (Villar, 2006, p. 175).

Cependant, il ne s'agit pas toujours de détourner ou d'impressionner l'interlocuteur. La langue formelle a bien une utilité diplomatique: les mots servent à neutraliser ou à adoucir les choses qu'ils qualifient. Des exemples de ce type de propos sont éclairants. Ainsi lorsqu'un diplomate «s'étonne» de quelque chose, cela exprime un mécontentement et un désaccord sur la situation en cours. S'il «dénonce», les choses vont mal. S'il «condamne», la situation est considérée comme très grave.

De même, s'il «regrette de ne pouvoir répondre favorablement à la demande», ceci est une manière élégante (et classique) de signifier le refus à son interlocuteur.

Ou encore si «les négociations se sont déroulées avec franchise et doivent être poursuivies», cela indique que peu de choses concrètes ont eu lieu entre les partenaires et que ceux-ci, afin d'éviter de briser le lien et le contact, décident de continuer à se voir.

À ce propos, un de nos interlocuteurs nous a signalé un cas intéressant⁴. Le 1^{er} avril 2000, le secrétaire général du Quai d'Orsay, deuxième personne derrière le ministre, a rédigé un télégramme diplomatique. Celui-ci reprenait les formes et rites de langage qu'un diplomate utilise habituellement. Malheureusement, nos recherches n'ont pas permis d'en obtenir copie.

Enfin, Marcel Proust exprime cela à sa manière avec le marquis de Norpois, diplomate : « Avare de ses mots non seulement par pli professionnel de prudence et de réserve, mais aussi parce qu'ils ont plus de prix offrent plus de nuances aux yeux d'hommes dont les efforts de dix années pour rapprocher deux pays se résument, se traduisent – dans un discours, dans un protocole – par un simple adjectif, banal en apparence, mais où ils voient tout un monde. » (Proust, 1993, p. 91).

Nous sommes au cœur de la diplomatie, puisque d'abord gardien des bonnes manières, puis négociateur conscient des liens historiques avec ses partenaires, le diplomate doit parfois rester dans le flou. Ses propos pourront alors être qualifiés de langue de bois à cause du cadre formel dans lequel ils sont prononcés. De fait, l'essence du discours est bien de créer des espaces, utilisables à tout instant et sous de multiples formes, pour entretenir la relation, la négociation et, au final, la puissance. Ces espaces forment l'espace médian entre deux personnes, celui qui permet la construction d'un dialogue, cœur du processus d'interaction et de médiation.

Un langage à la fois interne et externe

Ces écarts et ces représentations nourrissent le sentiment du public d'un métier et d'actions distantes et figées, critères proches de ceux attribués à la langue de

bois. De fait, l'ambassadeur est toujours dans un cadre officiel. Un diplomate, lors d'un travail en commun, nous faisait la remarque suivante : « Ce collègue (d'un autre pays) est un vrai ami. Je peux parler de tout avec lui. » Il signifiait ainsi qu'il pouvait abandonner son discours diplomatique et la dimension de représentation constitutive de ce métier⁵.

Nous voulons terminer avec le travail de Charles Cogan (2003) sur le style français. Cet ambassadeur a identifié six caractéristiques stratégiques et de communication pour un diplomate français : la méthode déductive ; la logique des arguments (adossée à la croyance en la Raison) ; le soin de s'exprimer avec clarté afin de convaincre ; la connaissance de l'histoire ; le panache latin ; la conscience de devoir tenir sa position (fondée sur la Raison !). Ainsi, « c'est dans l'ordre des choses, pour les Français, de trouver d'abord un cadre philosophique, d'établir une vision des choses avant d'entrer dans les choses pratiques » (Cogan, 2003, p. 44)⁶.

En illustration, le discours devenu célèbre de Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, le 7 mars 2003 est intéressant. Le ministre présente la position de la France face à l'intervention programmée des États-Unis et de leurs alliés en Irak, en argumentant sur la prolongation de la mission des inspecteurs de l'ONU. Voici la conclusion de ce discours : « Dans quelques jours, notre responsabilité sera engagée solennellement par un vote. Nous serons face à un choix essentiel, celui du désarmement de l'Irak par la guerre ou dans la paix. Ce choix essentiel en recouvre d'autres. Il recouvre la capacité de la communauté internationale à résoudre les nombreuses crises actuelles ou futures. Il porte avec lui une vision du monde, une conception du rôle des Nations Unies.⁷ »

Lorsque ce discours se termine, la salle se lève, applaudit et donne une *standing ovation* à Dominique de Villepin, fait unique dans l'histoire du Conseil. Cela est

une illustration de la rupture des usages et des habitudes du Conseil. Il est clair qu'une telle démonstration dans un endroit poli, voire policé, revêt un caractère tout à fait inhabituel. La mise en regard de ces éléments avec la teneur, le style et la forme du discours de Dominique de Villepin est éclairante, comme le perçoit finement Charles Cogan : «La conception de l'honneur est étroitement associée en France avec les très estimées notions de gloire, qui en retour, est proche des concepts français d'élan, de panache et de cran, en contraste avec le (secrètement admiré) flegme britannique» (Cogan, 2003, p. 45)⁸. Puis, il ajoute : «Les négociateurs français sont fiers de leur éloquence et de la capacité à présenter un argument logique et clairement organisé. La pire insulte qui puisse être faite à un négociateur français, selon plusieurs interlocuteurs français, est celui d'incohérence» (*idem*, p. 37)⁹.

La question de la précision et de la beauté de l'expression est une habitude française et la place manque ici pour détailler ce point. Ce qui fait dire à certains que, par sa structure, le français reste la langue la mieux adaptée à la diplomatie. Nous revenons à notre point de départ : le contexte historique, la dimension politique, avec cette perception si fréquente des Français à l'étranger, le sentiment de supériorité ou l'arrogance

composent un tableau des modalités d'expression et de communication de la diplomatie de ce pays.

Conclusion

La langue diplomatique est à considérer selon deux dimensions. La première est le paradoxe d'une langue formelle présentant, par nécessité, des ambiguïtés. On l'a vu, cette langue et ses attributs sont au service de la relation et de la communication entre diplomates. Elle est donc à usage interne et l'expérience du diplomate lui permet de ne pas se laisser abuser. Cependant, l'opacité du sens des propos, associée à l'image classique de la diplomatie, conduit le public à déconsidérer ce langage, car peu conforme à une transparence et à une communication «vraie». La langue diplomatique a également une dimension politique ; elle s'adresse donc aux citoyens et aux médias et, en démocratie, chacun souhaite accéder au sens, ce qui donne à cette langue un caractère externe. Pour ce faire, les décodeurs, journalistes et spécialistes sont, dans notre société de communication, des acteurs majeurs et nécessaires.

NOTES

1. Entretien avec le responsable du protocole du Parlement Européen, Strasbourg, 6 mai 2008.
2. Figure de pensée par laquelle on adoucit ou atténue une idée dont l'expression directe aurait quelque chose de brutal, de déplaisant. Source : <<http://atilf.atilf.fr>>.
3. Caractère de ce qui est ambigu. Les trois distinctions sont intéressantes : caractère de ce qui est susceptible de recevoir plusieurs interprétations ; caractère de ce qui entre dans deux catégories ; ou encore caractère de ce qui manque de netteté et inquiète. Source : <<http://atilf.atilf.fr>>.
4. Entretien avec un diplomate en poste à Paris, 30 avril 2010.
5. Entretien avec un diplomate en poste à Pékin, 27 octobre 2009.
6. «*For the French, it is in the order of things, to find a philosophical framework first, to establish a vision of things, before entering into practical matters.*»
7. Source : wikipedia.fr, consulté le 15 janvier 2010.
8. «*Conceptions of honor are closely associated in France with the highly esteemed notion of glory (la gloire), which in turn is seen as a close companion to such French concepts as élan, panache*

Olivier Arifon

and cran, all of which stand in contrast to the (nevertheless secretly admired) British phlegm.»

9. «*French negotiations are pride themselves on their eloquence and their ability to present a logical, carefully ordered argument.*

The worst insult that can be laid at the foot of a French negotiator, according to several French interlocutors, is that of “incoherence”.»

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

CHOSSON, M., *Parlez-vous la langue de bois ?*, Paris, Points, 2007.

COGAN, C., *French negotiating Behavior. Dealing with la Grande Nation*, Washington, Institute of Peace Press, 2003.

DELPORTE, C., *Une histoire de la langue de bois*, Paris, Flammarion, 2009.

D'HOLBACH, *Essai sur l'art de ramper à l'usage des courtisans*, Paris, Allia, nlle éd. 2010.

DUPONT, C., *La Négociation*, Paris, Dalloz, 1992.

ELIAS, N., *La Société de cour*, Paris, Champs-Flammarion, 1985.

FUMAROLI, M., *Quand l'Europe parlait français*, Paris, Poche n° 15418, 2003.

GOFFMAN, E., *La Mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Éd. de Minuit, 1996.

GOLDSCHLÄGER, A., *Le Discours du pouvoir*, Paris, Belin, 1983.

GOLDSCHMIDT, G.-A., *À l'insu de Babel*, Paris, CNRS Éditions, 2009.

HOTMAN DE VILLIERS, J., *De la charge et dignité de l'ambassadeur*, Paris Cergy, Essec Iréné, 2003.

KINGSTON DE LEUSSE, M., *Diplomatie. Une sociologie des ambassadeurs*, Paris, L'Harmattan, 1998.

KLEMPERER, V., *LTI, la langue du III^e Reich: carnets d'un philologue*, Paris, Albin Michel, 1996.

La Langue confisquée, Victor Klemperer et la LTI, catalogue de l'exposition, Centre européen du déporté, Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, mars 2009.

LECERF, Y., PARKER, E., *Les Dictatures d'intelligentsias*, Paris, PUF, 1987.

LEGRAND, T., *Ce n'est rien qu'un président qui nous fait perdre notre temps*, Paris, Stock, 2010.

LEMAIRE, J., *La Langue de bois*, Bruxelles, De Boeck, 2001.

PROUST, M., *À l'ombre des jeunes filles en fleurs*, tome 1, Flammarion, Paris, nlle éd. 1993.

VILLAR, C., *Le Discours diplomatique*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Le style Unesco : langage diplomatique ou langue de bois ?

Étymologiquement, le terme vient de l'art vétérinaire et désigne une maladie bovine, fatale puisque le ruminant ne peut plus s'alimenter quand sa langue devient aussi dure que du bois. D'où l'interrogation sur ce que Jean d'Ormesson, à propos du parler Unesco, appelait «la langue de guimauve» : sinon fatale, tout au moins impropre à nourrir la communauté internationale ?

À un premier niveau de réflexion tout langage exotique par les sons, les accents, la grammaire, le vocabulaire est ressenti comme une marque d'extériorité et suscite de la défiance car «*il n'est pas d'ici*». Réflexe communautaire bien connu des anthropologues, car il est un moyen sûr de démasquer un intrus ; de même, les sociétés secrètes (à commencer par les chrétiens réfugiés dans les Catacombes) veillent à se doter de rituels et de symboles qui exigent une lente et longue initiation. Pierre Bourdieu a décrit sous le concept de «stratégies de distinction» le soin apporté par chacun de nous à définir son appartenance et du fait même de ses choix, les différences d'avec d'autres quartiers, classes sociales, classe d'âge. Toute définition est par là même une négation, remarquait Spinoza.

Le choix d'un langage hermétique et codé pour ceux qui n'appartiennent pas au clan (groupe, parti...) est donc un phénomène extrêmement répandu. L'idéal d'une langue partagée de tous et transparente (sans initiation préalable) relève du mythe paradisiaque, d'avant la condamnation de Babel, car les êtres humains se définissent dans ce double mouvement d'appartenance et d'exclusion, au sein de leurs semblables.

Mais, pour autant, qu'en est-il en termes de citoyenneté et de démocratie, dans les instances internationales comme l'Unesco ou la Cour internationale de justice ? La déclaration des Droits de l'Homme proclame bien l'égalité des droits, récuse les inégalités légales d'un temps régalien désormais révolu. Les décisions juridiques, les conventions internationales (sur la diversité des expressions culturelles, par exemple) font une obligation abstraite du droit à la différence, à l'existence de la pluralité des langues, même minoritaires, transformant en «principe» l'antique malédiction de Babel.

Comme il est loin le temps où les écoliers de la République ne devaient s'exprimer que dans la langue officielle, inconnue de leurs parents. Se révèle ainsi une injonction paradoxale : soyez différents, mais tous unis dans une communauté nationale, européenne, internationale, ce qu'avait déjà souligné Montesquieu. Près de trente années de séances de travail dans les instances internationales permettent de témoigner que la «langue de guimauve», c'est-à-dire ces textes adoptés à l'unanimité ont effectivement perdu tout relief, toute saveur locale. On ignore les interminables séances, parfois en nocturne et sans interprète, portant sur la marque ou non du pluriel, l'ajout d'un adjectif qualifiant. Pour devenir universellement applicables, sans aucun recours à la force, les textes adoptés doivent être acceptables pour tous, les aspérités, particularismes, soigneusement gommés pour éviter tout conflit ou revendication ultérieurs. Les silences, les omissions, les abandons d'amendement, autant de sacrifices, autant de batailles perdues par chacun au nom de l'intérêt général.

Anne-Marie Laulan

Un membre éminent (un des douze juges) de la Cour internationale de la Haye, témoigne du travail d'invention conceptuelle juridique auquel se livrent les juges qui doivent « créer » des notions nouvelles (en droit international) là où n'existaient jusqu'alors que la loi du marché ou la supériorité de la flotte. Il s'agit, tout comme dans les domaines de la science, de l'éducation ou des arts, de dépasser les coutumes régionales, nationales, dans un espace public, au nom du Bien commun.

Langue de bois ? Certes non, pour qui sait l'entendre, chaque phrase vibre encore des combats livrés pour son élaboration collective ; mais il y a déjà deux siècles, Jean-Jacques Rousseau gémissait : *je n'ai pas l'art d'être clair pour qui ne veut pas être attentif.*

Anne-Marie Laulan
Institut des sciences de la communication
du CNRS (ISCC)

Luciana Radut-Gaghi
Université de Cergy-Pontoise

LA (NOUVELLE) LANGUE DE BOIS DANS LA ROUMANIE ACTUELLE

De nombreux ouvrages ont analysé la langue de bois comme le fait de dire le contraire de ce que l'on pense et de dissimuler sa pensée afin de mieux influencer et contrôler. Elle est généralement assimilée aux régimes totalitaires. Dans les lignes qui suivent, nous voulons rendre compte de la manière dont la langue de bois agit aussi dans des régimes démocratiques, où elle acquiert de nouvelles formes. La multiplication des discours et des arguments entraînée par la démocratisation (Wolton, 1995) serait donc complétée par l'augmentation des expressions de la langue de bois. L'inscription dans un contexte idéologique particulier n'agirait que sur le contenu de la langue de bois, mais non sur son existence.

La thèse de la langue de bois employée comme moyen de contrôle a été largement illustrée par l'ancien régime communiste roumain. Sa chute, en 1989, a déclenché des changements politiques, économiques et sociaux, dans ce pays de quelque 22 millions d'habitants situé en Europe orientale. La langue aussi a évolué. La langue de bois s'est modifiée. Dans les lignes

qui suivent, nous présenterons l'état des lieux de(s) langue(s) de bois roumaine(s). Dans un premier temps, nous nous pencherons sur la langue de bois politique, en insistant sur la comparaison entre la période communiste et la période postcommuniste. La langue de bois des médias fera l'objet de la seconde partie du présent article. L'actualité du débat sur la langue de bois achèvera notre propos.

La politique

Par son discours, l'homme politique établit et entretient une relation directe et forte avec son public. Cette relation est aussi fondée sur des formules qui renvoient à des « régions périphériques de la langue » (Sériot, 1986, p. 185)¹, à un « ailleurs » du texte, à des formes cachées extérieures au texte. Le politicien entretient ainsi un « sens ambigu » de son propos (Benetti et Corminbœuf, 2004). Un des procédés majeurs employé

– la « nominalisation » –, qui relève de la langue de bois, est d'« attribuer un nom à un segment de réalité, dont l'existence est plus ou moins préalablement admise » (Mortureaux, 1984, p. 95)².

Ainsi, les préoccupations politiques de l'époque communiste allaient dans la direction d'une « politique d'entente et de collaboration entre les peuples et les États » (Gheorghiu-Dej, octobre 1945), de « rapports d'amitié et de collaboration entre toutes les nations » (Ceausescu, avril 1977) ou encore dans le sens de la « solution des problèmes complexes auxquels l'humanité est confrontée » (Ceausescu, août 1975). Les discours post-communistes, quant à eux, contiennent une autre nominalisation de prédilection : « construction ». En voici quelques exemples : « Nous sommes partie intégrante de l'Europe sur la voie de la *construction* en tant que grande force de la paix et du développement du siècle suivant » (Constantinescu, mars 2000) ; « L'intégration de l'Union européenne achèvera la transition vers une démocratie consolidée et la réalisation d'un processus historique, à la *construction* desquels le Conseil de l'Europe a largement contribué. » (Basescu, janvier 2006).

Ceausescu a souvent employé dans ses discours un langage dual et fourbe afin d'atteindre ses objectifs dictatoriaux. Les expressions si souvent rencontrées dans ses discours étaient certes des slogans visant à capter l'attention de la population, mais ils avaient également pour objectif de sortir de la tutelle soviétique et de contribuer à l'identifier en tant que leader régional et national. Il s'agit de « la lutte contre l'impérialisme », de « l'élan de la classe travailleuse pour la victoire du socialisme », de « l'unité indéfectible du prolétariat du monde entier » ou encore de « la nécessité d'un nouvel ordre économique et politique international ».

Le discours politique postcommuniste ne marque pas une rupture nette avec son prédécesseur. L'intégra-

tion européenne est exprimée aussi bien par des clichés que des euphémismes. Depuis la chute du communisme, les politiques s'efforcent d'affirmer que le pays est « partie intégrante de l'Europe », tout en continuant de parler des pays de « cette partie de l'Europe », expression qui avait été largement utilisée dans les discours communistes. Ion Iliescu parlait encore dans les années 1990 du fait de « travailler conjointement » (*să conlucrăm*) pour atteindre les objectifs de l'intégration. La « voie du développement du socialisme », expression préférée des dirigeants communistes, est remplacée par la « voie d'une disposition normale, naturelle, des relations entre tous les États européens » (*calea unei așezări normale, firești, a relațiilor dintre toate statele europene* – Iliescu, 1995).

Des phrases comme « La Roumanie est décidée à participer activement au débat sur l'avenir » (*România este hotărâtă să participe activ la dezbateră privitoare la viitor* – Iliescu, 2002) en rappellent fortement d'autres telles que « Nous sommes fermement décidés à militer sans relâche pour le renforcement de l'unité et de la solidarité de toutes les forces progressistes et anti-impérialistes du monde entier, à coopérer étroitement avec tous les peuples » (Ceausescu, 1974). De même, à la veille de l'intégration de la Roumanie à l'Union européenne, Traian Băsescu parlait de « notre volonté commune d'être ensemble "pour le bien et le mal", dans une famille européenne de 27 membres ».

L'accumulation de formules semblables montre l'existence d'un nouveau jargon utilisé dans les discours sur l'Europe. C'est l'idée développée par Lințer (1995). Il indique néanmoins que la langue de bois n'est pas le propre des régimes politiques fermés, en faisant un recensement des exemples français. Le cas roumain démontre que deux régimes politiques différents font appel au même type de langage.

Les médias

Sous le régime communiste, la presse était fortement contrôlée. Des représentants de la «sécurité de la presse» (*securitatea presei*) veillaient à ce que les expressions et les slogans que le *conducător* aimait soient replacés dans tous les contextes, qu'il s'agisse d'un article politique ou d'un reportage sur les activités agricoles de l'été. Il s'agissait de créer le portrait du «plus aimé *conducător*», et de mettre en avant ses qualités de «taille internationale» et aussi celles de la «très aimée camarade Elena Ceausescu». En suivant leurs «sages conseils» (*îndrumarea înțeleaptă*), nombre d'intellectuels roumains n'ont pas hésité à formuler les louanges de l'«époque d'or» et leur «attachement indéfectible» (*atașamentul nestrămutat*) au «plus aimé fils du peuple». Le fond lexical était épuisé et devenu creux. La scène était celle d'une bouffonnerie.

Mais la farce a continué après 1989. Non pas avec la réalité, mais avec la langue. La presse roumaine contemporaine multiplie les clichés et abuse des euphémismes. Très souvent, les journalistes roumains préfèrent employer des expressions connotées positivement, mais dont les implications sous-jacentes sont à l'opposé. «La restructuration de l'appareil budgétaire» signifie ainsi le licenciement d'une centaine de milliers de fonctionnaires. «Le fonds de solidarité» mis en place par le gouvernement représente l'obligation de la part des sociétés commerciales à capital public à faire des dons à l'État. De manière plus prosaïque, les personnes ayant un «âge respectable» sont les personnes âgées. Ce *politic corect* roumain³ prend les formes les plus hétéroclites. L'expression elle-même est employée pour dénoncer les euphémismes de la langue, des attitudes excessivement puritaines, volontaristes et protectionnistes, des emplois ironiques et dépréciatifs, ou encore pour désigner ce qui est correct du point de vue de la logique politique (Zafiu, 2002).

Néanmoins, le goût du tragique et de la catastrophe, et sa permanente alimentation sont également très présents. Aujourd'hui, «le pays s'enfonce dans la pauvreté» (*țara se afundă în sărăcie*), «il est sur la voie du néant» (*este pe drumul neantului*), «la politique du gouvernement nous mène à la déchéance» (*politica guvernului ne duce la pierzanie*), on vit avec «l'espoir de sortir du cauchemar» (*speranța ieșirii din coșmar*). Le ton de la presse écrite ou télévisuelle devient grave de manière exagérée dès qu'une épidémie, une calamité ou un scandale se présente.

Discussions actuelles

La langue de bois actuelle n'est plus exclusivement assimilable à l'espace public. Par exemple, Internet offre une tribune pour le débat naissant sur la langue de bois de l'Église⁴. Mais surtout, la langue de bois et le débat qu'elle engage traversent les murs des corporations. Si au XIX^e siècle les jeunes Roumains ayant fait leurs études à Paris rentraient au pays avec un langage fortement influencé par le français, les employés roumains des sociétés internationales d'aujourd'hui réinventent les «furculitions»⁵. Les intitulés des postes ou les tâches à accomplir sont le plus souvent exprimés en anglais. Rodica Zafiu (2010) en fait un court compte-rendu dans un article d'opinion : *training, management, team-building, planning, target, implementare, focusare, prioritizare...* De même, le vocabulaire de l'informatique et des micro-ordinateurs n'a généralement pas été traduit en roumain, contrairement aux cas français ou espagnol. Ainsi, les défenseurs de la langue en tant qu'organisme vivant et changeant ne voient pas la nécessité de remplacer l'anglais *mouse* par l'archaïque *guzgan* (utilisé en République de Moldavie). De même, l'idée que *cravata* pourrait encore s'appeler *gât-legău* (une

sorte de «lie-cou») fait éclater de rire tout roumano-phone⁶.

Dernièrement, un colloque et un dictionnaire de la langue de bois sont venus s'ajouter au débat roumain sur le sujet. Le colloque a rassemblé en octobre 2009 des linguistes, des écrivains, des journalistes et des scientifiques roumains, et ses actes ont fait l'objet d'une publication (Rad, 2009). Parfois trop pédagogique ou historique, insistant surtout sur la langue de l'époque communiste, l'ouvrage a le mérite de réunir des études et des opinions roumaines sur la question. De son côté, le *Dictionnaire de la langue de bois roumaine* a pour objectif de faire connaître la langue dans laquelle «on a parlé, on a écrit, on a souffert, on a acclamé, on a été humiliés, on a célébré, on a servi le mal et on a espéré» (Sasu, 2008) pendant la période communiste. Car cet ouvrage aussi est consacré presque exclusivement à cette époque. Les entrées sont des expressions, qui sont expliquées par des citations de journaux et d'ouvrages politiques, scientifiques ou littéraires antérieures à 1990. Nous y trouvons les mises en contexte d'expressions comme «attitude socialiste» (*atitudine socialistă*), «combat indigné» (*combatere indignată*), «accomplissements grandioses» (*împliniri mărețe*), «faits héroïques» (*fapte eroice*), «mesures justes» (*măsuri juste*), «politique juste» (*politică justă*), «reconnaissance ardente» (*recunoștință fierbinte*), ou encore «triomphe absolu» (*triumf desăvârșit*).

Conclusion

La langue de bois est une communication maîtrisée des discours politiques, qui inciterait au conformisme et à la paresse de la pensée et de l'action (Slama-Cazacu, 1999). Mais le discours médiatique roumain aussi se charge de formules standardisées et de lieux communs.

Au-delà de l'influence et de la manipulation, la langue de bois semble agir pour uniformiser. Par ailleurs, d'un point de vue instrumental, les expressions étrangères et leurs traductions plus ou moins approximatives sont parfois instituées en tant qu'outils indispensables à la langue, ce qui les rend moins condamnables aux yeux des gardiens du linguistiquement correct. Mais en Roumanie, ces derniers se préoccupent trop peu de la «nouvelle» langue de bois, celle des emprunts internationaux, celle du politiquement correct, celle de l'espace médiatique contemporain. Signe peut-être du fait que la langue de bois est encore définie par son rapport au régime totalitaire qui l'a consacrée.

Christian Delporte (2009), dans la conclusion de son ouvrage *Une histoire de la langue de bois*, s'interroge sur les raisons de l'existence de la langue de bois dans les régimes pluralistes «où existe une opinion publique». Pour cet auteur, la langue de bois serait une mesure de sûreté contre les erreurs politiques. En l'utilisant, l'homme politique s'assure une position neutre par rapport au public, aux adversaires et aux adeptes (Delporte, 2009, p. 318). Pourquoi, alors, l'utiliser dans des situations où l'opinion publique est presque entièrement acquise d'avance – l'électorat roumain était majoritairement pro-européen dans la période de pré-adhésion à l'Union européenne. Une explication en serait l'utilisation de la langue de bois par habitude communicationnelle. Peu d'analyses de ce phénomène social et linguistiques envisagent la langue de bois comme «l'aveu de la peur et de l'impuissance politique» (Delporte, 2009, p. 320)⁷.

Une autre explication déculpabilise la langue. C'est la démarche de Patrick Sériot (1985), qui explique que la «langue de bois» politique de l'Europe centrale et orientale à l'époque du communisme n'était pas plus riche ou plus pauvre, n'était pas vraie ou fausse. En fait, son analyse des discours de Leonid Brejnev met au jour une totale absence de références aux oppositions à la

politique alors conduite. Ces éléments apparaissent par l'implicite, par des automatismes d'idées. La langue elle-même se voit ainsi déculpabilisée. Or, il semble que ces mêmes automatismes, hérités de l'époque communiste ou refondés avec chaque nouveau discours, conti-

nent à se perpétuer dans la langue publique roumaine. L'idéologie, en fin de compte, assure le maintien de cette langue de bois non pas par intervention normative, mais surtout en tant que contexte symbolique qui impose une certaine intuition des « bonnes » expressions à employer.

NOTES

1. Selon l'analyse que fait cet auteur de l'expression « langue de bois », elle existe exclusivement en français et en russe. Pourtant, elle existe aussi en roumain, traduite telle quelle du français : *limba de lemn*.
2. Sur ce point, voir Marie-Françoise Mortureux (1984).
3. Cette expression a été traduite en roumain de l'anglais, même si l'original *political correctness* est aussi employé.
4. Des articles sont apparus dans la presse nationale ou sur des sites spécialisés comme <www.crestinortodox.ro>.
5. Du mot roumain *furculiță* emprunté au français « fourchette ». L'écrivain Ioan Luca Caragiale (1852-1912) ironisait sur ces emprunts linguistiques qui allaient remplacer les expressions roumaines traditionnelles.

6. Des débats à ce sujet ont récemment surgi sur Internet. Sorin Adam Matei, enseignant à l'Université de Purdue aux États-Unis et surtout connu en Roumanie pour son livre *Boierii minții* (Les Boyards de l'esprit, 2004), soutient la thèse que la langue doit s'adapter au monde et non l'inverse. Tout en évitant les barbarismes, il va jusqu'à proposer l'élimination du roumain des caractères correspondant aux sons « non-latins » : les ț, ș, â ou ă. Voir le site <<http://www.pagini.com/blog/2009/11/24/limba-romana-de-lemn-de-plastic-de-ședința-corporatista/>> [consulté le 19 juin 2010].
7. Delporte (2009) le fait lui aussi à la fin de son ouvrage, sous forme d'interrogation.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BENETTI, L., CORMINBEUF, G., « Les nominalisations des prédicats d'action », *Cahiers de linguistique française*, n° 26, 2004, p. 413-435.
- CHARAUDEAU, P., MAINGUENEAU, D. (dir.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002.
- DELPORTE, C., *Une histoire de la langue de bois*, Paris, Flammarion, 2009.
- LINÏER, G., *Dictionnaire de la langue de bois en politique*, Paris, Belles Lettres, 2005.
- MORTUREUX, M.-F., « La Dénomination : approche socio-linguistique », *Langages*, vol. 19, n° 76, 1984, p. 95-112.
- RAD, I. (dir.), *Limba de lemn în presă*, Editura Paralela 45, 2009.

- SÉRIOT P., « Langue et langue de bois en Pologne », *M.O.T.S.*, n° 13, 1986, p. 181-189.
- SÉRIOT P., *Analyse du discours politique soviétique*, Paris, Institut d'études slaves, 1985.
- SLAMA-CAZACU T. *Psiholingvistica o știință a comunicării*. Bucarest, ALL Educațional, 1999.
- WOLTON, D., « Avant-Propos. Argumentation : le déficit d'analyse », *Hermès*, n° 15, *Argumentation et rhétorique (I)*, Paris, CNRS Éditions, 1995, p. 11-17.
- ZAFIU R., « "Politically correct" », *România literară*, n° 212, 2002.
- ZAFIU R., « Despre îmbunătățirea continuă focusată », *Dilema veche*, n° 327, 20-26 mai, 2010.



Francisco Belaúnde Matossian

Directeur de la revue « Testimonio » (Pérou)

LA LANGUE DE BOIS DANS LA POLITIQUE PÉRUVIENNE

Il n'existe pas au Pérou d'expression équivalente à «langue de bois». Le phénomène ainsi désigné y existe pourtant bien, mais on a recours, pour y faire allusion, à des termes plus classiques, sans doute plus approximatifs, qui ne visent, chacun, qu'un type de langue de bois particulier. Ainsi en est-il de *lenguaje burocrático* (langage bureaucratique), *lenguaje diplomático* (langage diplomatique), ou *políticamente correcto*, (politiquement correct). Parfois, le mot *lenguaje* est remplacé par *jerga*, qui veut dire, «argot», mais qui prend aussi le sens de «jargon» ou de «langage propre à telle ou telle profession ou activité». On peut aussi lui préférer le terme de *discurso* (discours), notamment quand on veut parler du discours officiel. Autrement dit, à défaut d'une expression qui saisisse de façon générale et globale le phénomène, on utilise des mots et des concepts qui ne le recouvrent, chacun, que partiellement.

Dans les pages qui suivent, il sera question, de façon assez brève, de la langue de bois dans la politique péruvienne, au cours des vingt dernières années, et plus précisément de l'usage de certaines expressions et mots

qui sont devenus omniprésents dans les discours des acteurs politiques.

Le régime d'Alberto Fujimori et le discours «anti-parti» et «anti-politicien» (1990-2000)

En juin 1990, un ingénieur d'origine japonaise, Alberto Fujimori, inconnu de tous quelques mois auparavant, fut élu Président de la République. À la surprise générale, il avait battu Mario Vargas Llosa, le célèbre écrivain qui avait été largement en tête dans les sondages pendant pratiquement toute la campagne électorale. M. Fujimori, était un *outsider*, c'est-à-dire quelqu'un qui n'appartenait à aucun des partis qui, jusque-là, dominaient la vie politique péruvienne. Bien au contraire, il avait créé sa propre formation, *Cambio 90* (Changement 90).

La victoire de M. Fujimori constituait, bien évidemment, un désaveu cinglant aux partis jusqu'alors dominants, ce qui, en fait, n'avait rien de surprenant. Le Pérou se trouvait alors dans une situation catastrophique, avec une inflation de plus de 7 000 % par an, des mouvements terroristes en plein essor et une corruption généralisée. La classe politique dans son ensemble était discréditée. Les électeurs se tournèrent par conséquent vers une personnalité nouvelle. M. Vargas Llosa, était, d'ailleurs, lui aussi, un nouveau venu en politique, mais il eut peut-être le tort de s'allier à deux des anciennes formations.

M. Fujimori plaça sa présidence sous le signe du rejet des anciens partis, et, au-delà, de la politique et des politiciens en général, ce qui s'accrut encore plus, après le coup d'État qu'il organisa le 5 avril 1992. Avec l'aide de l'armée, il mit fin au fonctionnement du Parlement, en invoquant un supposé «complot» des anciens partis contre son administration. Sous la pression de la communauté internationale, M. Fujimori dut pourtant se résoudre à un compromis et organisa, quelques mois après, des élections pour constituer une assemblée chargée de rédiger une nouvelle Constitution et d'assumer en même temps les fonctions législatives. Cependant, le Président, dont la popularité auprès de la population était immense, put s'assurer une majorité parlementaire confortable.

Dans le climat de dénigrement des anciennes formations et de la classe politique, un nouveau lexique s'imposa. Ainsi, en est-il de l'adjectif «traditionnel» dont l'utilisation explosa dans les discours pour désigner les anciens partis, avec une connotation, bien entendu, négative. D'ailleurs, le concept lui-même de «parti politique» prit, naturellement, une tournure très défavorable, ainsi que le terme de «politicien». On assista dès lors à des épisodes assez saisissants mettant en scène des ministres de M. Fujimori qui, à peine désignés, s'empressaient, avant toute chose, de déclarer à la presse qu'ils

n'étaient pas des politiciens mais des «techniciens». Ce dernier terme devint d'ailleurs très populaire et se présenter comme tel devint pratiquement une condition *sine qua non* pour s'assurer un avenir politique. Il y en eut d'autres. Le qualificatif «indépendant» devint, lui aussi, très populaire. On assista ainsi à une profusion de «mouvements indépendants» créés à l'occasion des élections municipales.

Il faut préciser cependant que, dans une très grande majorité, les fondateurs de ces mouvements indépendants n'étaient pas des nouveaux venus en politique. Bien au contraire, il s'agissait souvent de militants et de dirigeants des anciens partis qui les avaient désertés pour créer leurs propres mouvements et ainsi préserver leurs chances électorales. Compte tenu de leur passé, ils pouvaient difficilement prétendre qu'ils n'étaient pas des politiciens, mais le qualificatif «indépendant» vint alors à leur rescousse. Ils pouvaient dire qu'ils étaient, certes, des politiciens, mais «non traditionnels» et, surtout, «indépendants». Ce terme permettait de gommer ou de laver dans une certaine mesure le côté honteux du mot «politicien». Ajoutons que, parfois, ce sont les anciens partis qui, compréhensifs, autorisèrent leurs militants à les quitter provisoirement pour créer des mouvements indépendants.

L'après Fujimori : le discours sur les menaces contre la démocratie retrouvée

M. Fujimori, après une première et triomphale réélection en 1995, s'était fait réélire en juin 2000, cette fois-ci dans des conditions beaucoup plus contestables. Quelques mois plus tard, son régime s'écroula, emporté par un grand scandale touchant le principal conseiller

du Président et éminence grise du régime, l'ancien capitaine de l'armée Vladimiro Montesinos. Un enregistrement vidéo divulgué à la télévision montrait ce dernier remettant 15 000 \$ US en billets de banque à un parlementaire d'opposition en échange de son passage dans le camp du gouvernement. Puis vinrent d'autres cassettes vidéo, qui dévoilèrent alors au grand jour l'immense corruption du régime et qui impliquaient des hommes politiques, des militaires de haut rang, des magistrats et des hommes d'affaires, entre autres personnalités.

Dès lors, de nouveaux termes prirent place dans le discours politique et, notamment, ceux de « mafia » et de « fujimontésiniste », utilisés séparément ou combinés, pour se référer au régime déchu et à ceux qui en avaient fait part. Ils furent souvent invoqués par le gouvernement d'Alejandro Toledo, élu Président en 2001, en guise de réponse aux attaques dont il fut objet durant son mandat par une bonne partie des médias. M. Toledo et ses partisans ne se lassèrent pas de dénoncer l'existence, derrière les attaques, d'une « conspiration fujimontésiniste », ayant comme but ultime la destruction du système démocratique.

Il est intéressant de noter qu'en revanche le terme « fujimorisme » n'a pas été utilisé de la même façon, et en tout cas, beaucoup moins, car il n'a pas une connotation négative auprès de toute la population, bien au contraire. Si Vladimiro Montesinos fait l'unanimité contre lui dans l'opinion en devenant le prototype de l'homme malfaisant, M. Fujimori a conservé une popularité non négligeable. Ceci, grâce aux succès obtenus sous sa présidence dans les domaines économiques et dans la lutte contre le terrorisme, et grâce aux travaux d'infrastructures qu'il a menés dans un grand nombre de localités parmi les plus reculées du pays. Dans cette optique, son association étroite avec M. Montesinos passe au second plan pour une partie de la population. Le fujimorisme est ainsi une force politique non négligeable, avec une représentation importante au

Parlement. Par ailleurs, Keiko Fujimori, fille de l'ancien Président, occupe la deuxième place dans les sondages, avec environ 20 % des intentions de vote, pour l'élection présidentielle de l'année prochaine.

Les mots du débat politico-économique actuel

Le Pérou connaît depuis plusieurs années un important essor économique, sans que la crise mondiale qui a débutée en 2008 en ait brisé l'élan. Pourtant, la politique libérale menée par les derniers gouvernements, et qui est à la base des résultats obtenus, est âprement critiquée par l'univers de la gauche qui sympathise, à des degrés divers, avec les régimes de Hugo Chavez au Venezuela, de Rafael Correa en Équateur et d'Evo Morales en Bolivie, et qui, tous trois, prônent ce qu'ils appellent le « Socialisme du XXI^e siècle ». L'argument principal des critiques est, en résumé, que la croissance n'aurait bénéficié qu'à une minorité de la population et aux grandes sociétés étrangères, notamment celles qui exploitent les ressources naturelles.

Les mots et les expressions utilisés dans le cadre de cette critique sont intéressants. Ainsi en est-il du « fujimorisme économique ». Par là, on se réfère au fait que la politique menée actuellement se situe dans la même ligne que celle du régime d'Alberto Fujimori, en ce sens qu'elle est d'inspiration libérale. Bien entendu, l'expression n'est pas innocente, car elle associe le libéralisme économique au régime de M. Fujimori. Ainsi, l'opprobre est jeté, de ce point de vue, sur ceux qui défendent la politique libérale. En clair, c'est une tentative de disqualification de l'adversaire idéologique.

De même, un lien est suggéré entre le coup d'État du 5 avril 1992 et la politique actuelle. Ainsi, un

éditorial du site *Web Otra Mirada* (Un autre regard), publié le 5 avril 2010, assure que MM. Fujimori et Montesinos ont organisé le coup d'État à la tête d'«une coalition d'intérêts regroupant, outre les chefs des forces armées, des groupes économiques importants locaux et étrangers, ainsi que les organismes internationaux tels que le FMI et la Banque Mondiale». Le but ultime aurait été «d'établir un rapport pervers entre l'économie et la politique», c'est-à-dire un «capitalisme des copains» que «les gouvernements de M. Alejandro Toledo et, de l'actuel Président, Alan García, ont maintenu».

Bien entendu, le terme «néolibéralisme» est aussi largement utilisé. Il a une connotation négative que n'a pas le mot «libéral» et une résonance dont est dépourvu le mot «ultralibéral», pratiquement jamais utilisé. On parle ainsi du «modèle néolibéral» et, par association d'idées, le terme «modèle» a, lui aussi, pris une connotation négative, et il est employé sans lui adjoindre le qualificatif «néolibéral» qui est sous-entendu. «Modèle» fait écho d'une certaine façon au mot «système», très utilisé comme épouvantail par les esprits rebelles de la dernière moitié du siècle précédent. On parle donc des «défenseurs du modèle», un peu à la manière de «défenseurs du système».

Cependant, les critiques de gauche récusent fermement le terme «antisystème», qui est lancé contre eux depuis l'autre côté de l'échiquier politique, car il est associé aux idées de radicalisme et de chaos. Anciens militants de partis marxistes-léninistes pour une très large part, ils refusent aussi avec indignation le qualificatif de «communistes». Ils proclament ne pas être opposés à l'économie de marché, mais au néolibéralisme et au «capitalisme des copains». Ils disent également accepter les investissements étrangers, mais à condition «qu'ils servent l'intérêt national». Ce qui est curieux, c'est que s'ils ne cachent pas leurs sympathies pour les régimes des pays qui proclament le «socialisme

du XXI^e siècle»; ils se gardent toutefois d'invoquer ce concept. Une autre formule, qui se veut sans doute plus rassurante pour l'électorat centriste a été trouvée: l'«économie nationale de marché», mais dont les contours, comme il arrive souvent avec les idées lancées sur le terrain politique, restent assez imprécis.

Conclusion

Le discours en politique, aussi bien celui tenu par les hommes politiques que par les journalistes et les intellectuels qui prennent position pour un camp ou l'autre, est peuplé de formules, d'expressions et de mots qui, par leur effet sur le public, sont répétés sans cesse, ou, en tous cas, souvent. Ils ont pour finalité de remplacer, ou, mieux encore, d'éviter les argumentations réfléchies. En ce sens, ce sont de vrais slogans. Au Pérou, le phénomène est particulièrement frappant, ce qui s'explique par l'absence d'une culture politique solide. Cette situation s'est aggravée avec le discrédit des politiciens et des partis qui existaient il y a une vingtaine d'années. Ils n'ont pas été remplacés par de nouvelles organisations, mais par une galaxie de mouvements personnels et éphémères. Autrement dit, le choc de l'année 1990 continue de marquer la vie politique péruvienne, et, avec elle, le message que les différents acteurs sont censés transmettre. La manifestation la plus extrême de cette réalité est que le silence et l'absence de paroles peuvent devenir un gage de succès politique. Ainsi, le maire actuel de Lima, la capitale, est extrêmement populaire et grand favori pour les prochaines élections présidentielles, alors qu'il garde un profil très bas et ne s'exprime pratiquement jamais, au point d'avoir été surnommé le «muet». C'est là, peut-être, la forme la plus sophistiquée de langue de bois en politique.

Thomas Boutonnet
IETT, Université Jean Moulin - Lyon III

LA LRO : XYLOGLOSSIE DANS LA CHINE POST-MAOÏSTE

*«La racine de tous les paralogismes [...] réside dans la capacité
du langage de dire le rien, le néant, de faire exister dans les mots
et par les mots ce qui n'existe pas dans les choses [...].
Cette capacité potentielle, [...] les agents sociaux
(et tout spécialement les professionnels de la politique [...])
ne cessent de l'exploiter, pour le meilleur et pour le pire.»*

Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, 2001

La politique de «réformes et ouverture» (*gaige kaifang*) vers l'étranger, initiée par Deng Xiaoping au sortir de la Révolution culturelle en 1978 et poursuivie depuis lors par les présidents Jiang Zemin puis Hu Jintao, s'est avérée, d'un point de vue économique, une véritable réussite qui a amené la Chine au rang des grandes puissances mondiales en à peine trente ans¹. D'un point de vue social par contre, le résultat est tout autre: transfigurée par ces réformes qui ont

acté le basculement d'une économie planifiée vers une économie de marché, la société chinoise s'est retrouvée bouleversée par la disparition de l'État-providence et la restructuration du secteur de production étatique, autant de dommages collatéraux qui vont brutalement vulnérabiliser et «précariser» des millions d'individus. Dès la fin des années 1980 vont se constituer de nouvelles classes dangereuses de paysans sans terres, de chômeurs et de pauvres, des «masses dangereuses»

que l'État-Parti chinois va devoir discipliner, puisque c'est sur leur exploitation que va se construire le miracle économique chinois.

C'est donc un véritable arsenal discursif, élaboré et complété sur trois décennies, que les dirigeants du Parti communiste chinois vont mettre au place pour (re)formuler les perceptions et «corriger» (*jiuzheng*) les consciences «erronées» (*cuo*) de ces populations vers l'acceptation d'un ordre social qui leur est foncièrement défavorable². C'est dans ce contexte que la «société harmonieuse» (*hexie shehui*) fait son entrée dans le paysage politique et discursif chinois en 2005³. La mise en place de ce discours correspond à ce «travail discursif des politiques» qui, pour une grande part, consiste «dans la production de slogans, de promesses et d'engagements» dans le but de renforcer «le lien de croyance et de confiance qu'ils doivent sans cesse maintenir et entretenir précisément parce que leur pouvoir est symbolique» (Thompson, 2001, p. 46). Ce sera là rôle de la «langue des réformes et de l'ouverture» (LRO), nouvel avatar de la «xyloglossie» à la chinoise⁴.

Une langue de bois au service d'une «société harmonieuse»

Concept clé de la présidence de Hu Jintao, la «société harmonieuse» est un discours complexe qui fait appel aux principes confucianistes de concorde et d'harmonie des inégalités, et qui légitime les disparités socio-économiques en amalgamant les dispositions naturelles de l'individu (le caractère unique de chaque être) aux dispositions sociales (les conditions de son existence au sein de la société). C'est un discours officiel qui masque la réalité et participe d'une naturalisation de l'ordre social. Surreprésenté dans l'espace public par la

répétition de ses énoncés, le discours officiel du Parti s'affirme être une véritable langue de bois qui reformule la société de manière favorable à la pérennité de l'ordre établi.

Ainsi, le Parti communiste chinois ne parle pas d'une société minée par les disparités économiques et les tensions sociales, mais d'une «société harmonieuse» au sein de laquelle existent encore quelques «contradictions» (*maodun*), une société qui, dans l'idéal, serait «impartiale et juste» et où «les contradictions au sein du peuple et toutes les autres contradictions sociales seraient correctement traitées» (*renmin neibu maodun he qita shehui maodun dedao zhengque chuli*)⁵. Les «contradictions au sein du peuple», un classique de la rhétorique marxiste chinoise, sont une manière de signifier, sans l'exprimer formellement, l'existence d'une lutte des classes en Chine, inévitable dans une société minée par les disparités économiques et sociales.

Pour justifier l'exploitation des populations paupérisées dans des conditions d'existence et de travail souvent très difficiles et les soumettre au fonctionnement du secteur productif capitaliste, le lexique malléable et polysémique du discours officiel préfère parler d'individus de mauvaise «qualité» (*suzhi*) morale et intellectuelle et de la nécessité de les «civiliser spirituellement» (*jingshen wenming*), autant de termes «creux» que l'idéologie dominante du moment se chargera de «remplir» de sens. Terme conceptuel par excellence et véritable coquille sémantique, le terme *suzhi* («qualité») dans la Chine des années 1990-2000 s'affirme comme un signifiant porteur d'une charge idéologique évolutionniste. Ce concept de «qualité» de la population embrasse un ensemble de dispositions telles que «les bonnes manières, l'hygiène, l'éducation et une ouverture d'esprit compétitive, mais également, en fonction du contexte, une moralité intègre, une posture politique correcte, et un mode de vie et des pratiques de consommation correctes»⁶.

Terme d'appréciation et de jugement, *suzhi* est surtout régulièrement utilisé pour déprécier, c'est-à-dire utilisé à la forme négative vers des individus considérés comme manquant de *suzhi*⁷. Sont particulièrement visés par cette notion les *mingong*, ces paysans migrants obligés de vendre leur force de travail en ville, ainsi que les populations paupérisées. Au centre de cette notion de « qualité », qui permet de « mesurer en termes quantitatifs et hiérarchiser en termes de valeur les capacités, le niveau, la « nature » des individus » (Foucault, 1975, p. 214-215) à des fins de normalisation, se trouvent donc les populations chinoises défavorisées (paysans, chômeurs, non-diplômés, travailleurs non qualifiés, etc.) qu'il faut nécessairement discipliner, encadrer et éduquer afin qu'elles s'adaptent aux conditions modernes de la production de marchandises dont elles sont au cœur du processus.

Enfin, quand les frustrations des exclus de la société de consommation chinoise sont trop sévères, la langue de bois du pouvoir chinois affirme que le « luxe et le loisir sont une honte » (*yi jiaosheyinyi weichi*), et que « l'abnégation et le labeur constituent un honneur » (*yi xinqin laodong weirong*)⁸. Ces slogans sont issus de la campagne d'éducation civique des « Huit honneurs et huit hontes » (*ba rong ba chi*), développée par Hu Jintao en mars 2006, et qui s'articule autour de huit préceptes construits de manière parallèle, chaque précepte exposant une posture morale qu'il serait un « honneur » d'adopter et une « honte » de ne pas respecter⁹. Dans un contexte politique et social fortement marqué par l'accroissement des inégalités et des injustices sociales, cette campagne promeut « une vie faite d'abnégation et de labeur » et fustige « une vie faite d'arrogance, de luxe, de débauche et d'oisiveté » qui, et c'est finalement là le véritable problème, est promise à tout le monde via la publicité et la société de consommation alors que seule une faible minorité de Chinois peut y accéder. En réalité, cette campagne n'a jamais été autre chose qu'une

simple tribune pour la langue de bois chinoise, afin de faire passer tout haut un certain nombre de messages adressés à la seule Chine « d'en bas ». Destiné à l'origine à moraliser la vie politique, ce code moral s'avère finalement être une vaste entreprise d'éducation morale à destination des populations défavorisées.

Mise en spectacle de l'harmonie par sa mise en discours

Telle est donc la langue de bois du Parti communiste chinois, le discours officiel que celui-ci décrète et applique sur la réalité. Tout comme l'explique Joanna Nowicki, cette langue de bois « impose autoritairement une vision du monde inversée, au service d'un pouvoir qui y trouve sa légitimation et dans le but d'interdire la communication, au sein de l'espace public et de ses contre-pouvoirs »¹⁰. Cette « langue des réformes et de l'ouverture » (LRO) comprend un lexique et un ensemble de stratégies discursives destinées à imposer au sein de l'espace public la perception officielle des réalités sociales : cette LRO constitue un véritable solipsisme discursif destiné à « faire travailler les pauvres, là où l'illusion a déçu, et où la force s'est défait » (Debord, « Avertissement... », 1992, p. XII) dans le but d'édifier une société décrétée « harmonieuse » avant l'heure.

Car l'édification d'une « société harmonieuse », à défaut de se traduire sur le terrain par des mesures efficaces et effectivement appliquées en vue d'une meilleure justice sociale et d'un respect de l'environnement, passe (avant tout ?) par la mise en spectacle, par et dans les médias, d'une concorde sociale et d'une convergence des voix : cette construction d'une paix sociale qui n'existe pas passe par une écriture médiatique du présent (mais également du passé) que rendent possible

le langage officiel et son lexique surréel, dans une dynamique spectaculaire que Guy Debord avait déjà parfaitement résumé par «ce qui apparaît est bon, ce qui est bon apparaît» (Debord, *La Société du spectacle*, 1992, p. 7). Car «si l'Histoire est avant tout la pratique de l'émancipation, pour la domination l'Histoire n'est que la pratique de sa réécriture en permanence qui dénie toute autre pratique» (L'Achèvement, 2008, p. 108).

Le Parti, par le biais des médias et de son système de propagande, narre une réalité imaginée, une «surréalité» destinée à maquiller la réalité sociale, la domination politique et ses pratiques. Par son contrôle (certes «distendu») des moyens d'expression publique, le PCC s'efforce d'imposer une vision du monde en général, et de la société chinoise en particulier, exempte et expurgée de toute dissonance, dans le but de créer une atmosphère positive. Cette société déclarée «harmonieuse» existera donc avant tout dans et par les images et les discours, dans l'espoir d'imprégner les imaginaires. Car «l'acte de nomination du monde est en même temps prise de pouvoir sur la conscience de ceux que l'on conditionne à voir le monde tel qu'on le nomme» (Brune, 2005, p. 112).

Cette écriture de la réalité en une construction médiatisée, qui est le propre de la société du spectacle, passe en Chine par tout un ensemble de consignes adressées en amont aux journalistes et aux éditeurs de contenu public, de manière à s'assurer que la tonalité et le propos des articles, reportages ou de tout autre contenu audiovisuel destiné à une diffusion publique, propagent une vision positive et harmonieuse de la société chinoise¹¹. L'idée est d'arriver à la création d'une ambiance (visuelle, sonore, discursive par le biais des médias, urbaine par le biais des affichages) qui ne connaîtrait aucune dissonance et qui puisse submerger l'espace public de ses messages positifs.

Cette forme de censure *a priori* est justifiée par l'intérêt national et l'importance de cultiver l'apparence d'une société harmonieuse, tant à des fins de propa-

gande qu'à des fins éducatives. La «société harmonieuse» étant une société idéale (et idéalisée) où, certes, certaines dissensions et contradictions existent, mais où le Parti est bon et bienveillant, et les individus honnêtes, loyaux et humbles: l'omniprésence de ces schémas et de ces modèles dans les médias est censée transcender les individus dans une communion des destins articulée autour d'une cause unique, grandiose et impérieuse, la construction d'une Grande Chine. La «société harmonieuse», c'est donc le spectacle d'une Chine sans aspérités, d'une Chine visiblement parfaite, une sorte de «surréalité» qui vient se poser sur la réalité, une Chine rectifiée par les images et le discours spectaculaire.

Le discours spectaculaire tait évidemment, outre ce qui est proprement secret, tout ce qui ne lui convient pas. Il isole toujours, de ce qu'il montre, l'entourage, le passé, les intentions, les conséquences. Il est donc totalement illogique. Puisque personne ne peut plus le contredire, le spectacle a le droit de se contredire lui-même, de rectifier son passé (Debord, *Commentaires...*, 1992, p. 36).

C'est en ce sens que les chaînes de télévision chinoises doivent «diffuser des programmes montrant la Chine sous un aspect positif» et, sous peine de sanctions, «programmer des fictions «éthiques»»¹². Car la construction de la «société harmonieuse» est également la construction du spectacle d'une société harmonieuse.

Pacification du conflit par sa reformulation-négation

Dans ce spectacle, les dissensions sont tuées, ou n'existent pas pour ce qu'elles sont. Les voix discordantes au discours officiel et à l'ordre établi ne doivent pas apparaître car elles constitueraient un discours

autre, capable de questionner, par sa seule existence, l'omnipotence du pouvoir du Parti¹³. Ainsi, quand ces voix dissonantes, ces manifestations de mécontentement, de colère, de dissension arrivent tout de même à apparaître dans les médias, notamment quand les incidents sont trop massifs et trop importants pour être dissimulés, elles apparaissent alors réinterprétées par le prisme idéologique du Parti et reformulées par la langue de bois officielle de manière à ne jamais laisser apparaître le conflit et la division. Présenter régulièrement, comme le font les journaux officiels chinois, les « incidents à caractère massif » et autres mouvements de colère et de protestation comme le seul fait de « masses d'individus, ignorantes de la vérité et manipulées par une minorité d'éléments hors-la-loi » (*zai shaoshu bufa fenzi de zaoyao shandong xia, yixie buming zhenxiang de qunzhong*) confine la dissension et le conflit dans la marginalité, l'illégalité, hors du système, hors de la société, comme une étrange barbarie¹⁴.

Partant du principe que tout trouble nuit à l'harmonie d'une société, le Parti, tout à sa construction d'une « société harmonieuse » décide donc de ne pas faire apparaître les troubles¹⁵. Régulièrement, le ministère de la Propagande, via ses différents services, diffuse auprès des groupes de presse des circulaires à usage interne sur lesquelles figurent des consignes très précises en matière de rédaction, rappelant aux journalistes que « les reportages doivent être vrais, précis, objectifs, justes et ne doivent pas s'opposer aux intérêts de l'État ou enfreindre les droits des citoyens » et interdisant la « fabrication et la diffusion de fausses nouvelles sur les accidents et les désastres »¹⁶. Le libellé suffisamment imprécis des stipulations permet une souplesse d'interprétation dont ne se prive pas le gouvernement, une « fausse » nouvelle pouvant être simplement une nouvelle qui ne correspond pas à la « vérité » de la « société harmonieuse ». Ces contraintes s'appliquent également à l'Internet chinois, dont les sites et les forums de discussion sont régulièrement surveillés

et « rectifiés » par des « commentateurs “positifs” [...] rémunérés au nombre de commentaires qui permettront d'influencer les discussions “dans le bon sens idéologique” ». Une circulaire très explicite indique par exemple qu'il leur faut « orienter à temps les opinions, défendre les interprétations correctes et entretenir une voix positive... afin d'assurer au maximum la stabilité »¹⁷.

Historiquement rompue à cette écriture de la réalité par le langage du pouvoir, la population chinoise sait que les mots du pouvoir masquent ou peuvent masquer des réalités inavouables, et si l'omniprésence des médias officiels est une chose, l'impact de leur travail de propagande en est une autre. Mais le principe essentiel du spectacle n'est pas tant de convaincre, mais d'apparaître, d'être là, unique et incontesté.

CONCLUSION

Cette reconstruction médiatique de la réalité n'est pas une spécificité chinoise. Tout État exerce et utilise, à des proportions variables, un certain contrôle de l'information publique. Mais celui-ci est d'autant plus efficace en Chine qu'il n'est pas (ou peu) contredit publiquement par d'autres discours. La mainmise de l'État chinois dans la construction du « spectacle de la réalité » est une certitude, même si elle ne garantit pas pour autant l'adhésion et la conviction des individus.

Mais l'intention poursuivie par le discours et le spectacle de l'harmonie n'est pas uniquement de masquer la « disharmonie », et le Parti ne cherche pas nécessairement à convaincre : il cherche surtout à faire comprendre que son traitement de la question sociale est indiscutable. Et quand la presse, surtout celle de la Chine septentrionale historiquement plus audacieuse, laisse apparaître trop de dissensions, les autorités locales ne se privent pas d'attribuer l'intensification

des troubles et des tensions sociales aux médias, accusés de mettre de l'huile sur le feu». C'est sur la base de cet argument que les gouverneurs de certaines provinces du Sud ont réclamé en 2005 au gouvernement central de Pékin «un meilleur contrôle des médias par l'autorité centrale» sans lequel «il leur sera difficile de garantir une situation stable et d'empêcher la population d'aller à la capitale exposer ses doléances, ce qui nuira à l'édification d'une «société harmonieuse»»¹⁸. Ce qui revient à affirmer que la construction de l'harmonie sociale en Chine n'est pas «troublée» par la réalité et la présence des tensions sociales, mais par l'exposition publique de celles-ci dans les médias.

Telle est donc la «langue des réformes et de l'ouverture», cette rhétorique qui, «plaque sur la réalité des récits artificiels, bloque les échanges, sature l'espace symbolique de séries et de stories» (Salmon, 2009, p. 16), fidèle à l'adage spectaculaire de «ce qui n'apparaît pas n'est pas». C'est à partir de cette langue de bois qui nivelle, masque et reformule la réalité chinoise, que se construit la «société harmonieuse», une société où la satisfaction, le bonheur et l'harmonie sont «garantis» par les autorités, confirmés par la science (la sociologie par exemple) et validés par les statistiques, dans les conditions les plus discutables mais jamais (ou rarement) discutées publiquement¹⁹.

NOTES

1. Deng Xiaoping (1904-1997), «leader» de la seconde génération de dirigeants chinois, est l'instigateur des politiques de «réformes et ouverture» (*gaige kaifang*) économiques de la Chine. Hu Jintao (né en 1942) est depuis le 15 mars 2003 le président de la République populaire de Chine (il est le secrétaire général du Parti communiste chinois depuis 2002).
2. Les termes «corriger» et «pensées erronées» sont récurrents dans le discours officiel chinois, car ils représentent autant de notions relatives et indéfinies pour lesquelles il n'existe ni certitude ni vérité, et permettent la mise en place d'un arsenal discursif riche et varié dont peuvent se servir les institutions afin de réguler et de maintenir un ordre social qui leur soit favorable.
3. Sur le programme d'édification d'une «société harmonieuse» mené par le président chinois Hu Jintao, voir la thèse de doctorat de Thomas Boutonnet, *Vers une «société harmonieuse» de consommation ? Discours et spectacle de l'harmonie sociale dans la construction d'une Chine «civilisée»* (1978-2008), disponible sur le serveur TEL (Thèses en ligne) du site d'archives ouvertes HAL: <<http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00437152/fr>>.
4. Le terme LRO est un hommage au travail de Viktor Klemperer sur la langue du régime nazi (2003) et au travail plus récent de Eric Hazan sur la rhétorique du libéralisme économique (2006). Le terme «xyloglossie» est, bien entendu, un néologisme construit autour de la thématique de la langue de bois.
5. Hu Jintao, «Hu Jintao guanyu goujian shehuizhuyi hexie shehui jianghua quanwen», (Allocution du président Hu Jintao sur la construction d'une société harmonieuse socialiste), *Zhongguowang*. Publié le 26 juin 2005, consulté le 12 août 2009 sur <<http://www.china.com.cn/chinese/news/899546.htm>>.
6. Pál Nyíri, «The Yellow Man's Burden: Chinese Migrants on a Civilizing Mission», *The China Journal*, n° 56, juillet 2006, p. 88 («manners, hygiene, discipline, education and competitive open-minded thinking, but which – depending on the context – can also include upright morality, a correct political stand and correct lifestyle and consumption choices»).
7. Ann Anagnost, «The Corporeal Politics of Quality (Suzhi)», *Public Culture*, vol. 16, n° 2, 2004, p. 195. Sur la notion de *suzhi*, voir également Andrew Kipnis, «Suzhi: a Keyword Approach», *The China Quarterly*, n° 186, 2006, p. 295-313.

8. Hu Jintao, «Laogu shuli shehuizhuyi rongruguan», *Renmin ribao* (Le Quotidien du Peuple), 28 avril 2006.
9. Sur la campagne des «Huit honneurs et huit hontes», voir Thomas Boutonnet, «Traitement moral de la question sociale dans la “société harmonieuse” de Hu Jintao», dans *Transtext(e)s-Transcultures*, n° 6, mai 2010.
10. Propos extraits de l'introduction au présent volume.
11. Voir par exemple *Renmin ribao* (Le Quotidien du peuple), «La presse chinoise appelée à aider à édifier une société harmonieuse», *Renminwang*. Publié le 25 octobre 2006, consulté le 30 septembre 2008 sur <<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/4957503.html>>.
12. Anne Premier, «Les télévisions chinoises devront soigner leur “prime-time”», *Aujourd'hui la Chine*. Publié le 23 janvier 2007, consulté le 23 avril 2007 sur <<http://www.aujourdhui-la-chine.com/actualites-chine-les-televisions-chinoises-devront-soigner-leur-prime-time--2072.asp?1=1>>.
13. La polarisation de la société chinoise, avec la croissance simultanée d'une classe de sous-prolétariat et d'une classe de consommateurs moyens, et le creusement des disparités sociales, économiques et territoriales se manifestent dans la hausse régulière de ce que l'État chinois appelle sobrement des «incidents à caractère massif» (*quntixing shijian*), un euphémisme pour désigner les émeutes qui se déclenchent régulièrement dans les campagnes, généralement sur trois motifs récurrents : la pauvreté, les expropriations abusives et la pollution industrielle.
14. Voir par exemple le cas de cette émeute à Chizhou en 2005 (Edward Cody, «A Chinese City's Rage at the Rich and Powerful», *The Washington Post*, 1^{er} août 2005) et comment les faits furent relatés par le Quotidien du peuple (Wang Youhua, «Anhui pingxi Chizhou quntixing shijian zhua shi ming dazaiqiang renyuan», *Renmin ribao* – Le Quotidien du peuple –, 29 juin 2005).
15. De tous ces «incidents à caractère massif» (*quntixing shijian*) qui éclatent sur le territoire national, la Chine tient des statistiques officielles, nécessairement sous-évaluées.

De 10000 incidents relevés en 1994, l'État comptabilisait 74000 protestations en 2004, et 87000 incidents étaient officiellement dénombrés en 2005. Les chiffres pour l'année 2006 ne seront jamais publiés, ni pour les années suivantes, cette absence révélant, directement et indirectement, l'ampleur d'une situation qui s'est manifestement dégradée en l'espace de quelques années, confirmant que le modèle de développement chinois atteint socialement ses propres limites. La suspension de la publication de ces chiffres officiels participe de cette même stratégie discursive et communicante consistant à formuler une image positive de la Chine en ne mentionnant pas ses aspects négatifs. À ce sujet, voir Martine Bulard, «Les paradoxes sociaux du miracle», *Manière de voir*, n° 85, février-mars 2006, p. 67 ; Joseph Fewsmith, «Assessing Social Stability on the Eve of the 17th Party Congress», *China Leadership Monitor*, n° 20, hiver 2007. Ces procédés ne sont pas non plus sans rappeler l'utilisation «médiatique» des chiffres de la délinquance en France, tout particulièrement à l'approche d'un scrutin électoral.

16. Reporters sans frontières, «Chine – Rapport annuel 2008» (RSF.org). Publié le 7 février 2008, consulté le 11 septembre 2008 sur <http://www.rsf.org/article.php3?id_article=25517&Valider=OK>.
17. Brice Pedroletti, «Chine : les bons petits soldats d'Internet», *Le Monde*, 7 août 2008.
18. Ji Shuoming, «Même les tribunaux sont aux mains des potentats locaux», *Yazhou zhoukan*, article traduit et paru dans *Courrier International*, n° 782, 27 octobre - 2 novembre 2005, p. 40.
19. La mise en scène de la réalité dans le but de manipuler les consciences n'est bien entendu pas une création chinoise. Noam Chomsky (2002, p. 225-229) explique comment les premières méthodes de contrôle de l'opinion publique, si importante en démocratie, furent éprouvées lors de la Première Guerre mondiale. Sur le même sujet, lire l'ouvrage précurseur de Edward Louis Bernays rédigé en 1928, dont l'impact et l'influence sur les cercles du pouvoir de son époque furent majeurs (voir Bernays, 2008).

Thomas Bouttonnet

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BERNAYS, E., *Propaganda : comment manipuler l'opinion en démocratie*, trad. de l'anglais par O. Bonis, Paris, La Découverte, 2008.

BOURDIEU, P., *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.

BRUNE, F., *De l'idéologie aujourd'hui*, Paris, Parangon, 2005.

CHOMSKY, N., *De la propagande. Entretiens avec David Barsamian*, trad. de l'américain par G. Villeneuve, Paris, Fayard 10-18, 2002.

DEBORD, G., « Avertissement pour la troisième édition française », in DEBORD, G., *La Société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992.

DEBORD G., *Commentaires sur la société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992.

DEBORD, G., *La Société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992.

FOUCAULT, M., *Surveiller et Punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

HAZAN, E., *LQR : la propagande du quotidien*, Paris, Raisons d'agir, 2006.

KLEMPERER, V., *LTI : la langue du III^e Reich*, trad. de l'allemand par É. Guillet, Paris, Agora, 2003.

L'ACHÈVEMENT, *Conditions modernes de la domination*, Lyon, Achèvement, 2008.

SALMON, C., *Storytelling*, Paris, La Découverte, 2007.

THOMPSON, J.-B., « Préface », in BOURDIEU, P., *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.

Aleksandra Ścibich-Kopiec
Université européenne Józef Tischner, Cracovie

LES SUBVENTIONS DE L'UE ET LA NOVLANGUE EUROPÉENNE : LE CAS DE LA POLOGNE

traduit de l'anglais par Michaël Oustinoff

Dès l'entrée de la Pologne dans les institutions européennes, les questions ayant trait à politique régionale de l'UE et notamment aux « fonds structurels » ont fait irruption dans la vie quotidienne des Polonais. Des formules telles que « Projet cofinancé par l'Union européenne », « Fonds européen de développement régional », « aides directes aux investissements », etc., sont vite devenues pour eux monnaie courante¹.

Que les fonds structurels jouent un rôle majeur dans le développement local et régional, c'est bien évident, tout comme le fait que le montant des sommes destinées aux entreprises polonaises pour la période 2004-2006 ait constitué une divine surprise aussi bien pour les patrons que les employés. Les entreprises n'attendaient qu'une chose : que s'ouvrent les appels d'offre

pour bénéficier de cette manne. Les premières tentatives pour obtenir des fonds européens ont cependant vite eu raison d'un tel enthousiasme : pour la plupart des candidats, les directives et toute la documentation annexe définissant les principes gouvernant l'octroi des subventions sont apparues comme des obstacles infranchissables. La préparation d'une demande de fonds, en s'en tenant aux documents et aux formulaires idoines, se révélait bien plus compliquée que prévu.

Pourquoi de telles difficultés ? On pourrait avancer plusieurs raisons, mais la cause principale semble bien être la *langue* utilisée dans la documentation : elle a beau ressembler en surface à du polonais en se conformant à ses règles orthographiques et grammaticales, l'entrepreneur moyen a toutes les peines du monde à la déchiffrer.

Les fonds structurels européens : un parcours semé d'embûches

La difficulté extrême pour comprendre cette « langue des subventions » officielle représente un obstacle de taille à franchir avant d'obtenir les fonds correspondants. Une langue truffée de lapsus, de salmigondis et de charabia en tous genres, même si elle peut à l'occasion paraître bien amusante, ne rend pas exactement justice aux efforts déployés par les entrepreneurs pour décrypter les informations fournies par les instances européennes et ce que ces dernières exigent en retour. Le sens du passage suivant, par exemple, paraît pour le moins obscur, que ce soit dans l'original en polonais ou dans la traduction en français (pour les besoins du présent article) :

Projekty równościowe tj. te, które realizują w pełni zasadę równości szans kobiet i mężczyzn powinny odpowiadać za diagnozowanie potrzeby beneficjentów i beneficjentek ostatecznych, których grupy zawsze powinny być scharakteryzowane pod kątem płci oraz innych cech (wieku, miejsca zamieszkania, poziomu wykształcenia, stopnia sprawności, sytuacji rodzinnej, itd.). Ich celem powinno być udzielenie wsparcia «szytego na miarę», adekwatnego w przypadku konkretnych grup docelowych, a nie polegające na podziale 50/50. Powinny one także odpowiadać na potrzeby beneficjentów i beneficjentek ostatecznych z uwzględnieniem ich możliwości czasowych i mobilności. Wszystkie elementy projektu (uzasadnienie, cele, działania, budżet) powinny być ze sobą spójne i kolejno z siebie wynikać.

Traduction

Les projets pour l'égalité, c.-à-d. ceux qui respectent pleinement le principe de l'égalité des chances

entre hommes et femmes, doivent prendre en charge le diagnostic des besoins des bénéficiaires ultimes dont les groupes doivent toujours être définis en raison du sexe ainsi que d'autres critères (âge, domiciliation, niveau d'études, degré d'invalidité, situation familiale, etc.). L'objectif de ces projets doit être de fournir une aide «sur mesure» concrète et en adéquation avec les groupes cible visés et non sur la base d'une distribution 50/50. Ils doivent également correspondre aux besoins des bénéficiaires ultimes en prenant en considération leur disponibilité en temps et leur degré de mobilité respectifs. Tous les éléments du projet (justifications, objectifs, activités, budget) doivent être cohérents et s'enchaîner logiquement les uns aux autres².

Lors des rencontres linguistiques qui ont eu lieu en 2005, le Conseil de la langue polonaise a débattu de la politique linguistique à mener dans le cadre de l'intégration de la Pologne à l'Union européenne. Les experts s'inquiétaient de la qualité de la langue utilisée dans de nombreux documents de l'UE et de leur traduction en polonais. L'entrée de la Pologne dans l'UE, a-t-on généralement estimé, entraînerait des changements inévitables dans la langue, notamment en raison du recours à de nombreux emprunts (en particulier à l'anglais), ce qui ne manquerait pas d'avoir un impact sur le polonais. Il fallait s'attendre à ce qu'en acceptant ainsi d'accueillir de nombreux éléments étrangers, la langue prenne une nouvelle direction. On considéra cependant que ce n'était pas une menace sérieuse pour l'intégrité du polonais. D'ailleurs, les spécialistes étaient favorables à ce que l'on adopte des mots pour lesquels il n'existe pas d'équivalents en polonais, processus qui peut être une source d'enrichissement pour la langue, notamment lorsque les mots empruntés s'avèrent plus concis ou plus adéquats.

Résultat : on assiste aujourd'hui à la naissance d'une nouvelle langue, l'*euro-polonais* – version polonaise de la langue UE, ou euro-langue – à moins que ce ne soit la version UE du polonais. Cette langue ressemble toujours à du polonais, mais elle est si envahie de jargon bureaucratique que l'on peut à bon droit se demander si c'est encore du polonais (Kłosińska, 2005), ce que vient apparemment confirmer la recherche.

En 2005, le ministère du Développement régional a chargé PENTOR Research International de mener un projet de recherche concernant «le degré d'information du public sur la disponibilité des fonds européens». La recherche a été réalisée en interrogeant vingt groupes de discussions (*focus groups*) situés dans dix endroits différents de Pologne. Les personnes interrogées se sont vu poser les questions suivantes :

- Quel contexte la question des fonds structurels évoque-t-elle ?
- Quelles informations a-t-on sur les fonds structurels ?
- De quels compléments d'information a-t-on besoin sur le sujet ?

Les problèmes concernant la communication des informations permettant l'obtention de fonds européens, tels qu'ils ont été diagnostiqués par PENTOR Research International sont les suivants (Sochańska *et al.*, 2006) :

- Manque d'une description cohérente des éléments du dossier.
- Langage incompréhensible.
- Absence de corrélation entre l'information transmise et les besoins des destinataires.

La langue utilisée pour informer les intéressés sur les fonds structurels s'est révélée trop officielle, trop abstraite et incompréhensible. Des formules telles que «fonds structurel» ou «programme opérationnel» ne sauraient parler à l'imaginaire collectif. Deux ans après l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, ces notions n'étaient toujours pas ancrées dans l'esprit de l'opinion publique.

Ces termes, l'un comme l'autre, étaient inconnus de presque tous les membres des groupes de discussion, et ils étaient perçus comme étrangers, compliqués, du domaine de la politique, «pas pour moi». Les termes correspondants employés par eux étaient : «l'argent de l'UE», «les fonds de l'UE», «l'argent de l'Union», «les fonds de l'UE», «l'aide de l'UE», «l'aide financière», «les subventions de l'UE», «les ressources de l'UE», «les incitations financières», «les remboursements», «l'argent de Bruxelles». La conclusion semble aller de soi : les termes en question devraient être remplacés par des équivalents plus «conviviaux» afin d'être compris d'un public plus large.

Des énoncés tels que «Les bénéficiaires du SOP-IEC³ sont des entités commerciales» ou «Le SOP-HRD⁴ est un ensemble de priorités, qui se partagent selon les activités suivantes» sont tout aussi incompréhensibles. L'examen des brochures ou des autres supports documentaires publiés par des organismes publics a montré que de tels énoncés sont la règle par rapport à des formulations plus simples. Les documents faisaient également appel à de nombreuses connaissances théoriques, en expliquant le fonctionnement d'un système déjà en lui-même complexe, de manière compliquée, renforçant ainsi l'impression que les fonds de l'UE sont impossibles à obtenir.

Pourquoi l'euro-polonais est-il si difficile à comprendre ?

Quelles sont les raisons qui expliquent ces problèmes linguistiques ? Pourquoi l'euro-polonais est-il si impénétrable ? Pourquoi avons-nous autant de difficulté à comprendre les documents de l'UE, et notamment la documentation relative aux appels d'offre

(*contest documentation*) ? Pourquoi autant d'ambiguïtés et d'obscurités ? Pourquoi, si longtemps après, certains termes demeurent-ils toujours aussi opaques ?

On avancera cinq principales raisons pour cet état de choses :

- Les caractéristiques de la langue officielle.
- Les caractéristiques de la langue UE (l'«euro-jargon»).
- Les défauts de traduction.
- Les calques sur l'anglais.
- Les spécificités de la langue utilisée pour décrire les projets.

Tous ces facteurs contribuent à l'effet final : des directives incompréhensibles pour postuler aux appels d'offre de l'UE. On ne saurait donc s'étonner qu'une personne qui n'est pas habituée à s'occuper des questions européennes et qui ne travaille pas dans l'administration publique soit incapable de se frayer un chemin à travers une telle terminologie, agrémentée de clichés sans nombre et de locutions plus opaques les unes que les autres.

Les caractéristiques de la langue administrative

Un goût immodéré pour le formalisme, allié au souci de ne veiller qu'à ses propres intérêts et de s'en tenir aux réglementations de l'UE en n'utilisant que la langue officielle n'est pas la meilleure des solutions pour aider à comprendre la documentation fournie. Malheureusement, ses auteurs ne cherchent pas à se mettre à la place de Monsieur tout le monde, persuadés qu'ils sont que les gens ont pour obligation d'assimiler la terminologie et de se plier à toutes les procédures sans état d'âme. Voilà pourquoi on a tous en Pologne l'im-

pression que l'administration vient de la planète Vénus et les Polonais de Mars. Plus précisément, la logique adoptée par elle semble indiquer que, de son point de vue, l'administration constitue le soleil autour duquel est censé tourner le reste du monde. L'administration ne fait donc pas grand-chose pour comprendre la logique qui gouverne le reste du monde et simplifier l'utilisation des fonds et des procédures pour les obtenir, ce qui devrait pourtant être à la portée du citoyen lambda.

Le message est crypté ; le code, inconnu

Ces mots « cryptés », qui ne peuvent être compris par les profanes dans le domaine des fonds européens, ce sont, entre autres : *convergence, innovation, complémentarité, synergie, éligibilité, mise en œuvre, valeur ajoutée*, etc. Malgré les assurances de l'administration que l'allocation des fonds doit être claire et transparente⁵, celle-ci est loin de l'être, ce qui crée à son tour des difficultés quand il s'agit d'investir tant dans les ressources humaines que dans les biens d'équipement. L'usage fréquent d'expressions abstraites telles que « exclusion sociale », « égalité des chances », « ligne de démarcation », etc., rend la langue très formelle et difficile à comprendre, non parce qu'elle a trait à des questions juridiques, mais parce qu'elle a recours à des notions qui pourraient être formulées de manière beaucoup plus simple. Très souvent, la documentation sur les appels d'offre exige que l'on consulte également les institutions chargées de leur mise en œuvre, c'est-à-dire les responsables qui ne sont pas toujours certains de la manière d'interpréter les textes, et, dans les cas litigieux, ceux-ci demanderont aux intéressés de consulter une institution plus haute : le ministère du

Développement régional ou le ministère des Finances, par exemple.

Comme toute langue propre à un groupe professionnel, la langue officielle utilisée pour les fonds structurels a également ses traits distinctifs. Ce jargon utilise des clichés techniques que l'on retrouve dans la documentation de l'UE et que l'on ne traduit malheureusement pas comme un tout, mais mot à mot. Une complication supplémentaire naît de ce que certaines expressions ont été à l'origine formulées dans une langue étrangère (*gender mainstreaming* ou *cross-financing*) alors même que leur sens n'est pas clair pour les locuteurs natifs de cette langue s'ils sont profanes en matière de fonds européens. Il y a souvent des mots qui acquièrent une nouvelle acception dans le domaine en question, comme le verbe «to apply – *aplikowa* ». Dans le jargon administratif de l'UE, ce verbe *aplikowa* signifie «tenter d'obtenir des fonds européens pour le lancement d'un projet», tandis qu'en polonais courant il signifie «faire un stage juridique», «orner un tissu» (ou «broder»), «prescrire» (un médicament) et, par extension, «donner quelque chose à quelqu'un».

Les caractéristiques de l'euro-jargon

L'euro-jargon, se distingue tout d'abord par l'utilisation de termes comprenant le préfixe «euro-». Ces mots finissent par se ressembler les uns aux autres en raison de la prolifération des composés construits avec le même préfixe, ce qui risque de semer la confusion chez les bénéficiaires potentiels des fonds de l'UE. Voici quelques-uns des types d'«euro-composés» les plus fréquents :

- les termes liés aux institutions européennes, comme *Europarlement* (le Parlement européen), *Eurobanque* (la Banque centrale européenne à Frankfurt) ;

- les mots composés renvoyant à la législation européenne, comme *euroréférendum* (c'est-à-dire un référendum où les votants se prononcent pour ou contre l'intégration de leur pays à l'UE) ;

- les termes ayant trait à l'argent, comme *eurodevise*, *eurosubventions*, ou bien, en anglais, les *Euro interest rates*, par quoi il faut comprendre les taux d'intérêts applicables en Europe ;

- les termes décrivant les attitudes adoptées à l'égard de l'intégration, comme *eurocratie*, *euroseptiques*, *euroenthousiasme* (Kosecki, 2002).

Un grand nombre de ceux qui, directement ou indirectement, participent à l'élaboration de l'euro-jargon, s'opposent ouvertement à une telle «mutilation» de la langue, mais ce fait à lui seul n'est naturellement pas suffisant pour améliorer sa qualité. C'est à un groupe réduit de responsables, notamment ceux qui s'occupent des questions juridiques en élaborant les documents de travail et les traités de l'UE, qu'il faut imputer la responsabilité d'avoir imposé aux utilisateurs ce genre de langage.

Les avocats cherchent à contraindre leurs collaborateurs à utiliser les mêmes termes employés dans les textes officiels sans prêter la moindre attention aux usages en vigueur dans telle ou telle langue. À leurs yeux, on devrait dire : «Cette année, je vais passer des vacances en République tchèque, au Royaume-Uni et au Royaume des Pays-Bas» au lieu de dire, plus simplement, en «Tchéquie», en «Angleterre» ou en «Hollande», et le reste à l'avenant.

Quand ils traitent des enjeux européens, les fonctionnaires de l'UE et les médias utilisent l'euro-jargon dans sa variante la plus achevée. Autrement dit, en recourant à des mots et des expressions qu'ils sont les seuls à comprendre : ce jargon est incompréhensible pour quantité de gens, et même pour les journalistes qui ne sont pas spécialistes de ces questions. L'euro-langue – en anglais *euro-speak* – se caractérise par des termes,

des expressions et des formulations de base qui sont utilisées dans la plupart des réunions, des conférences ou des discours prononcés au Parlement européen.

L'emploi de l'euro-jargon peut entraîner des problèmes de compréhension dans la transmission de l'information destinée au plus grand nombre, et c'est pourquoi un *Guide explicatif de l'euro-jargon* a été créé, contenant 233 termes se rapportant aux institutions et aux activités de l'UE et qui sont mis à jour en fonction des nouvelles réglementations mises en place. Les définitions de ces termes sont actuellement disponibles en 21 langues (septembre 2010). Nous n'exagérons pas en disant que l'euro-langue est opaque pour le commun des mortels. Le guide explicatif ne laisse planer là-dessus aucun doute : « Le personnel des institutions de l'Union européenne et les médias qui traitent des affaires de l'Union utilisent souvent des mots et des expressions d'euro-jargon qu'ils sont les seuls à comprendre. L'euro-jargon peut être très déroutant pour le grand public, et c'est la raison pour laquelle nous avons rédigé ce *Guide explicatif de l'euro-jargon* pour vous aider⁶. »

Les défauts des traductions et les calques sur l'anglais

Sur le site Web du ministère des Affaires étrangères polonaises, on trouve les versions révisées de plus de 300 textes législatifs de l'UE, chacune d'elles ayant dû être corrigée plus d'une fois. Ce sont les directives de l'UE qui posent le moins de problèmes, dans la mesure où c'est l'État qui est chargé de les faire entrer en vigueur par l'intermédiaire des lois qu'il fait voter.

Mais les traités et les règlements de l'UE ont immédiatement force de loi pour tout un chacun, ce qui, en cas de traductions erronées, peut entraîner des problèmes majeurs pour les entreprises, notamment les petites, qui ne peuvent s'offrir un service juridique d'un niveau suffisant. Il est donc à prévoir que ces entreprises ne se verraient pas acquittées devant les tribunaux de l'UE en plaçant que « ce n'est pas ce que disait la version polonaise »...

De nombreuses sociétés utilisent des documents originaux écrits dans d'autres langues officielles de l'UE, et non des traductions en polonais. Les traductions sont d'ordinaire comparées aux originaux pour éviter les erreurs d'interprétations pouvant tirer à conséquence. La « novlangue » des documents de l'UE n'est pas facile à traduire, et la plupart des termes, traduits sans les connaissances et les capacités de compréhension voulues, ne servent plus à rien. Les personnes travaillant dans « l'euro-business », habituées à de tels défauts, ont heureusement appris à choisir l'interprétation la plus appropriée, mais quelqu'un qui commence à travailler sur les fonds de l'UE doit apprendre à percevoir à jour les arcanes de cette langue en reprenant tout à zéro.

Qui plus est, quantité de termes empruntés à l'anglais ont été adoptés en polonais, notamment ceux qui se terminent en *ing* comme *factoring*, *consulting*, *marketing*, *coaching*. Répétons-le, les spécialistes des fonds structurels de l'UE savent bien ce que recouvrent ces notions, mais le profane doit leur consacrer des efforts prodigieux pour les interpréter correctement. Les nouveaux emprunts entrés dans le lexique du polonais peuvent parfois être remplacés par des mots appartenant au fonds commun de la langue, mais ils demandent souvent à être rendus par plusieurs mots pour être traduits avec précision : par exemple, le mot anglais *monitoring* signifie contrôle ou surveillance en continu, etc.

Les spécificités de la langue utilisée pour les projets

La «langue des projets», c'est-à-dire l'ensemble du lexique utilisé dans le domaine des «projets», est à mettre en relation avec la jeune discipline de la gestion de «projets» (*project management*), qui se distingue par les traits suivants :

- Elle est toute nouvelle : en tant que discipline universitaire émergente, la terminologie qu'elle utilise se heurte à des résistances et n'est pas connue du plus grand nombre. Ceux qui veulent utiliser la terminologie de la gestion de projets doivent soit se reporter aux publications existantes ou se tourner vers les services de consultants aux mains d'une groupe très réduit d'experts.
- Elle fait appel à de nombreux emprunts à l'anglais : parce que la discipline est jeune et d'origine anglo-saxonne, un grand nombre de locutions et d'abréviations anglaises ont été définitivement adoptées.
- C'est une langue de professionnels : la gestion de projet est une discipline qui s'appuie sur une pratique, mais à partir du moment où le Pennsylvania PMI (Project Management Institute) a commencé ses activités en 1969, elle s'est transformée en discipline universitaire, et aujourd'hui «gestionnaire de projet» est devenu une profession à part entière.
- Elle a sa propre terminologie, comme toute langue professionnelle.
- Les financements de l'UE sont des «projets», créés sur la base des demandes antérieures.

La langue de la documentation est trop compliquée

Les recherches de l'auteur du présent article, effectuées en janvier 2010, ont confirmé l'hypothèse de l'opacité et de la complexité de la documentation concernant les démarches à entreprendre pour concourir aux appels d'offre relatifs aux subventions de l'UE. Ces recherches ont porté sur 50 personnes choisies au hasard dans le domaine de l'administration publique (12), du secteur privé (28), des fondations (2), de l'enseignement public et privé (8). La structure du groupe sur lequel a porté l'enquête confirme le fait que ceux qui demandent à bénéficier d'un financement de l'UE travaillent essentiellement dans des sociétés de consultants spécialisés du secteur privé. Les personnes interrogées consultent la documentation sur les appels d'offre et les lignes directrices correspondantes de manière quotidienne, mais il n'en demeure pas moins que 52 % d'entre elles ont besoin de lire deux fois la documentation afin d'en comprendre le sens et les principales implications, et 24 % doivent s'y prendre à trois reprises.

De plus, la plupart des personnes interrogées s'accordent à dire que, sans connaissances spécialisées concernant certains programmes, il est impossible de comprendre les lignes directrices et la documentation des appels d'offre (68 %), et 87 % estiment qu'elles pourraient être simplifiées en polonais courant, évitant ainsi la complexité de la langue aujourd'hui utilisée.

Parmi les personnes qui préparent les dossiers de candidature, rares sont celles qui utilisent la terminologie professionnelle dans la vie de tous les jours. Quand ils parlent de leur travail, elles recourent à des synonymes puisés dans la langue courante, qui permettent de faire clairement comprendre le détail de leur activité. On peut donc y voir la preuve manifeste qu'il est facile de trouver le moyen d'améliorer les processus

de communication en jeu dans la documentation des appels d'offre. Une langue compréhensible pour tous existe bel et bien : il suffit de trouver les mots appropriés, de les assembler dans des phrases simples. C'est de cette manière que l'on pourra véritablement appliquer le principe de transparence aux fonds structurels européens, ce qui leur permettra du même coup d'être plus accessibles à ceux à qui ils sont destinés, une fois que les modalités de leur attribution auront été exprimées dans une langue exempte d'obscurités et de chausse-trapes en tous genres.

Conclusion

Prenez 100 pages d'un texte homogène, additionnez-le d'une bonne dose de langue officielle spécialisée, c'est-à-dire d'une poignée de mots-clés, rehaussée d'une pointe de logique personnelle et de quelques extraits de «langue des projets», le tout avec méthode. Ajoutez-y une pincée de termes d'emprunts euro-jargonants et versez en abondance de la sauce de «pseudo-traducteur» (obtenue en traduisant les termes juridiques de l'UE «directement» en polonais) sur tout votre plat, et vous obtiendrez ainsi la réalité à laquelle sont d'ordinaire confrontés les candidats à des subventions de l'UE – en l'occurrence, une incompréhensible mixture que l'on appelle la documentation pour les appels d'offre.

Aussi longtemps que les responsables polonais s'ingénieront à utiliser une telle recette pour la documentation en question, les fonds de l'UE ne seront accessibles qu'aux *happy few*. Ces heureux élus seront ceux qui

peuvent se payer les services de spécialistes en mesure de comprendre la langue employée, à moins que ce ne soient ces spécialistes eux-mêmes, qui utilisent alors ces fonds à leur propre avantage.

D'emblée, le principal obstacle que l'on doit franchir pour espérer obtenir les subventions de l'UE n'est pas, comme tout le monde le craignait de prime abord, affaire de contenu ou de méthode, mais la langue censée être commune, qui souffre encore des maux suivants :

- formalisme des responsables et de la documentation qu'ils préparent ;
- manque d'exactitude et de correction ;
- fautes de langage, définitions incohérentes, surabondance des interprétations possibles ; phrases longues, complexes et difficiles à comprendre ;
- recours à des mots clés tels que *gender mainstreaming*, «exclusion sociale», «coûts indirects», «complémentarité», etc. ;
- une terminologie envahissante ;
- la «dynamique» du changement pour le changement livrée à elle-même ; la documentation se complexifie de plus en plus rapidement, avant même que l'on ait le temps d'en assimiler la substantifique moelle.

On ne peut espérer qu'une chose : que les parties prenantes prennent conscience, le plus vite possible, des entraves que représente la langue actuellement utilisée par les institutions européennes. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que la communication en matière de fonds structurels entrera dans une nouvelle phase, lui permettant enfin d'être comprise en dehors du cercle étroit des spécialistes, par l'utilisation d'un polonais, clair, simple et par conséquent intelligible par tous. Mais ce qui vaut pour la Pologne et le polonais n'est-il pas également valable pour d'autres pays et d'autres langues de l'UE ?

NOTES

1. Le présent article est le prolongement d'une conférence donnée lors du colloque «Translation-Language-Culture» organisé par la Chaire d'étude interdisciplinaire sur le langage à l'Université européenne Józef Tischner de Cracovie en janvier 2010.
2. POKL, *Contest documentation, measure 7.2*, Mazowia,/POKL/7.2.2/2009, p. 32-33.
3. SOP-IEC: «Sectoral Operational Programme-Increase of Economic Competitiveness» («Plan opérationnel sectoriel accroissement de la compétitivité économique»).
4. SOP-HRD: «Sectoral Operational Programme-Human Resources Development» («Plan opérationnel sectoriel de développement des ressources humaines»).
5. Une action à l'échelle nationale a même été lancée : «Les fonds européens – simplifiés».
6. *Guide explicatif de l'euro-jargon*, en ligne sur <http://europa.eu/abc/eurojargon/index_fr.htm>

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

DELISLE, C.L., OLSON, D., «Would the Real Project Management Language Please Stand up», *International Journal of Project Management*, n° 22, 2004.

KŁOSIŃSKA, K., «Rada Języka Polskiego», *UE szansą dla jęz. polskiego*, PAP, 2005.

KOSECKI, K., «Eurożargon jako język specjalny up», in SZPIŁA, G. (dir.), *Język a komunikacja trzeciego tysiąclecia II*, «Nowe oblicza komunikacji we współczesnej polszczyźnie», Wydawnictwo Tertium, Kraków 2002.

POKL, *Contest documentation, measure 7.2*, Mazowia,/POKL/7.2.2/2009

SOCHAŃSKA, M., MORYSIŃSKA, A., SULIŃSKA-WÓJCIK, A., «Akcesja Polski do struktur Unii Europejskiej i idące za nią możliwości wykorzystywania środków strukturalnych, Ministerstwo Rozwoju Regionalnego», Departament Koordynacji Polityki Strukturalnej, in *Fundusze strukturalne w Polsce*, n° 6/2006, Varsovie, 2006.

SZPIŁA, G., *Język a komunikacja trzeciego tysiąclecia II. Nowe oblicza komunikacji we współczesnej polszczyźnie*, Wydawnictwo Tertium, Cracovie, 2002.

Terminology of European Education and Training Policy – a Selection of 100 Key Terms, European Centre for the Development of Vocational Training CEDEFOP, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg, 2008.



Les JT suédois, anti-langue de bois?

« Grâce à sa réélection, Chirac obtient une nouvelle immunité. » « La ministre des Affaires étrangères Laila Freivalds a tardé à réagir à la catastrophe [...] elle s'est rendue au théâtre après avoir été informée du tsunami. » Ces deux extraits (respectivement du 6 mai 2002 dans Rapport, journal du soir de la chaîne publique SVT1, et des 29 et 30 décembre 2004 dans Nyheterna, journal du soir de la chaîne « semi-privée » TV4) illustrent, parmi d'autres, la tendance des journaux télévisés (JT) suédois à privilégier le franc-parler plutôt que la langue de bois. Non que l'information télévisée suédoise ne fasse pas l'objet de tentatives de « colonisation » par la communication, notamment celle des puissants. Mais, assurément, moins qu'en France. Ainsi, la télévision suédoise, comme une grande partie de la presse du pays, saisit souvent l'occasion d'affirmer son indépendance vis-à-vis des habituels pourvoyeurs d'informations : les institutions officielles (sources gouvernementales, ONG, associations reconnues d'utilité publique, syndicats, fédérations et autres organismes publics) autant que les représentants du secteur privé.

Les journalistes suédois sont conscients de constituer en partie une exception dans le paysage actuel : le reporter Henrik Samuelsson, auteur du commentaire précité, sur Jacques Chirac en 2002, concède « une manière typiquement suédoise de dire les choses » (entretien avec l'auteur). Cette orientation singulière s'appuie en outre sur plusieurs mécanismes qui favorisent la distance critique, voire l'investigation. En l'occurrence, en Suède, l'accès de tout citoyen, et *a fortiori* des journalistes, aux sources administratives quelles qu'elles soient, est un principe juridique fondateur de la démocratie du pays. De même, la connivence entre

journalistes et représentants politiques est limitée, et les couples d'une telle nature, bannis : en 2007, la secrétaire d'État Ulrica Schenström fut contrainte de démissionner après avoir été photographiée en train d'embrasser un reporter politique de TV4, dans un bar de Stockholm. Enfin, c'est en Suède qu'est née la fonction d'*ombudsman*, médiateur entre ceux qui passent à l'antenne et les publics ; publics prompts à signaler notamment les formules insatisfaisantes, les abus ou manipulations de langage.

La *défiance* se nourrit des... *défaillances*, notamment langagières : la propension des médias à stigmatiser l'éventuel manque de clarté ou d'honnêteté de la classe dirigeante est si grande que cette dernière – qu'elle soit d'ailleurs politique ou économique – s'aventure relativement peu sur ce terrain. En Suède, le soupçon de tromperie, y compris rhétorique, offre en effet peu de chance, à celui ou celle qui le subit, de faire carrière. Corollaire : c'est moins la langue de bois que la réserve qui se manifeste, dans un pays où le consensus est roi. Cela étant, le silence, par exemple, ne peut durer, sous peine d'attirer lui aussi le soupçon, voire l'indignation. En la matière, c'est ce que surent éviter les autorités policières, suite à l'assassinat de la ministre Anna Lindh en 2003, en ne reproduisant pas les erreurs de 1986 et du meurtre non élucidé du Premier ministre Olof Palme. À l'inverse, c'est ce qui, fin 2004, cristallisa la polémique – et le ressentiment toujours réel des Suédois, encore des années plus tard – autour de la gestion gouvernementale du tsunami, qui provoqua la mort de 543 touristes suédois.

En témoigne, à double titre, la conférence de presse donnée par Göran Persson le 29 décembre,

trois jours après le drame: «Il est difficile de réagir dans l'heure face à une telle catastrophe. Tout ce que nous avons fait n'était pas bon, tout ce que nous avons fait n'était pas mauvais... mais nous prenons cela très au sérieux» (sur SVT1 et TV4). Non seulement le Premier ministre avouait là le manque d'exemplarité dans sa communication et celle de ses ministres, les jours précédents; mais il accentuait la maladresse par sa formule de fin de phrase. La situation en apparence «rêvée» des JT suédois a donc évidemment ses limites: la *totale* exemplarité n'est pas de mise, et les formules générales ou trop prudentes existent. L'expression «langue de bois» n'y est pourtant pas aussi développée; elle se traduirait par «*stereotyp politikers-pråk*» (littéralement «langage politique stéréotypé»). Cela étant, on notera que la polémique sur la lenteur du gouvernement à réagir au raz-de-marée asiatique fut si vive qu'elle conduisit à une intervention télévisée du roi Carl Gustav, rare mais attendue, et pourtant elle-même emplie de formules consensuelles.

Dans ce contexte de rejet de la langue de bois, quelle place occupent alors les JT au milieu des autres supports? Sans doute la place la plus marquée, grâce à la puissance du direct et grâce au droit de suite, pratique très répandue chez les reporters et présen-

tateurs. En définitive, alors qu'il s'exerce contre les chaînes en France (plus de 50 % des téléspectateurs, peu ou prou à chaque baromètre annuel, ne font pas confiance à la télévision), le phénomène de défiance-méfiance, que les télévisions se sont réappropriées en Suède vis-à-vis du pouvoir, joue en leur faveur, tout du moins pour celles qui produisent de l'information (69 % de confiance pour les chaînes du service public SVT, et 57 % pour TV4, devant les quotidiens locaux et la radio – enquête de Göteborg University SOM-Survey, 2006). Peu étonnant pour une presse qui, par tradition et par réputation (y compris hors des frontières), s'intéresse davantage à l'opinion publique qu'au gouvernement. En résulte une situation enviable: en cas d'événements de grande ampleur (catastrophe naturelle, incidents politiques, etc.), les Suédois migrent de leur forte lecture de la presse – papier et en ligne – vers les journaux télévisés, pour obtenir des réponses à leurs inquiétudes, sans langue de bois... ou presque.

Jérémie Nicey
Laboratoire CIM (Communication,
Information, Médias)
Université Paris III

«Politically correct»: une guerre des mots américaine

Qu'est ce que le «politiquement correct»? D'où vient ce terme? Que recouvre-t-il? À ces questions, ne répondent plus une seule histoire et une seule définition. Depuis la fin des années 1960, date d'entrée du *politically correct* – ou PC – dans le discours de la nouvelle gauche américaine (*New Left*), l'expression a subi une succession de glissements sémantiques et politiques tels qu'une âpre controverse sur son sens initial oppose depuis vingt ans intellectuels de gauche et de droite.

Le terme fait son entrée dans le langage américain par la voix des militants du *Black Power* et des féministes (Perry, 1992). «Un homme ne peut être politiquement correct et chauviniste en même temps», déclare en 1970 l'écrivaine noire-américaine Toni Cade Bambara dans son anthologie *The Black Woman*. Il s'agit alors de *corriger* dans et par les mots les stigmatisations et les représentations dévalorisantes et de mettre en phase ses actes avec la politique sociale de *correction* des inégalités (*Affirmative Action*).

L'usage de l'expression *politically correct* s'étend sur les campus dans les années 1980 lors de la lutte pour la diversification du contenu des études. Avec le multiculturalisme, les programmes d'études traditionnels centrés sur les productions d'auteurs euro-américains porteurs d'un système de pensée occidental (*western white males*) sont remis en question. Le canon littéraire en particulier est considéré comme un ordre dans lequel les minorités – dont les Noirs américains – sont «les dominés, les sans-voix, les invisibles, les non-représentés et les non-représentables» (Gates, 1989). Place est faite à de nouveaux enseignements – *women studies*, *black studies*, *gay*

and lesbian studies – et à la diffusion de nouveaux écrits.

Mais cette progression se heurte à une résistance farouche de la part des «gardiens du dernier poste frontière de la culture mâle blanche occidentale», comme les définit Gates, et c'est dans le cadre de ce débat que s'opère le premier glissement du terme *politically correct*. Au sein même de la nouvelle gauche qui pratique l'auto-critique ironique, le terme est utilisé pour désigner une idéologie trop rigide. Il est à double sens. Un double sens à double tranchant, car c'est dans cette faille que s'immiscent les opposants à la gauche et à l'*Affirmative Action* auquel le «PC» devient amalgamé.

Sa récupération sarcastique entre dans la bouche des néoconservateurs. L'expression est utilisée pour ridiculiser la gauche, qui restreindrait la liberté de parole et assailleraient les hommes blancs, par des auteurs tels que Richard Bernstein ou Dinesh D'Souza. «Le marxisme culturel du politiquement correct» est accusé de nourrir la crainte de ne pas user du bon mot, un mot qui serait perçu comme injurieux ou insensible, raciste, sexiste ou homophobe (Lind, 2000). Le *vouloir bien faire* est tourné en un *trop en faire* anti-démocratique.

C'est cette connotation, pointant une position rigoriste qui l'emporte aujourd'hui, en particulier dans les médias *mainstream*. Lors de son passage du champ contre-culturel à l'usage *mainstream*, le «PC» a échappé à ces premiers utilisateurs, récupéré par leurs opposants, et poursuit aujourd'hui sa route, dépossédé de l'idée d'origine qui le dirigeait. Il véhicule même à l'occasion son contraire. De nombreuses personnes, notamment parmi les étudiants, disqualifient aujourd'hui comme étant *politically correct* les

écrits et actions qui soulèvent les questions de stéréotypes et sondent les relations d'oppression ou d'injustice (Banning, 2004).

Linguistes, sociologues et historiens américains ont cherché à remonter le cours de l'histoire du «PC» en espérant que sa généalogie clarifierait le débat. Trace en a été retrouvée dans un texte émis par la Cour Suprême en 1793, dans un ouvrage politique de Vladimir Nabokov (*Bend Sinister*, traduit en 1947), dans la traduction d'écrits de Mao Tsé-toung (parue en 1966) et dans un discours politique du libéral polonais Czesław Miłosz traduit en 1953 («*poprawny politycznie*»). De cette quête, les néoconservateurs ont trouvé matière à tenir leur position, arguant que l'expression viendrait des années 1930 et du marxisme (non des années 1960 et de la nouvelle gauche américaine), et visait à critiquer les stalinistes orthodoxes.

Les multiples glissements de son sens et de son usage ont rendu le terme *politically correct* flou, multidimensionnel et conflictuel aux États-Unis.

À l'étranger, on a principalement retenue de son importation l'idée qu'il faudrait retirer du langage courant les termes susceptibles d'aller à l'encontre de la recherche politique d'égalité en matière de «race», de classe, de genre, d'orientation sexuelle, ou d'incapacité mentale ou physique. Soit les «conventions langagières ascétiques» (Scatamburlo, 1998). Or ceci n'est qu'une partie de la position des radicaux américains des années 1960 (lors de la diffusion originelle du terme, tout au moins), qui était de *corriger* les inégalités. Et si l'on ne devait retenir du «PC» que cela, on ne peut oublier que la représentation que l'on se fait des êtres humains, dans toute leur pluralité, passe par les mots pour les désigner.

Christine Larrazet
Institut des sciences de la communication
du CNRS (ISCC)
et Université Bordeaux II,
département «Langues et Cultures»

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BANNING, M.E., «The limits of PC discourse: linking language use to social practice», *Pedagogy*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 191-214.

FELDSTEIN, R., *Political Correctness: a Response from the Cultural Left*, University of Minnesota Press, 1997.

GATES, H.L., «Whose canon is it, anyway?», *New York Times Book Review*, 26 février 1989.

IRVING, L.A., «Earlier uses of politically (in)correct», *American Speech*, vol. 70, n° 1, 1995, p. 110-112.

LIND, B., «The origins of Political Correctness», 2000, sur le site <<http://www.academia.org/the-origins-of-political-correctness>>.

PERRY, R., «A short history of the term *politically correct*», in AUFDERHEIDE, P. (dir.), *Beyond PC*, Graywolf Press, St Paul (Minnesota), p. 71-79.

SCATAMBURLO, V.L., *Soldiers of Misfortune: The New Right's Culture War and the Politics of Political Correctness*, Peter Lang, New York, 1998.

III. ART ET PRATIQUES DU DÉCODAGE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Pascal Rouleau

Nicole D'Almeida

Cendrine Avisseau

Françoise Thom

Nicolas Lecaussin

Arnaud Benedetti

Thomas Legrand

Dominique Wolton



Pascal Rouleau
Éditeur scientifique

JARGONS, PÉDANTISMES, SOCIOLECTES...

UN ÉDITEUR SCIENTIFIQUE FACE À L'AUTEUR

*«C'est à peine s'il existe une marchandise au monde plus étrange que les livres;
imprimés par des gens qui ne les comprennent pas;
vendus par des gens qui ne les comprennent pas;
reliés, censurés et lus par des gens qui ne les comprennent pas;
bien mieux, écrits par des gens qui ne les comprennent pas.»*

Georg Christoph Lichtenberg, *Aphorismes*, Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1966

S'il est de fait que l'auteur, depuis un temps immémorial, ne sait pas écrire, les lecteurs hésitent entre deux positions pour qualifier l'éditeur : tantôt le réduire à une anonyme poste restante tantôt en faire ce démiurge mystérieux, ce Pygmalion sans qui le talent (de l'auteur) ne serait qu'une sale manie. La réalité est sans doute plus complexe et nous verrons qu'elle obéit dans le domaine scientifique ou issu de la recherche à des règles parti-

culières qui n'appartiennent pas précisément aux lois communes de la communication.

Dans le giron des publications, il est nécessaire de distinguer trois grands domaines d'écriture auxquels est confronté l'éditeur : la *création*, les *jargons*, les *langages techniques*. Ce que le monde anglo-saxon nomme *fiction* que j'appelle *création* n'appelle pas de remarques particulières ; la force d'un texte fera peut-être la fortune de la

maison qui l'a publié. La *non-fiction* est tout ce qui sera documentaire, essais scientifiques, livres pratiques et de cuisine, manuels, guides, dictionnaires... la plupart du temps sur commande d'un éditeur, en dehors de la publication des thèses.

La création

Dans le domaine littéraire, sur lequel je ne m'étendrai pas, l'ego créatif de l'auteur doit faire se rencontrer une œuvre et la curiosité du lecteur. Ceci par le biais inconscient d'une culture partagée qui souvent ne dépasse pas celle acquise au cours des études secondaires. Et pourtant, si certains ouvrages sont volontairement ardu, du Nouveau Roman à la littérature expérimentale, les jalons sont mis au cours de la scolarité (de Rabelais à Nothomb, de Roussel à Gracq) pour faire face avec plus ou moins de succès à l'œuvre d'invention, assimiler les narrations proposées et ne pas s'étonner de textes aux limites des genres et du sens. *Comment c'est* de Beckett ou certains textes obéissant aux lois oulipiennes (citons ceux de Benabou, de Perec ou de Le Lionnais) peuvent déranger mais rarement contrarier. Car la contrainte est ici un jeu attendu par le lecteur, comme dans cet extrait d'*Exercices de style* de Raymond Quenau :

«TRANSLATION: Dans l'Y, eu un hexagone d'affouragement. Un typhon dans les trente-deux anacardiens, chapellerie modeste avec coréopsis remplaçant la rubellite, couchette trop longue comme si on lui avait tiré dessus. Les gentillesses descendent. Le typhon en quêteur s'irrite contre un voiturier. Il lui reproche de le bousculer chaque fois qu'il passe quelqu'un, tondeur pleurnichard qui se veut méchant. Comme il voit une place libre. Se précipite dessus [...]. »

Cet extrait d'une variation (sous contrainte) sur un thème de départ est tiré d'un ouvrage qui connaît un succès de librairie sans faille, alors que certaines variations sont en latin.

Je ne peux m'empêcher de penser à cette phrase de Jean Ricardou (1971), dix ans à peine après la sortie des premiers Nouveaux Romans : « Le roman n'est plus l'écriture d'une aventure, mais l'aventure d'une écriture. » Le texte pour le texte. Affaire de décodage et de poupées russes, on prend les lettres alignées sur la page au sérieux, pour les démystifier.

Allons plus loin, un texte « culte » peut être un texte que ses plus fervents adeptes affirment avec dévotion n'avoir pas compris : citons *Le Monde des Â*, de Van Vogt. Le « Â » étant à comprendre comme « non aristotélécien ». Tout un programme dans un projet de science fiction. *Locus solus* de Raymond Roussel (1914), déjà, offre un projet déroutant qui n'est pas sans ressembler sur le plan de l'artificialité au *Â Rebours* de Jorys-Karl Huysmans (1884). Dans *Comment j'ai écrit certains de mes livres* (1935), Roussel dévoile les « mécanismes » de son écriture, comme l'homophonie et l'enchâssement. Peu d'élus dans son royaume... mais beaucoup d'émules, de Breton à Perec. À dire vrai, il s'agit autant d'écriture difficile que de difficulté d'écriture qui est en jeu. L'éditeur est ici face au non-négociable, il doit rentrer dans l'univers de son auteur comme un voyageur dans un meublé.

Autant de livres aiguiseurs des sens de la lecture qui provoquent parfois une jubilation que seule peut donner la fiction. « Il faut être inventeur pour bien lire » affirmait déjà R.W. Emerson en 1837 dans *The American Scholar*. Car la difficulté d'un style n'est jamais un handicap pour un roman, elle crée par l'admiration une paradoxale empathie. Chacun écrit le livre qu'il lit. La fiction semble à première vue ne pas exiger d'éditeur. Et pourtant, il est ce premier croyant, puis ce metteur en scène sans qui, peut-être, la rencontre avec le public ne se ferait pas.

On dira d'un roman qu'il est «dense», «fleuve», «profond», «universel», «trop court», «juste» ou «interminable», sans se douter des choix et des réécritures que l'éditeur a pu parfois imposer. Et c'est oublier que nos grands romanciers du XIX^e siècle, Dumas et Balzac en tête, ont publié d'abord en feuilletons leurs plus belles pages, avec les exigences dictées par la presse de masse naissante. Dans l'édition littéraire, l'éditeur est avant tout un découvreur, un metteur au jour de ce qu'il estime lisible à un moment donné. Ici, pas de langue de bois, sauf dans l'organisation des prix littéraires.

Les jargons

La publication des ouvrages de *non-fiction* – notamment ceux dits académiques, de même que les essais scientifiques – suit d'autres critères d'écriture qui tiennent à l'histoire des disciplines. C'est pourquoi je ferai immédiatement une différence, un écart, entre l'écriture des sciences dites «dures» et celle des sciences humaines et sociales (SHS ou «sciences molles»...). Le travail académique par excellence, la thèse, très imprégnée en SHS, dès son origine, de sa proximité avec la thèse littéraire est bavarde au contraire de la thèse en sciences dures (mathématiques, physique...) nettement plus concise. Quand l'une fait 500 pages l'autre ne dépasse pas les 200, et encore. Souvenons-nous que l'ancienne thèse littéraire d'État atteignait jusqu'à 1 000 pages, encore au début des années 1980.

Les travaux remarquables en sciences dures suivent le chemin obligatoire des revues à comités de lecture. Ici l'article (très spécialisé) est la norme de jalon et de reconnaissance. Pas forcément en SHS, où l'ouvrage de maturité (qui peut, pour sa part, être accessible à un public assez large) est plus attendu, les articles ayant moins d'importance. Par ailleurs, qu'en est-il du contenu, de

ce qui fait la matière de ces travaux académiques, de ces essais ou de ces manuels?

Les langages techniques se sont développés avec l'essor des sciences nouvellement apparues au XVIII^e siècle et différenciées au XIX^e siècle, anthropologie, sociologie, physique, histoire ou sciences de l'éducation. Mais l'essor des sciences sociales va déterminer d'un poids particulier l'évolution descriptive des langues de la recherche et de l'essai en SHS. Si les langages techniques en sciences dites «dures» sont admis sans discussion dès leur apparition parfois très récente, parce qu'ils empruntent quasi tous au langage mathématique, considéré comme le langage formel ultime, les sciences dites humaines et sociales (SHS) ne s'appuyant pas sur des modèles abstraits de description du réel ont eu à faire leurs preuves.

On avance depuis l'origine sur du «mou», presque sur de l'illégitime. Or, si la légitimité passe par la répétition de l'expérience, elle passe avant tout par un langage qui décrit et formalise. La prétention à la légitimité doit ensuite se distinguer par l'altérité, la spécificité, la difficulté: en d'autres termes si les langages sociologique et anthropologiques cherchent à faire voie commune avec la physique quantique, tout va bien. On parle alors de *réappropriation*, de *discursif*, d'*intrication* et d'*endogamie* pour ce qui ressort souvent d'un domaine banal de description. La récurrence de ces termes aide (ou s'essaye) à convaincre d'une compétence puisqu'on vous déroule un «langage technique» qui ferait sérieux s'il ne sentait son déjà dit et déjà vu quelque part.

Ici, un ouvrage, bien oublié, peut être rappelé. En 1938, René Daumal, essayiste et spécialiste du sanscrit faisait paraître *La Grande Beuverie*, tableau sidérant, satirique et apocalyptique du monde social et culturel de l'époque. Rabelais et Père Ubu. Où se reconnaissent les «Explicateurs de discours» partagés entre d'une part les «Explicateurs d'explications» comprenant les «scients» divers et variés et d'autre part les «Moïjes»

parmi lesquels abondent «Borborygmomanciens», «Esthéchiens» et autres «Philophasistes». Tous ces «Politologues», «Psychographes» et «anthropographes» «flattent les Sciens en arborant la règle et la balance et les Sophes en affichant le mépris de l'im-médiat et du proche» (voir l'excellent livre de Roland Lardinois, 2007). Grand pourfendeur de dogmes, il a démasqué ceux qui créent les jargons, les certitudes construites sur du sable, et en bon imprécateur il s'est posté au centre de l'agora.

Daumal avait-il raison sur cette déraison? Masquer le vrai savoir par un «système»? D'où l'utilisation revendiquée du modèle statistique par les historiens se revendiquant de l'école des Annales ou par l'anthropologie structuraliste. Défaire le lien avec l'objet d'étude, le quantifier. Le réduire à l'appréciation technique, à l'hypothèse sans cesse reproduite, à du «mécanisme plaqué sur du vivant» pour paraphraser *Le Rire* de Bergson dans un autre contexte. On parle alors de systémique; l'histoire et la sociologie sont conditionnées sous forme de tableaux.

On ne saurait trop comprendre la situation actuelle sans revenir brièvement sur la fin des années 1960 et sur les années 1970. Celles-ci voient le couronnement (par l'onction quasi divine des colloques de Cerisy, et de deux papes, Jean Ricardou et Roland Barthes) de «l'instance écrivante»: «La substitution de l'auteur par le "scripteur" [...] deviendra [...] un mot de la novlangue en cours à Cerisy. Cette substitution n'est qu'une conséquence du structuralisme et de l'immanence du texte.» (Jost, 2007, p. 75). Roland Barthes, dans ses *Nouveaux Essais critiques* (1972) en parlant de Flaubert nous assène que «l'écriture est la fin de l'œuvre, non sa publication». Dans le chapitre «Ecrivains et écrivains», il fait une distinction subtile: l'écrivain est celui qui travaille sa parole, la parole est sa matière; l'écrivain écrit pour transmettre un message, pour lui la parole est un instrument.

La dématérialisation de l'auteur (devenu scripteur) va s'imposer pendant plus d'une décennie, laissant au langage une supposée autonomie puisant ses références dans la culture sociale. Ce que nous appelons maintenant avec plus de lucidité «jargon» est né du structuralisme qui a déterminé l'écriture en sciences sociales. Le métadiscours, ou discours sur le discours a contaminé par fonction le discours lui-même, déjà enclin, par sa propre spécialisation à l'hermétisme.

Le «jargon» ou «sociolecte» pour les sciences du langage, a donc une fonction identitaire et n'a pas pour but d'obscurcir (sauf inconsciemment) le propos. Il y a un jargon sociologique, un jargon anthropologique, un jargon linguistique, comme autant de parlers locaux destinés à des villages clos... L'éditeur scientifique se trouve alors, s'il pense en termes de collections et/ou de lectorat, confronté à l'incompréhension des auteurs qui n'entendent pas céder un pouce de terrain lorsqu'il s'agit de traquer l'expression trop marquée, la formule absconse ou le tic de langage.

À l'opposé de l'idéologie ricardienne, se maintient pourtant dans certains cercles de l'essai littéraire et philosophique ce que décrivait Camus en 1958 dans *Lenvers et l'endroit*: «Le métier d'écrivain, particulièrement dans la société française, est en grande partie un métier de vanité. Je le dis d'ailleurs sans mépris, à peine avec regret. Je ressemble aux autres sur ce point; qui peut se dire dénué de cette ridicule infirmité?» Mais la vanité est-elle présente dans l'écriture scientifique et académique, celle des sciences humaines et sociales? Non, mais une soumission au groupe, au sens où l'écriture ici prévient le risque d'être blâmé par ses pairs, toujours à l'affût d'un écart mal venu dans une carrière qui s'annonce pourtant prometteuse. Une écriture libérée du jargon et de sa technicité exposée, fluide en somme voire claire, serait faire office de simplification, ou pire, de vulgarisation. Ce dernier mot est à comprendre ici non pas comme une écriture accessible

à tous mais comme un renoncement vulgaire dicté par les lois du marché... De fait, le jargon masque la vanité, fige l'essor d'une pensée personnelle que l'on attend pourtant à chaque mot. Jargon et abus de citations sont les mamelles du mauvais ouvrage type en SHS. De là, on peut comprendre que l'éditeur a du travail. Surtout pour convaincre.

Le snobisme technico-langagier suscite des dérives qui contaminent jusqu'aux pratiques éditoriales. Je prendrai juste deux exemples où le lectorat est tout simplement ignoré: *La condition littéraire* de Bernard Lahire et le *Walter Benjamin. Un désir d'authenticité* de Marino Pulliero, autant de stratégies masquées où l'on offre au lecteur le produit «pur», non contaminé par l'éditeur.

Dans l'ouvrage de Lahire, les 7 000 caractères à la page distribués en lignes serrées empêchent tout bonnement de lire un contenu dense, mêlant réflexions théorique, citations et analyses conversationnelles. Mais on renonce au travail éditorial lorsqu'il s'agit de publier sans doute l'un des plus sûrs héritiers de Pierre Bourdieu. La «vanité» de l'auteur est en miroir de la «vanité» de l'éditeur. C'est un choix éditorial pourtant que je ne conteste pas. La quatrième de couverture du livre annonce parfaitement la couleur. La préface ouvrant le livre de Pulliero annonce, par défi ou pour préparer à l'ascèse de la lecture, que cette thèse (déjà un défi pour une maison d'édition plutôt grand public) a été considérablement augmentée. On crie presque au courage. Mais on déchantre très vite pour frôler l'anéantissement. De nombreux intertitres et citations en allemand ne sont pas traduits et le nombre de notes est proprement effarant, constituant un bon tiers de l'ensemble. J'ai sans doute passé deux mois à le déchiffrer, pestant contre un ouvrage certes très correctement imprimé et relu, mais qui aurait mérité un travail réel d'édition. Une thèse franco-germanique brute. De quoi décourager les plus fidèles amateurs de Benjamin. Vanité dans l'extrême.

Les langages techniques ou technolectes

L'histoire est bien connue, l'astrophysicien américain Stephen Hawking demandait à son éditeur de quelle marge de manœuvre il disposait dans l'écriture de son livre. Réponse de l'éditeur: chaque équation lui enlèverait 1 000 lecteurs. De là à faire la part entre sciences et langages scientifiques. C'est le principe de la vulgarisation qui simplifie le propos et le monte en généralité. On peut parler de sciences sans langue technique, mais le propos sera bref, à la surface de ce qui est à peine décrit. Le non-initié pense comprendre, il comprend d'ailleurs ce qui lui est dit, mais ce qui lui est dit n'est qu'un «alias» peu conforme à la réalité. La langue technique a comme mérite de très bien connaître son sujet et comme inconvénient de sa nouveauté de n'être pas traduisible en langage commun. Mais si ce qu'elle dit est au plus proche de ce qui est, elle n'est pas comprise par le non-initié.

À la différence des jargons, les langages techniques (ou «technolectes» toujours selon les sciences du langage) n'ont de prétention que de dire ce qu'ils ont à dire, ce en quoi ils sont souvent irremplaçables. Lorsque j'ai commencé à réfléchir avec Rémy Lestienne, physicien et neurobiologiste, à un ouvrage sur le cerveau affectif, je ne me doutais pas de la difficulté qui nous attendait avec ce projet d'essai visant un public éclairé mais large. Au niveau de compétence de mon auteur et surtout dans notre volonté commune d'exposer les derniers états de la recherche, le langage technique s'est vite avéré incontournable. Je voyais s'envoler mes lecteurs. Comment dire autrement: «Le réseau attentionnel supplémentaire dont nous parlons mobilise, outre le colliculus supérieur et le pulvinar, le noyau réticulé thalamique [...] et les aires associatives des lobes occipitaux et pariétaux du cortex.» (Lestienne, 2008).

Comme je l'écrivais précédemment, où il y a vulgarisation et simplification, il y a obligatoirement perte d'information. C'est un choix. Restituer finement les mécanismes physiques ou biologiques ne peut pas toujours faire l'impasse sur le langage technique. Et si le lecteur doit faire un léger effort, pourquoi pas, c'est un exercice salutaire. L'éditeur – il est ici pleinement dans son rôle – doit alors mettre en marche avec l'auteur une stratégie d'écriture adaptée au public visé : glossaires, encadrés, index, focus, lexiques, schémas... qui dégagent le texte de lourdes descriptions techniques. Ces principes aèrent la narration, donnent une autonomie nouvelle au lecteur qui a la liberté de se déplacer dans un corpus réorganisé. Le sens est comme sujet à la récréation. On autorise au lecteur des pauses, des renvois ou des sauts, il est au fond récompensé de l'effort qu'il peut produire ailleurs.

Trop vulgariser, c'est perdre de la profondeur, en somme passer d'un espace à trois dimensions à un espace à deux dimensions. Camille Flammarion l'avait déjà compris lorsqu'il publia dans la maison naissante de son frère son *Astronomie populaire* en 1880. Dessins, encadrés alternent avec un texte dense qui se veut accessible voire parfois affectif. Ses deux volumes connurent un énorme succès de librairie et préfigurent l'édition de vulgarisation scientifique.

En guise de conclusion : fenêtre sur cour

À l'heure de la numérisation massive des corpus scientifiques et de l'essor de l'édition électronique, le

rôle de l'éditeur reste plus que jamais fondamental. Au-delà de son souci de faire transmettre selon des règles souvent anciennes d'édition, il reste celui qui évite aux contenus l'enfermement et la déformation, celui par qui l'auteur a sans doute les meilleures chances de se faire entendre.

Je garde un souvenir très riche du comité de lecture de CNRS Éditions, mêlant chercheurs du CNRS et membres de l'Université. On y côtoyait des astrophysiciens, des germanistes, des architectes, des mathématiciens, des littéraires, des anthropologues, des médiévistes, des neurobiologistes... Sciences dures et SHS réunies. Autant de sociolectes et de technolèctes en puissance ? Non pas. Lors de l'examen des expertises, chacun faisait spontanément l'effort d'être accessible pour être compris des autres membres. Ce comité était l'un des rares terrains non pas de reproduction scientifique mais de porosité scientifique, où le disciplinocentrisme faisait place à la pluridisciplinarité, où la curiosité de spécialistes pour des domaines qu'ils découvraient souvent était remarquable.

L'éditeur aussi, à sa manière, est à la croisée des chemins. Entre un auteur et un consommateur, mais pas seulement. André Schiffrin déplorait il y a déjà quelques années (1999) l'emprise toujours plus forte de la rentabilité sur les choix éditoriaux. L'éditeur, par sa capacité à agir sur les textes, peut leur permettre, quels qu'ils soient, d'être proposés aux publics qu'ils méritent. Je terminerai simplement sur la devise ramenée en frontispice des éditions Armand Colin par mon collègue et ami Jean-Christophe Tamisier : « Labeur sans soins, labeur de rien ».

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BARTHES, R., *Nouveaux Essais critiques*, Seuil, coll. «Point», 1972.

CAMUS, A., *L'Envers et l'endroit*, Gallimard, 1958.

DAUMAL, R., *La Grande Beuverie*, Gallimard, 1938.

JOST, F., *Le Culte du banal*, CNRS Éditions, 2007.

LARDINOIS, R., *L'Invention de l'Inde. Entre ésotérisme et science*, CNRS Éditions, 2007.

LESTIENNE, R., *Miroirs et tiroirs de l'âme. Le cerveau affectif*, CNRS Éditions, 2008.

RICARDOU, J., *Pour une théorie du Nouveau Roman*, Seuil, coll. «Tel Quel», 1971.

SCHIFFRIN, A., *L'Édition sans éditeurs*, La Fabrique, 1999.



Nicole D’Almeida

Université Paris-Sorbonne, Celsa-Gripic

Cendrine Avisseau

Université Paris-Sorbonne, Celsa-Gripic

LANGAGE MANAGÉRIAL ET DRAMATURGIE ORGANISATIONNELLE

« – Prêtre, ton langage n’est pas clair.
– Je ne serais pas prêtre s’il était clair. »

Jean-Marie Durand, *Cours d’assyriologie au Collège de France*

Le point de départ de cet article concerne l’intensité de l’activité communicationnelle des managers dont Henry Mintzberg montrait dès 1973 qu’elle est principalement une activité de discours, une activité symbolique. Partant de là, il convient de distinguer les modalités contemporaines de ce métier de la parole, qui vise tour à tour à expliquer, informer, rassurer,

convaincre et ordonner, et d’interroger la dimension agissante d’un langage mobilisé sans relâche. La singularité de cette activité managériale rebondit aujourd’hui dans un contexte nouveau marqué par l’incertitude du cadre d’action et l’internationalisation des enjeux et des échanges, qui supposent des manières de dire nouvelles.

Le discours managérial tend à exprimer les orientations stratégiques des entreprises, tout en mobilisant et fédérant les équipes. Il nécessite des compétences spécifiques en matière d'interaction et de persuasion ; le contexte d'internationalisation de l'économie et de standardisation des méthodes de gestion lui confère un ethos très normé et fortement stéréotypé, source d'incompréhension et souvent de désarroi.

La voix au service de la voie

Les nouvelles méthodes d'organisation du travail soumettent les cadres à deux objectifs contradictoires. D'une part, ils doivent mobiliser et responsabiliser leurs équipes, établir des contrats d'objectifs et mettre en place des outils d'évaluation de la performance individuelle. D'autre part, ils portent, diffusent et mettent en œuvre des stratégies d'entreprises complexes et souvent imprévisibles dans un univers économique marqué par l'hyperconcurrentialité et la turbulence. Luc Boltanski remarquait dans une première étude sociologique consacrée à la population cadre (1977) que, constitutivement et originellement, les cadres se situent entre le marteau et l'enclume, entre le lieu du pouvoir et de la décision et celui du faire et de l'exécution. Les cadres incarnent les comportements attendus par les directions des entreprises dans la concrétisation des projets stratégiques qui se dotent d'outils, de dispositifs sophistiqués destinés à accroître leur puissance tant en externe sur les marchés, qu'en interne sur le personnel. Les managers sont les leviers de ces dispositifs et leur rôle est de mobiliser, de fédérer autour de projets d'entreprise toujours plus demandeurs de performance, de résultats mais aussi de créativité.

Formaliser les projets, faire adhérer, tel est le défi qui leur est imposé et qui ne suppose ni l'imposition ni la

force, mais nécessite l'engagement de tous. L'imposition directe, mode d'action des « chefs hiérarchiques d'autrefois » rompus à ce que l'on appelait alors les méthodes de commandement n'est plus adaptée à l'économie du savoir, de la réactivité et de l'inventivité. Dans un contexte d'incertitude, le travail de planification stricte, de définition rigide et imposée des logiques d'action n'a plus de place. Il cède le pas à la fameuse « vision », impulsée par les dirigeants dans une stratégie du flou qui est devenue la seule stratégie possible. Nombreux sont les grands groupes (tel le Danone Way) qui énoncent et déclinent une vision situant leur position sur les marchés à court et moyen terme. Cette vision met en scène un but et une manière d'y parvenir qui constituent l'objet d'énoncés spécifiques enchâssés dans des rituels de présentation spécifiques et dans un vocabulaire figé à l'extrême. L'écart entre le caractère ouvert de la vision annoncée qui mobilise le plus souvent des valeurs universelles (D'Almeida, 2001) et le langage fermé, le vocabulaire codifié, enchâssé dans un rituel de présentation, est saisissant.

Performatif et performance

Le discours managérial mobilise une scénographie spécifique, une situation d'énonciation particulière qui légitime l'énoncé, lequel en retour légitime le cadre de parole. Prendre la parole, c'est choisir, établir et légitimer un cadre d'énonciation. À un moment où la parole d'un dirigeant peut faire varier le cours de l'action de son entreprise dans une forte proportion comme cela se note régulièrement, un soin particulier est accordé à la mise en scène du discours qui s'adresse autant (voire plus) aux publics externes concernés (analystes financiers, communauté boursière, etc.) qu'aux publics internes, aux managers chargés de relayer le propos et

de le traduire en actions auprès des équipes de travail. Notons au passage que les directions de communication peuvent être comprises comme ayant une fonction de metteur en scène, chargé du décor, de l'habillement, des couleurs du discours autant que des messages eux-mêmes. La scénographie, le style et le contenu du propos engagent des modalités ainsi qu'un ton qui donnent une autorité et un crédit au message. Il s'agit d'une énonciation orientée qui vise la persuasion et la mobilisation de tous. De ce fait, l'organisation des contenus des discours est étroitement imbriquée dans l'organisation même de la scène de parole.

La présentation a généralement lieu soit auprès de publics externes lors de *road-shows* soigneusement organisés soit en interne lors de grandes messes annuelles, les *kick-off*. Les leaders présentent alors aux *top-managers* les résultats annuels et la stratégie à décliner à moyen terme. Les *kick-off* sont déclinés en *cascading* c'est-à-dire par strates hiérarchiques : au niveau international, puis national et enfin régional. Quand ils sont *worldwide*, ils se font toujours en anglais, quelle que soit la nationalité du public. Pour les entreprises cotées à la bourse de New York, les résultats sont présentés également aux experts internationaux tous les trimestres, lors de conférences de presse. Le lieu de réunion est prestigieux, soigneusement choisi et conçu. Il accueille les dirigeants sur scène et écran géant. Un relais par visio-conférence dans des salles de congrès l'accompagne bien souvent, permettant une diffusion démultipliée dans l'espace ainsi que des interviews diffusées en interne par la voie télévisuelle, électronique et/ou écrite. Les cadres y sont invités à entendre le discours des *top-managers*, dans un cycle rituel et répétitif de reconquête de l'entreprise sur elle-même et sur les marchés. Le schéma narratif retenu est immuable, partant d'un état T1 et parvenant à un état T2 selon un processus de résolution des difficultés assigné à un héros qui est tour à tour le dirigeant, l'entreprise ou le collectif de travail.

Le style de ces prises de parole institutionnelles (engageant l'institution, son crédit symbolique et financier) est stéréotypé et marqué par l'a-syntacticité. Ce style elliptique, condensé à l'extrême s'exprime sous la forme de tableaux, de listes et de phrases compactes apparaissant sur écran géant dans les incontournables diaporamas, *powerpoints* ou *slideshows*. Dans ce style, il faut être concis, rapide. À titre d'exemple, une consigne donnée dans les entreprises américaines préconise cinq *slides* comportant chacun cinq lignes, et par ligne cinq mots...

Le recours systématique à des logiciels de présentation, dont Powerpoint est l'exemple type, accentue la dimension prescriptive du discours managérial car il dresse le cadre d'expression, ses séquences, son rythme, celui d'une forme-type de message, mobilisant la formation de phrases courtes, l'utilisation des seules idées-forces, des tableaux et des chiffres. Powerpoint ne prescrit pas le contenu, mais configure techniquement la rhétorique mise en œuvre et correspond particulièrement bien à l'objectif d'injonction, au contexte de l'action marqué par la discontinuité ambiante et au souci de présenter à l'auditoire une situation complexe, maîtrisée car résumée et croquée en quelques phrases. La quasi-absence d'embrayage, le recours à des schémas et autres graphiques, le formatage total mobilisent une perspective prescriptive et sans appel.

L'intervention ne vise guère à la discussion, à l'échange, elle s'oppose totalement au genre conversationnel qui suppose symétrie, courtoisie et égalité dans l'interaction. C'est le discours de l'action et de non de la négociation, aucun débat ni discussion ne sont envisagés. La forme du texte est hachée, fragmentée. Son rythme suggère le mouvement, la course, la compétition. L'omniprésence de verbes non conjugués et répétés, de substantifs et de phrases impersonnelles visent l'action, martèlent le propos et coupent court à toute discussion. De ce fait, certaines phrases ressemblent ainsi à

des slogans. Les singularités, la complexité sont niées par la forme du texte elle-même. La rapidité, l'action, la performance sont incorporées à la parole de l'énonciateur et à la trame de l'énonciation.

Aasap : *Answer as soon as possible...* Une autre caractéristique du discours managérial est le recours aux acronymes et aux sigles. Par exemple, le *Key Performance Indicator* devient le KPI, le *Return on Investment*, le fameux ROI, mot magique des dernières années, le Beyond Budgeting Round Table devient le BBRT. La siglaison a de manière générale une connotation d'efficacité, formule autoréférentielle, économiseur de temps et démultiplicateur d'énergie, levier d'action et d'union tant il est vrai que comprendre ces acronymes et ces sigles, c'est faire partie des *happy few*, du groupe des élus ou des enrôlés de la guerre économique.

Le discours managérial est le plus souvent décliné en anglais, langue supposée du business dans un marché *worldwide*. Alors que Dardo Mario De Vecchi analysait en 2002 la spécificité de vocabulaires d'entreprises marqués par leur histoire, par leur métier, par la personnalité et par les mots de leurs dirigeants, nous assistons aujourd'hui à un recul des vocabulaires spécifiques au profit d'une langue et d'un vocabulaire unifiés (et unifiants) issus de l'anglais des affaires. De nombreuses occurrences telles que *balanced scorecard*, *benchmarking*, *business review*, *management letter*, *managing performance*, *implementation*, *top-down*, *bottom up*, *key performance indicator*, *return on investment*, *outsourcing*, *cascading...* fleurissent dans la littérature grise managériale. Le groupe Schneider Electric les avait par exemple utilisées pour déployer son projet de management de la performance intitulé MAP, en 2003.

Mais, l'anglais a ses limites. La première est la croyance erronée que tout le monde le parle et le comprend. La deuxième est qu'il est déformé par la pratique internationale, initiée par quelques « gourous » généralement anglo-saxons (T. Peters, P. Drücker),

relayée par la presse spécialisée, enseignée dans des cabinets de formation et autres business schools et reprise à l'envi par des managers pour qui la mondialisation est autant affaire de marché que de langage. Il ne s'agit plus d'un anglais académique mais d'une vulgate, le *globish*, qui n'a de sens que par sa circulation, sa répétition à différents niveaux et en différents points de la planète : presse financière, cabinets de consultance et de formation, écoles de commerce qui la reproduisent inlassablement.

Le recours à un vocabulaire dit d'expert dans une langue étrangère a pour conséquences paradoxales une certaine intercompréhension générale, une mise en relation élargie (à l'échelle du groupe international concerné) et une incompréhension locale. Le *globish* est une langue de service (et non de culture) qui permet une compréhension approximative dans les échanges commerciaux internationaux. Il a clairement une fonction phatique. Il permet d'entrer en relation et d'échanger dans un cadre spatial élargi sans qu'il y ait pour autant un sens partagé : il s'agit bien de la langue des affaires qui n'est pas la langue des hommes ; c'est la langue du business et de la finance détachée de la valeur travail et fonctionnant de manière autoréférentielle. La force de ce langage n'est pas sémantique mais relationnelle et mimétique, il campe une attitude, accompagne un pouvoir et un vouloir tout en ménageant les intentionnalités les plus diverses. Il est incantatoire et fonctionne comme une messe en latin qui impressionne sans être comprise. C'est un langage sans échange qui produit un effet de réel et de maîtrise.

Inclure et exclure à la fois

Bien que constitué d'un *vocabulaire d'experts* dans les registres financier et technique, le langage mana-

géral est fondamentalement pauvre. La répétition des termes, des valeurs et des enjeux énoncés ainsi que la banalité rituelles des structures de discours permettent de le comparer à une litanie incantatoire. Finalement, il révèle autant une connaissance qu'une appartenance. Il est utilisé par les cadres comme un filtre qui sert à asseoir leur autorité et accroître leur pouvoir. Alors que la prise de parole de ceux-ci est destinée à assurer la continuité entre la décision et l'action, entre le *top-management* et les équipes, la stéréotypie qui le caractérise génère de la scission entre ces univers, le vocabulaire stéréotypé figé sur quelques formules correspondant selon la définition des linguistes à autant de syntagmes figés (Krieg-Planque, 2009). L'incertitude du vocabulaire et la majesté de sa mise en scène suscitent une compréhension parfois très approximative du message général. Les stratégies à adopter mal assimilées créent de l'anxiété parmi les «managers» qui sont censés décliner le discours en actes. Le langage managérial est exclusif plutôt qu'inclusif et autoréférentiel. Il permet aux managers de se distinguer de ceux qui ne prennent pas part aux décisions stratégiques. Il crée un vocabulaire et une syntaxe qui désorientent plus qu'ils n'orientent.

Dans le cadre d'une thèse en sciences de l'information et de la communication, nous avons analysé le lancement d'un projet de management de la performance tel qu'élaboré par un groupe, fleuron de l'industrie française. Nous y constatons un processus d'inclusion et d'exclusion du projet de l'entreprise dans lequel le langage managérial a un rôle décisif. Ce type de projet déployé dans les années 2000 par des entreprises comme Schneider Electric, Rhodia, Ikea, Unilever, General Electric, Toyota, UBS, Handelsbanken, Lloyds TSB, Deutsche Bank... bannit les termes bien connus de «budget» et «enveloppe budgétaire» dans le cadre d'un programme nommé *Beyond Budgeting*. Il est décliné par le *Beyond Budgeting Round Table* (BBRT), réseau international de recherche créé en 1998 aux États-Unis

et réoriente l'action au sens où il impose de passer à une analyse des résultats trimestriels sans prévisions annuelles. Il a pour but de transformer les méthodes de management et d'accroître la performance dans les entreprises membres, en les rendant plus flexibles et plus aptes à faire face aux aléas du marché. Il s'agit de créer une dynamique de performance permanente en remettant les résultats en cause tous les mois et en essayant de les améliorer sans se donner de limites.

Cette méthode de management du dépassement permanent de soi suppose l'adhésion des cadres qui vont devoir l'appliquer. Les mots «budget» et «enveloppes» sont dans ce cas remplacés par de nouveaux termes plus en phase avec la stratégie du *Beyond Budgeting* tel le terme de «prévisions glissantes» (ou *rolling forecast*) dont l'objectif de responsabilisation est présupposé. Le budget est présenté dans les séminaires de formation du *Beyond Budgeting Round Table* comme un processus rigide et bureaucratique qui conduit les collaborateurs à se perdre dans l'élaboration de règles au lieu de se focaliser sur la performance de l'entreprise. Le BBRT dispense sa méthode de gestion dans le cadre d'ateliers, les *workshops*. Les animateurs sont américains ou anglais et enseignent leur modèle de management dans leur langue. Les supports de formation ne sont pas traduits, comprennent et transmettent ce qu'ils voudraient et surtout qui pourra.

Conclusion

La déstructuration du cadre de l'action et le flou du langage contrastent avec la précision et la rigueur des outils d'évaluation des résultats extrêmement stricts qui ont des conséquences sans appel sur la vie des individus et des groupes. L'ouverture de la «vision», le flou du langage et la gravité des conséquences constituent des

injonctions paradoxales qui génèrent un malaise important dans les entreprises.

Le langage managérial est le langage de la stratégie et non celui d'hommes et de femmes au travail, il est au rythme et au service de la performance. Exclusif, scénique et stéréotypé, il se situe bien loin des questions pragmatiques concernant les objectifs précis, les modalités concrètes et l'organisation du travail qui caractérisent la réalité professionnelle vécue par les équipes sur le terrain. Paradoxal, codifié à l'extrême, implacable dans ses résultats et dans la sanction des individus qui ont pour charge de concrétiser la vision, il fonctionne comme une double contrainte et s'accompagne d'un cortège d'angoisse et de paralysie.

Reprendre le langage managérial pour briser son caractère spéculatif et le (re)mettre au service du travail consiste à reprendre la partition, le message et le fonctionnement de l'orchestre. De même que certaines compositions musicales contemporaines sont quasiment impossibles à jouer ou à entendre, les éléments du concert managérial méritent d'être repris dans toutes ses dimensions. Les remarques et regrets récurrents sur

une prétendue incapacité des cadres à faire comprendre la partition ne règlent pas la question. Il en est de même concernant le management dit de proximité, en prise directe et quotidienne avec les équipes au travail et dont les spécialistes de ressources humaines attendent beaucoup, voire tout.

Le problème n'est pas un problème d'incompréhension ou d'incapacité mais un problème de communication c'est-à-dire de partage et de co-construction du sens de l'action. L'important est de réintroduire du sens, du jeu, de la fluidité et de la discussion ; il s'agit de remettre en mouvement la partition et rendre possible le travail d'interprétation et de traduction des managers et des autres, travail collectif et verbal d'explicitation, d'invention et donc d'appropriation. Le statut du langage managérial renvoie au statut des hommes au travail et au statut des managers, à la capacité de ces derniers à être non pas les porte-parole d'un discours édifiant, repris, répété à l'identique, sans personnalisation ni engagement dans le propos mais, à défaut d'être auteurs, à être les traducteurs-interprètes capables de co-définir et faire comprendre le sens de l'action.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AUSTIN, J., *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil, coll. «Points», 1970.

BOLTANSKI L., *Les Cadres*, Paris, Éd. de Minuit, 1977.

BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

BOURDIEU, P., *Ce que parler veut dire*. Paris, Fayard, 1982.

BUTLER, J., *Le pouvoir des mots. Discours de haine et politique du performatif*, Paris, Éd. Amsterdam, 2004.

D'ALMEIDA, N., *Les Promesses de la communication*, Paris, PUF, 2001.

D'ALMEIDA, N., MERRAN S., «Le récit patronal La tentation autobiographique», *Revue française de gestion*, 2005.

KRIEG-PANQUE, A., La Notion de «formule» en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2009.

MINTZBERG, H., *The Nature of Managerial Work*, Harper and Row, 1973.

VECCHI, D.M. de, *Vous avez dit jargon*, Paris, Eyrolles, 2002.

Françoise Thom
Université Paris IV - Sorbonne

LANGUE DE BOIS ET APHASIE MODERNE

Tous ceux qui ont eu à se pencher sur des copies d'étudiants ou même à répondre à des petites annonces ont eu l'occasion de constater la dégradation de l'expression dans la France d'aujourd'hui. Mais les causes et surtout les conséquences de ce phénomène ne sont pas vraiment explorées. Et on a tort de ne pas s'inquiéter de la dévastation qui ravage notre langue, bien plus dangereuse à terme que la crise financière des derniers mois ou la marée noire de BP. La langue de bois de l'État providence est plus pernicieuse que la novlangue communiste évoquée par Orwell, à laquelle elle ressemble. Car la langue de bois communiste était limitée à la sphère officielle, elle laissait relativement intacte la langue naturelle. Elle était toujours au bord de la parodie, et la distance ironique que les citoyens du monde communiste entretenaient avec elle a souvent nourri une littérature de qualité.

Notre langue de bois à nous est mortellement sérieuse. Et elle est partout : dans les médias, à l'école, à l'université, dans le monde politique, dans les organismes européens. Tout chercheur qui souhaite le financement d'un projet est obligé de le rédiger en langue de

bois. Tout directeur s'adressant à ses subordonnés le fait en langue de bois, et on lui répond dans le même idiome. Manier la langue de bois est une nécessité vitale si l'on veut faire carrière dans notre société.

Les sciences de l'éducation : une bombe à neutrons de l'intelligence

Comment en sommes-nous arrivés là ? Le massacre commence dès les bancs de l'école. La pédagogie véhiculée par nos calamiteuses sciences de l'éducation repose sur le refus des normes. L'auteur de ces lignes se souvient comment jeune agrégée enseignant le russe dans un collège elle s'était vu interdire par l'inspection de faire apprendre les déclinaisons et les conjugaisons aux élèves, pardon, aux « apprenants », de peur de les rebuter. Les manuels imposés aux professeurs étaient constitués de bandes dessinées débiles censées être à

la portée des enfants. Bien entendu, sans explication grammaticale aucun progrès n'était possible. Seule la répétition mécanique des phrases laconiques enfermées dans les bulles était demandée aux élèves. Ceux-ci, découragés de ne pas comprendre, chahutaient.

L'apprentissage de la langue maternelle, comme celui d'une langue étrangère, c'est d'abord l'enseignement de règles. De la norme grammaticale on passe à l'étude du style, par la fréquentation de bons auteurs. La langue se forme par l'imitation, et miser sur la « créativité de l'apprenant », se mettre en tête de « faire produire à l'élève son propre savoir », comme aiment à le dire les pédagogues, c'est trahir son devoir d'enseignant. Or notre société est pénétrée d'anomie de part en part. L'idée qu'il faille se soumettre à des règles, voire les inculquer, suscite une rébellion immédiate. La transgression commence par l'orthographe que les maîtres n'osent plus imposer (quand ils la connaissent). L'acceptation par les aînés du travail mal fait entraîne la démoralisation des jeunes.

Mais ce n'est pas tout. Imbus de sciences humaines, persuadés que le mot « culture » ne peut s'employer qu'au pluriel, nos pédagogues haïssent les humanités qu'ils s'efforcent de bannir du cursus. En cela leurs efforts sont soutenus par les technocrates qui nous gouvernent. Ceux-ci sont pressés d'enfermer les jeunes esprits dans le carcan de la spécialisation, sans comprendre que c'est justement l'enseignement de la culture classique, notamment du latin et du grec, qui a donné à la France de grands savants. On cesse derechef d'enseigner les belles lettres, remplacées par l'annoncement d'articles de presse ressassant les lieux communs à la mode, on renonce à la dissertation remplacée par d'indigentes questions à choix multiple.

Faute d'avoir lu de bons livres et d'avoir acquis des notions d'histoire littéraire, nos jeunes n'ont plus la moindre idée de ce qu'est le style. Ils ne savent pas que la langue devient personnelle quand les normes en sont maîtrisées. L'ignorance de la grammaire et du style se paye d'une déstructuration de l'intelligence et d'une atrophie de la raison.

Toute notre pratique pédagogique repose aussi sur le refus du jugement, entraîné par la passion égalitaire poussée *ad absurdum*. Comment peut-on affirmer qu'une chose soit meilleure ou plus belle qu'une autre – cela reviendrait à reconnaître que le Bien et le Mal existent, tout comme le Beau et le Laid. Voilà qui ressemble à une odieuse discrimination. Le parti-pris du *non-judgemental* non seulement détruit la discipline ; il évide la politique de son contenu en imposant un tabou au concept d'« ennemi ». Mais surtout il est paralysant pour l'esprit, car il bloque des opérations élémentaires de l'intelligence, telle la comparaison et la distinction, et il contribue grandement à l'étiollement de la parole dont souffre notre société.

L'idiome de « l'extase administratif »¹

Les enfants qui sortent de nos écoles sont à demi aphasiques. Ils ne savent pas utiliser de phrases construites, ils ignorent les subordonnées, le subjonctif et le conditionnel. Faute de pouvoir raisonner grâce au don de la parole, ils sont dominés par les affects. Faute de pouvoir s'exprimer, ils s'exhibent, affichant sur le Web les parties les plus intimes de leur anatomie. Leur conscience est stroboscopique comme l'écran de télévision qui a remplacé les livres. Leur attention papillonne, et leur besoin de s'exprimer trouve un exutoire dans les obscénités, les interjections des SMS et le staccato du rap. Parfois il se traduit par la violence physique.

Quelques années plus tard ils sont toujours des infirmes de l'expression. Mais il leur faut faire des études et passer des examens. C'est alors qu'ils se tournent vers le prêt-à-parler qui imprègne notre société de haut en bas, qu'ils puisent dans le préfabriqué verbal qui

traîne sur toutes les étagères de nos administrations. À grand renfort de copier-coller, ils se mettent à jargonner à l'image de leurs aînés. Bientôt « les questions théoriques et méthodologiques liées à l'approche anthropologique d'objets principalement accessibles à l'analyse par une démarche historique »² n'auront plus de secret pour eux. Ils manieront avec maestria les « différentes stratégies performatives », les « approches croisées » et les « démarches transversales », sauront doctement énoncer « les conditions sociales et historiques de la production de leur champ disciplinaire ».

Ils rédigeront en un clin d'œil une « thématique de recherche sur l'expérience du sujet en situation sociale », sans oublier « d'examiner ensuite, à partir d'exemples (le corps, le genre et l'identité, la croyance...) la différence et/ou la complémentarité des hypothèses explicatives propres à chaque discipline et les nouvelles perspectives qu'ouvre un programme visant à les unir ». Ils multiplieront les « champs d'intervention », accumuleront les « acquis expérimentaux » grâce à « une écoute sensible ». « Une observation-description spécifique, appelée phénoménographie équitable, sera placée au cœur de la recherche. » Ils se garderont de parler de religion tout court, mais évoqueront le « fait religieux », voire, mieux encore, les « recompositions du champ religieux ».

Étudiants en sciences de l'éducation, ils commenceront par « la définition d'éléments didactiques et pédagogiques permettant de construire des pratiques professionnelles, des dispositifs de formation, ou d'élaborer de nouveaux axes de pensées et d'apprentissages » en prévoyant des « actions phares ». Ils constateront que « lire est une activité complexe qui mobilise des compétences multiples » car « apprendre à lire met en jeu des composantes diverses et liées (culturelles, linguistiques, stratégiques, affectives, etc.) ». Ils découvriront que « la question de l'enfance occupe une place paradoxale dans le champ scientifique, oscillant entre des sciences sociales qui éprouvent de multiples diffi-

cultés à analyser des dires et des conduites régis par des univers sémantiques spécifiques, et des psychologies souvent bien promptes à substantier des âges et à accorder diverses significations à toute bribe discursive ou comportementale ».

Ils seront persuadés qu'il faut « aborder cette question des enfances de manière contrastive en interrogeant les façons dont cette catégorie sociale de l'âge est diversement construite selon des disciplines "scientifiques", selon des variables sociales orientant des devenir biographiques, et selon des institutions privilégiant spécifiquement certaines normes médicales, sociales et comportementales », tout en se demandant « comment cette approche empirique de divers contextes et "régimes de subjectivités" questionne des propositions thérapeutiques ». Ils prendront en compte « l'approche comparative de la dimension sexuée des faits sociaux », sans oublier « le travail personnel de production d'une identité sociale ». Ils se pencheront sur « le paysage linguistique dans les sociétés actuelles selon diverses perspectives en explorant ce concept et en proposant de nouvelles approches théoriques ainsi qu'un retour critique sur les travaux existants ».

Enseignants, ils auront à cœur « de mettre chaque élève en posture de curiosité, de réflexion et de construction de ses savoirs », en se félicitant de ce que l'on ait « institutionnalisé des dispositifs venus de la base (partenariat, projets, contrat...), en cherchant à établir des liens forts entre l'école et le "territoire" et en menant une action volontariste pour limiter la stigmatisation des populations ». Il leur faudra avoir recours à une « communication interpersonnelle (duelle, triadique ou groupale) », ce qui « fait intervenir à la fois des processus cognitifs, affectifs et inconscients ».

Devenus fonctionnaires européens, ils apprendront qu'« avec l'introduction de la gestion par activité, les "régimes" deviennent l'élément central de la gestion. C'est par rapport à ces activités que les priorités sont

fixées, les objectifs définis, les ressources allouées et gérées et les résultats suivis et communiqués ». Mettant à profit la « dynamique de réseau », ils favoriseront « le développement des structures et modalités de dialogue importantes avec la société civile, afin d'impliquer les différents acteurs dans la définition et la mise en oeuvre des politiques ». Ils sauront « se positionner à l'égard de la biodiversité ». Ils visiteront « un site d'information collaboratif dédié à la mobilité des jeunes qui souhaitent échanger, dialoguer sur leurs expériences européennes », contribueront à la mise en place « d'un cadre structuré pour recueillir des informations en retour sur l'application des normes ». Adeptes des énergies renouvelables, ils se familiariseront avec les « les 9 défis-clés issus de l'architecture de la stratégie européenne de développement durable, ainsi que le même jeu d'indicateurs "phares" d'État ».

La parole ersatz et la corrosion du lien social

Voilà le galimatias qui prolifère *urbi et orbi*, nous mangeant l'oxygène et la lumière, telle une maléfique algue verte. Déconnectée du sens et de la vérité, coupée de la métaphore, aux antipodes du goût, cette langue de bois prétentieuse oscille entre la tautologie, le truisme et l'absurde. Elle inonde tout. Notre société étant devenue allergique au travail individuel, la manie universelle est de forcer chacun dans une équipe, elle-même intégrée dans quelque super-organisme au nom barbare figuré par des initiales. Il en résulte une réunionniste chronique, où les échanges se font exclusivement en langue de bois. Au sein de ces équipes, la vie de l'esprit s'éteint, seules la volonté de pouvoir, l'idéologie et la vanité s'étalent, car la langue de bois ne peut

servir de véhicule qu'à ces passions, et non à celles du Beau et du Vrai.

Ces kolkhozes intellectuels engendrés par notre bureaucratie galopante rappellent les instituts décrits par A. Zinoviev dans les *Hauteurs béantes* : mêmes intrigues, même charlatanisme, même simulacre d'activités, même stérilité – et même langue de bois, la lucidité en moins. L'idiome dont nous avons donné plus haut quelques échantillons pris au hasard n'est pas celui de citoyens libres. C'est le babillage infantile des nourrissons de l'État providence qui ne savent signifier que leur dépendance à l'égard du collectif et leur désir d'être entretenus par lui. La ventriloquie ambiante nous accoutume au non-sens et nous désapprend le bon sens : d'où les grandes peurs irraisonnées qui s'emparent de nos sociétés, grippe porcine, réchauffement climatique, etc.

L'érosion du langage accompagne la déperdition de liberté dont nous souffrons tous obscurément sans parvenir à en diagnostiquer les causes, ni même en localiser les symptômes. L'auteur de ces lignes qui a longtemps séjourné dans l'URSS brejnévienne revit dans la France d'aujourd'hui des émotions similaires : le sentiment de solitude dans une société en perte d'humanité, le bonheur soudain et poignant quand on rencontre sur sa route un esprit libre, un cœur courageux, une âme honnête, que l'on devine à demi-mot, à une pointe d'humour cachée au coin d'une phrase, à une petite remarque lancée comme un signal discret. Mais que ces moments sont rares !

Conclusion

La destruction du langage se fait à la fois par le haut, où s'impose le jargon des sciences humaines, et par le bas, où triomphe l'idiome des banlieues. Et c'est juste-

ment le règne incontesté de la langue de bois qui favorise l'expansion de ce dernier bien au-delà des couches sociales où il se forme. La langue de bois des sciences humaines et les éruptions des « jeunes » sont le symptôme d'un même mal : la destruction de la parole et la disparition de la capacité de s'exprimer de manière articulée. Le pendant de la novlangue bureaucratique est la grossièreté et l'obscénité. À force de jargonner nous donnons naissance à une société de brutes. L'aphasie et l'inculture imposées par notre système éducatif ont des conséquences incalculables. Elles détruisent la famille

car les couples se défont faute de pouvoir exprimer ce qu'ils éprouvent : n'oublions pas que notre littérature classique est avant tout une éducation sentimentale. Elle sape l'ordre social car elle fait disparaître la médiation entre les individus qu'est le discours articulé, celui qui s'adresse à la raison et non aux bas instincts de la foule. Notre société d'aphasiques jargonnants risque de se transformer en un ramassis de déviants et d'assassins structuré par le rapport de forces nu. Les survivants d'un autre âge s'enfermeront chez eux et reliront *l'Odyssée*.

NOTES

1. L'expression est de l'écrivain russe Saltykov Chtchedrine, l'un des premiers à avoir remarqué la dégénérescence bureaucratique du langage.
2. Toutes les citations indiquées en italique sont authentiques, puisées au hasard d'une accablante excursion sur les sites de l'EHESS, des *Cahiers pédagogiques*, de l'Union européenne, etc.



Nicolas Lecaussin

Institut de recherches économiques et fiscales (Iref)

LES « THINK TANKS » FACE À LA LANGUE DE BOIS DES POLITIQUES ET DE L'ADMINISTRATION

Les *think tanks*, institutions privées de recherche, sont apparus surtout en réaction au discours officiel des politiques et des représentants de l'État. Leur rôle a été d'abord celui de « superviser » l'information politique et économique de l'État, et éventuellement de la contredire. Leur travail est en grande partie un mélange entre le travail de recherche d'information et d'enquête des journalistes et celui plus approfondi des chercheurs. Cet article ne traite que de l'importance des missions des *think tanks* face à la langue de bois en ne niant nullement les défauts de ces organismes encore en phase de développement en France.

« Actualité » de la langue de bois

Paru en 1987, l'essai de Françoise Thom, *La Langue de bois*, est d'une actualité saisissante. Cette fois-ci ce n'est pas le système totalitaire communiste qui pourrait

être décrit mais notre société étatisée. « L'étrangeté de la langue de bois vient de ce qu'à la différence des autres langues elle n'a qu'une fonction : servir de véhicule à l'idéologie », écrit Françoise Thom dans son introduction tout en précisant que son travail « porte sur l'ensemble du discours communiste ». Mais en regardant en détail les caractéristiques de cette langue de bois, il est impossible de ne pas constater qu'elle est utilisée pratiquement de la même façon par nos politiques et par l'administration. Des exemples ?

La syntaxe des textes est lourde : utilisation abusive des noms précédés d'une préposition (« par décision du Conseil d'État », « c'est par l'épanouissement personnel que l'enfant... »), les verbes sont sacrifiés au profit des substantifs, la notion de temps est éliminée comme dans l'expression « développement durable », les adverbes de temps et de lieu sont employés dans l'absolu : maintenant devient « à notre époque », demain se transforme en « à l'avenir » ou « pérenne ». L'adjectif est substantivé : les « forces progressistes » deviennent les « forces du

progrès». Le discours de la langue de bois privilégie les tournures passives et impersonnelles : «les liens mutuels ont été renforcés», «on a exprimé des vœux pour mieux intervenir», «une attention particulièrement grande fut accordée»... Les comparaisons sont floues, l'élément comparatif est souvent absent : «nous allons intervenir de manière encore plus significative...». L'impératif est de rigueur : «il faut agir contre la crise !», «on doit être solidaire !». La combinaison du style impersonnel avec le discours volontariste est typique de la langue de bois...

Le vocabulaire de la langue de bois est lui aussi étrangement actuel. Il ne saurait être question que de «progrès», «paix», «coopération» et «solidarité». Tous ces mots ont un trait en commun : ils sont éloignés de la réalité. Bien entendu, le vocabulaire des politiques et de l'administration est très pauvre et la répétition est sa seule «qualité». Les mots et les expressions utilisés sont ou purement bureaucratiques («en vertu de», «selon l'avis», «il appartient au juge administratif...») ou bien militants («nous allons nous mobiliser», «on fera tout pour lutter contre l'insécurité ou les excès de la spéculation»). Impossible de ne pas remarquer la continuité du déterminisme historique et des notions sociologiques. La société transforme les individus et la lutte des classes continue. Seule, «une approche globale de la situation permet de comprendre les causes». La crise économique de 2008 a d'ailleurs été un élément propice au retour du discours marxisant chez les politiques de gauche et de droite. Les plus riches s'opposent aux plus pauvres, les spéculateurs sont bannis comme les bourgeois sous le communisme. Le capitalisme devient «débridé» et le libéralisme «sauvage». Les banques ne font que s'engraisser sur le dos des déposants et les patrons sont des «salauds» qui licencient par pur plaisir (il suffirait de remplacer le patron et le banquier par le «Juif» pour se retrouver dans les années 1930 en Allemagne...).

Pour ce qui est de l'administration, elle n'a fait que s'adapter. Le service public français est érigé en Totem et le fonctionnaire en Sauveur. «Votre service public est présent partout», «heureusement que nous disposons d'un excellent service public», renchérissent les politiques. Tout cela en dépit des dizaines de rapports et d'études dénonçant les coûts et les dysfonctionnements de l'administration et des services publics. Le fonctionnaire est encensé. Il se sacrifie pour le bien commun, il est le seul recours pour ceux qui sont en détresse. Les inégalités entre le public et le privé disparaissent comme par enchantement, et les gaspillages de l'État et des politiques sont effacés habilement. Tous les Français à l'exception des riches, des banquiers, des traders et des patrons sont les nouveaux prolétaires de la société d'aujourd'hui. Ils sont l'objet de toutes les attentions de la part du pouvoir et de l'administration. Le politique et le fonctionnaire sont «à leur écoute» et «doivent répondre à leurs attentes».

La langue de bois de l'administration et des politiques permet de faire croire aux individus qu'on les a COMPRIS. Et la meilleure façon de le montrer c'est de multiplier les formes d'aides et de soutien. En utilisant le manichéisme – riche *vs* pauvre, profiteuse *vs* victime – l'État glorifie la redistribution. Il se mue en justicier social. Dans ces conditions, y a-t-il une possibilité de s'y opposer. C'est très difficile, car la langue de bois qui accompagne les actions «sociales» est impitoyable. Vous n'êtes pas d'accord, alors vous êtes contre la «solidarité», vous êtes pour les «privilegiés». Les chances d'imposer votre point de vue, même très bien argumenté, sont minimales. Comme l'écrit Françoise Thom, «la langue de bois offre l'exemple unique et passionnant d'une langue qui a divorcé avec la pensée, mais qui n'est pas morte des suites de cette rupture parce qu'elle a été maintenue artificiellement en vie par un pouvoir politique totalitaire ou par l'idéologie qui l'enveloppe». Je dirais : pas seulement le pouvoir totalitaire...

Il existe peu de différences entre la langue de bois de l'administration et celle des politiques. La première a un côté plus officiel, légal, les termes utilisés sont plus abscons et sentencieux. Celle des politiques est bien évidemment plus militante, plus enjouée aussi, elle touche le cœur des gens. Les politiques doivent justifier en permanence leur rôle, ils doivent montrer qu'ils agissent. L'administration et les fonctionnaires n'ont pas besoin de le faire. Ils sont là *ad vitam aeternam*. On ne peut pas les déboulonner. Nous sommes à leur merci et nous sommes conscients que leurs lettres sont des oukases. Il n'y a pas à discuter. Mais les deux langues de bois sont aussi tellement semblables qu'elles arrivent à imposer une réalité différente qui occulte les faits, les nie même malgré leur évidence.

Une histoire... américaine¹

C'est dans ce contexte que les *think tanks* ont un rôle à jouer. Mal connus en France, les *think tanks* sont de véritables institutions dans d'autres pays. Aux États-Unis, ce sont l'une des bottes secrètes qui expliquent les succès économiques et la vitalité de la démocratie. Plus que de simples «laboratoires d'idées», les *think tanks* sont des outils de réforme et des interlocuteurs incontournables pour les pouvoirs politiques.

L'apparition des *think-tanks* est ancienne, Tocqueville parlait déjà avec admiration des «associations de citoyens» dans son livre sur la démocratie en Amérique: «L'Amérique est le pays au monde où l'on a tiré le plus de parti de l'association, et où l'on a appliqué ce puissant moyen d'action à une plus grande diversité d'objets. Indépendamment des associations permanentes créées par la loi sous le nom de communes, de villes et de comtés, il y en a une multitude d'autres qui ne doivent leur naissance et leur développement qu'à

des volontés individuelles. L'habitant des États-Unis apprend dès sa naissance qu'il faut s'appuyer sur soi-même pour lutter contre les maux et les embarras de la vie; il ne jette sur l'autorité sociale qu'un regard défiant et inquiet, et n'en appelle à son pouvoir que quand il peut s'en passer. [...] Aux États-Unis, on s'associe dans des buts de sécurité publique, de commerce et d'industrie, de morale et de religion. Il n'y a rien que la volonté humaine désespère d'atteindre par l'action libre de la puissance collective des individus.»

Et Tocqueville de donner l'exemple de la bagarre entre le Nord et le Sud sur la question des droits de douane et de la liberté du commerce. Vers 1830, les deux parties se sont affrontées avec acharnement en créant de nombreuses associations et en faisant un puissant travail de lobbying auprès des pouvoirs publics. «Il faut reconnaître, continue Tocqueville, que la liberté illimitée de s'associer en matière politique n'a pas produit jusqu'à présent, aux États-Unis, les résultats funestes qu'on pourrait peut-être en attendre ailleurs. Le droit d'association y est une importation anglaise, et il a existé de tout temps en Amérique. L'usage de ce droit est aujourd'hui passé dans les habitudes et dans les mœurs. De notre temps, la liberté d'association est devenue une garanti nécessaire contre la tyrannie de la majorité. Aux États-Unis, quand une fois un parti est dominant, toute la puissance publique passe dans ses mains; ses amis particuliers occupent tous les emplois et disposent de toutes les forces organisées.» (Chapitre IV: De l'association politique aux États-Unis).

Il ne s'agissait que des débuts de ce genre d'organisation mais qu'il ne faut pas confondre avec les vrais *think tanks* dont l'émergence date d'après la Première Guerre mondiale et dont le travail ne se résume pas seulement à la défense des intérêts catégoriels. Le terme de *think tank* ne désigne pas une simple association, un club ou bien un cercle. C'est une véritable entreprise à but non lucratif qui défend l'intérêt général et qui fait

appel au mailing direct et à des dons importants pour assurer son financement.

D'après James Buchanan, théoricien du *public choice* et prix Nobel d'économie, une démocratie ne fonctionne pas correctement si elle dépend seulement des institutions classiques, de l'exécutif et du législatif. Sur le « marché politique », le *think tank* est en somme le moyen développé par les citoyens (la société civile) pour faire connaître leur point de vue et leurs désirs de changement. Influencer les politiques publiques et révéler les problèmes de société sont les principales missions des *think-tanks* qui peuvent aussi défendre la société civile contre les méfaits et les abus du pouvoir.

Décrypter le message officiel et éventuellement le contredire

De véritables machines à produire des études, embauchant des dizaines d'experts d'horizons très divers, les *think tanks* contribuent à l'élaboration de solutions dans tous les domaines : politique, économique, social, militaire ou religieux. Les thèmes abordés sont très diversifiés allant de la défense des minorités à celle de l'environnement, de l'aide aux pays du tiers-monde aux politiques de défense, de l'efficacité de la dépense publique à la désinformation des médias. Mais leur rôle ne s'arrête pas à l'élaboration d'idées car les idées n'ont de valeur que lorsqu'elles pénètrent dans la société et sont finalement mises en œuvre au travers d'une législation. Pour cela, tout un travail de communication et de lobbying est mis en place avec des moyens assez impressionnants et sans cesse renouvelés.

Un petit livre au titre très beau et suggestif, *Turning intellect into influence*, publié en 2004 à l'occasion des 25 ans du Manhattan Institute, un *think tank* basé à

New York, décrit en détail comment les livres et les idées peuvent changer les politiques et dénoncer la langue de bois. À condition qu'ils apportent une interprétation originale et qu'ils démolissent les données officielles. Ce fut le cas avec le livre de George Gilder, *Wealth and Poverty* (1980), dans lequel l'auteur montrait comment la baisse des impôts peut encourager les entrepreneurs, de celui de George Kelling qui, après avoir passé des mois avec la police new-yorkaise, publie *Fixing Broken Windows* (1996), grâce auquel il lance la théorie de la « vitre brisée » et de la « tolérance zéro » mise en pratique par la police de New York pour faire baisser la criminalité, ou bien du livre de Linda Chavez, *Out of the Barrio* (1991), qui montrait comment les politiques d'État en faveur des immigrés mexicains les enferment dans des programmes d'assistance publique et empêchent leur émancipation et leur intégration.

En France, les travaux de l'Ifrap (Institut français de recherche sur les administrations publiques) sur les vrais chiffres du chômage et ceux de l'Iref (Institut de recherches économiques et fiscales) sur les retraites s'attaquent à de nombreux mythes concernant l'État providence.

Les *think tanks*, dont les revenus ne doivent surtout pas provenir de l'État mais de leurs propres adhérents (des donateurs privés), peuvent monter un remarquable dispositif qui leur permet d'expliquer et de faire passer leurs idées au grand public à travers des articles, des livres, et surtout des émissions de radio et de télévision auxquelles participent leurs experts sans parler des sites Internet ou des blogs. Ce dispositif de communication est complété par une action vigoureuse à destination de l'exécutif et du législatif, chaque amendement, projet ou proposition de loi donnant lieu à des batailles homériques.

Mais le premier combat d'un *think tank* est celui pour la vérité, et contre l'idéologie et la langue de bois. Dans un pays comme la France où l'administration et le

gouvernement tiennent le pouvoir et où l'INSEE – un organisme public – a le monopole de la statistique, un institut privé doit veiller à ce que la réalité ne soit pas déformée comme dans une société autoritaire. Pour cela, ses chercheurs ne bénéficient d'aucun statut et on leur demande d'écrire «comme s'ils écrivaient à leur propre mère»². Le *think tank* a une vocation pédagogique, il doit produire des études et des rapports, clairs et basés sur des faits irréfutables. Tout le monde doit comprendre ce qui est écrit, sinon comment critiquer la langue de bois ?

Un *think tank* se doit d'être indépendant. Même s'il peut se considérer de gauche ou de droite, son engagement politique n'est jamais total. En étant l'ennemi de la langue de bois, un *think tank* ne peut pas faire de politique au sens propre. Il doit collaborer avec les politiques pour réformer le pays tout en gardant un esprit critique. Pour ce qui est de la bureaucratie, on peut la considérer comme la véritable ennemie d'un *think tank*. Travailler pour un institut privé c'est d'abord être méfiant à l'égard des dérives de l'État et de ses administrations. Briser les monopoles des administrations dans tous les domaines – éducation, emploi, culture, santé, etc. –, voici une autre mission essentielle des *think tanks*.

La France a aussi la particularité d'avoir créé (en 1945) une école pour les hauts fonctionnaires : l'École

nationale d'administration. Les diplômés de cette école détiennent les postes clés du pays au sein des administrations ou des grandes entreprises publiques, ils font partie des décideurs politiques les plus importants et représentent 99 % des membres des cabinets ministériels. Grâce à eux, la langue de bois de l'administration se couvre de l'apparence scientifique. Les discours et les rapports sont très souvent accompagnés de chiffres et de statistiques qui proviennent directement de l'appareil administratif. Il est donc plus difficile de les contrecarrer mais là aussi le *think tank* agit. En déshabillant le discours de l'énarque avec les preuves contraires, on laisse apparaître le squelette de la langue de bois classique. Le petit jeu proposé en annexe n'est pas la caricature d'un discours. C'est la transcription fidèle d'un langage utilisé par ceux qui sont censés diriger le pays. C'est aussi aux *think tanks* de s'y opposer.

Bien entendu, les *think tanks* ont leurs propres défauts. Aux États-Unis, certains, comme Urban Institute, travaillent en étroite collaboration avec l'administration, d'autres sont trop engagés politiquement comme Heritage Foundation. En France, ils sont encore trop jeunes... et on a tendance à confondre trop souvent le club et le cercle avec le *think tank*. Mais ce qui fait leur particularité autant aux États-Unis qu'en France c'est leur très grande diversité ce qui est un gage pour la pluralité des idées.

NOTES

1. Pour connaître les *think tanks* américains, voir l'excellent ouvrage d'Éveline Joslain, *L'Amérique des think tanks*, L'Harmattan, 2006.

2. Expression américaine suggérant un style très simple, compréhensible par tout le monde.

Nicolas Lecaussin

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

DEMUTH, C., *Think Tank Confidential*, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 2007.

JOSLAIN, É., *L'Amérique des think tanks : un siècle d'expertise privée au service d'une nation*, L'Harmattan, 2006.

LECAUSSIN, N., *Cet État qui tue la France*, Plon, 2005.

THOM, F., *La Langue de bois*, Julliard, 1987.

TOCQUEVILLE, A. DE, *De la démocratie en Amérique*, Robert Laffont, coll. «Bouquins», 1986.

THE MANHATTAN INSTITUTE, *Turning Intellect into Influence*, 2004.

ZIMMERN, B., *Les Profiteurs de l'État*, Plon, 2001.

ANNEXE

Cours de langue de bois

Commencez par la case en haut à gauche, puis enchaînez avec n'importe quelle case en colonne 2, puis

avec n'importe laquelle en 3, puis n'importe laquelle en 4 et revenez ensuite où bon vous semble en colonne 1 pour enchaîner au hasard...

Mais surtout, n'oubliez pas d'y mettre l'intonation et la force de conviction...

COURS DE LANGUE DE BOIS

Commencez par la case en haut à gauche, puis enchaînez avec n'importe quelle case en colonne 2, puis avec n'importe laquelle en 3, puis n'importe laquelle en 4 et revenez ensuite où bon vous semble en colonne 1 pour enchaîner au hasard...

Mais surtout, n'oubliez pas d'y mettre l'intonation et la force de conviction...

1	2	3	4
Mesdames, messieurs,	la conjoncture actuelle	doit s'intégrer à la finalisation globale	d'un processus allant vers plus d'égalité.
Je reste fondamentalement persuadé que	la situation d'exclusion que certains d'entre vous connaissent	oblige à la prise en compte encore plus effective	d'un avenir s'orientant vers plus de progrès et plus de justice.
Dès lors, sachez que je me battraï pour faire admettre que	l'acuité des problèmes de la vie quotidienne	interpelle le citoyen que je suis et nous oblige tous à aller de l'avant dans la voie	d'une restructuration dans laquelle chacun pourra enfin retrouver sa dignité.
Par ailleurs, c'est en toute connaissance de cause que je peux affirmer aujourd'hui que	la volonté farouche de sortir notre pays de la crise	a pour conséquence obligatoire l'urgente nécessité	d'une valorisation sans concession de nos caractères spécifiques.
Je tiens à vous dire ici ma détermination sans faille pour clamer haut et fort que	l'effort prioritaire en faveur du statut précaire des exclus	conforte mon désir incontestable d'aller dans le sens	d'un plan correspondant véritablement aux exigences légitimes de chacun.
J'ai depuis longtemps (ai-je besoin de vous le rappeler ?), défendu l'idée que	le particularisme dû à notre histoire unique	doit nous amener au choix réellement impératif	de solutions rapides correspondant aux grands axes sociaux prioritaires.
Et c'est en toute conscience que je déclare avec conviction que	l'aspiration plus que légitime de chacun au progrès social	doit prendre en compte les préoccupations de la population de base dans l'élaboration	d'un programme plus humain, plus fraternel et plus juste.
Et ce n'est certainement pas vous, mes chers compatriotes, qui me contredirez si je vous dis que	la nécessité de répondre à votre inquiétude journalière, que vous soyez jeunes ou âgés,	entraîne une mission somme toute des plus exaltantes pour moi : l'élaboration	d'un projet porteur de véritables espoirs, notamment pour les plus démunis.



Arnaud Benedetti

Directeur de la communication de l'Inserm

LES PROFESSIONNELS DE LA COMMUNICATION À L'ÉPREUVE DE LA LANGUE DE BOIS

La communication, pratiquée par les professionnels de la communication, celles et ceux qu'on appelle les communicants, est-elle le masque de la langue de bois ? Ou plutôt la langue de bois serait-elle la finalité, l'horizon de la communication et de ses entrepreneurs, tout ce petit peuple si souvent formaté de *dircom*, attachés de presse, consultants et autres *spin doctors* ? Trente années de professionnalisation sans cesse accrue des activités de communication se réduisent-elles à une sophistication tous les jours plus poussée des diverses langues de bois qui irriguent l'espace public ? Les communicants seraient-ils dès lors les petits soldats des divers ordres dominants (économiques, politiques, culturels, intellectuels, scientifiques, etc.) qui concourent à quadriller nos sociétés ? Et allons plus loin : la communication serait-elle l'ennemi des démocraties, de la liberté, du libre-arbitre, de l'autonomie des individus, du respect de l'autre ?

Autant d'interrogations, autant d'inquiétudes qui traduisent une vision sombre, souvent manipulatrice,

parfois totalitaire, de cette communication dont font profession les communicants. Ces professionnels sont-ils l'aboutissement ultime de la production des langues de bois : langue de bois politique pour les conseillers en communication des élus, langue de bois financière et économique pour les services de presse des entreprises, langue de bois technocratique pour les directeurs de la communication des institutions nationales et internationales...

Sans doute les tentatives de formatage des discours, de standardisation des comportements, de délimitation de l'expression socialement, politiquement ou professionnellement correcte n'ont jamais été aussi nombreuses. Sans doute l'ouverture toujours plus grande de nos sociétés contribue à vouloir réduire les zones de risques, d'incertitudes, d'aléas auxquelles sont confrontés les détenteurs de pouvoirs. Sans doute la domestication des mots, la modération des discours, l'euphémisation des formulations participent de ce sentiment général où la montée en puissance des techniques de

communication correspondrait à un renforcement du contrôle des comportements et des paroles.

Absence de sincérité ; manque de spontanéité ; recul de la vérité des situations : tout ne serait plus que communication, c'est-à-dire altération permanente de la réalité des faits, occultation des arrière-pensées des décideurs, scénarisation permanente du monde. D'où vient cette « mauvaise réputation », ce soupçon incessant de collusion entre la manipulation d'un côté, la communication de l'autre, si ce n'est d'un malentendu profond dont on voudrait esquisser à gros traits ici quelques-uns des principaux ressorts.

Si les entrepreneurs en communication pourvoient en abondance l'espace public en langues de bois de toutes sortes, c'est parce qu'ils sont d'abord l'expression de processus globaux, forcément complexes, qui les dépassent tout en les déterminant. Confrontés à ces processus, les communicants déploient toute une ingénierie, un savoir-faire producteur d'une gamme variée de langues de bois « tièdes ». Ce sont ces dernières qui, *mutadis mutandis*, font de la *com* « la part maudite » de la communication et érigent les professionnels de celle-ci, paradoxe douloureux, en ennemis de l'activité à laquelle ils ont dédié leur carrière.

La communication, stade ultime de la sensibilité moderne ?

Les mots, l'usage des mots, les discours, le ton qui donne sa coloration à l'expression publique sont indissociables de la sensibilité d'une époque. Le terrain sur lequel se construisent les modes de communication est irrigué par toute une histoire, une histoire lente et profonde. Le recul des violences physiques dans nos sociétés démocratiques résulte d'un « processus de

civilisation » multiséculaire qu'un sociologue comme Norbert Élias (1969) a lumineusement exploré.

La rationalisation des comportements, produit de l'interdépendance croissante des individus, des groupes d'acteurs, des territoires et des États, favorise l'apprentissage des coexistences, des cohabitations, tout en réduisant, sans les supprimer définitivement et totalement pour autant, les risques de recours à la violence physique. Cette transformation historique qui traverse les siècles, qui substitue progressivement à « la guerre de tous contre tous » la guerre des États pour installer progressivement un mode de régulation des conflits non plus fondé sur la force mais sur l'échange et le droit, bouleverse de fond en comble « l'économie psychique » des individus. La crainte de la violence ou de la contrainte physique s'estompe sans disparaître quand d'autres formes de peurs, d'appréhensions, tendent à émerger. L'adoucissement des sociétés que Montesquieu entrevoyait déjà, grâce entre autres à l'accroissement des flux commerciaux, a pour premier effet d'infléchir les sensibilités : la confiance réfléchie l'emporte sur la méfiance naturelle, le respect *a priori* de l'autre sur la défiance, la communication verbale sur l'assaut physique, le contrat sur la guerre.

Cette victoire progressive du processus verbal, argumentaire, contractuel, « communicant » en quelque sorte, sur le défi physique et l'usage de la seule force est le fruit d'un très long cheminement historique dont nos sociétés démocratiques sont l'aboutissement. Au sein de cette forme sophistiquée de « Finistère » civilisationnel, l'émotivité, le recours aux explications, aux solutions psychologisantes et au *coaching*, la recherche permanente du compromis et de la modération deviennent des traits communs de cette sensibilité façonnée par les modernes contre les anciens. Parallèlement et dans le même temps, le triomphe de la *privacy* s'accompagne d'un adoucissement généralisé des mœurs. Cette aseptisation de nos sociétés où tout traumatisme exige sa cellule psycholo-

gique, où la vision, voire la représentation de la mort sont exclues de la vie courante, où la douceur de vivre, le plaisir de consommer s'érigent comme la finalité la plus communément partagée, a pour corollaire une moindre tolérance aux conflits, aux aspérités verbales stigmatisées sous les vocables d'« excès » ou de « dérapages ».

Si la peur de la violence physique a reculé, celle des violences verbales supposées ou réelles tend à s'accroître. Sans doute est-ce là le prix à payer pour l'irruption de toutes les offres psychologisantes ou psychanalytiques qui, depuis un siècle, débusquent derrière l'apparente neutralité des mots, la brutalité de motivations conscientes ou inconscientes. Sans doute aussi parce que les mots peuvent renvoyer à une histoire donnée qui quelque part va jusqu'à réorienter leur sens. Ainsi en matière économique, un plan d'action gouvernementale selon qu'il sera présenté comme un plan de rigueur ou comme un simple train de mesures d'austérité verra sa signification politique diversement perçue. Décalez d'un millième le lexique formulant une position, une action, un dispositif et c'est tout le sens immédiat d'une opinion, d'une démarche, d'une politique qui en est transformée !

La peur de la violence des mots aurait-elle remplacé la peur des violences physiques ? Les batailles d'aujourd'hui n'opposeraient-elles plus des armées de militaires mais des armées de communicants ? La communication serait-elle dans une perspective post-clausewitzienne la continuation de la politique par d'autres moyens ? Dès lors, l'art de l'esquive, la quête du mot juste, la recherche de la formule la moins anxio-gène, la plus potentiellement consensuelle et en conséquence la plus faiblement susceptible d'interprétations polémiques s'imposent comme autant de règles élémentaires de la « bonne méthode » communicante. Rien qui ne puisse déchaîner les passions, tout qui puisse contribuer à rassurer ces patients que sont les récepteurs : l'appréhension de l'excès, la crainte du dérapage, la peur

de la lecture erronée, constituent le combustible d'une obsession communicante qui s'imagine façonner l'opinion. Mais les opinions ne déploieraient-elles pas des ruses pour échapper aux « ficelles » des entrepreneurs en communication ?

Les langues de bois des sociétés ouvertes

Si au sein des sociétés ouvertes la communication remplace la guerre pour exprimer et pour continuer la politique, il convient néanmoins de s'interroger : les langues de bois sont-elles le modèle d'expression des seuls pouvoirs verticaux, arbitraires, autoritaires, totalitaires, ou investissent-elles aussi les rivages des espaces démocratiques ? L'histoire récente révèle que tout système, tout dispositif de pouvoir, nonobstant la nature du régime, suscite ses propres langues de bois. Loin d'être l'apanage orwellien des institutions ou des organisations totalitaires, les langues de bois pénètrent l'ensemble des sociétés et des champs sociaux.

Ce sont le plus souvent des langues de bois « tièdes », reflets ou produits de sociétés travaillées par l'autocontrôle, l'autocensure, les modes de régulation d'une économie psychique toute tournée vers le souci de la mesure. Encore une fois c'est Norbert Élias qu'il faut convier pour bien saisir un phénomène générique dont toute l'épaisseur a nécessité des siècles et des siècles pour construire la sensibilité moderne (Élias, 1969, p. 198) : « Quand la structure des relations humaines se modifie, quand apparaissent les monopoles de la violence physique, quand ce n'est plus la contrainte des conflits armés et des guerres, mais la contrainte permanente des fonctions pacifiques fondées sur le gain d'argent ou de prestige qui tient en échec les membres de la société,

les manifestations émotionnelles tendent vers une sorte d'équilibre : les changements de comportements, les explosions affectives ne disparaissent pas, mais ils se font plus rares ; les écarts vers les extrêmes sont moins marqués, les sautes d'humeur moins brusques. »

Toutes les entreprises de communication sont imprégnées dès lors par cet état de civilisation. Elles sont façonnées et formatées par celui-ci. Les réflexes des professionnels de la communication, leurs anticipations, leur habitus se déterminent au prix d'une intériorisation permanente de la sensibilité de l'époque, elle-même produit d'une civilisation. Loin de faire l'opinion – ou les opinions – les femmes et les hommes de communication suivent les oscillations de ces mêmes opinions. Grands consommateurs ou prescripteurs de sondages, ils s'efforcent de réduire les zones d'incertitude et de risques susceptibles de « fragiliser » leurs donneurs d'ordre – hommes politiques, chefs d'entreprises, patrons de grandes institutions, etc. Dans ce contexte, comment se manifeste, à l'intérieur des sociétés ouvertes, démocratiques, pluralistes, la production des langues de bois ? Quelle forme prend cette production ? Que nous apprend-elle sur la communication comme pratique professionnelle ?

Afin de bien appréhender ce qui se joue dans les processus de communication au sein des sociétés ouvertes, il convient de poser la question de la relation que tout corps social entretient avec le risque. Si, au cours de l'histoire, la nature du risque a évolué, la crainte du risque n'en demeure pas moins toujours présente. Dans l'espace public, le risque est protéiforme : il peut être politique, social, économique, médiatique, ce dernier au demeurant accompagnant, dans toute société de communication qui se respecte, les trois précédents. Or communiquer c'est prendre un risque : le risque de ne pas être compris, le risque de choquer, le risque de ne pas être entendu, le risque de décevoir, le risque d'être contredit, etc. Tout le paradoxe de notre temps

repose sur cette contradiction : d'un côté, en effet, une société de plus en plus ouverte, de plus en plus travaillée par des points de vue contradictoires, de plus en plus irriguée par des flux d'information ; et de l'autre, l'illusion, la soif, l'obsession de tout maîtriser, contrôler, contenir.

Tout se passe comme si à l'ouverture croissante de nos sociétés répondait le fantasme quasi mécanique de la maîtrise des situations et de la recherche du risque zéro : tout décideur veut maîtriser le jeu et l'idée même que celui-ci échappe à sa vigilance est à ses yeux inacceptable. Cet arrière-plan existentiel des donneurs d'ordre, des décideurs tout à la fois imprégné par l'inquiétude latente de perdre la main et par la conviction que tout problème dispose de sa solution grâce à une communication appropriée, génère toute une gamme de produits, de techniques, de savoir-faire, de rituels communicants, supports des langues de bois des sociétés ouvertes. Les *dircom* et autres conseillers en communication dont les statuts dans la hiérarchie des organisations et des institutions varient très généralement entre les rôles de « faire-valoir », de « commissaires politiques » ou de directeurs, membres du comité exécutif, se trouvent ainsi souvent investis d'une mission relevant plus de la pensée magique que d'une démarche empreinte du sceau de la rationalité. Les incantations et autres professions de foi propres aux langues de bois peuvent donner libre cours, alors, à leurs mélodies...

La géographie des langues de bois, aussi diversifiée soit-elle, est gouvernée par un principe commun : l'information y est privilégiée au détriment de la communication¹, la transmission unilatérale du message contre la négociation concertée de celui-ci, la parole magistrale de l'émetteur sur l'intelligence du récepteur. Les langues de bois ont ceci en commun qu'elles tendent, dans des proportions différenciées, à dévaloriser les récepteurs, occultant leurs capacités à négocier, à contredire, à résister. Elles postulent la mise en ligne, au nom d'une

conception verticale des rapports sociaux, de l'émetteur, du message et des publics.

Moins violents, moins unanimistes, moins verticaux, que ceux pratiqués dans les systèmes autocratiques ou fortement hiérarchisés, les dispositifs de communication à l'œuvre dans les sociétés démocratiques n'en reproduisent pas moins un schéma de la communication « instrumentalisée », « fonctionnelle » (Wolton, 2005), mécanique, où les langues de bois sont partout en action. Multiples, celles-ci peuvent être rangées au regard de trois grandes fonctions qui recouvrent quelques unes des principales préoccupations des décideurs, par-delà les spécificités des champs au sein desquels ils opèrent.

Première fonction

Il s'agit de rassurer, rassurer les marchés pour un décideur économique, rassurer le personnel dans le cadre d'une réorganisation administrative ou entrepreneuriale, rassurer les citoyens pour le politique engagé dans une réforme ou pour l' élu local en proie à la mise en œuvre d'un grand chantier d'aménagement. Ainsi, les techniques de concertation, d'accompagnement du changement (une formulation qui en dit long sur le rôle attribué à la *com* puisque si on veut accompagner le changement, cela démontre que celui-ci est décidé...), de démarche participative, visent à amortir des décisions actées neuf fois sur dix avant toute forme de communication...

Deuxième fonction

Il convient d'émouvoir afin de convaincre. Les langues de bois et les techniques qui les accompagnent sont diverses. Ce qu'elles perdent parfois en incantations doctrinales, elles peuvent le gagner en imaginaire,

en faisant appel à la force du récit. C'est toute la puissance du *storytelling* (Salmon, 2008) qui, plutôt que de recourir à l'argumentation, à l'analytique, à la capacité d'abstraction, offre une variation souvent divertissante, à coup sûr démonstrative, dont l'objectif premier consiste à réactiver la gamme d'émotions et de sentiments gisant au fond de chacun d'entre nous.

Le *storytelling* constitue une variante de langue de bois où l'affect, plus que l'intellect, est mis au service de la force de persuasion. Il s'agit de frapper l'imagination en proposant des histoires où le manichéisme ainsi que le spectaculaire s'incarnent dans des tranches d'existence, voire dans de grands récits collectifs. On sait ce que doivent les deux guerres du Golfe à l'usage originel de cette méthode. Plus généralement, les communications politiques sont fortement consommatrices de cette technique. Mais la communication scientifique ou technologique n'y déroge pas non plus. Ainsi la NASA, voici quelques années, avait annoncé la découverte de traces d'eau sur Mars sans pour autant avancer la moindre preuve empirique de ses affirmations. Il s'agissait purement et simplement d'un effet d'annonce, instrument de lobbying pour l'occasion, visant à convaincre le Congrès de renforcer le budget de l'agence spatiale afin de relancer les programmes d'exploration de l'univers.

Troisième fonction

Il faut répondre à la question des crises. La crise est ce moment singulier où soudainement dépourvu de toute maîtrise, moment d'effondrement des repères, le souci de communication du décideur surgit et en appelle à une médiation salvatrice. On se souvient alors que tout est communication, mais derrière le rappel se manifeste toujours le même malentendu où l'on confond l'enjeu anthropologique avec le savoir-faire. Ainsi, sur la ligne de crête des crises médiatiques supposées, réelles ou

potentielles, se développe toute une ingénierie qui vise à maîtriser toujours plus les dispositifs discursifs, à gérer les agendas, à encadrer les prises de paroles. Les plans médias sont devenus la nouvelle grammaire de déclinaison des langues de bois. Ainsi choisir tel ou tel autre support, tel type de journaliste pour accorder un entretien, tel moment pour répondre aux urgences suscitées par la crise, sont autant d'initiatives qui, loin d'être neutres, spontanées, participent de la volonté coûte que coûte d'ordonner une vision de la situation. Les cellules de crise, les fameuses *war rooms*, pourvoient en éléments de langage et autres argumentaires les acteurs de ces moments paroxystiques, véritables bouillons de culture propices à l'usage de toutes les langues de bois.

Ces trois grandes fonctions inhérentes à la fabrique des langues de bois en société ouverte utilisent toute la panoplie des pratiques des communicants : conférence de presse scénarisée, communiqués de presse surveillés, *power-point*, véritable substitut à une communication orale trop porteuse de risques², interviews lues et relues à la virgule près... Tout se passe comme si la communication se réduisait à un rôle de *factotum* pour mieux délivrer les multiples langues de bois des décideurs...

Dépasser la « com » pour communiquer

Réduite à une technique, à des savoir-faire accumulés et diversement sophistiqués, la *com* est une dégénérescence de la communication : elle est la négation de la densité humaine de la communication en tant que valeur démocratique, pratique soucieuse de transparence, création de liens. Héritière tout à la fois du marketing, du technocratisme, du management et des *process* spéci-

fiques aux ingénieurs, l'activité se limite-t-elle dès lors aux seuls murs des langues de bois et à sa seule dimension fonctionnelle ? Faut-il jeter toute l'activité qui, depuis vingt ans, connaît une accélération professionnelle sans précédent, notamment avec une offre très large de formations, y compris de formations universitaires, parce que des pratiques contraires à ses valeurs la dénaturent au point de paraître en faire un outil de manipulation des individus ? Les professionnels de la communication sont-ils d'abord des professionnels de la « novlangue », programmés pour l'être et le demeurer ? Et *in fine* la langue de bois est-elle consubstantielle à ces métiers ?

Tout l'enjeu consiste à réévaluer le rôle et les missions des communicants. Tout d'abord, l'activité en soi est porteuse d'une variété infinie de situations, de parcours, de réalités. Il ne se dissimule pas derrière chaque *dircom* un chien de garde de l'ordre dominant : la communication financière d'une entreprise du CAC 40 a peu à voir avec la communication politique d'un élu local, la communication d'une administration d'État n'est pas celle d'une ONG, etc. Tous partagent les mêmes tentations : céderont-ils aux sirènes des langues de bois, ces langues de facilité et de confort, de paresse intellectuelle et de soumission hiérarchique, qui rassurent tous les dirigeants mais qui ne dupent plus (ou presque plus) personne. Là où le dirigeant a besoin de certitudes, le communicant est confronté à une alternative pour le coup particulièrement transparente :

- appliquer la vision instrumentale de la *com* qui charrie l'idée selon laquelle le savoir-faire technique, qui est aussi un savoir-dire « arraisonné »³ la complexité du monde ;
- assumer pleinement son rôle qui consiste à tenir compte non seulement de la résistance du monde mais aussi à apporter un regard critique sur le fonctionnement des pouvoirs afin justement d'améliorer et de faire vivre la communication, libérée de la sorte des fausses ficelles qui l'enserrent et des illusions qui l'excluent.

Le second terme de l'alternative suppose tout d'abord de franchir un obstacle : aucune technique, aucun dispositif, aussi astucieux, « professionnel » soit-il ne résoudra l'énigme que constitue la communication. Tout au plus pouvons-nous optimiser les conditions de celle-ci. Assurer ce rôle qui suppose réalisme et distance consiste ensuite à accepter en soi cette tension weberienne entre l'éthique de la responsabilité qui, dans ce cas précis, suppose loyauté d'une part et éthique de la conviction d'autre part, qui exige d'être cohérent avec l'idée que l'on se fait de sa mission : la responsabilité que l'on doit à la cause, à l'entreprise, au chef que l'on sert, mais la conviction que l'on se doit à soi-même de respecter la réalité de l'exercice d'une activité dont les limites ne sont pas professionnelles mais anthropologiques. Il convient enfin de se résoudre à la modestie en s'acceptant bien plus comme un médiateur, un intermédiaire, que comme un faiseur de miracles qui saurait par construction résoudre ce que des siècles et des siècles d'humanité ne parviennent toujours pas à saisir : l'intercompréhension.

Toute la question est de savoir si les entrepreneurs en communication sauront se montrer à la hauteur d'un enjeu qui étalonnera la crédibilité à venir de leur profession. L'effort de subversion de leur propre routine, ainsi que l'évolution des représentations que les donneurs d'ordre ont du rôle du communicant supposent une transformation en profondeur, qui nécessitera du temps pour que se mette en place une autre pratique, pour ne pas dire une autre politique, de l'activité. De la même manière qu'il a fallu des années de combats, de coups de force symboliques, de changements culturels dans la relation des opinions aux médias, de nombreux et de multiples débats politiques pour autonomiser les journalistes du service public des tutelles de l'État, tout laisse à penser que l'autonomisation des professionnels de la communication s'effectuera au prix d'un mouvement

progressif et long au cours duquel devront se mettre en place les conditions effectives pour accomplir les changements propres aux métiers de la communication.

On imagine sans peine que quelques crises majeures (catastrophes environnementales, crises sanitaires, conflits sociaux, etc.), avec les bugs de communication qui en découlent généralement, contribueront à accélérer certaines prises de conscience dans ce domaine. C'est dans toute la densité de leur tragédie, la « vertu » des grandes crises, des épreuves que de susciter les *aggiornamentos* des modèles dominants. Mais le moyen le plus sûr pour redéfinir les approches professionnelles de la communication consistera sans aucun doute à renforcer les contenus des nombreuses formations qui, aujourd'hui, sont proposées aux étudiants. C'est bien en offrant une approche théorique, comparative, historique, critique, faisant appel aux sciences sociales, entre autres, mais plus largement à ce qu'on appelait en son temps les humanités, que l'on parviendra non seulement à enrichir ces enseignements, mais à procurer aux communicants de demain, l'indispensable distance intellectuelle, seule susceptible de réorienter la manière de concevoir et d'accomplir le « job ». Car avant d'être un spécialiste, le « communicant » devrait être un généraliste, afin de disposer du regard panoramique lui permettant d'embrasser la complexité du monde et des sociétés.

L'avenir de la communication en tant que pratique professionnelle n'est certainement pas dans la *com* et ses multiples impasses, mais dans la médiation parce que celle-ci suppose, au préalable, la reconnaissance du point de vue des autres. C'est seulement au prix de cette confrontation sans concession avec le monde réel des sociétés, et non avec le monde rêvé des marchands de *com*, que l'on parviendra à libérer la communication des langues de bois qui, trop souvent, l'emprisonnent.

Arnaud Benedetti

NOTES

1. Pour cette distinction, on se reportera à Dominique Wolton, *Sauver la communication* (2005, p. 216) : « La communication normative renvoie à l'idéal de partage et d'intercompréhension. La communication fonctionnelle illustre la nécessité d'échanger de très nombreuses informations dans des sociétés ouvertes. »
2. De ce point de vue, le déclin de l'art oratoire est indissociablement lié à la montée en puissance des instruments et des

techniques de communication, lesquels impliquent un évident recul de la spontanéité et de l'improvisation au nom de l'idéologie de la professionnalisation des comportements et des savoir-faire.

3. Pour le concept d'arraisonnement, on se reportera à la conférence de Martin Heidegger, « La question de la technique », dans ses *Essais et conférences* (1958).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ÉLIAS, N., *La Dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1969.

HEIDEGGER, M., « La question de la technique », *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, 1958.

SALMON, C., *Storytelling : la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2008.

WOLTON, D., *Sauver la communication*, Paris, Flammarion, 2005.

Thomas Legrand

Éditorialiste à France Inter et aux Inrockuptibles

LES LANGUES DE BOIS JOURNALISTIQUES ET POLITIQUES SE NOURRISSENT L'UNE L'AUTRE

La langue du robinet

Comment combattre la langue de bois ? Ce devrait être notre première préoccupation, à nous, commentateurs politiques. C'est, en tout cas, la mission que nous proclamons vouloir accomplir. Mais avant de développer ce thème et de voir comment ce combat a évolué ces dernières années avec l'apparition de nouvelles formes de langues de bois (le « parler cash »), balayons devant la porte de notre studio ou de notre rédaction : il y a aussi une langue de bois du commentaire politique. La langue de bois n'est pas l'apanage des responsables politiques et des élus. Ceux qui sont chargés de commenter, d'analyser, d'éditorialiser, ont développé une forme de vulgate spécifique à leur exercice. Comme celle des hommes politiques, la langue de bois des commentateurs a pour objectif principal de ne pas tout dire. Comme celle des hommes politiques, la langue de bois des commentateurs est faite pour leur permettre de s'adresser au plus grand nombre, sans choquer et parfois

même en délivrant à l'auditeur et au lecteur une pensée formulée, dans laquelle il puisse se reconnaître.

Il y a une forme de démagogie, voire de populisme, dans certains commentaires politiques qui procèdent de la même logique que la langue de bois que l'on reproche aux élus. Une autre forme de langue de bois du commentaire est cependant plus compréhensible, ou tout du moins excusable : il ne s'agit pas de cacher quoi que ce soit, il s'agit simplement de ne pas se dévoiler complètement pour tout un tas de raisons plus ou moins vertueuses mais bien logiques, ne pas dévoiler ses préférences partisans pour continuer à être lu et écouté par le plus grand nombre et faire en sorte, dans sa façon d'écrire, que le lecteur, sans savoir quelles sont exactement les convictions politiques de l'auteur, comprenne qu'elles ne prennent pas le pas sur la pertinence de l'analyse. Cette langue de bois peut être considérée comme une nécessaire et minimale hypocrisie... J'en use (et tente de ne pas trop en abuser) je l'avoue chaque matin sur France Inter !

Il existe aussi une autre sorte de langue de bois, plus problématique, dans nos métiers de commentateurs : la langue de bois réflexe, faite de formules creuses, de poncifs, de métaphores (guerrières, culinaires, sportives) usées jusqu'à la corde, de positionnements néo-poujadistes ou faussement branchés, facilement moqueurs, légèrement cyniques... Une musique composée de mots et formules à la mode (« improbable », « le vivre ensemble », « cerise sur le gâteau... », « la balle est dans le camp du gouvernement », « appétence »), une sorte de discours automatique, un robinet à commentaire tiède et consensuel comme un nappage sucré pour faire passer des questions complexes qui nécessiteraient plus de temps d'antenne, de nuance et de culture. C'est une logorrhée que l'on pourrait qualifier de « langue de bois du robinet ». Le commentaire politique est sans fin, il revient sans cesse, il faut produire pour que le robinet soit toujours alimenté. J'essaie de toutes mes forces, chaque matin, de ne pas passer par cette tuyauterie. Mais c'est souvent après coup que je me rends compte que je n'ai pas réussi à sortir de l'eau tiède et grisâtre.

Le parler cash

La langue de bois des journalistes s'adapte à celle des politiques, qui elle-même s'adapte au rythme de la presse autant qu'au ton général des médias audiovisuels et de leur langue cool. Voilà donc le mécanisme du serpent qui se mord la queue bien en place : l'imitateur est singé par l'imité (Xavier Bertrand en est la caricature) !

L'une des tendances les plus spectaculaires de ces dernières années est l'avènement de ce que l'on peut appeler le « parler cash ». Le parler cash est une façon de faire mine de rejeter la langue de bois, c'est-à-dire la phraséologie politique destinée à tourner autour du pot.

Avec le parler cash, il faut que l'auditoire se dise « celui-là, il est franc, il ne nous baratine pas ». Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy sont les papes de cette méthode. La campagne présidentielle de 2007 fut l'âge d'or du parler cash. Ségolène Royal, qui se voulait briseuse des tabous de la gauche, et Nicolas Sarkozy, qui voulait que les politiques retrouvent le contact avec le peuple, se sont mis, chacun dans leur style, à parler directement au peuple en utilisant un langage censé reprendre le vocabulaire de tous les jours et de tout le monde. Un langage qui s'est construit à force de recherches destinées à fournir un discours avec « de vrais morceaux de phrases de vrais Français dedans » comme le dit la publicité pour les yaourts aux « vrais morceaux de fruits dedans » !

Ce « parler cash » appauvrit le langage politique en bannissant la nuance au profit des couleurs vives et criardes. On simplifie plutôt que de vulgariser. Quand Ségolène Royal invente et arrive à imposer l'expression « vie chère » qui véhicule un message évident, c'est aussi une forme d'appauvrissement du discours économique. Quand Nicolas Sarkozy oublie les négations avec ses « chui pas » au lieu de « je ne suis pas », ou quand il relâche son langage, au milieu d'ouvriers, jusqu'à dire, en février 2009 dans une entreprise de sous-traitance automobile, « si y en a que ça les démange d'augmenter les impôts, pas moi », on est au sommet de l'art – si l'on peut dire – du parler cash. François Mitterrand, qui en matière de gouvernance ne mérite pas particulièrement d'être épargné, avait cependant une qualité. Pour s'adresser au plus grand nombre, il disait s'inspirer d'Erkman et Chatrian, ces deux auteurs de contes populaires du XIX^e siècle : réduction drastique du vocabulaire, pas plus de deux centaines de mots mais – pour valoriser l'auditoire – utilisation sans limite d'une syntaxe sophistiquée et même de l'imparfait du subjonctif.

Avec le parler cash, on est loin de cette époque. Généralement, un propos cash commence avec une moue de franchise et une petite phrase introductive du

genre « Vous voulez vraiment savoir ce que j'en pense ? Eh bien je vais vous le dire... » (sous-entendu, « moi je ne pratique pas la langue de bois »). Suivent des indignations « inadmissible », « intolérable », et des désignations « racaille », « patrons voyous », « privilégiés », « gens du voyage »... Exemple de parler cash, toujours en 2009 : Laurent Wauquiez, alors secrétaire d'État chargé de l'Emploi, réagissait aux profits et aux suppressions de postes chez Total. En deux phrases, bien senties, limite autoritaires, il a menacé Total. « Moi, je vais vous dire... ça, ça me reste en travers de la gorge » dit-il en joignant le geste à la parole. En fait, l'État ne fera rien. D'ailleurs, François Fillon a contredit son ministre le lendemain. Laurent Wauquiez aura, au moins, peaufiné son image de gars bien, qui parle avec ses tripes.

En réalité, on s'aperçoit que le parler cash est (était... comme on le verra plus loin) le stade ultime de la langue de bois moderne puisqu'il ne dit rien. C'est souvent une réaction émotive faite à chaud, devant une usine en difficulté, ou au lendemain d'un fait-divers choquant, de préférence devant des ouvriers inquiets ou des parents de victimes encore secoués. Une parole cash devient un acte politique en lui-même mais un acte creux, et nous (les journalistes) en sommes coresponsables puisque notre industrie vit à jets continus avec Internet et les chaînes tout-info. Elle réclame de l'info politique à outrance, à un rythme bien trop soutenu, bien plus rapide en tout cas que le vrai rythme de l'action politique, de la fabrication du droit, de la mise en œuvre des décisions qui nécessite son cortège de débats, d'expertise, ses contraintes budgétaires et ses allers et retours parlementaires.

D'ailleurs, quand il se passe quelque chose, nous demandons d'abord aux politiques « quelle est votre réaction ? ». Mais devant un événement ou une situation nouvelle, une réaction n'est que l'expression d'un sentiment et il n'informe finalement que très peu sur l'essentiel, c'est-à-dire sur ce qu'il faut faire. En deman-

dant systématiquement aux politiques « quelle est votre réaction ? » plutôt que « quelle est votre action ? », nous les incitons au parler cash, nous nourrissons et suscitons cette nouvelle forme de langue de bois qui nous arrange bien, tout simplement parce qu'elle ressemble à notre langue. Mais, contrairement à ce que l'on pourrait croire, le parler cash est maintenant devenue une langue inefficace et contre-productive, une langue anachronique. Nicolas Sarkozy ne s'en est visiblement pas encore aperçu et il le paie dans les enquêtes d'opinion depuis le printemps 2010. Le parler cash ne résiste pas à la « tyrannie de la cohérence » que subit de plein fouet le président.

La tyrannie de la cohérence

En persistant dans le « parler cash » alors qu'il est président, Nicolas Sarkozy commet une faute politique (cf. les réactions aux violences de cet été 2010). L'efficacité du « parler cash » ne peut pas être la même une fois que l'on a revêtu les habits du monarque républicain qu'est le président de la République française. Non seulement la vulgarité du parler cash ne sied pas à la fonction, mais cette forme d'expression, faite d'affirmations péremptoires et volontaristes à un rythme soutenu, se fracasse contre un phénomène nouveau que subissent désormais les politiques et principalement les hauts dirigeants : « la tyrannie de la cohérence ».

Nicolas Sarkozy subit un « désamour », pour reprendre le terme d'un député UMP, qu'il faut aussi analyser à l'aune de l'évolution du débat public de ces dernières années. Outre les raisons classiques liées à la crise, aux promesses non tenues et au style du président, il y a aussi le fait que Nicolas Sarkozy est soumis à un phénomène nouveau et tyrannique que ne subissaient pas ses prédécesseurs. C'est sans doute une tyrannie

salutaire (si l'on peut employer cet oxymore)... mais c'est pour lui une tyrannie : aucun autre président avant lui ne se voyait à ce point et en permanence mis en face de ses contradictions. Sous Mitterrand ou sous Chirac, les médias ne comparaient pas au jour le jour ce qui avait été dit avec ce qui était fait, ou même ce qui était dit à un moment donné avec ce qui avait été dit avant. Un exemple : en 1997 quand Jacques Chirac annonce qu'il dissout l'Assemblée nationale, aucun média audiovisuel n'avait mis cette déclaration fracassante en regard avec une autre déclaration faite deux ans plus tôt, lors de la campagne de 1995, dans laquelle il affirmait que la dissolution de l'Assemblée ne devrait être prononcée que si la République était en danger.

J'étais, à l'époque, journaliste au service étranger de RTL, j'avais gardé le « bobino » de la première déclaration sur le sujet du candidat Chirac en 1995 dont j'avais couvert la campagne (j'étais alors au service politique intérieure de RTL). Le directeur de la rédaction et le chef du service politique d'alors n'ont pas voulu que je fasse un sujet rapprochant la déclaration du candidat Chirac 95 et celle du Chirac président 97. Les deux Chirac étaient en complète contradiction. Seuls quelques journaux de presse écrite ont rappelé cette contradiction, presque en annexe ! Il ne s'agissait pas de censure... ça ne se faisait pas, voilà tout. Ni la radio ni la télévision n'ont souligné ce grand écart. Mes chefs m'avaient répondu qu'on n'allait pas commencer à mettre en contradiction les hommes politiques avec eux-mêmes. Heureusement pour Jacques Chirac d'ailleurs, quand on connaît le large éventail d'opinions dont il s'est réclamé durant sa longue carrière.

Les temps ont changé et aujourd'hui, on commencerait par mettre les deux déclarations (95 et 97) en face l'une de l'autre pour souligner le côté girouette du personnage. Le traitement du discours politique par la presse a donc changé, et pour un tas de raisons qui n'ont rien à voir avec une supposée plus ou moins grande

audace ou liberté des journalistes. C'est une question d'abord bêtement technique. Nous sommes passés de la bande magnétique et vidéo au numérique et nous pouvons conserver, chacun d'entre nous, journaliste ou non, et classer tout ce qui se dit. La mémoire politique s'est démocratisée ! Internet fait le reste : tout est à la disposition de tout le monde en un clic. Les sites d'informations comme Rue89, Médiapart, Arrêt sur Images ou Slate font ce travail dit de *fact checking*. Un travail que fait depuis longtemps et le plus naturellement du monde la presse anglo-saxonne. Le reste de la presse française (hors Internet) s'y met aussi dans un même élan. Et c'est absolument ravageur pour le mode de communication de Nicolas Sarkozy qui a été élaboré, selon des critères dépassés, par de vieux publicitaires du XX^e siècle, c'est-à-dire du siècle de la télévision !

Le discours du président de la République, emprunt de volontarisme, truffé d'affirmation d'action, ponctué de promesses de résultats rapides et suggérant en permanence la rupture par rapport à un immobilisme du passé, a aussi modifié le rapport du journaliste politique au discours politique. Nicolas Sarkozy le subit de plein fouet. La concentration des pouvoirs et des annonces à l'Élysée accentue le désastre. Le président abandonne la taxe carbone, et voilà les radios, les télévisions – et plus seulement les sites Internet d'information ou le petit journal de Yann Bartz sur Canal Plus – qui rappellent toutes les déclarations précédentes : « la taxe carbone, c'est aussi important que la décolonisation » disait Nicolas Sarkozy. On met ces différentes déclarations contradictoires en regard avant même de faire réagir l'opposition à ses derniers propos. Le président devient sa propre opposition. Sur la sécurité, le Grand Paris, demain sans doute sur la réforme de l'instruction, le président subit les chocs audiovisuels de la différence entre les discours et les résultats et aussi, presque pire, entre les discours tout court. Cette « tyrannie de la cohérence » est nouvelle dans le débat politique français. Ce nouvel état de fait doit servir de leçon pour

tous les prétendants à l'Élysée pour 2012 qui devraient faire attention à ce qu'ils disent (et à la façon dont ils le disent) dès maintenant. Internet et le numérique obligent les hommes et les femmes politiques à plus de constance en imposant une impitoyable « tyrannie de la cohérence ».

Le commentaire politique se nourrit de plus en plus de l'analyse de ces incohérences. Cette évolution du rapport entre le discours et son commentaire est certainement bienvenue après des décennies de consanguinité entre les politiques et les commentateurs...



Dominique Wolton

Directeur de l'Institut des sciences de la communication du CNRS (ISCC)

DE L'UTILITÉ DE LA LANGUE DE BOIS

entretien avec Joanna Nowicki, Michaël Oustinoff et Bernard Valade

Dominique Wolton : Pourquoi la langue de bois mérite-t-elle de vraies recherches ? De mon point de vue, pour cinq raisons. Premièrement, plus il y a de démocratie, plus il y a d'échanges et plus il y a d'espace public ouvert, plus il y a d'interactions ; donc, plus il y a de langues de bois. Plus il y a de circulation, plus il y a d'incertitudes et d'interprétations, plus on s' imagine que « le pouvoir » va essayer de mentir, par le biais de la langue de bois. Autrement dit, c'est une projection que l'on fait sur l'émetteur. La langue de bois repose par ailleurs sur l'hypothèse d'un récepteur manipulable, plutôt crédule et qui va croire à la langue de bois qu'on lui assène. Or, jusqu'à présent, on n'a pratiquement jamais vu de langue de bois gagner dans la durée. Dans les démocraties, le soupçon répandu selon lequel « l'autre » – parce qu'on ne se remet jamais soi-même en cause – serait manipulé par le mensonge et la langue de bois est un fantasme classique, fréquent, mais qui ne se vérifie pratiquement pas. Ce fantasme de manipulation

a pourtant la vie dure. Autrement dit, la dénonciation d'une langue de bois traduit à la fois l'idée que « l'autre » est instrumentalisé et que le pouvoir essaye toujours de manipuler. Quant à la langue de bois en régime dictatorial, chacun sait qu'il s'agit uniquement de la langue du pouvoir. Là, il n'y a rien à en attendre, sinon qu'en face elle suscite un mélange de silence et d'humour.

Deuxièmement, langue de bois, stéréotypes et représentations forment un véritable *triangle*. Et ce triangle me fascine. Pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas parler à quelqu'un sans avoir une représentation de lui. Plus on est dans un espace ouvert, avec des interactions de cultures et représentations différentes, plus les représentations d'autrui sont naturellement prégnantes et renforcées par des stéréotypes. Ceux-ci constituent la plupart du temps de véritables adversaires de la communication, puisque, par définition, ils déforment le message. En même temps, ils conditionnent la communication puisqu'on ne peut accéder à l'autre

que par le truchement de représentations ou de stéréotypes. Ce triangle «représentations, stéréotypes, langue de bois», duquel il est très difficile de s'échapper, est en outre accentué par l'omniprésence des interactions. Paradoxalement, on pourrait presque dire que la langue de bois est un critère de démocratie. Pourtant, l'idée même de langue de bois paraît antinomique avec l'idée de démocratie. Mais c'est la multiplication des discours en espace ouvert qui renforce le *soupçon* de langue de bois.

Troisièmement, la langue de bois suppose la capacité à manipuler le récepteur. Cela pose la question du populisme. Le développement du populisme dépend de trois facteurs : une crise sociale et une crise de confiance réelle ; des hommes politiques incapables de dire la vérité ; des médias qui s'affolent comme des boussoles et qui sont incapables de resituer les choses. La reprise du populisme génère celle de la langue de bois. Je dirais même qu'on en redemande : quand il y a une demande d'ordre, il y a aussi souvent une demande de langue de bois.

Quatrième point, la langue de bois renvoie à l'idée que derrière elle, au-delà d'elle, il y aurait une *vérité*. Or, la difficulté de toutes les démocraties est que tout y est négociation et mouvement. Tout est compliqué et interagit. Des éléments de vérité répondent à la langue de bois et réciproquement, mais il n'y a pas, à un moment donné, la vérité qui se dresse contre la langue de bois.

Enfin, cinquième point, pour se faire entendre dans un espace public ouvert, il faut simplifier le discours et donc le rigidifier. En quelque sorte, l'horizon de la langue de bois menace tous les discours. C'est vrai pour les politiques et les magistrats, les scientifiques, les journalistes et les artistes, c'est vrai pour tout discours constitué. La simplification nécessaire à l'espace public ouvert et concurrentiel, favorise par définition l'émergence d'un discours codé, structurant proche de la langue de bois. La question est donc la suivante : dans une logique de

rapports de forces en espace public ouvert, comment parvenir à fluidifier les discours, à empêcher qu'ils ne se rigidifient sous forme de stéréotypes et, pire, sous forme de langue de bois ?

Joanna Nowicki : *Pour vous, la langue de bois serait donc une convention langagière parmi d'autres, comme le jargon scientifique, le langage diplomatique ou les formules de politesse. Elle serait une convention à laquelle on se rallierait en fonction du contexte. Pour le politiquement correct, par exemple, on parle de «conventions ascétiques». Je suis pour ma part persuadée de l'utilité des conventions en démocratie dès lors qu'elles permettent d'éviter la violence verbale. Mais je doute que la langue de bois soit une convention parmi d'autres. Elle possède à mon avis une spécificité forte. Ce terme vient d'ailleurs et recèle une signification particulière qui la distingue des autres conventions.*

Dominique Wolton : Je n'aime pas tellement l'idée de convention qui suppose l'égalité des partenaires et une conscience claire et partagée des enjeux. Il n'y a pratiquement jamais d'égalité des partenaires, mais un point de vue qui s'impose aux autres et à partir duquel on négocie. Il est rare de voir des gens se mettre autour d'une table pour accepter une convention. Conventions et négociations sont toujours liées à des rapports de forces. La langue de bois ne m'apparaît donc pas comme une convention mais comme l'expression d'un rapport de forces. C'est, somme toute, du pouvoir dans des mots et l'intention d'imposer la situation décrite par ces mots. Ce qui m'intéresse aussi dans la langue de bois, c'est finalement la conscience critique qu'en a le récepteur, conscience à mon avis beaucoup plus aigüe qu'on ne l'imagine. Autrement dit, la critique que je porte à l'idée de la toute-puissance de la langue de bois est de même nature que celle que j'oppose à l'idée selon laquelle l'émetteur serait tout-puissant et le récepteur juste bon à accepter un message. En revanche, il est indéniable que,

dans les dictatures, la langue de bois ne suscite aucune critique explicite. On se tait, tout simplement parce que l'on sait ce que l'on risque à parler. Le silence ne signifie pas accepter ce que l'on vous dit...

Joanna Nowicki: *C'était exactement pareil dans l'Europe de l'Est soviétisée.*

Dominique Wolton: Tout à fait. Les Européens de l'Est – nous dirions aujourd'hui les citoyens de l'Europe centrale et orientale – ont eu pendant quarante ans l'intelligence d'avoir deux cerveaux, un cerveau communiste et un cerveau normal, et de passer constamment de l'un à l'autre. Confortablement installés à l'Ouest, nous n'avons pas perçu cette intelligence. Et de nos jours, nous n'essayons même pas de savoir comment ces peuples ont pu être aussi subtils pour jouer ce double rôle.

Joanna Nowicki: *Nous sommes donc d'accord pour dire que dans la problématique de la langue de bois, il y a toujours un enjeu de pouvoir.*

Dominique Wolton: Oui. La langue de bois est une tentative pour formater le réel, selon une vision que l'on sait pertinemment biaisée mais dont on escompte que l'autre va l'accepter. Ce qui est important c'est son côté construit, synthétique et capable de répondre à plusieurs événements: on peut dire que c'est une «langue». Pour ma part, je fais l'hypothèse que la langue de bois n'est possible du côté de l'émetteur que si, parallèlement, il y a des conditions de réception possibles. À lui tout seul l'émetteur ne peut pas construire la langue de bois. Il faut être deux. Néanmoins, il n'est pas certain que l'autre accepte ce discours. Ou, plutôt, il y a comme toujours plusieurs récepteurs. Certains acceptent, d'autres refusent, d'autres négocient.

Joanna Nowicki: *Parce que, selon vous, le récepteur soupçonnerait systématiquement les enjeux de pouvoir?*

Dominique Wolton: Pas forcément.

Joanna Nowicki: *En tout cas, il se méfierait?*

Dominique Wolton: Je ne crois pas. Quand le récepteur commence à se méfier, c'est gagné. Cette langue est décodée et perd une partie de son efficacité. À l'inverse, trop se méfier conduit à la paranoïa, à voir de la langue de bois absolument partout. Croire que tout est langue de bois revient à ne plus s'intéresser au discours de l'autre. En somme, je suis persuadé qu'on ne peut pas se passer de la langue de bois en démocratie, qu'elle est consubstantielle au raisonnement, et c'est la raison pour laquelle il faut un espace public ouvert pour permettre de la relativiser par d'autres discours. Mais personne ne maîtrise complètement l'espace public du langage.

Joanna Nowicki: *Je souhaiterais maintenant passer à cette variante de la langue de bois existant en démocratie qu'est le «politiquement correct». Le terme de langue de bois vient de l'Est et des régimes totalitaires, mais les démocraties ont inventé une langue de bois démocratiquement acceptable qu'elles ont appelée le «politiquement correct». Ce «politiquement correct» est nourri de bonnes intentions et vise à éviter toute discrimination et toute dérive verbale.*

Dominique Wolton: À mon sens, le politiquement correct n'a pas été inventé. Il est coproduit par les locuteurs.

Joanna Nowicki: *Peut-être, mais il a bien été inventé au départ, avec l'intention de ne pas heurter, d'éviter de discriminer. Or, il en est arrivé à produire des effets pervers, en occultant la réalité.*

Dominique Wolton: La langue de bois n'occulte pas la réalité, elle la déforme. Ce n'est pas exactement pareil.

Joanna Nowicki: *Tel est le sens de ma question. La langue de bois ou le politiquement correct n'occultent-ils pas la réalité en interdisant de la décrire?*

Dominique Wolton

Dominique Wolton : Oui, la langue de bois est un formatage, une vision construite de la réalité, qui vise à lui donner un sens. Le politiquement correct démocratique n'est pas de la langue de bois. C'est autre chose. Il y a un cousinage, mais la différence tient à l'*intentionnalité* qui caractérise la langue de bois, alors que dans le politiquement correct, il y a une sorte de culture *partagée*, qui vise d'ailleurs à valoriser autant l'émetteur que le récepteur.

Joanna Nowicki : *Pour moi, le politiquement correct conduit à une perversion. Prenons l'ouvrage de Hugues Lagrange «Le Déni des cultures» sur les jeunes immigrés et la controverse qu'il a suscitée pour avoir abordé les problèmes sociaux en France en parlant de la culture. Avant même d'aborder la question de fond, on a attaqué l'auteur précisément sur sa façon de parler du sujet.*

Dominique Wolton : Il s'agit effectivement d'un bon exemple de politiquement correct. Lagrange envisage qu'il y aurait peut-être une dimension culturelle dans les mécanismes de discrimination, indépendamment des inégalités sociales. Or, ce n'est pas «acceptable» car on identifie la culture au culturalisme et donc au communautarisme. Ce glissement renvoie plus au politiquement correct qu'à la langue de bois.

Joanna Nowicki : *L'introduction de l'ouvrage est pourtant très nuancée, mais pas politiquement correcte en France.*

Dominique Wolton : Effectivement, ce sont deux vulgates qui s'opposent. L'une, politiquement correcte, laïque, républicaine, au nom de l'universel, veut bien admettre les inégalités sociales, mais surtout pas les inégalités culturelles.

Joanna Nowicki : *C'est donc bien que le politiquement correct n'est pas seulement une question de vocabulaire ou de style, mais également un formatage intellectuel,*

une question de posture intellectuelle face au réel. L'impérialisme verbal n'est pas loin.

Dominique Wolton : Je ne voudrais pas donner trop de pouvoir à l'idée de langue de bois. Elle est peut-être beaucoup plus banale qu'on ne le pense. Elle n'a pas forcément trait à l'exercice du pouvoir symbolique. Des individus ou des groupes s'enferment dans des langues de bois en rapport avec leurs visions du monde. Telle revue managériale explique par exemple que telle entreprise va connaître un superbe essor alors que tout le monde sait qu'elle va être vendue et démembrée. C'est de la langue de bois totale. On se dit qu'il ne doit pas y avoir un cadre pour y croire. Et pourtant cette presse existe. C'est paradoxal, mais on veut parfois de la langue de bois, tout en n'étant pas dupe. C'est un peu comme la *presse people* : les lecteurs en raffolent sans pourtant être dupes. En somme, les rapports entre langue de bois, politiquement correct et idéologie sont complexes et encore à défricher. C'est le *deuxième triangle*.

Michaël Oustinoff : *S'il existe un tel besoin de langue de bois, comment comprendre que, parallèlement, il y ait aussi une telle demande de «parler vrai» ?*

Dominique Wolton : Parce que l'opinion est lasse du faux-semblant et aimerait que les choses soient «vraies». Chacun réclame donc du *parler vrai*. Pour autant, le *parler vrai* n'est pas forcément mieux souhaité, ou finalement mieux perçu, que la langue de bois. En chacun de nous coexistent deux démarches contradictoires : nous souhaitons la vérité, mais nous ne la supportons pas. C'est comme la langue de bois : elle est un jeu à trois qui fait plus ou moins système. L'émetteur, le message, le récepteur. Le mot langue veut bien dire ce que cela veut dire, c'est une suite d'échanges et d'interactions où tout le monde se retrouve d'une manière ou d'une autre. Sans être structuraliste, on peut dire que le changement est plus «facile» quand les trois éléments de la langue de bois évoluent, ensemble, dans

le même sens. Si la langue de bois a toujours résisté, il est certain que le changement contemporain de l'espace de communication lui donne un espace encore plus vaste. C'est la contrepartie de la démocratie.

Michaël Oustinoff: *Jean-François Copé, un des cadres montants de l'UMP, vient de publier un livre dont on a parlé dans les médias «Promis. J'arrête la langue de bois». Il est pourtant un orfèvre en la matière. Comment défendre le «parler vrai» dans une langue de bois quasi intégrale ?*

Dominique Wolton: Parce que les gens n'adhèrent pas au Jean-François Copé *parlant vrai*, mais au Jean-François Copé partisan, quand ils partagent son idéologie. À mon sens, cette contradiction apparente n'en est pas vraiment une. Ce qui est davantage intéressant, c'est de saisir le moment où le récepteur abandonne sa capacité à décoder et cède au besoin de langue de bois, tout en continuant à aspirer à un langage de vérité. Le cas de De Gaulle est intéressant à cet égard : systématiquement attaqué durant la décennie où il était au pouvoir, tout le monde s'en réclame aujourd'hui.

Bernard Valade: *De Gaulle était un orfèvre en langue de bois. Il a eu cette formule admirable : «J'ai porté le cadavre de la France à bout de bras, en faisant croire à tout le monde qu'il était vivant.» N'est-ce pas sublime ?*

Dominique Wolton: De la pure langue de bois, en effet, qui lui a permis de faire croire aux Français que, hormis quelques cas isolés, tout le monde avait été résistant et l'avait soutenu, ce qui est loin d'être exact historiquement.

Michaël Oustinoff: *Comme titre à ce volume, nous avons choisi de mettre «langues de bois» au pluriel. Qu'en pensez-vous ?*

Dominique Wolton: Cela me semble justifié. Il y a quantité de langues de bois. Chaque milieu a la sienne.

La plus robuste est celle du milieu médical. Jamais un médecin ne vous dira : «Cher Monsieur, vous avez un cancer généralisé, il vous reste trois mois à vivre.» Cela ne serait pas supportable. Ce serait même une grave faute psychologique de le faire. Au mieux, se contentera-t-il de le suggérer, de vous amener à vous en rendre compte par vous-même. On le leur reproche parfois. Exemple type de double injonction : on reproche au médecin de ne pas dire la vérité alors que, précisément, il ne peut pas la dire.

Bernard Valade: *Ne vous semble-t-il pas, à ce propos, que la langue de bois soit la langue de Dieu ? À relire la patristique, on s'aperçoit que les théologiens pratiquent la langue de bois en s'ingéniant à prouver comme un fait ce qui est par définition indémontrable. Dans un tout autre registre, je voudrais rappeler un texte admirable d'Oscar Wilde, «Le Déclin du mensonge», qu'il faut relire, parallèlement aux «Réflexions sur le mensonge» d'Alexandre Koyré, de cinquante ans postérieur. Tous les deux disent, en somme, qu'il ne faut pas dire la vérité au peuple, qu'il faut lui mentir.*

Michaël Oustinoff: *Je souhaiterais revenir sur votre idée selon laquelle la langue de bois peut s'avérer utile pour éviter les conflits. Cela vaut-il en dehors de la politique ou de la médecine ?*

Dominique Wolton: Bien sûr. Quand une entreprise est au bord de la faillite et du démantèlement, la langue de bois du management est nécessaire pour mobiliser les dernières énergies. Même chose en cas de guerre. Si une situation est perdue, aucun général ne l'avouera jamais. Autrement dit, je crois qu'il y a de nombreuses situations où, pour éviter la vérité, on va recourir au mensonge et à la langue de bois. C'est aussi le moyen de créer une marge de manœuvre. Les deux termes ne sont d'ailleurs pas complètement synonymes. Le mensonge est du côté de l'émetteur. La langue de bois

traduit une interaction entre l'émetteur et le récepteur. Un autre exemple me vient à l'esprit. Avec Facebook et les réseaux sociaux les internautes ne pratiqueraient-ils pas la langue de bois ? Oui au sens où chacun annonce au moins cinquante amis.

Personne n'a jamais cent amis. Échanger sur ce mode, c'est un code pour ne pas dire autre chose. En symétrique à cette langue de bois, il y a le désir d'authenticité et de vérité. Pour se dire la vérité, il faut des années d'amitié, d'amour et de négociation. Autrement dit, il faut beaucoup de temps et de négociation pour sortir de la langue de bois ou du moins la réduire au minimum. Je doute que ce soit le cas des réseaux sociaux, mais ils symbolisent de toute façon une quête d'amour et de relation. La langue de bois devient ici une sorte de code de « mensonge ».

Joanna Nowicki : *N'avons-nous pas tendance à donner un sens trop large à la langue de bois ? Quand on parle de « langue de bois », on parle bien d'une langue « morte » et j'aimerais insister sur cette spécificité consistant à nier le vivant, l'inattendu, le spontané. Appeler langue de bois chaque langage convenu me paraît abusif. Je pense que la langue de bois a pour particularité de dénier à l'émetteur comme au récepteur sa liberté de penser et de dire.*

Dominique Wolton : Je suis entièrement d'accord. Il ne faut pas donner un sens trop extensif à la langue de bois, sinon on gommerait toute différence entre stéréotype, langue formelle, mensonge, idéologie, etc. *Il faut distinguer au cas par cas ce qui relève de l'idéologie, du stéréotype, du conformisme ou du politiquement correct.* D'autre part, comme le suggère l'expression elle-même, la langue de bois est faite d'un bois qui bride l'imagination, empêche l'inattendu, essaye de formater le réel, au profit de certitudes définitives. La langue de bois ne recouvre pas forcément la question du pouvoir ; il existe une autonomie entre les deux, mais il y a incontestablement un lien.

Joanna Nowicki : *En se démocratisant, la langue de bois concerne désormais tout le monde. Consacrer un numéro de la revue « Hermès » à la langue de bois avait pour ambition d'en montrer les nuances et de souligner que la plus grande liberté de l'homme, c'est en définitive la liberté de son « style ». En démocratie, on est très attaché au style : style vestimentaire, style de contestation, style de choix de vie. La plus grande des libertés est celle de pouvoir se différencier des autres. La langue de bois la nie.*

Dominique Wolton : Ce qui est paradoxal, c'est que malgré tout, on ne peut pas se passer de la langue de bois. Elle est consubstantielle à l'élargissement de l'espace public. En même temps il faut la combattre constamment.

Michaël Oustinoff : *Dans ce cas, les réseaux sociaux qui constituent un espace public construit « contre » la langue de bois, ne font-ils pas preuve de naïveté dès lors que nous avons également besoin de langue de bois ? Comment ces deux aspects peuvent-ils s'articuler ?*

Dominique Wolton : Facebook et les réseaux sociaux n'ont pas pour seule fonction de lutter contre la langue de bois, mais aussi de créer de nouveaux espaces d'expression. À vrai dire, ils ne sont pas centrés sur la langue de bois. En revanche, quand on nous fait croire que Facebook, c'est de la liberté qui nous est donnée grâce à Internet, on a envie de dire, qu'il y avait également de la liberté ailleurs, avant et par d'autres moyens. La liberté n'a pas été inventée par Facebook. Il y a même une certaine naïveté à croire que Facebook et les réseaux sociaux constituent une alternative durable à la langue de bois. Ils ont pu perturber, momentanément, l'ordre des choses ; mais, à son tour, Facebook et les réseaux sociaux vont glisser vers le conformisme et devenir une nouvelle langue de bois. Conséquence : d'un seul coup, à cause d'une technique, les hommes seraient plus libres, plus honnêtes, plus vertueux et attentifs à l'autre ?

Avant de critiquer Facebook, il faut toutefois reconnaître que la jeunesse actuelle n'a guère de marge de manœuvre. La génération 68 ne leur a pas laissé beaucoup de place. Cette génération, à vrai dire, qui est la reine de la langue de bois en faisant croire qu'elle a atteint le fin fond de l'Histoire ! Voilà quarante ans que le mensonge perdure : « Vous ne pourrez jamais faire aussi fort que nous. Ce que nous avons fait est formidable. » Ce n'est même pas une idéologie, c'est bien de la langue de bois épaisse, nourrie de bonne conscience. Du coup, les générations qui ont entre quarante et cinquante ans et *a fortiori* celles qui ont entre vingt et quarante ne peuvent plus avoir d'utopie politique car tout est déjà en lien... À trop avoir voulu « être » l'Histoire, la génération 68, par sa langue de bois, n'aide pas les autres générations à rêver d'autres utopies. Cela ne donne pas raison, pour autant, à ceux qui, pour des raisons idéologiques et politiques, ont combattu, ce que Mai 68 représente néanmoins comme critique radicale.

Joanna Nowicki : *Je suis bien d'accord. Quand on vient comme moi de l'Europe centrale, on ne peut considérer Mai 68 qu'avec une sympathie amusée, comme s'il s'agissait d'une récréation. J'ai écrit un article à ce sujet qui comparait les deux esprits de révolte, celui de l'Ouest et celui de l'Est. À ce propos, vient de sortir en Pologne un ouvrage d'Andrzej Friszke, « Anatomie de la révolte », où les acteurs de 1968 à l'Est, tels qu'Adam Michnik ou Karol Modzelewski, expliquent qu'ils n'avaient pas de langue pour exprimer leur révolte, parce qu'enfants du régime, ils ne savaient pas formuler leur révolte qu'avec les mots du régime. Les dissidents, les poètes, eux, avaient un autre vocabulaire, venu d'ailleurs, d'avant ou d'autres horizons. Il y a donc une vraie thématique de la langue de bois à l'Est. Ma dernière question portera précisément sur les moyens de combattre la langue de bois. La décortiquer devrait y contribuer, non ? C'est ce que nous avons essayé de faire dans ce numéro.*

Dominique Wolton : Dans la communication généralisée, existe effectivement un mélange constant entre le pire et le meilleur qui oblige, par contrecoup, à *un travail constant de veille*. Il n'y a pas de solution à la langue de bois, elle est consubstantielle au fonctionnement social et aussi à la démocratie. Il faut en revanche avoir le courage de conserver un esprit libre pour la critiquer au jour le jour. Nous sommes déjà obligés d'affronter quelques remises en cause sévères. Des exemples ? On pensait que plus il y aurait de médias, plus il y aurait de diversité dans le traitement de la réalité. Le contraire s'est produit. Tout le monde traite de la même chose, en même temps, de la même manière. Même chose pour l'espace public élargi : il aurait dû être beaucoup moins conformiste ; il n'est pas plus ouvert à l'innovation, et surtout à la tolérance, qu'hier. Et la « peopolisation » gagne maintenant tous les univers y compris ceux de la politique et de la connaissance. En outre, plus il y a d'informations, plus il y a de rumeurs. Rien n'est perdu, mais il faut laisser du temps à la démocratie pour lui permettre de s'autoréguler. Autrement dit, pour conclure, la démocratie est presque une langue de bois, proche de cette idéologie qui vante les bienfaits et les progrès que devraient procurer la multiplication des supports, l'arrivée d'Internet, l'augmentation du volume d'informations et les nouvelles interactions... En réalité, tout est plus complexe...

Je voudrais par ailleurs souligner un autre exemple de langue de bois intégrale, celle de l'urbanisation. Tout le monde semble aujourd'hui rallié à l'idée que l'urbanisation incarne le progrès. « Une société moderne est urbanisée, et l'agriculture et l'industrie sont dépréciées au profit des services et surtout des systèmes d'information. » Il y a pourtant de quoi se poser des questions. Le progrès consiste-t-il vraiment à entasser plus de 60 % de la population dans des tours de banlieue avec un appartement par famille nucléaire ? Sans aucun rapport avec la nature et le travail manuel. L'avenir est-il d'être

enfermé derrière un ordinateur, dans une tour, sans voir personne, mais en interaction avec les autres mégapoles ?

La langue de bois est si prégnante qu'à l'exception de quelques Cassandres, personne n'ose dire que les mégapoles de plus de 10 millions d'habitant sont des désastres anthropologiques ! L'urbanisation galopante de la planète court à la catastrophe, mais comme le progrès est identifié au tertiaire et à l'urbanisation, personne n'ose crier au désastre de peur de passer pour réactionnaire. Vous l'aurez compris, il faut dénoncer le rôle néfaste de la *langue de bois progressiste* qui renforce tous les conformismes au nom du progrès et qui légitime le politiquement correct, autre source de conformisme. D'ailleurs, voilà peut-être de quoi nourrir une autre réflexion : l'élargissement de la liberté d'expression, ne se traduit pas forcément par plus d'audace et de liberté intellectuelle...

Michaël Oustinoff : *Il me semble qu'en l'occurrence, c'est plutôt le politiquement correct qui joue dans ce domaine.*

Dominique Wolton : Si vous le souhaitez, revenons un instant sur le politiquement correct. Le politiquement correct répond à une logique de véracité qui, par définition évolue. Le politiquement correct de 2010 n'est plus celui d'il y a trois ans. La langue de bois est plus stable. Sans doute parce que plutôt que d'être une langue, il s'agit souvent de mécanismes cognitifs plus profonds, liés au désir d'offre, de stabilité, de clarté...

Joanna Nowicki : *Tel était le sens de ma question. Si la vision du monde dominante constitue elle-même une langue de bois, comment parvenir à la décrypter ?*

Bernard Valade : *Ne devrait-on pas, à ce propos, faire le lien entre langue de bois et volonté de puissance, entre le politiquement correct et le mécanisme de la peur ?*

Joanna Nowicki : *Un autre mot-clé n'a pas encore été prononcé : celui de conformisme. La chose la plus difficile aujourd'hui, c'est d'être anticonformiste, d'avoir son style, sa personnalité. Le politiquement correct et la langue de bois nous en empêchent. Dans les régimes totalitaires, la langue de bois s'imposait par la peur. Dans les régimes démocratiques, par la peur d'être « exclu ». La peur d'être exclu du groupe, la peur d'être seul, d'être marginalisé.*

Dominique Wolton : Je parlais pour ma part de « peur molle » La différence entre la langue de bois et le politiquement correct, c'est que la langue de bois, elle, est toujours du côté du pouvoir.

Joanna Nowicki : *La peur d'être différent, typique de la démocratie, conduit au conformisme des manières de penser.*

Dominique Wolton : C'est la raison pour laquelle je préconise de ne pas galvauder le terme de langue de bois en le généralisant. La langue de bois fait peser un risque sur la démocratie qui, vous le savez, repose sur un pari. Comme aurait pu dire La Boétie, il n'y a rien de pire que les « servitudes volontaires », dont la langue de bois est un acteur. Et finalement le conformisme est un moyen de ne pas exercer de liberté critique. C'est la même chose que le politiquement correct. On s'abrite derrière le plus grand nombre pour ne pas exercer sa liberté critique.

Bernard Valade : *Il y a, à ce propos, une distinction à opérer entre la langue de bois que produisent les logocraties et la langue de bois que nous pratiquons tous de manière un peu badine et qui me paraît extrêmement perverse, dans la mesure où la démocratie est contre nature, du moins le résultat d'une volonté sans cesse renouvelée.*

Michaël Oustinoff : *Mais comme, selon vous, la langue de bois sert aussi à communiquer, je me demande si elle ne représente pas un exemple de controverse scientifique.*

Dominique Wolton: J'y vois un inconvénient. Présenter la langue de bois comme un objet de la controverse scientifique suppose que la science soit capable d'indiquer le sens des choses à un instant T. Or, à mon avis, lorsqu'il est question de langage, l'histoire va plus vite que la science. La science pourrait sans doute, à un moment précis, décomposer quelques éléments de la langue de bois, mais pas davantage. De toute façon celle-ci se recompose toujours ailleurs, plus tard. Je pense qu'il faut une fois encore rendre hommage à la littérature, à tout ce qui échappe à la rationalité, pour dynamiser la langue de bois. L'humour dans les pays communistes représentait une formidable école de critique et de liberté.

Curieusement, il existe une sorte d'impensé de la langue de bois. Elle est à la fois connue dans les régimes totalitaires, mais sans y être hélas analysée dans toute sa finesse. Elle est sans cesse évoquée dans les démocraties, en raison notamment des deux triangles que j'évoquais : d'une part, représentations / langue de bois / stéréotypes ; d'autre part, langue de bois / politiquement correct / idéologie. Mais sans faire davantage l'objet d'analyse en profondeur. Des études de cas devraient permettre d'y voir plus clair, d'autant qu'avec la généralisation des situations de communication, la langue de bois est amenée à se développer, et à se diversifier, chacun ayant naturellement tendance à penser que c'est

l'autre qui y recourt, mais jamais lui-même. On faisait de la langue de bois un des attributs du régime autoritaire, on constate qu'elle s'insinue partout, dans les démocraties, avec l'omniprésence des techniques, des images, des informations, du direct, des controverses. Elle devient presque consubstantielle à la construction d'une espace public transparent, « clair » et « intelligible ».

Tout se passe comme si la malice des hommes consistait, au fur et à mesure qu'un peu de transparence et de vérité parviennent à s'instaurer, à réinventer des discours et des modes de communication qui iraient au rebours des effets recherchés, pour recréer autant de rigidité, de conformisme, de prêt-à-penser. Les langues de bois contemporaines, bien plus complexes que celles du passé, sont autant de formes d'*incommunication*. Tout est fait pour rendre clair et compréhensible d'un côté, alors que de l'autre, tout s'obscurcit à nouveau. Au fond, les langues de bois font peut-être également partie du patrimoine des démocraties. Cela suppose deux démarches. Il faut s'employer, par du comparatisme fin, à distinguer langue de bois, mensonge et politiquement correct ; autrement dit, il faut élargir la compréhension des mille et un mécanismes subtils auxquels nous avons les uns et les autres recours pour dire et ne pas dire quelque chose. Il faudrait par ailleurs lancer des exercices réciproques d'analyses empiriques pour passer nos diverses langues de bois au crible.



VARIA

coordination, Michel Durampart

Didier Courbet

Audrey Marchioli



Didier Courbet

*Université de la Méditerranée (Aix-Marseille II)
Irsic*

Audrey Marchioli

*Université de Nice Sophia-Antipolis
Laboratoire I3M*

COMMUNICATION DE SANTÉ PUBLIQUE ET PRÉVENTION DU SIDA

Une expérimentation sur l'influence de mini-actes engageants via Internet

Aujourd'hui, le sida représente un enjeu de santé publique majeur: trente-trois millions de personnes vivent avec cette maladie à travers le monde et plus de deux millions en meurent chaque année¹. Seule la prévention et son principal outil, la communication, peuvent endiguer la progression du sida. Depuis quelques années, les pouvoirs publics et les associations intensifient leurs efforts en développant des dispositifs communicationnels de plus en plus originaux. On

a ainsi vu se multiplier un type particulier de dispositifs de prévention: des messages «participatifs» incitant les récepteurs à réaliser des «mini-actes» avant et après la lecture d'informations persuasives. Au regard des enjeux de la communication préventive, il semble logique de s'attendre à ce que les acteurs-producteurs conçoivent ces dispositifs de manière rationnelle en cherchant à optimiser leur efficacité, notamment, en se référant explicitement à des savoirs scientifiques.

Or, une enquête récente que nous avons menée et dont nous présenterons quelques résultats, montre qu'ils ne s'inspirent pas de théories scientifiques. La production des dispositifs communicationnels relève davantage d'une démarche « intuitive ». Ces dispositifs « participatifs » contribuent-ils à effectivement prévenir le sida et protéger les populations ? Quels processus sous-tendent la réception et l'influence de ces dispositifs ? L'objectif principal de cet article est de présenter une expérimentation de terrain destinée à étudier les « effets » attitudeux et comportementaux de dispositifs communicationnels de prévention du sida faisant réaliser des « mini-actes » aux personnes visées. Nous ouvrons, également, quelques nouvelles perspectives de recherche plus générales pour la communication de santé publique.

Des représentations sociales des producteurs de campagnes de prévention du sida proches de la communication engageante

Une enquête qualitative interrogeant les principaux producteurs de campagnes de communication préventive du sida en France, que nous avons récemment réalisée (Marchioli, 2010), permet de mieux connaître les représentations sociales, savoirs et savoir-faire impliqués dans la production. Une analyse de composantes métacognitives de leurs discours montre que leurs représentations sociales possèdent deux caractéristiques. Premièrement, les producteurs ne fondent pas leurs savoirs sur la réception et l'influence de la communication à partir de la littérature, ni à partir des théories scientifiques. Pourtant, de manière paradoxale, ils considèrent leurs savoirs valides et légitimes

dans la mesure où ils sont partagés par un grand nombre d'autres acteurs appartenant au même groupe socioprofessionnel. Cette « certitude illusoire » provient d'un effet de consensus majoritaire et auto-renforce la validité perçue des savoirs de la microculture du métier. Deuxièmement, certains producteurs valorisent fortement l'importance de leur rôle dans l'enrayement de la progression du sida. Ils s'auto-attribuent une puissante possibilité à effectivement modifier les représentations sociales inadaptées et à renforcer les comportements sécuritaires des personnes, par exemple l'utilisation de préservatifs.

Si ces deux caractéristiques sont également partagées par un autre corps de métier produisant des dispositifs de communication persuasive, les publicitaires (Courbet et Fourquet-Courbet, 2005), une différence majeure réside dans le fait que ces derniers incitent essentiellement les récepteurs à assimiler leurs messages alors que les producteurs de campagnes de prévention du sida cherchent à faire participer les récepteurs au dispositif via la réalisation de « mini-actes » souvent ludiques et/ou visibles publiquement. Avant de délivrer le moindre argument, les producteurs souhaitent, d'une part, amorcer l'intérêt des récepteurs, et d'autre part, faire développer une première réflexion personnelle par rapport au risque du sida en leur proposant, par exemple, de répondre à un « quiz » sur le VIH via Internet. Selon les producteurs interrogés, ces procédés permettraient aux personnes d'être, par la suite, plus attentives et réceptives au contenu argumentaire. Il serait également nécessaire de faire réaliser des « mini-actes » après les traitements des informations persuasives afin d'augmenter leur efficacité. Parmi les actes souvent utilisés figure la signature de bulletins d'engagement à agir pour la prévention du sida ou à adhérer à un réseau social de type Facebook collaborant au dépistage du VIH. Le signataire doit mentionner publiquement son nom et des informations personnelles.

Au regard des enjeux de santé publique, quels sont les fondements théoriques de l'influence de ces «mini-actes»? Quels processus socio-cognitifs sont impliqués dans les «effets» de tels dispositifs? Il existe dans la littérature scientifique plusieurs recherches expérimentales portant sur la communication interpersonnelle et la communication médiatique écrite utilisant un même principe. Ces recherches ont été menées dans le contexte théorique de la communication engageante (Bernard et Joule, 2004). Celle-ci vise à changer les cognitions, représentations et actions sociales en incitant les sujets sociaux, à la fois, à traiter des informations persuasives et à réaliser des «mini-actes» psychomoteurs, peu coûteux, en lien avec l'action sociale à promouvoir. Ensuite, selon les processus expliqués par la théorie de l'engagement (Joule et Beauvois, 1998), les sujets sociaux ont tendance à «ajuster» leurs pensées aux mini-actes réalisés. Ainsi, premièrement, ils accepteront plus facilement de réaliser – ou réaliseront par eux-mêmes – d'autres actes plus «coûteux» dans le sens de l'action promue. Deuxièmement, ils modifieront plus facilement leurs cognitions et représentations dans un sens favorable à l'action sociale.

Dans ce contexte, Deschamps, Joule et Gury (2005) montrent que répondre à un quiz relatif aux pratiques électorales sur support papier, constitue un acte engageant irrévocable conduisant à la réalisation d'autres comportements plus coûteux allant dans le même sens (notamment, voter). De même, Masson-Maret, Joule et Juan de Mendoza (1992) ont mis en évidence les effets bénéfiques de la signature d'un engagement contre le sida sur les représentations et les attitudes favorables à la prévention du sida lors d'une opération de sensibilisation en milieu scolaire. Malgré leur méconnaissance des recherches scientifiques, les producteurs possèdent donc une «bonne intuition» en utilisant des procédés communicationnels dont l'efficacité a été attestée par des expérimentations impliquant une médiation humaine ou le support papier. Cependant, il n'existe pas de

recherche permettant d'évaluer la validité scientifique et les effets effectifs des «mini-actes» réalisés via une communication numérique malgré le récent développement de ces pratiques. La recherche suivante contribue à combler ce manque.

Réception et influence de la communication préventive du sida établissant des «mini-actes» via Internet: une expérimentation de terrain

L'expérience étudiée, premièrement, les influences sur le comportement immédiat de différents sites Internet de prévention du sida associant un message persuasif et deux mini-actes souvent utilisés dans les campagnes de communication numérique et perçus comme étant «efficaces» par les producteurs. L'interactivité d'Internet permet de faire facilement réaliser des «mini-actes» chez les sujets sociaux récepteurs. En outre, Internet est, depuis 2004, le média le plus utilisé par les 15-25 ans en France². Aussi, est-il, pour les producteurs de communication, le média le plus pertinent pour sensibiliser cette cible à la prévention du sida. C'est pourquoi les jeunes populations ont été choisies pour constituer les sujets de cette recherche. Comme l'utilisation du préservatif reste le principal moyen de protection de la maladie, c'est un comportement en lien avec le préservatif qui est analysé. Deuxièmement, l'expérience étudie les éventuels changements d'attitude à l'égard du préservatif notamment la rapidité avec laquelle les personnes jugent les préservatifs, c'est-à-dire, l'accessibilité de l'attitude. Cette dernière serait un indicateur prédictif valide des futurs comportements, comme l'utilisation du préservatif (Glasman et Albarracín, 2006).

Une expérimentation en «milieu ordinaire»

Au total, cinq dispositifs numériques expérimentaux ont été conçus afin d'être les plus proches possibles des dispositifs «réels». Quatre dispositifs étaient destinés à quatre groupes expérimentaux suivant le plan 2 (avec acte préparatoire *vs* sans) X 2 (avec signature numérique d'un engagement *vs* sans). Dans tous les dispositifs expérimentaux figuraient deux pages Internet, différentes selon les conditions expérimentales. Chacune d'elle présentait le même message persuasif de prévention du sida en faveur de l'utilisation du préservatif, articulant présentation des risques et recommandations à respecter pour les diminuer. Selon la condition expérimentale, le message persuasif était accompagné ou non de :

- la possibilité de réaliser un «acte préparatoire» consistant à répondre «oui» ou «non», par un clic de souris, à la question : «Et vous, êtes-vous prêt à vous protéger du sida?» ;
- la possibilité de signer «numériquement», en indiquant son nom et des critères d'identification personnelle, un bulletin d'engagement à utiliser des préservatifs avec de nouveaux partenaires sexuels.

Le dispositif sans acte préparatoire, ni possibilité de signature est appelé «message persuasif classique». Un dispositif Internet sans lien avec le sida («site neutre») était, en outre, destiné à une condition de contrôle. Les dispositifs sont conçus afin d'être consultés par les sujets sans médiation humaine extérieure. Pour éviter tout biais, la durée de consultation des sites est quasiment identique dans chaque condition. Une pré-enquête a permis de tester la crédibilité et l'ergonomie des sites sur la base d'entretiens semi-directifs menés auprès de treize personnes hommes et femmes de profil identique à celui des sujets expérimentaux.

Le contexte théorique de cette expérience est celui de la communication engageante (Bernard et Joule,

2004). Deux hypothèses étaient testées : comparativement aux sujets exposés soit au message persuasif classique, soit au site neutre, les sujets exposés à un site Internet de prévention du sida «engageant» (avec acte préparatoire et/ou signature d'un engagement) :

- prendront davantage de préservatifs gratuits déposés sur un présentoir (hypothèse 1) ;
- posséderont une attitude favorable au préservatif plus accessible (hypothèse 2).

Comme nous souhaitons étudier une population jeune (15-25 ans environ) et de profils socioprofessionnels diversifiés (lycéens, étudiants, actifs ou à la recherche d'un emploi), l'expérimentation s'est déroulée sur le terrain, dans un lieu «ordinaire» fréquenté par cette population : le Centre d'information jeunesse de Nice. L'échantillon était composé de 196 sujets dont 55 % de femmes et 45 % d'hommes, d'une moyenne d'âge de 20 ans (écart-type = 3,34). Plus de la moitié d'entre eux étaient célibataires (57 %) et 41 % vivaient en couple. 69 % de l'échantillon étaient lycéens ou étudiants, 13 % employés salariés et 18 % à la recherche d'un emploi.

Les sujets «tout venant» entrant dans le Centre étaient répartis aléatoirement dans un des cinq groupes. Il leur était demandé de tester individuellement un nouveau site Internet pour la prévention du sida avant sa mise en ligne effective. Ensuite, après une tâche de distraction destinée à désamorcer le matériel cognitif lié aux sites Internet en mémoire, les sujets étaient invités à participer à une étude marketing, présentée comme distincte, consistant à répondre le plus justement et le plus rapidement possible à un questionnaire informatisé destiné à recueillir leurs opinions sur différents produits de consommation. Parmi les nombreux produits présentés (crème solaire, boisson énergétique...) figuraient les préservatifs³. Cette *pseudo-étude marketing* permettait en fait de mesurer et comparer les effets des différents dispositifs sur les jugements à

l'égard des préservatifs. Enfin, à la sortie de la salle d'expérience et à l'abri de tous regards extérieurs, les sujets passaient devant un présentoir de préservatifs gratuits sur lequel était indiqué : « Servez-vous, vous pouvez en prendre plusieurs ». La mesure comportementale était le nombre de préservatifs pris par chaque sujet.

Résultats confirmant l'influence des mini-actes sur la prise de préservatifs et sur les jugements

Une analyse de variance (ANOVA)⁴, sur la base du plan expérimental, révèle un effet principal significatif de la variable « Signature numérique d'un engagement » sur le nombre moyen de préservatif pris : $F(1,150)=6,35$; $p=.01$. D'autre part, comparativement aux sujets ayant visualisé un site neutre (groupe contrôle), un effet des techniques d'engagement sur le nombre moyen de préservatifs pris est constaté chez les sujets ayant visualisé les sites « avec acte préparatoire et signature numérique d'un engagement » ($t(60)=3,64$; $p<.001$), « avec acte préparatoire » ($t(59)=2,1$; $p<.05$) et « avec signature numérique d'un engagement » ($t(58)=3,22$; $p<.01$). L'hypothèse 1 est confirmée. Une ANOVA confirme l'hypothèse 2 en montrant des effets principaux significatifs des variables « Acte préparatoire » et « Signature numérique d'un engagement » sur l'accessibilité de l'attitude favorable au préservatif, respectivement, $F(1,105)=4,58$; $p<.05$ et $F(1,105)=4,16$; $p<.05$. De plus, par rapport au site Internet présentant uniquement un message persuasif classique, l'utilisation d'une et de deux techniques d'engagement augmentent significativement l'accessibilité de l'attitude positive à l'égard du préservatif (tous $ps<.05$). Les effets les plus significatifs, par rapport au message

persuasif classique, sont obtenus avec les deux variables d'engagement cumulées ($t(47)=2,79$; $p<.01$).

Dans le contexte de la communication numérique via Internet, l'expérience montre les effets favorables de la réalisation de « mini-actes » avant et après la réception d'informations persuasives, d'une part, sur l'acte de prendre et d'emporter avec soi des préservatifs et, d'autre part, sur la rapidité des jugements à leur égard. Elle contribue à confirmer « l'intuition » des producteurs en montrant de manière encourageante qu'un dispositif numérique « participatif » permet d'agir effectivement sur certaines actions des internautes relatives à la prévention du sida. Ces résultats étendent ceux mis en évidence par Courbet *et al.* (2009) dans le cadre de la communication environnementale et l'éco-consommation.

Les implications en termes d'action et d'utilité sociales de cette recherche réalisée sur le terrain, en milieu ordinaire, avec un large échantillon de « sujets tout venant » sont importantes. L'expérience permet, d'une part, de contribuer à mieux comprendre les phénomènes de réception des dispositifs de communication de santé publique incitant à réaliser des « mini-actes » et, d'autre part, d'aider les producteurs à élaborer des dispositifs préventifs efficaces et, par-là, de contribuer à la santé des citoyens. Lors de futurs travaux, cette approche gagnerait à s'inscrire plus explicitement dans une démarche de « recherche-action » associant équipes de recherche en communication et organismes de prévention (Bernard, 2008). En effet, de par leur pluridisciplinarité, les sciences de la communication possèdent les outils pour relever des « défis » de santé publique, associés à de forts enjeux humains, sociaux et économiques.

NOTES

1. Source: Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, *Rapport sur l'épidémie mondiale de sida 2008*.
2. Source: Enquête médias, Institut Ipsos (depuis 2004).
3. Un questionnaire post-expérimental a permis de s'assurer qu'aucun sujet n'a fait le lien entre le questionnaire informatisé et le site sur le sida préalablement consulté.
4. L'analyse des résultats ne prend pas en compte les personnes n'ayant pas signé le bulletin d'engagement (quatre personnes dans la condition «avec acte préparatoire et signature numérique d'un engagement» et trois personnes dans la condition «avec signature numérique d'un engagement»). Notons également que toutes les personnes ayant réalisé l'acte préparatoire ont répondu «OUI» à la question posée.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BERNARD, F., «La recherche-action dans les travaux consacrés à la communication d'action et d'utilité sociétales: le cas de la communication engageante et de l'environnement», in BOUZON, A., MEYER, V. (dir.), *La Communication des organisations: entre recherche et action*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 145-155.

BERNARD, F., JOULE, R.-V., «Lien, sens et action: vers une communication "engageante"», *Communication & Organisation*, n° 24, 2004, p. 347-362.

COURBET, D., FOURQUET-COURBET, M.-P., «Les processus psychologiques lors de la création publicitaire», *Hermès*, n° 41, *Psychologie sociale et communication*, 2005, p. 67-74.

COURBET, D., BERNARD, F., JOULE, R.-V., HALIMI-FALKOWICZ, S., «Communication numérique engageante et protection de l'environnement: effets immédiats et différés sur les comportements, l'attitude et la mémorisation», *3^e Colloque international Psychologie sociale et Communication*, 22-24 juin 2009, Tarbes (France).

DESCHAMPS, J., JOULE, R.-V., GUMY, C., «La communication engageante au service de la réduction de l'abstentionnisme électoral:

une application en milieu universitaire», *Revue européenne de psychologie appliquée*, n° 55, 2005, p. 21-27.

GLASMAN, L.R., ALBARRACÍN, D., «Forming attitudes that predict future behavior: a meta-analysis of the attitude-behavior relation», *Psychological Bulletin*, n° 132 (5), 2006, p. 778-822.

JOULE, R.-V., BEAUVOIS, J.-L., *La Soumission librement consentie*, Paris, PUF, 1998, 214 p.

MARCHIOLI, A., *La communication d'action et d'utilité sociétales: étude de la production et de la réception de la communication médiatique préventive du sida. Perspectives ouvertes par la communication engageante*, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Aix-Marseille Université, 2010, 275 p.

MASSON-MARET, H., JOULE, R.-V., JUAN DE MENDOZA, J.-L., «Une recherche expérimentale appliquée à la prévention du sida en milieu scolaire», *Cahiers internationaux de psychologie sociale*, n° 13, 1992, p. 11-22.

HOMMAGE

coordination, Bernard Valade

à Denis Guedj



DENIS GUEDJ (1940-2010)

LE MÈTRE DU MONDE

L'écrivain et mathématicien Denis Guedj, professeur d'histoire et d'épistémologie des sciences, né en 1940 à Sétif, est décédé à Paris en avril 2010. Passionné, sensible, créatif, il fut tout à la fois chercheur, pédagogue, comédien et scénariste, chroniqueur pour *Libération* (de 1994 à 1997), militant rattrapé par mai 68, engagé ensuite dans de nombreux combats. Dernièrement encore, en 2009, il avait participé à la «Ronde infinie des obstinés» place de Grève pour protester contre la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU). Attaché à l'idée d'université populaire, il compte parmi les fondateurs, en 1969, du département de mathématiques du Centre universitaire expérimental de Vincennes, à l'origine de l'Université Paris VIII.

On connaît Denis Guedj pour ses travaux sur l'histoire des mathématiques qu'il a vulgarisée au travers de documentaires et de romans à succès comme *Le Théorème du perroquet* (Seuil, 1998), traduit en 20 langues, ou *Villa des hommes* (Robert Laffont, 2007), son dernier ouvrage. Un des aspects de son travail, sans doute moins connu, intéresse directement le champ de l'anthropologie de la communication : il s'agit de l'histoire du système métrique qu'il aborde dans son premier roman, *La Méridienne*, publié en 1987 chez Robert Laffont. Il revient sur le sujet en 2000 avec un essai,

Le Mètre du monde (aux éditions du Seuil), dans lequel il approfondit cette fois le contexte historique qui, à la Révolution française, a conduit à l'invention du mètre étalon. Sans doute a-t-il eu l'intuition que cette innovation constituait une rupture épistémologique et qu'elle avait joué un rôle essentiel pour le progrès de la connaissance comme processus d'intelligence collective, en amorçant la rencontre de la science et de la technique, historiquement et culturellement séparées.

Faut-il le rappeler, la science et la technique ont des origines sociales qui, jusqu'au XIX^e siècle, les opposent radicalement. Au Moyen Âge encore et jusqu'à la Révolution française, les *arts libéraux* étaient l'apanage de l'aristocratie, des élites rentières dégagées de l'obligation de gagner leur vie à la sueur de leur front, qui de ce fait pouvaient se consacrer à des activités intellectuelles n'ayant aucune utilité : les mathématiques, la géométrie, l'astronomie, la philosophie, la grammaire, la tragédie ou la musique savante. Depuis Euclide ou Platon, en passant par Hugues de Saint-Victor au Moyen Âge, la plus haute vertu était la contemplation et non l'action. L'homme du peuple, pensaient-ils, est trop obsédé par la nécessité de produire les moyens de son existence et de celles des classes dominantes, pour pouvoir découvrir les véritables causes qui, par-delà les apparences

sensibles, agissent sur la nature. Pour faire des mathématiques, raconte Guedj par la voie d'Euclide (dans *Le Théorème du perroquet*), «il ne faut être ni cupide, ni pressé».

Les sciences, comme les arts, n'avaient aucune utilité, mais contribuaient au prestige et au rayonnement des grandes civilisations, des nations et des princes qui les soutenaient. Pour cela, elles devaient être publiées, gravées dans la pierre des monuments prestigieux, couchées sur des parchemins enluminés, rassemblées dans des codex précieux, accumulées dans les bibliothèques des grands princes, puis à partir de la Renaissance, éditées et diffusées dans les livres imprimés.

À l'inverse, les techniques étaient enfermées dans le secret des corporations en raison de leur efficacité immédiate. Les militaires, les artisans, les commerçants n'avaient aucun intérêt à ce qu'elles soient utilisées par la concurrence. De plus, pour opérer, elles se devaient de prendre en considération les contingences locales, si bien qu'elles étaient difficilement transposables à d'autres contextes. Bref, la dimension universelle de la science s'opposait radicalement à la gangue vernaculaire des techniques qui se diffusaient donc lentement et ne pouvaient être confrontées entre elles.

Le grand intérêt du travail de Denis Guedj est d'attirer notre attention sur l'événement épistémologique que représente l'invention du mètre étalon. Pour la première fois sans doute, la science a joué de son prestige et de son essence universelle pour fournir à la technique les bases d'un langage commun à tous les hommes, de façon à faciliter la communication, rassembler et féconder les innovations dispersées dans le monde du travail.

Jusque-là, explique Denis Guedj, les mesures étaient attachées à l'expérience humaine de chaque communauté, d'où cette propension à lier les différents systèmes, en référence au corps et au travail. Selon les

professions, les régions, les pays, on mesurait en pied, en pouce, en doigt, en empan (distance entre l'extrémité du pouce et celle du petit doigt), en aune ou aulne (égale à la longueur entre deux bras tendus), en coudée (distance entre le coude et l'extrémité du majeur). Quant au yard anglais, il équivalait à une ceinture d'homme. Dans les campagnes, on évaluait les surfaces selon la superficie qu'un paysan pouvait bêcher en un jour (l'hommée ou l'œuvrée), ou faucher dans le même temps (la fauchée). L'arpent valait 12 hommées, tandis que la charrée équivalait au temps nécessaire pour charger une charrette. Le bois à brûler se vendait à la corde, le charbon de bois à la banne, celui de terre à la bachellette, l'ocre au tonneau, le sel au muid, au sétier, à la mine, au minot, au boisseau ou à la mesurette. On achetait l'avoine au picotin, le plâtre au sac, le vin à la pinte, à la chopine, à la camuse, à la roquille, au petit pot et à la demoiselle (*Le Mètre du monde*, p. 266-267).

Et bien sûr, tout cela variait d'un métier ou d'une région à l'autre. L'aune du tisserand mesurait 1,188 mètre à Paris, 1,307 m à Grenoble, 1,34 m à Voiron ou 1,486 m à Mens. Ces façons de procéder n'étaient ni mauvaises ou fausses, ni arbitraires, elles étaient seulement dépendantes des contextes spécifiques qui les avaient fait naître. Mais si l'on admet avec Guedj que le système des mesures est «la sphère sociale qui régit quantitativement l'ensemble des échanges» (*idem*, p. 82), alors ce système exprimait, autant qu'il entretenait, la pauvreté et les difficultés de communication entre les uns et des autres. Il freinait l'échange des biens autant que la circulation des savoirs. Les mesures de l'efficacité d'une innovation, la confrontation entre elles de différentes solutions techniques possibles, la formalisation des meilleures façons de procéder étaient toujours approximatives en raison de l'absence de références communes.

Bien sûr, les plus puissants en profitaient pour jouer de ces différences à leur convenance, si bien que

depuis la nuit des temps le peuple demandait aux rois d'intervenir pour uniformiser les mesures. Et déjà Charlemagne, comme le raconte Denis Guedj, voulait que tous les sujets de son empire «disposent de mesures égales et bonnes, de poids justes et égaux», mais cela ne s'était jamais fait (*idem*, p. 14). François I^{er}, Louis XIV, Louis VI, comme Ivan le Terrible et Pierre le Grand en Russie, ou Frédéric II en Prusse, avaient eux aussi essayé, sans succès, d'uniformiser les poids et mesure de leur royaume. En effet, les régions, les corporations ne voulaient pas renoncer aux leurs, tant l'enjeu symbolique était de taille. Et que dire des nations ! Aucune n'aurait accepté de se soumettre aux mesures de l'autre à moins d'y être contrainte par la violence des empires. D'où le projet de l'Assemblée nationale, réunie le 8 mai 1790, d'extirper le problème du champ des pratiques pour le confier aux scientifiques, en leur demandant d'imaginer un système de mesure à la fois logique et universel.

Après bien des tergiversations, les académiciens se rendirent à l'évidence d'une solution qui consistait à prendre pour référence universelle la millionième partie du quart du méridien terrestre. Le projet avait l'avantage de reposer symboliquement sur le bien commun à toute l'humanité, la terre. «Un tel système n'appartenant exclusivement à aucune nation, on pouvait se flatter de le voir adopter par toutes. Qui hormis la nature possède ces qualités ? Et dans la nature, qui, mieux que le globe terrestre lui-même peut se porter garant d'invariabilité, d'universalité, d'éternité ? », écrit-il dans *La Méridienne* (p. 14). Dans ce premier roman, Denis Guedj raconte l'aventure épique que représente pour les astronomes Mechain et Borda la mission que leur confie l'Académie des sciences de mesurer un quart du méridien terrestre par triangulation. Le 24 juin 1792, deux berlines lourdement chargées des instruments nécessaires à l'expérience quittent les Tuileries, l'une pour Dunkerque et l'autre pour Barcelone, afin de calibrer le mètre à partir

de la distance entre ces deux villes. «La plus longue mesure géodésique de tous les temps» se serait exclamé Borda... (*La Méridienne*, p. 7). Le périple qui durera sept ans pourrait être reproduit n'importe quand, en n'importe quel autre point du globe.

Il faudra encore plus d'une quarantaine d'années pour que la France adopte le système métrique, et quelques années supplémentaires, pour qu'en 1867, une conférence géodésique internationale réunie à Berlin déclare : «Le système métrique est parfaitement propre à être universellement adopté, en raison des principes scientifiques sur lesquels il est établi, de l'homogénéité qui règne dans toutes les parties, de sa simplicité et de la facilité de ses applications dans les sciences, dans les arts, dans l'industrie et le commerce» (*Le Mètre du monde*, p. 295-296). Et Denis Guedj de conclure : «Il y a dans le procès de mesurage du système métrique la présence d'un dénominateur commun qui relie les différentes mesures entre elle, et qui relie les hommes entre eux dans leurs différentes activités dans leurs différentes nationalités...» (*idem*, p. 263). Le mètre a ouvert la voie ; d'autres unifications suivront ; la science y contribuera activement, en usant de l'autorité symbolique qu'elle tient de ses origines aristocrates et de son expérience dans la communication des savoirs.

En citant Hocquet, Denis Guedj ajoute que «le système métrique accompagne les premiers pas de la production standardisée de masse» (*ibidem*), ce qui est une caractéristique de notre époque façonnée par la technoscience. Cette première expérience de normalisation, élémentaire, va faciliter la circulation des savoirs et imposer aux hommes d'adopter une même langue pour leurs échanges savants ; en cela, elle constitue selon l'expression de Guedj «l'esperanto de la mesure». Elle sera suivie de bien d'autres dans tous les domaines, au fur et à mesure de la rencontre des mondes, comme condition *sine qua non* de leur interconnexion, pour lier entre elles les façons de faire, pour rassembler les expériences

Hommages

isolées, les confronter, les accumuler, pour conjuguer les efforts et les savoirs. La science descendue de son piédestal, où l'avaient installée les aristocraties, jouera sur ce point un rôle décisif. Elle, plus que les autres, par son statut, son histoire, ses prétentions universalisantes, était en mesure d'imposer à tous de s'entendre, et pour cela d'adopter les mêmes méthodes et les mêmes concepts. Le processus aura au plan de la technique le même effet dynamique que l'adoption de monnaies communes pour l'économie.

On ne saura jamais ce qu'aurait fait Denis Guedj s'il avait eu les moyens de réaliser un film avec cette histoire-là, comme c'était son projet initial. Il nous reste en tout cas ses deux livres et la voie qu'il a ouverte pour l'histoire de la connaissance et des technosciences.

*Paul Rasse
Laboratoire I3M (Information, Milieux,
Médias, Médiation)
Université de Nice Sophia-Antipolis*

LECTURES

coordination, Brigitte Chapelain

Christian DELPORTE, *Une histoire de la langue de bois*, Paris, Flammarion, 2009, 356 p.

Ordinairement traitée comme un langage au service d'une idéologie, la langue de bois associe d'emblée péjoration, pétrification et perversion. Dans son acception commune, elle est celle que parlaient les dirigeants soviétiques et que reproduisaient les rédacteurs de la *Pravda*. L'intérêt majeur d'*Une histoire de la langue de bois* de Christian Delporte est d'en renouveler l'analyse, à partir d'une définition qui en précise la nature, le sens et la fonction, au moyen d'illustrations empruntées à un corpus documentaire d'une grande étendue.

«Ensemble de procédés qui, par les artifices déployés, visent à dissimuler la pensée de celui qui y recourt pour mieux influencer et contrôler celle des autres», ce système d'expression de discours convenus dispose d'inépuisables ressources qui permettent de masquer en feignant de montrer. Il n'est pas l'apanage des régimes totalitaires, du bloc soviétique notamment où les phrases figées de l'idéologie et les mots creux de la propagande se sont enroulés autour d'une langue glaciale: la manipulation des faits et la reconstruction du réel sont à l'œuvre dans les sociétés démocratiques et à l'aide du même l'instrument, mais plus subtilement. Deux modèles de langue de bois sont ainsi distingués: l'un, *totalitaire*, où elle est «un pur instrument de

contrôle de la pensée et un levier au service de l'hégémonie du groupe dominant»; l'autre, «en situation *démocratique*», qui en fait «un instrument de contrôle de sa propre pensée pour ménager son auditoire». Les voies complexes qu'elle emprunte alors et les précautions d'emploi qu'elle impose sont indiquées au terme d'une vaste enquête historique.

Cette enquête est circonscrite à la «modernité», étant sommairement posé que la pratique de la langue de bois moderne est contemporaine du règne de l'opinion publique et de l'avènement des masses. Elle s'ouvre sur la Révolution française, la Terreur et les mots, pour suivre ensuite la promotion de la phraséologie sous la Troisième République – «la république des verbo-manes» – et traiter enfin des deux langues totalitaires, la *sovietlangue* et la *nazilangue*. Les traits originaux de ces dernières, tels que les ont respectivement repérés G. Orwell et V. Klemperer, sont ici rappelés. D'un genre classique relève aussi le «bourrage de crâne», dont C. Delporte fournit d'abondants échantillons, «de Napoléon à Bush». Les multiples exemples cités attestent l'universalité de la langue de bois – du «tac-tac» cubain, avec ses mots qui frappent, aux maximes sacrées du président Mao, en passant par les «paroles de chefs» africains.

La nouveauté est sa diffusion accélérée dans les pays démocratiques, singulièrement la France, où il est

désormais entendu qu'elle est celle pratiquée par les hommes politiques «pour délivrer des vérités partielles et partiales». Débattre en démocratie consistera dès lors à opposer, en pleine connivence, fausses évidences, formules toutes faites et mots fétiches qui sont quelques-uns des artifices caractéristiques de la langue de bois. Celle-ci n'est plus comprimée par des mâchoires d'acier; elle sort de bouches de velours. Détachée de la propagande lourdement martelée, elle se délie en quelque sorte jusqu'à se dénoncer et à se dénier elle-même au nom du «parler vrai». La promesse d'arrêter la langue de bois aura ainsi pour principal effet de l'articuler autrement, en donnant l'assurance d'exposer «loyalement», «honnêtement», «sincèrement» les faits, sans égard aux «tabous», aux «conformismes», aux «idées préconçues», mais avec le même art consommé de l'esquive ou de la réponse stéréotypée.

«Novlangues? Pas mortes!». Après avoir montré, dans une suite de chapitres consacrés à la langue de bois républicaine et à ses virtuoses de gauche comme de droite, comment s'ajuste et s'adapte aux exigences de la communication médiatique ce mode d'expression, C. Delporte s'interroge sur le déploiement des nouveaux dispositifs langagiers que sont le «politiquement correct», la «langue du marché» ou l'«eurolangue». Il y voit les supports de novlangues qui fondent et qui forgent un régime de pensée et une vision du monde. Il les examine dans leur fonctionnement, leur fonction d'intégration, leur spécificité surtout, comme précédemment d'autres variétés de langues de bois, telle l'«énalangue» qui est moins un jargon technocratique qu'«une manière d'aborder et d'exprimer des questions, nourrie des précautions oratoires d'une langue diplomatique renouvée, alimentée de périphrases, enrichie de mots dont la seule vocation est de masquer la réalité des choses».

Les procédés classiquement utilisés dans cette entreprise générale de masquage se sophistiquent de

plus en plus. Leurs usages se diversifient aussi. Ainsi, en démocratie médiatique, la langue de bois permet de se prémunir d'un dérapage verbal qui menace d'être dommageable, à tel point que l'on peut se demander si «la langue de bois ne serait pas l'aveu de la peur et de l'impuissance politique». Elle se présente donc, à bien des égards, comme inévitable, d'emploi permanent, quasi normalisée, mais mal identifiable: la culture ambiante du naturel, de la spontanéité, d'une apparente sincérité rend «difficilement décelable une langue de bois bien réelle», devenue «un lieu commun» – et que tout le monde parle. Elle est, en définitive, «une composante de l'échange ordinaire qui caractérise les relations sociales».

Cette étude historique se veut une «histoire pratique». Un tableau fournit les éléments de discours disponibles pour des milliers de combinaisons; un autre enchaîne affirmation, constat et portée; un troisième fournit des échantillons de novlangues avec leur traduction. On a bien compris qu'il s'agit essentiellement ici des «stratégies idéologiques» et des «tactiques politiques» mises en œuvre dans le monde moderne. Une préhistoire de la langue de bois contemporaine ne serait cependant pas inutile à évoquer, autrement qu'en dix lignes qui suggèrent que l'on pourrait en chercher les origines «en remontant à l'Antiquité grecque puis romaine». Elle permettrait de suivre les déplacements opérés dans les rapports qu'entretiennent *vérité* et *efficacité*. Dans la mesure où «ce livre est aussi une contribution à l'histoire du mensonge», il conviendrait de l'enrichir avec les *Réflexions sur le mensonge* (1943, nlle éd. 1996) d'Alexandre Koyré et les reportages adressés au *Petit Journal*, en 1917-1918, par Albert Londres «contre le bourrage de crâne». Ce n'est là qu'une observation latérale. Après l'ouvrage pionnier de Françoise Thom et quelques travaux, dont ceux de François-Bernard Huygue sur *La Langue de coton* (1991), la présente histoire de la langue de bois constitue un apport essen-

tiel à la connaissance d'un mode d'expression qui ne laisse pas de surprendre par son actualité, sa vitalité et sa paradoxale plasticité.

Bernard Valade
Université Paris V - Sorbonne
Courriel: <berval@paris5.sorbonne.fr>

Laurent PETIT, *Ressources numériques pour l'enseignement supérieur. Le cas de l'université en ligne*, Paris, Hermès-Lavoisier, coll. «Systèmes de formation et d'enseignement», 2009, 280 p.

Le livre de Laurent Petit est tout à la fois modeste et ambitieux, important en tout état de cause. Modeste car il prend pour objet d'études les ressources pédagogiques qui, numériques ou non, ont toujours plus intéressé ceux qui les avaient fabriquées que ceux pour qui elles étaient faites ! Ambitieux, car à travers une analyse minutieuse et originale glissant du niveau micro (ce qui apparaît sur les écrans d'ordinateurs) à une échelle méso (les conditions de production et les usages imaginés par les concepteurs) pour en arriver au niveau macro des logiques économiques et sociales, il tente de cerner les vastes enjeux de l'introduction du numérique dans l'enseignement supérieur. Livre important en effet, car tournant le dos aux discours récurrents sur les supposés bienfaits (ou méfaits) des technologies d'information et de communication pour l'éducation, il décrit, analyse et propose des pistes d'interprétation de phénomènes complexes qui sont «la marque d'une déstabilisation de l'appareil éducatif» et d'un nécessaire rapprochement entre le champ de l'éducation et celui de la communication, notamment en référence aux travaux antérieurs

sur les industries culturelles et les tendances à l'industrialisation de la formation.

Les ressources en question, définies par opposition au dispositif qui lui renvoie à «tout ce qui est mobilisé pour qu'un enseignement puisse se dérouler», sont des supports numériques empruntés à un cas précis, celui du «Premier cycle sur mesure – université en ligne» (PCSM-UEL) dans l'enseignement scientifique universitaire français. Cas suffisamment représentatif pour avoir fait l'objet de nombreux travaux et notamment d'un ouvrage collectif auquel avait déjà participé l'auteur (G. Jacquinet-Delaunay et E. Fichez dir., *L'Université et les TIC: chronique d'une innovation annoncée*, De Boeck, 2008), qui analysait des terrains, des usages et des expérimentations, mais auquel manquait ce centrage sur les ressources «qui semblent devenues un enjeu stratégique pour de multiples acteurs: enseignants, politiques, éditeurs, documentalistes», comme nous le verrons.

Mais comment faire parler les ressources numériques elles-mêmes ? Et ce, en échappant au principe d'immanence si souvent reproché à la tradition des analyses sémiologiques des supports audiovisuels classiques ? Par une méthode originale qui associe à l'étude de la scénographie des 47 modules d'enseignement (liste donnée en annexe), l'analyse fine des marques visibles à l'écran – soit l'«énonciation éditoriale» – en distinguant les trois dimensions de l'induit (les «écrits d'écran») du prescrit (les consignes) et du possible (les actions) – car on est dans un contexte de supports plus ou moins interactifs – à chacun des trois niveaux de l'UEL, du module et de l'intermodulaire (p. 50 et 150). Ainsi sont mises en évidence, au-delà du caractère «inabouti» de cette production collective, des «discordances» permettant d'identifier divers types de module, voire les tendances des filiations pédagogiques théoriques qu'elles illustrent (niveau micro), mais aussi différentes stratégies d'acteurs (niveau méso): qu'il s'agisse de leur

type d'implication dans le processus de production ou de la place qu'ils assignent à l'utilisateur potentiel. Dans une troisième étape (niveau macro) l'auteur cherche à identifier les éventuels modèles socio-économiques éditoriaux propres à ces productions numériques, qui attestent d'une tendance à l'industrialisation de la formation.

Chemin faisant, se dessinent à la fois les enjeux de l'introduction du numérique dans l'enseignement supérieur et les obstacles à leur intégration dans les pratiques, comme en témoignent les actuelles « universités numériques thématiques » (UNT). Ressource numérique conçue comme la création d'un « auteur-individuel », ou comme l'œuvre d'un « compagnon » cumulant les rôles d'auteur, de concepteur multimédia et de technicien, ou encore comme la production d'un « entrepreneur » animant une structure collective de réalisation : autant de figures de la nouvelle « professionnalité » des enseignants. Déplacement de la frontière public/privé avec le recours éventuel, suggéré par le ministère à de la sous-traitance, pour « débarrasser les enseignants-chercheurs de certaines tâches jugées incompatibles avec leurs missions » alors qu'ils tiennent à garder la maîtrise du processus de production. Utilisation des ressources par les enseignants qui n'ont pas participé à leur conception et leur transfert d'un contexte de formation à un autre pour permettre leur réappropriation par des publics divers. Création – et pourquoi pas automatisée grâce à une chaîne éditoriale ? – d'« outils intégrant des approches pédagogiques identifiées » ou « banques de situations et d'exercices dans lesquelles puiser pour un usage personnalisé », grâce notamment à l'indexation des ressources au service d'une « neutralisation » de la pédagogie. Ambivalence de la notion d'autoformation – si souvent liée à l'utilisation des TIC et

comme en découlant naturellement – alors qu'elle peut être associée aussi bien à « un taylorisme poussé » qu'à une « visée émancipatrice ». Jeu voire concurrence entre les modèles d'industrialisation, à l'image des industries culturelles, entre « le modèle éditorial qui fonctionne à l'unité, le modèle du flot à la plage horaire, le modèle du club au forfait, le compteur à la durée, et l'acte qui est l'unité de compte du courtage ». Car *in fine* devant la profusion et la variété des ressources, il faut bien un « courtier informationnel » soit un entremetteur pour faire se rencontrer l'offre disponible et la demande exprimée ! Ce qui permet à l'auteur de terminer son ouvrage par un chapitre rassurant sur « les indispensables intermédiaires humains ».

De nombreuses pistes sont ainsi explorées sans que l'auteur prétende donner des solutions et sans jamais perdre de vue le cas d'école, objet de l'étude. La minutie des analyses ne favorise pas toujours le dynamisme de la lecture, et l'on aimerait pouvoir confronter la méthode d'analyse mise au point à d'autres ressources numériques. Mais l'intérêt de l'ouvrage tient à l'exigence de la démarche qui associe, chose rare, dimensions pédagogiques et extra-pédagogiques (notamment communicationnelles, économiques et politiques) de ces ressources numériques, ce qui justifie pleinement le recensement de cet ouvrage dans la revue *Hermès*, en espérant cependant qu'il n'échappera pas à la communauté des pédagogues.

Geneviève Jacquinot-Delaunay
Laboratoire Cemti, Université Paris VIII
et Laboratoire « Communication et Politique » (ISCC)
Courriel : <gjacq@noos.fr>

Jean-François SIRINELLI, Pascal CAUCHY et Claude GAUVARD (dir.), *Les Historiens français à l'œuvre, 1995-2010*, Paris, PUF, 2010, 328 p.

Quinze ans après l'ouvrage dirigé par François Bédarida, *L'Histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995*, un peu plus de vingt historiens français ont relevé le défi de faire une synthèse des principaux axes de recherches depuis 1995. La première partie du livre distingue de manière classique histoire ancienne, médiévale, moderne et contemporaine, mais la suite dépasse ce découpage traditionnel et institutionnel pour proposer des éclairages sur des thématiques nouvelles, ou ayant connu de profonds renouvellements (le politique, les relations internationales, l'histoire des savoirs, des sciences et des techniques...). L'ouvrage est issu des réflexions menées à l'occasion du colloque organisé en janvier 2010 par le Comité français des sciences historiques, dans la perspective du congrès du Comité international des sciences historiques qui s'est tenu à Amsterdam fin août 2010.

Aux quatre études de Stéphane Benoist sur les sciences de l'Antiquité en France, de Claude Gauvard et Régine Le Jan sur le Moyen Âge, de Roger Chartier sur l'histoire moderne et de Philippe Poirrier sur l'histoire contemporaine, s'ajoutent onze contributions aux thématiques variées, que ce soient la violence (Stéphane Adouin-Rouzeau), l'impact du genre (Christine Bard), ou encore les historiens français et les mondialisations (Olivier Pétré-Grenouilleau). Celles-ci représentent autant l'histoire sociale et culturelle que l'histoire économique et politique, ou celle des techniques et des sciences, pour peu que ces catégories soient pleinement efficaces, comme en témoignent aussi bien la réflexion engagée par Dominique Iogna-Prat sur les évolutions du champ des études du religieux, que celle d'Olivier Lévy-Dumoulin qui note «selon la perspective, la fortune de l'histoire culturelle apparaît comme un dépassement

de la crise de l'histoire ou, bien au contraire (Gérard Noiriel), comme le symptôme de la décomposition du paradigme historien par excellence : l'histoire sociale» (p. 239), alors que Philippe Poirrier s'intéresse au nouveau consensus autour d'une histoire «socioculturelle» (p. 79).

Parfois saturé de notes de bas de pages, toujours accompagné d'une riche bibliographie, l'ouvrage par sa structure et son écriture est révélateur de ce qui fait la rigueur de l'«école historique française», sensible aux notes infrapaginales et à la mise en récit rigoureuse et structurée. Il sera évidemment indispensable à tout étudiant ou candidat aux concours d'enseignement en histoire, par la synthèse des apports récents dans l'historiographie française, qui connaît des mises au point périodiques, mais généralement sur une période ou un thème donné. Au-delà, enseignants, chercheurs ou «amateurs éclairés» peuvent y trouver une perspective sur la «fabrique de l'histoire» actuelle, capable aussi de regard critique. Mais ce livre peut largement dépasser son lectorat presque acquis, par les enjeux épistémologiques qu'il soulève et sa capacité à montrer la relation de la discipline aux autres sciences humaines, et celle de l'histoire et de l'historien à leur temps.

La diversité des auteurs et des thèmes abordés renvoie le lecteur à la phrase d'ouverture de la préface, «Existe-t-il une école française?». Au sortir de ce livre, on est convaincu, si ce n'est de l'existence de la «maison commune» qu'évoque Jean-François Sirinelli, du moins de la vitalité de la recherche historique française, et de la présence d'éléments nouveaux et (re)fondeurs qui traversent et animent l'écriture de l'histoire. Un des grands mérites de l'ouvrage est notamment d'articuler apports de connaissances, éclairages historiographiques et réflexions épistémologiques, mais aussi de nous permettre d'apercevoir, parfois en filigrane, parfois explicitement, les «historiens français à l'œuvre», insérés dans des structures institutionnelles, devant

répondre aux attentes et interpellations de la société (commémoration, devoir de mémoire), en contact avec les autres champs disciplinaires et les équipes de recherches extranationales. On sent au fil du livre leur «goût de l'archive» et l'élargissement du champ des sources convoquées, leurs inquiétudes parfois sur l'avenir de la recherche, leur conviction et leur passion. Ce sont non seulement les historiens à l'œuvre, mais aussi les historiens dans leur temps que ce livre laisse donc percevoir.

De même que l'ouvrage ne prétend pas à l'exhaustivité et ne se veut pas «un tableau d'honneur historiographique» (p. 9), de même il ne s'agit pas de rendre compte des vingt-deux papiers qui composent ce livre ou d'en privilégier certains. Il paraît plus intéressant de dégager quelques fils conducteurs qui le traversent.

Le premier est le renouvellement des sources ou de la manière de les considérer. Les découvertes de Cosquer, Chauvet puis Cussac, et la montée de l'«archéologie préventive» (p. 96), la publication par le service des Archives nationales des papiers des chefs d'État, de Vincent Auriol à Valéry Giscard d'Estaing (p. 190), ou l'«océan d'archives» qui s'est ouvert à l'historien à la fin du communisme soviétique (p. 186), l'intérêt que portent quelques historiens aux «archives de soi» (p. 212) ou à l'image subvertissant «les limites entre genres nobles et indignes, populaires ou de haute culture» (p. 252) ont entraîné des évolutions profondes, soutenues par des regards historiens différents sur les sources déjà étudiées. Le rapport aux sources est ainsi renouvelé dans le genre biographique: «La personne et le personnage ne sont-ils pas indissolublement liés dans une histoire posthume qui les transforme en mythes, intégrés dans une mémoire qui devient partie intégrante de la mémoire collective mouvante» (p. 167). Les ressources informatiques ne sont pas omises, qui modifient les pratiques scientifiques et offrent corpus et ressources en ligne (p. 35).

Le second point notable est la capacité de certaines thématiques et axes de recherches à être transversaux aux différentes périodes, que ce soient le genre ou la violence, les mondialisations invitant aussi à dépasser ces «fractures internes», comme le propose Olivier Pétré-Grenouilleau (p. 300). Des fractures internes se révèlent aussi dans la vigueur de certains débats, dont la période contemporaine n'a pas eu l'exclusivité. Si l'étude de la Première Guerre mondiale a vu s'affronter «école du consentement» et «de la contrainte» (p. 80), tandis que le *Livre noir du communisme* dirigé par Stéphane Courtois engageait un vif débat sur la matrice totalitaire et la comparaison du nazisme et du communisme (p. 191-192), la révolution de l'an mil ou «la crise de 1300» ont aussi été des moments de discussion forts (p. 54). Certains de ces débats ont été introduits par des travaux étrangers et S. Audouin-Rouzeau souligne combien le thème de la violence doit aux travaux de V.D. Hanson, J. Keegan ou C. Browning.

Les chercheurs et leurs recherches dépassent de plus en plus les frontières nationales (Programme européen sur l'archéologie funéraire par exemple) et la «dilatation de l'espace de recherche» (p. 202) s'est affirmée. Elle se double d'un décloisonnement des disciplines, les historiens s'intéressant à l'anthropologie (par exemple pour l'étude des rituels au Moyen Âge) ou à l'économie, à la sociologie ou aux sciences de gestion pour la thématique *Production, consommation, échange*. Cette ouverture ne doit pas cacher la persistance d'institutions assez étanches, qui font craindre parfois une «balkanisation» de la recherche. Si l'univers des historiens médiévistes est «doté d'une forte identité, le métier a ses rites d'entrée et de sociabilité» (p. 32), l'importance des laboratoires de recherche et de nouveaux cadres comme l'ANR est éclairée par toutes les contributions, qui posent souvent la question d'un «avenir incertain» (p. 31) de manière ouverte: «on ne prend pas le chemin d'une augmentation de chaires d'Histoire des relations internationales»

(p. 286) ; « gageons que nos successeurs pourront, dans une quinzaine d'années, faire l'inventaire des productions d'une génération de chercheurs qui n'aura pas trop souffert de projets risquant de remettre en cause le très fragile équilibre de ces humanités par trop dévalorisées ! » (p. 25).

« Nouveaux temps, nouveaux espaces, nouveaux métiers... », souligne Pascal Cauchy. De ces différents papiers ressort aussi la place de l'historien dans la cité, dans son époque. Il est interpellé « au gré des urgences de plus en plus pressantes de l'actualité » (p. 148) : par exemple, l'historien du religieux est invité à s'exprimer sur les fondements historiques des règles vestimentaires en Islam ou sur la nature religieuse du « choc des civilisations » après le 11 septembre, parfois pris dans la « machinerie commémorative » (p. 77), tandis que « le débat public s'est approprié le "devoir de mémoire" » (p. 185). Les historiens français ne se sont pas dérobes, assumant parfois des prises de position fortes dans le débat public (rôle du « Comité de vigilance des historiens face aux usages publics de l'histoire » ou du collectif « Liberté pour l'histoire » au moment du débat sur les « lois mémorielles »). Comme l'affirme Jean-Philippe Genet (p. 161) : « L'historien, comme les autres, doit vivre avec son temps. »

Valérie Schafer
Chargée de recherche à l'ISCC
Courriel : <valerie.schafer@iscc.cnrs.fr>

L'histoire de la construction européenne aux prismes de la technologie et des médias.

Christophe BOUNEAU, David BURIGANA et Antonio VARSORI (dir.), *Les Trajectoires de l'innovation*

HERMÈS 58, 2010

technologique et la construction européenne. Des voies de structuration durable?, Euroclio n° 56, Bruxelles, Peter Lang, 2010, 260 p.

Robert FRANK, Hartmut KAEUBLE, Marie-Françoise LÉVY et Luisa PASSERINI (dir.), *Un espace public en construction. Des années 1950 à nos jours, Multiple Europes n° 44, Bruxelles, Peter Lang, 2010, 260 p.*

Robert Frank, en conclusion d'*Un espace public en construction*, écrit (p. 252) : « Les imaginaires ont en effet plus facilement l'espace national, ou l'espace mondial comme espace de référence et ils ont du mal, même dans l'Europe en voie de construction, à se référer à l'espace intermédiaire européen. » Cette phrase aurait pu tout aussi bien figurer dans la conclusion de l'ouvrage *Les Trajectoires de l'innovation*, s'il en avait une. Ces deux ouvrages collectifs abordent la construction européenne selon des angles très différents, mais ils partagent un même intérêt pour les études diachroniques, l'analyse des acteurs, des réseaux (qu'ils soient techniques ou culturels), des sphères publiques et privées (prises au sens culturel dans l'un, au sens économique dans l'autre).

En proposant d'analyser la construction européenne sous l'angle de l'innovation technologique, Christophe Bouneau, David Burigana et Antonio Varsori coordonnent un livre dont l'intérêt est d'abord d'éclairer un sujet encore peu abordé. Le processus communautaire a davantage été analysé sous l'angle de l'histoire politique ou institutionnelle. Cet ouvrage propose des regards disciplinaires différents sur la question : c'est autant le croisement des thèmes (énergie, automobile, technologies de l'information et de la communication) que celui des disciplines (histoire des techniques, de l'innovation, économie, relations internationales) qu'a permis et stimulé la coopération bilatérale entre la Maison des

sciences de l'homme d'Aquitaine (Bordeaux) et le PRIN interuniversitaire italien, aboutissant à un colloque en 2008 et aux onze contributions présentées.

Aux changements d'échelle, qui permettent à la fois de découvrir des études de cas («L'Europe occidentale et la première crise pétrolière» par F. Petrini ou «L'industrie électrique européenne depuis la Seconde Guerre mondiale» par Y. Bouvier) et des réflexions plus théoriques (l'approche conceptuelle de J. Schot ou l'étude d'A. Van Laer sur la politique de la recherche, du traité CEE à l'acte unique), répondent dans l'ouvrage les changements de langues (une partie des papiers est en français, l'autre en anglais, là où on aurait pu attendre l'italien, l'introduction mêlant même périlleusement le français et l'anglais dans certaines phrases). Partant du postulat que la dimension technologique représente un «côté caché» essentiel de la coopération européenne (p. 17), les auteurs cherchent en filigrane à déterminer sa contribution réelle derrière les discours au processus d'intégration (p. 19), les ruptures et continuités de cette histoire, et à mieux cerner les notions de coopération, d'intégration, de gouvernance technologique européenne, d'Europe des nations et d'Europe intégrée. Ils étudient l'articulation entre les différents acteurs (gouvernements, entreprises, organismes multinationaux) et montrent que la construction se fait autant par tâtonnements et approximations que par des choix institutionnels volontaristes.

Les quatre premières contributions présentent des études transversales des politiques technologiques et posent les bases d'un cadre conceptuel, chronologique et institutionnel, qui permet de contextualiser le second volet consacré à l'énergie, qui fut un des moteurs de la construction européenne depuis la Ceca. Enfin, trois études par secteurs, sur l'automobile, l'aérospatial et l'aéronautique – hautes technologies dont «la place industrielle symbolique dans l'imaginaire européen» (p. 31) justifie une partie entière – permettent, d'Airbus

à Galiléo, de voir s'exprimer autant les jeux d'intérêts nationaux que la tentation parfois de stratégies mondialisées d'alliances, regardant outre-atlantique plutôt que vers le «vieux continent».

À la recherche d'une politique technologique, l'Europe cherche aussi sa politique culturelle. Le second ouvrage, *Un espace public européen en construction*, analyse le rôle des acteurs du monde culturel, la place du cinéma et de la télévision, et les enjeux mémoriels, avec pour fil conducteur la question de la présence ou de l'absence d'une sphère publique européenne, et en filigrane celle de l'identité européenne. C'est la notion même d'«espace public» qui en sort revisitée, depuis sa présentation par Jürgen Habermas. Les auteurs ont cherché à inscrire leur réflexion dans la longue durée, à proposer une nouvelle approche moins quantitative, attentive aux «périphéries», aux nouveaux membres de l'Union européenne, et à des sources notamment audiovisuelles jusque-là peu exploitées.

Cet ouvrage comme le premier s'ouvre sur quatre contributions plus théoriques (*The European Public Sphere, Public and Private in European Perspective, Soft and Strong in European Public Spheres, European Historians and the European Public Sphere*), avant de proposer des études de cas. Celles-ci sont variées, d'Arte aux reconstitutions historiques de l'épopée napoléonienne, en passant par l'analyse d'une émission allemande *Einer wird gewinnen* (où l'on découvre entre autres à la page 132 que le fromage Primula est norvégien, et non danois, et les implications de ce faux-pas télévisé). Elles soulèvent les questions de la multiperspectivité, de la circulation des émotions collectives, de l'eupéanisation voulue, institutionnalisée, et de celle qui se joue de manière plus informelle. On y retrouve une interrogation qui vient également en lisant *Les Trajectoires de l'innovation* : l'eupéanisation des institutions doit-elle précéder celle de l'espace public (p. 255) comme celle des coopérations technologiques ?

«En cherchant “l’Europe” quelque part, dans un lieu, on n’est pas sûr de la trouver, mais on finit par mieux comprendre ce lieu et ce fonctionnement» (p. 249), concluait Robert Frank. À la lecture de ces deux ouvrages, on pourrait ajouter : en cherchant l’Europe, on trouve l’histoire, celle des techniques, celle des médias. Ces contributions qui font dialoguer les historiens européens nous dévoilent aussi un espace de recherche histo-

rique européen en construction, qui peut-être ouvre lui aussi des voies de structuration durable.

Valérie Schafer
Chargée de recherche à l’ISCC
Courriel: <valerie.schafer@iscc.cnrs.fr>



RÉSUMÉS – ABSTRACTS

Michaël OUSTINOFF, *Langues de bois d'hier et parler vrai d'aujourd'hui: de la «novlangue» aux «spin doctors»*

Le terme «langue de bois» est d'une extrême polysémie en français. Il n'en a pas toujours été ainsi: apparu dans les années 1980, le mot est un emprunt au russe, par l'intermédiaire, semble-t-il, du polonais, au moment des événements de Gdansk et du mouvement lancé par le syndicat Solidarność. Comment un terme servant à qualifier la langue d'un régime totalitaire, synonyme de *novlangue* orwellienne, en est-il venu à couvrir une si grande variété d'emplois, le rendant intraduisible? L'explication se trouve chez Orwell: dans un article célèbre portant sur la langue de la politique, il soutient que la déformation de la vérité n'est pas l'apanage des régimes totalitaires. Aujourd'hui, l'heure est au «parler vrai»: mais force est de constater que ce n'est là, bien souvent, que le dernier avatar en date de la langue de bois.

Mots-clés: langue de bois, novlangue, newspeak, spin doctors, storytelling, sophistes, parler vrai.

From Orwell's Newspeak to 21st Century Spin

The term «langue de bois» (literally «tongue of wood») is highly polysemic in French and has no single translation in English. The term appeared in France in the 1980s as a borrowing from the Russian «yезик дуба» meaning «tongue of oak», possibly via Poland at the time of the events in Gdansk and the movement started by the Solidarność trade union. How did a term used to describe the language of a totalitarian state, coined by George Orwell as «newspeak», come to be used in so many different ways? Orwell himself provides the explanation: in a celebrated article on the language of politics, he argues that subverting the truth is not an exclusive mark of totalitarian regimes. Today, we have a form of expression known as «straight talk», which, when it comes out of the mouths of spin doctors, could well be seen as the latest incarnation of newspeak.

Keywords: langue de bois, doublespeak, newspeak, spin-doctors, storytelling, sophists, straight talk.

Joanna NOWICKI, *De l'insoutenable légèreté occidentale à l'égard de la notion de «langue de bois»*

L'expression vient de l'Est. Elle s'est installée à l'Ouest en changeant de sens. En France, dans l'usage actuel, l'expression «langue de bois» désigne tout discours stéréotypé, simple code des échanges publics, et elle est souvent confondue avec «le politiquement correct». Vu de l'est de l'Europe qui a connu les deux totalitarismes, cet affaiblissement sémantique éveille une forte réticence. L'expression «langue de bois» y a gardé une tout autre gravité et l'utilisation banalisée qui se pratique à l'Ouest dénote plutôt une incompréhension ou une ignorance de ce qu'est véritablement la langue de bois. Pour ceux qui l'ont combattue, il y a une différence de nature et non pas de degré entre la langue vive et la langue de bois, et c'est que nous voudrions illustrer brièvement, en rappelant la force des protestations à son égard, puis en essayant d'éclairer ce qui a été l'enjeu d'une telle protestation, en nous appuyant principalement sur l'exemple de la Pologne.

Mots-clés : langue de bois, langue dévoyée, liberté de pensée, dissidence.

On the Unbearable Lightness of the West Regarding «Doublespeak»

The French expression «langue de bois» – literally «wooden language» but often referred to as «doublespeak» in English – originated in Eastern Europe. In its current usage in France, however, it has come to cover a range of meanings and refers to any kind of stereotyped discourse, serving as a mere code-word for public speaking, and is often confused with «politically correct». In Eastern Europe, which has seen totalitarianism of two kinds, this semantic weakening is regarded with dismay. In these countries, the expression – derived from the Russian «yèzik douba», literally «tongue of oak» – has lost none of its weight of meaning, and its offhand use in the West is perceived as equating with a lack of understanding and even ignorance of what it really means. To those who fought against it, there is a difference not only in degree but actually in nature between a living language and the «wooden language» of officialdom. This is what we would like to illustrate, briefly, first through the strength of the protests against it and secondly by attempting to shed some light on what the protest was really about, mainly through the example of Poland.

Keywords: doublespeak, subversion of language, freedom of thought, dissidence.

Bernard VALADE, *La langue de bois: racines rhétoriques et ramures métaphoriques*

Appréhendée à partir de son fonctionnement dans les régimes totalitaires, la «langue de bois» a été traitée comme une langue étrange, et étrangère aux sociétés démocratiques. En rapprochant ses procédés des figures de la rhétorique classiquement dessinées, elle perd quelque peu de sa singularité. Elle est liée, en fait, à des potentialités, des tendances, des dispositions de la «langue naturelle» – une permanente propension à métaphoriser, notamment –

qu'elle exploite ou accentue, radicalise et pervertit. Les affinités que présente alors la langue de bois avec des pratiques langagières très courantes, tel le « politiquement correct », font voir en elle non plus un dialecte exotique, un parler vernaculaire, mais un mode de communication effectivement véhiculaire.

Mots-clés : langue de bois, rhétorique, éloquence, métaphore, politiquement correct.

Newspeak: Rooted in Rhetoric, Branching into Metaphor

Based on its functions in totalitarian regimes, the type of language George Orwell called « newspeak » has been treated as an oddity, a language foreign to democratic societies. However, when compared with the classic figures of rhetorical speech, its singularity begins to fade. It is related, in fact, to a potential, a tendency or a predisposition of « natural language » to create metaphor – a propensity that « newspeak » exploits, accentuates, radicalises and subverts. But the affinities that appear between this particular type of language and other very common forms, such as the language of « political correctness », suggest that rather than an exotic dialect, it is actually very much a kind of « lingua franca ».

Keywords: newspeak, doublespeak, rhetoric, eloquence, metaphor, politically correct.

Jean-Louis DUFAYS, *Stéréotypie et langue de bois : comme un air de famille*

Cet article prend d'abord appui sur une diversité d'exemples de phénomènes qui semblent susceptibles d'être qualifiés de « langue de bois » pour tenter de caractériser cette notion, qu'il oppose à celle de « parler vrai ». Il montre ensuite que la langue de bois comporte beaucoup de traits communs avec la stéréotypie, dont il apparaît comme une spécification : la « langue de bois », ce serait des stéréotypes d'un langage spécialisé ou de la parole publique qui permettraient au locuteur de ne pas s'exposer ou se compromettre. Bien que son usage soit essentiel à la construction de l'éthos du locuteur, ce langage est affublé d'une connotation fondamentalement négative : on ne le nomme que pour le stigmatiser, pour dénoncer un manque de clarté ou de transparence. Pourtant, comme la stéréotypie dont elle partage en partie les usages et les fonctions, la langue de bois est susceptible d'une diversité de modes d'énonciation et de réception, qui dépassent de loin la seule négativité.

Mots-clés : langue de bois, stéréotype, éthos, modes d'énonciation, modes de réception.

Stereotyping and Doublespeak: All in the Same Family

This article takes a variety of examples of usage that could be described as « doublespeak » in an attempt to characterise the meaning of the term, which we contrast with what is known as « straight talk ». We then show that « doublespeak »

has many traits in common with stereotyping, of which it appears to be a specific form: « doublespeak » is a stereotype of a form of specialised or public-speaking language that enables the speaker to avoid exposure or discredit. Although its use is essential to the ethos the speaker is attempting to convey, it has fundamentally negative connotations: it is referred to only to stigmatise and denounce its lack of clarity and transparency. And yet, like stereotyping with which it shares a number of uses and functions, doublespeak can be delivered and received in a variety of ways that are by no means confined to the negative register.

Keywords: *doublespeak, stereotype, ethos, modes of enunciation, modes of reception.*

Jacques DEWITTE, *La lignification de la langue*

La langue de bois propre aux régimes totalitaires peut être décrite avec les moyens de la linguistique comme une distorsion affectant les différentes *composantes fondamentales* du discours. Lorsque la langue se lignifie, il n'y a plus de *sujet* présent à sa propre parole ; plus de *réfèrent* auquel la parole se rapporte ; plus d'*interlocuteur* véritable ni d'échange vivant entre les interlocuteurs ; plus de va-et-vient entre la parole et *les ressources de la langue*. Mais étant donné que toute communication est *problématique*, c'est-à-dire non assurée d'avance, il n'existe aucun autre remède à la *lignification de la langue* qu'une pratique langagière libre qui met en œuvre ces différentes composantes.

Mots-clés : composantes fondamentale du discours, réfèrent, interlocuteur, lignification de la langue, ressources de la langue.

When Language Turns « Wooden »

The characteristic « wooden language » of totalitarian bureaucracies can be described in linguistic terms as a distortion of the various « fundamental components » of a discourse. When language turns « wooden », there is no longer a « subject » or « referent » to whom or to which the words apply, no real « interlocutor », no real exchanges between interlocutors, and no reciprocation between the discourse and « the resources of the language » in which it is delivered. However, given that communication is always problematic, in that it cannot be taken for granted, there is no remedy when « language turns wooden » other than freeing it to bring all its different components into play.

Keywords: *fundamental components of a discourse, referent, interlocutor, when language turns wooden, resources of a language.*

Paul GRADVOHL, *La langue de bois au pilori: Hongrie 1954*

En 1954, à Budapest, Iván Fónagy et Katalin Soltész publiaient *A mozgalmi nyelvről* (Sur la langue du mouvement ouvrier). En 2006, un an après le décès de Fónagy, paraissait son *Dynamique et changement*. Ce grand linguiste et sa collègue d'alors, dès 1954, avaient non seulement décrit les caractéristiques de la langue de bois des écrits et manifestations officielles, mais aussi montré comment elle viciait la communication au sein de la société de façon plus large. Ils en décrivaient des causes en particulier l'inculture de nombre de dirigeants et l'usage si facile d'une langue appauvrie. Mais déjà en 1954 ils montraient dans un style d'une rare qualité comment ce phénomène dépassait le communisme hongrois. Cinquante ans plus tard, Fónagy revient sur la force d'attraction de certains types d'énoncés qui marque toujours notre communication sociale. Voici donc une pensée originale pour désenclaver la réflexion sur la langue de bois, ou «langue de hêtre» en hongrois.

Mots-clés : langue du mouvement ouvrier, Hongrie, critique interne dans les pays socialistes, phonétique, évolution de la langue, Iván Fónagy, langue et pouvoir.

Discrediting Newspeak: Hungary in 1954

In 1954, in Budapest, the linguist Iván Fónagy and his colleague Katalin Soltész published «A mozgalmi nyelvről» (On the language of the labour movement). Fónagy's «Languages within Language» was published in 2006, a year after his death. In 1954, Fónagy and Soltész had not only described the characteristics of the language used in official writings and events, but also how it was debasing communication within society at large. A particular reason they described was the lack of culture of a large part of the political leadership and the fact that using an impoverished form of language was so easy. But they had already shown in 1954, in writing of remarkable quality, that this phenomenon was not the sole preserve of Hungarian communism. Fifty years later, Fónagy returned to the power of attraction of certain types of discourse that are still a feature of social communication. A work of original thinking that significantly broadens perspectives on the «newspeak», which the Hungarians call the «tongue of beech».

Keywords: language of the labour movement, Hungary, internal criticism in socialist countries, phonetics, evolution of language, Iván Fónagy, language and power.

Béatrice TURPIN, *Victor Klemperer et le langage totalitaire d'hier à aujourd'hui* (compte-rendu du colloque de Cerisy-la-Salle)

Le terme «totalitaire» est issu d'un réseau discursif indissociable d'actes meurtriers. D'où le sens donné à l'expression de «langage totalitaire»: un langage de coercition, lié à la violence, au meurtre et à la terreur. Les

communications présentées à Cerisy-la-Salle tentent de caractériser un tel langage. Chercheurs en communication, en sciences du langage, en sociologie ou en littérature, philosophes et psychanalystes s'interrogent sur la tyrannie logique du discours de la terreur et les manipulations mortifères mises en œuvre *d'hier à aujourd'hui*. Les analyses de Victor Klemperer sur le discours nazi et ses observations scrupuleuses sur les signes de ce régime sont une référence primordiale. Les diverses études montrent comment se met en place une logique d'assujettissement à partir du matériau signifiant et de sa mise en scène. L'interrogation porte enfin sur les formes de résistance à opposer à ce langage.

Mots-clés : Victor Klemperer, totalitarisme, langage totalitaire, manipulations mortifères, discours politique, sémiotique politique.

Victor Klemperer and Totalitarian Language, Past and Present (Proceedings of the Symposium Held in Cerisy-la-Salle)

The term « totalitarian » is a product of a discursive system that is inseparable from acts of murder, hence the meaning given to the expression « totalitarian language » as a language of coercion linked to violence, murder and terror. The papers given in Cerisy-la-Salle attempt to characterise this language, through the reflections of researchers in communication, language sciences, sociology and literature on the logical tyranny of the discourse of terror and its murderous manipulations, both past and present. Victor Klemperer's analyses of Nazi discourse and his scrupulous observations on signifiers in the Nazi regime are references of paramount importance. The different studies show how the logic of subjection takes hold as it spreads from a body of signifying material and the representations given to it. Finally, the question is raised of forms of resistance to language of this kind.

Keywords: Victor Klemperer, totalitarianism, totalitarian language, murderous manipulation, political discourse, political semiotics.

Olivier ARIFON, *Langue diplomatique et langage formel: un code à double entente*

Jusqu'au début du ^{xx}e siècle, la langue utilisée en diplomatie tire ses racines de la langue de cour, plus particulièrement celle de Louis XIV, ce qui explique la place du français comme langue diplomatique. Cet article propose une mise en perspective historique et anthropologique des formes d'expression du diplomate et montre pourquoi le langage diplomatique est à la fois formel et nécessaire, caractéristiques le rapprochant de celles de la langue de bois. Les notions d'ambiguïté, de contexte, d'émotions et de valeurs sont abordées. Enfin, la langue de la diplomatie a une dimension à la fois interne (entre diplomates) et externe (vers le public et les médias). Ce travail est alimenté par des entretiens et par notre expérience de formateur de diplomates au ministère des Affaires étrangères.

Mots clés : diplomatie, code, français, langue, négociation.

Diplomatic Language and Formal Language: a Double Code of Meaning

Up to the early 20th century, the language used by diplomats was rooted in the language of the court, especially the court of Louis XIV, which is why French became the language of diplomacy. This article offers a historical and anthropological perspective on forms of diplomatic expression and shows why the language of diplomacy is altogether formal and necessary, characteristics that liken it to the «wooden language» of bureaucracy. We look into the ideas of ambiguity, context, emotions and values. Finally, the language of diplomacy has both an internal dimension (between diplomats) and an external dimension (for the public and the media). Our study is backed up by interviews and our experience in training diplomats within the French Ministry of Foreign Affairs.

Keywords: *diplomacy, code, French, language, negotiation.*

Luciana RADUT-GAGHI, La (nouvelle) langue de bois dans la Roumanie actuelle

Cet article présente la multiplication des formes de la langue de bois dans la Roumanie actuelle. Une mise en perspective historique rend compte des similitudes entre l'époque actuelle et la période communiste dans les slogans ou les expressions employées aussi bien par les politiques que par les médias. Les débats actuels sur la langue de bois dans les organisations renforcent l'idée qu'au-delà du jargon ou des objectifs de manipulation, la langue est en modification permanente et naturelle. Mais cette nouvelle langue de bois est presque exclue des études scientifiques roumaines sur le sujet, qui arrêtent leurs recherches à la chute du régime communiste en 1989.

Mots-clés : Roumanie, politique postcommuniste, médias, espace démocratique, langue des organisations.

Varieties of «Doublespeak» in Present-Day Romania

This article describes how forms of «doublespeak» have multiplied in present-day Romania. A historical overview reveals the similarities between slogans and expressions used by politicians or the media in the contemporary and communist periods. The current debate on «doublespeak» in organisations reinforces the idea that, looking beyond the jargon and the manipulative aims, this type of language is constantly – and naturally – evolving. But contemporary «doublespeak» is virtually absent in Romanian research on the subject, which has not looked beyond the fall of the communist regime in 1989.

Keywords: *Romania, post-communist politics, the media, democratic sphere, language of organisations.*

Francisco BELAÚNDE MATOSSIAN, *La langue de bois dans la politique péruvienne*

La langue de bois dans la politique péruvienne des vingt dernières années est marquée par le choc des élections de 1990, qui a révélé le grand désenchantement de la population vis-à-vis des politiciens et du discours politique en tant que tel. Les politiciens sont donc obligés d'être très économes de leurs paroles, sous peine de lasser et réveiller la méfiance. Ils doivent se rabattre sur des formules, des slogans, et des mots, dont le choix obéit souvent au seul souci de se démarquer d'autres acteurs politiques censés être tombés en disgrâce auprès de la population. Autrement dit, les politiciens cherchent beaucoup moins à faire des propositions et des promesses, qu'à éviter d'être du mauvais côté dans la perception, d'ailleurs très changeante, de la population. C'est le triomphe du marketing au détriment du discours politique traditionnel. Il s'ensuit un art de la langue de bois plus exigeant.

Mots-clés : sentiment anti-politicien, marketing politique, Pérou, Fujimori, mots, slogans.

Political Doublespeak in Peru

Political doublespeak in Peru turned a corner during the 1990 elections, which revealed the population's utter disillusionment with politicians and the political discourse of the time. To avoid arousing suspicion or getting on people's nerves, politicians now have to be very economical with words, resorting to clichés, slogans and words often chosen purely to differentiate them from other politicians who have supposedly fallen from grace with the population. As a result, rather than making proposals and promises, politicians are merely trying to avoid getting on the wrong side of the population's – highly volatile – perceptions. The result is a triumph of marketing over traditional political discourse, and an ever more demanding art of doublespeak.

Keywords: anti-politician, political marketing, Peru, Fujimori, words, slogans.

Thomas BOUTONNET, *La LRO: xyloglossie dans la Chine post-maoïste*

La politique de «réformes et ouverture» vers l'étranger, initiée par Deng Xiaoping au sortir de la Révolution culturelle en 1978 s'est avérée, d'un point de vue économique, une véritable réussite qui a amené la Chine au rang des grandes puissances mondiales en à peine trente ans. D'un point de vue social par contre, le résultat est tout autre: transfigurée par ces réformes qui ont acté le basculement d'une économie planifiée vers une économie de marché, la société chinoise s'est retrouvée bouleversée par la disparition de l'État-providence et la restructuration du secteur de production étatique, autant de dommages collatéraux qui vont brutalement vulnérabiliser et «précariser» des millions d'individus. Dès la fin des années 1980, vont se constituer de nouvelles «classes dangereuses» de paysans sans terres, de chômeurs et de pauvres, des «masses dangereuses» que l'État-parti chinois va devoir discipliner, puisque c'est sur leur exploitation que va se construire le miracle chinois.

C'est donc un véritable arsenal discursif, une langue de bois élaborée et complétée sur trois décennies, que les dirigeants du Parti communiste chinois vont mettre en place pour (re)formuler les perceptions et « corriger les consciences erronées » de ces populations vers une acceptation d'un ordre social qui leur est foncièrement défavorable.

Mots-clés : stratégie discursive, spectacle, discours, harmonie sociale.

A Language for « Reform and Openness »: Doublespeak in Post-Maoist China

From the economic point of view, the policy for « reform and openness » to other countries initiated by Deng Xiaoping as the Cultural Revolution ended in 1978 was a genuine success that made China a top-ranking world power in the space of barely thirty years. The outcome was very different from the social point of view, however: the reforms that turned a planned economy into a market economy caused radical upheaval in Chinese society as collateral damage from the demise of the welfare state and the restructuring of the State-controlled production sector plunged millions into precariousness and insecurity. The late 1980s saw the emergence of a new « dangerous class » of landless peasants, unemployed workers and poverty-stricken individuals: the « dangerous masses » that the Chinese party-state would have to discipline so that the « Chinese miracle » could be built by exploiting their labour.

Thus did China's Communist party leadership deploy a whole arsenal of political doublespeak, developed and honed over three decades, designed to (re)formulate perceptions and « correct » the « erroneous conceptions » of these populations to lead them to acceptance of a social order which is fundamentally opposed to their interests.

Keywords: discursive strategy, display, discourse, social harmony.

Aleksandra ŚCIBICH-KOPIEC, Les subventions de l'UE et la novlangue européenne: le cas de la Pologne

Cet article montre l'influence des fonds structurels européens sur la langue polonaise. On assiste aujourd'hui à l'émergence d'une nouvelle langue euro-polonaise, version polonaise de l'euro-langue, à moins que ce ne soit l'euro-version du polonais. Cette langue a toutes les apparences du polonais, mais elle est si imprégnée de termes bureaucratiques que l'on est en droit de se demander s'il s'agit toujours de la même langue. Par quel mécanisme ce problème d'ordre linguistique est-il apparu ? Pourquoi l'euro-polonais est-il si inutilement compliqué ? Pourquoi éprouve-t-on autant de difficultés à comprendre les textes de l'UE, et singulièrement les appels d'offre ? Telles sont les questions auxquelles répond l'article, qui plaide pour une plus grande lisibilité des textes, sans laquelle il n'est pas de réelle démocratie.

Mots-clés : fonds structurels, subventions, Union européenne, novlangue, euro-langue, appels d'offre, langue de bois, euro-polonais, langue polonaise.

European Subsidies and EU Newspeak: the Polish Example

This article shows how the EU's structural funds have influenced the Polish language. What is emerging today is a new language called Euro-Polish, the Polish version of Eurospeak – or possibly the Euro-version of Polish. It certainly looks like Polish, but it is so saturated with bureaucratic terms that one may well wonder whether it is really the same language. How did this problem – a linguistic one – arise? Why is Euro-Polish so pointlessly complicated? Why are EU texts so difficult to understand, and particularly its calls for tenders? This article answers these questions, and pleads in favour of the plain language, without which true democracy cannot exist.

Keywords: structural funds, subsidies, European Union, newspeak, Eurospeak, calls for tenders, doublespeak, Euro-Polish, Polish language.

Pascal ROULEAU, Jargons, pédantismes, sociolectes... un éditeur scientifique face à l'auteur

D'où vient le jargon scientifique ? Quel lien l'éditeur et l'auteur entretiennent-ils dans l'écriture ? Pascal Rouleau, s'appuyant sur son expérience, montre qu'il faut distinguer trois domaines d'écriture, la création, le jargon et les langages techniques, et que l'éditeur ne doit pas chercher à vulgariser à tout prix.

Mots-clés : jargon, éditeur, fiction, non-fiction, auteur, sociolecte, technolecte, vulgarisation.

Jargon, Pedantry and Sociolects: Scientific Publishers vs Authors

Where does scientific jargon come from? How do publishers and authors relate to each other in the writing process? Pascal Rouleau, drawing on his own experience, shows that a distinction has to be made between three kinds of writing – creative writing, jargon and technical language – and that publishers should not attempt to «popularise» at any cost.

Keywords: jargon, publisher, fiction, non-fiction, author, sociolect, technolecte, popularisation.

Nicole D'ALMEIDA et Cendrine AVISSEAU, Langage managérial et dramaturgie organisationnelle

Le discours managérial constitue un véritable genre et représente une catégorie particulière au sein des énoncés performatifs. L'objectif annoncé de présentation des orientations stratégiques et de dynamisation des équipes s'accompagne d'une mise en scène particulière qui constitue une des conditions de sa félicité, de son accomplissement. Le contexte d'internationalisation et d'interdépendance dans lequel se déroule l'activité des entreprises renforce la

stéréotype de ce langage qui mobilise un format, un vocabulaire et une syntaxe particulière marqués par l'anglicisme et l'asyncticité. Destiné à unifier et à galvaniser les équipes, ce langage est porteur de signes de pouvoir et de distinction, il exclut plus qu'il n'inclut, génère la perplexité et le désarroi et s'inscrit dans une stratégie du flou qui semble être le seul mode contemporain de l'avenir économique. Circulant à l'envi dans la communauté internationale et de la finance qu'il unifie à sa manière, il a une force incantatoire sur la scène financière et médiatique mais un impact paradoxal sur le travail quotidien des hommes et des femmes. Langage de la spéculation et de l'anticipation, il est plus proche des discours de la performance que des énoncés performatifs.

Mots-clés : discours, domination, communauté linguistique, éthos, performance, stratégie, traduction.

Managerial Language and Corporate Art of Performance

Managerial language is a genre in itself and makes up a particular category of performative speech. The stated objective when presenting strategic goals or team building strategies is always dressed up in a particular way that will determine its aptness and success. The context of internationalisation and interdependence in which business activities take place reinforces a stereotype of management-speak, based on a particular format, vocabulary and grammar permeated by anglicisms and lack of syntax. Aimed at unifying and galvanising business teams, «corpu-speak» conveys a sense of power and distinctiveness, suggests exclusiveness rather than inclusiveness, generates bewilderment and anxiety and is very much at one with the strategy of obfuscation that seems to be the sole contemporary register where the economic future is concerned. Circulating freely within the international and finance community and uniting it as it goes, it acts with the hypnotic effect of incantation on the financial and media scene but has a paradoxical impact on the daily working lives of men and women. As the language of speculation and anticipation, it is more akin to performance discourse than to performative speech.

Keywords: *corpu-speak, discourse, domination, linguistic community, ethos, performance, strategy, translation.*

Françoise THOM, *Langue de bois et aphasie moderne*

L'auteur se propose dans cet article d'étudier le mécanisme de la destruction du langage dans la société contemporaine. Le langage est menacé par le haut et par le bas : les élites sont contaminées par l'omniprésent jargon des sciences humaines ; les jeunes sont gagnés par l'idiome des banlieues. La disparition du langage articulé accompagne une déperdition de la liberté et entraîne une dégradation des rapports humains où la force brutale se substitue à la médiation du discours.

Mots-clés : destruction de la langue, aphasie, dégradation des relations humaines.

Jargon and Aphasia in Modern Life

In this article, the author offers a study of the mechanisms of language destruction in contemporary society. Language is under threat from above and below: the elites are contaminated by the ubiquitous jargon of the human sciences, while the younger generation is being won over by suburban slang. The disappearance of articulate language goes hand in hand with a gradual loss of freedom, debasing human relationships to the point where brute force is replacing the mediating power of speech.

Keywords: *destruction of language, aphasia, debasement of human relationships.*

Nicolas LECAUSSIN, *Les «think tanks» face à la langue de bois des politiques et de l'administration*

Les politiques et l'administration sont les maîtres de la langue de bois. C'est pour eux une question de survie avec les risques que cela implique : la démocratie est dévoyée, les électeurs sont souvent trompés et le fonctionnement de l'État en pâtit. Pour remédier à cela, les *think tanks* – des organismes privés de recherche représentant la société civile – ont été créés. Leur rôle : dévoiler les discours ambigus des politiques, dénoncer la démagogie et les abus de l'État et de l'administration, critiquer les mauvaises politiques publiques, proposer des solutions. Financés uniquement grâce à des dons privés, les *think tanks* se sont imposés dans la société américaine comme une force presque aussi importante que les médias.

Mots-clés : think tank, État, politique, administration, bureaucratie, langue de bois.

Think Tanks and the Doublespeak of Politics and Bureaucracy

Politicians and bureaucrats are masters of doublespeak. To them, it is a matter of survival with all the risks this implies: democracy has gone astray, voters are frequently misled and the functions of the State are being corroded as a result. Think tanks – which are private research organisations representing civil society – have been set up in an attempt to remedy the situation. Their role is to reveal the ambiguity of political discourse, denounce demagoguery and the misuse of power by the State and its bureaucracy, criticise bad public policy and propose solutions. In the US, these think tanks are funded exclusively by private donations and have become, in American society, almost as powerful as the media.

Keywords: *think tank, State, politicians, government, bureaucrats, doublespeak.*

Arnaud BENEDETTI, *Les professionnels de la communication à l'épreuve de la langue de bois*

Les langues de bois ne sont pas l'apanage des systèmes autoritaires et totalitaires. Les sociétés démocratiques et ouvertes n'échappent pas, loin s'en faut, au phénomène. Les professionnels de la « com », sous l'influence de processus de civilisations dont le principal effet consiste à produire des sociétés de plus en plus policées, élaborent à la demande de leurs donneurs d'ordre des dispositifs discursifs et des méthodes visant à réduire les risques propres à la communication. Privilégiant une conception instrumentale de la communication, le destin des « communicants » se réduirait-il à transformer leur activité en principale arme contre les valeurs démocratiques et humanistes portées par la communication ? Pour dépasser la com et libérer la communication de toutes les langues de bois qui l'emprisonnent, il convient de transformer les conditions pratiques de l'exercice de ces professionnels en renforçant leur rôle de médiateurs.

Mots-clés : sociétés ouvertes, processus de civilisation, professionnels de la com, techniques de com, langues de bois tièdes, médiateurs.

Communication Professionals and the Problem of Doublespeak

« Doublespeak » in its different forms is by no means the sole preserve of authoritarian or totalitarian regime: open democratic societies are equally afflicted. Professionals in « communication », working under the influence of processes of civilisation whose main effect is to produce increasingly policed societies, receive commissions to develop patterns and methods of discourse whose aim is to minimise the risks inherent to communication itself. In treating communication primarily as an instrument, these « communicators » may well find that their activities are turning into a particularly lethal weapon against the democratic and humanist values that are inherent to communication. To move beyond this subverted form of communication and liberate it from the many forms of doublespeak that have imprisoned it, the practical conditions in which they exercise their profession need to be transformed by reinforcing their role as mediators.

Keywords: open societies, processes of civilisation, communication professionals, communication techniques, mild doublespeak, mediators.

Thomas LEGRAND, *Les langues de bois journalistiques et politiques se nourrissent l'une l'autre*

Comment combattre la langue de bois ? Ce devrait être la première préoccupation des commentateurs politiques, chargés de commenter, d'analyser et d'éditorialiser. Mais, comme celle des hommes politiques, la langue de bois des commentateurs a pour objectif principal de ne pas tout dire. Elle est faite pour leur permettre de s'adresser au plus grand nombre, sans choquer, souvent même en délivrant à l'auditeur ou au lecteur une pensée dans laquelle il peut se reconnaître. Il existe aussi une autre sorte de langue de bois, plus problématique dans les métiers de commentateurs : une langue de bois réflexe, faite de formules creuses, de poncifs et de métaphores (guerrières, culinaires ou sportives).

Par ailleurs, l'une des tendances les plus spectaculaires de ces dernières années est l'avènement de ce que l'on peut appeler le « parler cash », façon de rejeter la langue de bois. Une parole cash devient un acte politique en lui-même, un acte creux, et les journalistes en sont coresponsables puisque travaillant à jet continu avec Internet et les chaînes tout-info. En revanche, le numérique permet de conserver et de classer ce qui se dit. La mémoire politique s'est démocratisée et Internet met à la disposition de chacun l'ensemble des propos des hommes politiques. Cette évolution du rapport entre le discours et son commentaire est bienvenue après des décennies de consanguinité entre les politiques et les commentateurs.

Mots-clés : journalistes, commentateurs politiques, discours, cohérence, mémoire d'Internet.

How Journalese and Political Doublespeak Feed on Each Other

How do you fight doublespeak? This ought to be the main concern of every political commentator, whose job is to comment on, analyse and editorialise what politicians say. But, like politicians, commentators use a language whose main purpose is to not say everything. It is made for them to address the widest possible audience, without giving offence and often by offering listeners or readers thoughts they can recognise as their own. This sort of language also exists in another more problematical form among commentators, as a kind of reflexive newspeak made up of clichés, commonplaces and metaphors involving warfare, sports or cookery.

One of the more spectacular trends in the last few years is the advent of what the French call « parler cash », meaning « rude straight talk », as an antidote to doublespeak. « Talking rude and straight » then becomes a political – and hollow – act in itself, for which journalists are equally responsible since they are constantly working live with the Internet and 24-hour news channels. On the other hand, everything that is said can now be stored and classified on digital media. The archives of politics are becoming available to all and anyone can use the Internet to access anything a politician has ever said. This is a welcome development for the relationship between discourse and commentary, after decades of blood relationships between politicians and political commentators.

Keywords: *journalists, political commentators, discourse, coherence, Internet archives.*

Didier COURBET et Audrey MARCHIOLI, *Communication de santé publique et prévention du sida (une expérimentation sur l'influence de mini-actes engageants via Internet)*

Lors d'une enquête qualitative que nous avons menée en France auprès d'organismes de campagnes de prévention du sida, ceux-ci ont notamment indiqué qu'ils considèrent comme efficaces des dispositifs faisant réaliser des « mini-actes » aux personnes ciblées, avant et après la réception d'arguments persuasifs. Comme ils ne basent pas leur opinion sur de la littérature scientifique, nous avons réalisé une expérimentation, en milieu ordinaire, sur 196 sujets

«tout venant» pour étudier, à partir des théories de la communication persuasive et de l'engagement, la validité des représentations concernant les «mini-actes» produits via Internet. Les résultats montrent notamment que ces organisateurs de campagnes font preuve d'une bonne «intuition» puisque les mini-actes contribuent à effectivement favoriser la prévention du sida.

Mots-clés : prévention du sida, représentations sociales, communication engageante, persuasion, Internet.

Public Health Communication and HIV/AIDS Prevention (an Experiment on the Influence of Committing Mini-Acts via the Internet)

During a qualitative survey we made among AIDS prevention campaigners in France, respondents stated in particular that they believed in the effectiveness of activities that prompt subjects to accomplish «mini-acts» before and after receiving persuasive arguments. As their opinion does not derive from scientific literature, we carried out an experiment, in an everyday environment with 196 subjects chosen at random and based on theories of persuasive communication and commitment, to investigate the validity of representations concerning these «mini-acts» accomplished via the Internet. The results show, in particular, that the campaigners' intuitive beliefs are sound, since these mini-acts effectively contribute to AIDS prevention.

Keywords: HIV/AIDS prevention, social representations, committing communication, persuasion, Internet.



LES AUTEURS DE HERMÈS 58

Cendrine Avisseau prépare actuellement une thèse en sciences de l'information et de la communication au Celsa. Attachée territoriale, elle est directrice de la communication d'une ville de la région parisienne. Courriel : <cendrine.avisseau@free.fr>.

Olivier Arifon est maître de conférences HDR en sciences de l'information et de la communication, et chercheur au FARE, à l'Université de Strasbourg. Il a travaillé comme formateur dans le secteur privé et comme attaché de coopération universitaire pour le ministère des Affaires étrangères. Il enseigne l'intelligence économique et la médiation interculturelle entre Occident et Asie (Chine, Inde). Ses recherches actuelles portent sur « sociétés et représentations », notamment sur l'évolution sociale et politique de la Chine. Courriel : <olivier.arifon@sfr.fr>.

Francisco Belaúnde Matossian, avocat et journaliste, est l'éditeur de la revue *Testimonio* de l'Instituto de Estudios Social Cristianos (IESC) de Lima (Pérou). Il écrit régulièrement des tribunes sur l'actualité politique péruvienne et internationale dans le journal *El Comercio* de Lima et il est également membre du comité exécutif de l'Alliance française de Lima et président de l'Association du Lycée franco-péruvien. Courriel : <fbelaunde@terra.com.pe>.

Arnaud Benedetti, né en 1965, a été successivement directeur de la communication du CNES (Centre national d'études spatiales), du CNRS et, aujourd'hui, de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale). Il est aussi responsable de la communication de la toute nouvelle Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé (Aviesan). Par ailleurs, il est professeur associé à la Sorbonne (Paris IV) où il enseigne dans le cadre du Master « Histoire, Communication, Entreprise et Enjeux internationaux ». Courriel : <arnaud.benedetti@inserm.fr>.

Thomas Boutonnet, docteur en études transculturelles, mention chinois, est chercheur au sein de l'Institut d'études transtextuelles et transculturelles, et il enseigne la langue et la société contemporaine chinoises à l'Université Jean Moulin Lyon III. Sa thèse, intitulée « Vers une "société harmonieuse" de consommation ? Discours et spectacle de l'harmonie sociale dans la construction d'une Chine "civilisée" (1978-2008) », aborde le processus de civilisation des populations paupérisées durant le passage à une économie de marché en Chine. Ses recherches actuelles portent sur la déconstruction des discours idéologiques en Chine contemporaine et sur l'étude des mots du pouvoir. Courriel : <thomasboutonnet@yahoo.com>.

Peter Brown est directeur de la School of Language Studies, Australian National University (Canberra). Après avoir travaillé sur le langage littéraire (*Mallarmé et l'écriture en mode mineur*, Minard), il s'intéresse aux littératures

en émergence et aux débats de société dans le Pacifique, notamment en Nouvelle-Calédonie (*Living Heritage. Kanak Culture Today*, ADCK ; *The Kanak Apple Season*, Pandanus). Il est le correspondant australien de *L'Année francophone internationale* depuis 1994 et il a été membre de l'équipe régionale « Observatoire du français dans le Pacifique » pour l'Agence universitaire de la francophonie. Courriel : <peter.brown@anu.edu.au>.

Brigitte Chapelain est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris XIII, et membre du laboratoire « Communication et Politique » du CNRS. Ses travaux récents portent sur le « Web littéraire » et elle conduit un projet de recherche sur les nouvelles formes et modalités de création sur Internet dans différents domaines artistiques et culturels. Elle est vice-présidente de la SFSIC (Société française des sciences de l'information et de la communication) et rédactrice en chef de la revue *Les Cahiers de la SFSIC*. Elle a initié et développé pour L'Harmattan TV la collection « Docs en SIC », série d'entretiens filmés avec des enseignants chercheurs. Courriel : <brichap@club-internet.fr>.

Anne-Marie Chartier est maître de conférences au service d'histoire de l'éducation de l'INRP (SHE - INRP/ENS Paris), où elle travaille sur l'histoire de la scolarisation de l'écrit et l'histoire de l'enseignement du lire-écrire aux débutants. Elle a publié (avec Jean Hébrard) *Discours sur la lecture, 1880-2000* (Fayard, 2000) et *L'École et la lecture obligatoire* (Retz, 2007). Courriel : <anne-marie.chartier@inrp.fr>.

Didier Courbet est professeur de sciences de l'information et de la communication à l'Université d'Aix-Marseille et membre de l'Irsic. Ses recherches, tantôt expérimentales, tantôt qualitatives, portent sur les médias (publicité, communication de risque, images violentes...), leur réception et leurs influences psychologiques et sociales. Courriel : <didier.courbet@univmed.fr>.

Nicole D'Almeida est professeur en sciences de l'information et de la communication au Celsa (Université de Paris-Sorbonne) où elle dirige des enseignements et des recherches en communication organisationnelle, institutionnelle et environnementale. Courriel : <nicole.d'almeida@paris-sorbonne.fr>.

Jacques Dewitte, philosophe, traducteur et chercheur *free lance*, vit entre Berlin et Bruxelles. Il est auteur de nombreux articles et de trois livres : *Le Pouvoir de la langue et la liberté de l'esprit. Essai sur la résistance au langage totalitaire* (Paris, Michalon, 2007) ; *L'Exception européenne. Ces mérites qui nous distinguent* (Paris, Michalon, 2008) ; *La Manifestation de soi. Éléments d'une critique philosophique de l'utilitarisme* (Paris, La Découverte, 2010). Il travaille actuellement à un ouvrage fondamental sur la faculté du langage (titre provisoire : *Homo ludens, homo loquens*). Courriel : <jacdewitte@gmx.net>.

Jean-Louis Dufays est professeur à l'Université Catholique de Louvain où il enseigne la théorie de la littérature et la didactique du français. Directeur du Cripedis et du Cédill, il est l'auteur des ouvrages suivants : *Stéréotype et lecture* (Mardaga, 1994 / Peter Lang, 2010) ; *Pour une lecture littéraire* (De Boeck, 2005) ; *Théorie de la littérature* (Academia,

2009); *Didactique du français langue première* (De Boeck, 2010). Ses recherches actuelles portent sur l'analyse des pratiques enseignantes et sur le curriculum de la discipline «français». Courriel: <jl.dufays@uclouvain.be>.

Paul Gradvohl, maître de conférences en civilisation de l'Europe centrale à l'Université Nancy II, est membre du Cercle (Centre de recherche sur les cultures et littératures européennes, France - Europe centrale - Europe orientale), EA 4372. Historien spécialiste des relations internationales et de l'Europe centrale au XX^e siècle, il travaille notamment sur la Hongrie et la Pologne dans une démarche d'histoire culturelle du politique. Il a collaboré à plusieurs ouvrages collectifs, dont le dernier, à paraître, est: *Culture et identité en Europe centrale. Canons littéraires et visions de l'histoire* (Institut d'études slaves de Paris et Université Masaryk de Brno, 2011). Courriel: <paul.gradvohl@univ-nancy2.fr>.

Geneviève Jacquinot-Delaunay est professeur émérite de l'Université Paris VIII où elle a mené une carrière de chercheur et de formateur dans le domaine des relations entre éducation et médias. Elle a écrit de nombreux ouvrages et articles, souvent traduits dans des langues étrangères. Elle est par ailleurs rédactrice en chef de la revue *MédiaMorphoses* (éditée par l'INA et Armand Colin) qui fait connaître à un public de professionnels et chercheurs les travaux les plus récents sur l'évolution des médias. Courriel: <gjacq@noos.fr>.

Christine Larrazet est maître de conférences au département Langues et Cultures de l'Université Bordeaux II et chercheuse associée à l'Institut des sciences de la communication du CNRS (ISCC). Elle est l'auteur d'une thèse, «*Blacks in Time. Place et visibilité des Noirs américains dans un organe de presse "blanc". Time Magazine, 1965-1995*». Américaniste, ses recherches portent principalement sur le rôle des médias dans la valorisation et la non-valorisation de la diversité ethnique et culturelle. Courriel: <christine.larrazet@iscc.cnrs.fr>.

Anne-Marie Laulan, professeur honoraire à l'Université de Bordeaux, est spécialiste de sociologie de la communication. Ses thèmes de recherche et ses publications portent sur l'articulation entre les attentes sociétales et l'offre technologique d'outils, dans un processus incessant d'appropriation, résistance et acceptation. Elle récuse fortement, sur le long terme, le déterminisme technologique et la domination de l'idéologie économiste. Elle est cofondatrice de la Société française des sciences de l'information (SFSIC), a siégé longtemps à la Commission française pour l'Unesco et contribué au Programme international MOST (sciences sociales). Parmi ses travaux récents, notons l'ouvrage (codirigé avec J.-P. Lafrance et C. Rico de Sotelo) *Place et rôle de la communication dans le développement international* (PUQ, 2006) et la conférence inaugurale du colloque de Mexico de 2009, *Société du savoir ou société de la connaissance* (en ligne sur Internet). Dans la revue *Hermès*, elle a participé à la direction du volume 40 («Francophonie et mondialisation») et a coordonné (avec Jacques Perriault) le volume 48 («Racines oubliées des sciences de la communication»). Courriel: <amlaulan@orange.fr>.

Nicolas Lecaussin est directeur du développement de l'Iref (Institut de recherches économiques et fiscales) et fondateur de l'association «Junior Entrepreneur». Il est l'auteur de plusieurs ouvrages: *Cet État qui tue la France* (Plon, 2005); *L'Absolutisme efficace* (Plon, 2008); *Au secours, ils veulent la peau du capitalisme!* (First Editions, 2009). Courriel: <nlecaussin@yahoo.fr>.

Thomas Legrand est éditorialiste sur *France Inter* depuis septembre 2008 et aux *Inrockuptibles* depuis août 2010. Il fut journaliste politique (RMC, puis RTL), grand reporter au service étranger de RTL, correspondant aux États-Unis pour RTL (2001/2005) et chef des services étranger puis politique de RTL. Il a publié plusieurs ouvrages dont les derniers sont *Ce n'est rien qu'un président qui nous fait perdre du temps* (Stock, 2010) et *Le Petit Dictionnaire énervé de la politique* (L'Opportun, 2010). Courriel : <thomas.legrand@radiofrance.com>.

Audrey Marchioli est ATER et docteur en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Nice Sophia-Antipolis. Attachée au Laboratoire I3M, ses thématiques de recherche concernent la communication d'action et d'utilité sociale et, plus spécifiquement, la communication engageante appliquée à la prévention de la santé publique, sujet auquel elle a déjà consacré plusieurs publications. Courriel : <audrey.marchioli@unice.fr>.

Jérémy Nicey est post-doctorant, au sein du laboratoire CIM (Communication, Information, Médias) de l'Université Paris III - Sorbonne Nouvelle, sur le projet de *Valorisation des archives de l'Agence France-Presse*, soutenu par l'Agence nationale de la recherche. Ses recherches portent sur les pratiques journalistiques, sur les dispositifs et récits d'actualité, sur les flux/circulations de l'information et sur l'international, dans la continuité de sa thèse qui consistait en une mise en parallèle des journaux télévisés en France et en Suède (2008). Sweden. Courriel : <jeremie.nicey@voila.fr>.

Joanna Nowicki est professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Cergy-Pontoise. Au sein du groupe de recherche CRTF, elle dirige le pôle « Anthropologie culturelle de l'Europe et Francophonie de l'Est ». Ses publications portent sur les relations Est/Ouest, l'imaginaire collectif européen, l'identité des confins et la cohabitation culturelle. Elle a notamment publié *L'Homme des confins. Pour une anthropologie interculturelle* (CNRS Éditions, 2008) et, avec Czeslaw Porebski, *L'Invention de l'Autre* (éd. du Sandre, 2008). Elle a coordonné dans les « Essentiels d'Hermès » le volume *La Cohabitation culturelle* (2010). Elle est également membre de la rédaction en chef de la revue *Hermès* et du comité de pilotage de l'Institut de la communication du CNRS (ISCC). Courriel : <joa.nowicki@gmail.com >.

Michaël Oustinoff, maître de conférences HDR (traductologie) à l'Institut du monde anglophone, Université Paris III - Sorbonne Nouvelle, est membre l'EA 4356 (Prismes), ainsi que du comité de rédaction de la revue *Palimpsestes* (PSN) et de la rédaction en chef de la revue *Hermès*. Il est notamment l'auteur de *Bilinguisme et auto-traduction. Julien Green, Samuel Beckett, Vladimir Nabokov* (L'Harmattan, 2001) et de *La Traduction* (coll. « Que sais-je ? », 3^e éd. 2009). Courriel : <michael.oustinoff@wanadoo.fr>.

Luciana Radut-Gaghi est post-doctorante à l'Université de Cergy-Pontoise (2009-2010) et professeur assistant à l'ESCP-Europe depuis la rentrée 2010. Docteur en sciences sociales de l'Université Paris Descartes, elle est membre associée du GEPECS - EA 3625 (U. Paris Descartes) et du CRTF - EA 1392 (U. Cergy-Pontoise). Ses recherches portent principalement sur la sociologie des intellectuels, la communication publique, l'histoire des idées, les discours sur l'Europe, les représentations européennes et la Francophonie de l'Est. Courriel : <luciana_radut@yahoo.com>.

Paul Rasse est professeur à l'Université de Nice Sophia-Antipolis où il est directeur du laboratoire des sciences de l'information et de la communication I3M, et directeur du Master professionnel « Médiation et ingénierie culturelle ». Il a publié une dizaine de livres et de nombreux articles sur la communication scientifique, les cultures populaires et savantes, la médiation dans les musées et le théâtre, l'ingénierie culturelle et les identités face à la mondialisation. L'un de ses derniers ouvrages est *La Rencontre des mondes, Diversité culturelle et communication* (Armand Colin, 2006). Courriel : <rasse@unice.fr>.

Pascal Rouleau a fait toute sa carrière dans l'édition scientifique, et plus récemment comme responsable éditorial à CNRS Éditions puis responsable des éditions de l'Université Pierre et Marie Curie. Actuellement, il assure aussi un enseignement en Master d'édition à l'Université de Cergy-Pontoise. Courriel : <pascalrouleau@sfr.fr>.

Aleksandra Ścibich-Kopiec enseigne depuis 2007 à l'Université européenne Tischner de Cracovie, où elle est aussi assistante du Recteur, chargée des projets de recherche. Après avoir obtenu un Master en relations internationales à l'Université Jagiellonian (Cracovie), elle prépare actuellement un doctorat de gestion à l'Université Kozminski de Varsovie. Courriel : <ascibich-kopiec@wse.krakow.pl>.

Valérie Schafer est chargée de recherche à l'Institut des sciences de la communication du CNRS (ISCC). En 2007, elle a soutenu une thèse sur l'histoire des réseaux de données en France (années 1960-1980) sous la direction du professeur Pascal Griset. Elle se spécialise dans l'histoire des télécommunications et de l'informatique, en particulier l'histoire de l'Internet. Courriel : <valerie.schafer@iscc.cnrs.fr>.

Françoise Thom, agrégée de russe, est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris IV - Sorbonne. Elle est notamment l'auteur des ouvrages suivants : *L'École des barbares* (Julliard, 1985) avec Isabelle Stal ; *La Langue de bois* (Julliard, 1987) ; *Le Moment Gorbatchev* (Hachette, coll. « Pluriel », 1989) ; *Les Fins du communisme* (Critérion, 1994). Courriel : <frantho@wanadoo.fr>.

Béatrice Turpin est maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise et chercheur au centre de recherche Textes et Francophonies (pôle LaSCoD - langages, société, communication, didactique). Ses recherches portent sur la linguistique générale, la lexicologie et l'analyse du discours avec des publications dans ces différents domaines dans des revues françaises et étrangères. Elle travaille également actuellement sur « la sémiotisation d'un espace social, la banlieue ». Courriel : <beatrice.turpin@free.fr>.

Bernard Valade est professeur émérite à la Faculté des sciences humaines et sociales de la Sorbonne (Université Paris Descartes) où il a enseigné l'histoire des pensées sociales et des idées politiques. Directeur du comité de rédaction de *L'Année sociologique*, il est également membre de la rédaction en chef d'*Hermès*, ainsi que du comité de lecture de la *Revue pour l'histoire du CNRS*. L'ouvrage le plus récent qu'il a dirigé est *Durkheim : l'institution de la sociologie* (PUF, 2008). Courriel : <berval@paris5.sorbonne.fr>.

Dominique Wolton est fondateur de la revue *Hermès* et directeur de l'ISCC. Dans ses nombreux ouvrages tels que *Il faut sauver la communication* (Flammarion, 2005), il montre le paradoxe qui fait que les outils de communication sont souvent un révélateur de l'incommunication et il insiste sur le fait que la communication concerne tous les domaines, et pas seulement les nouvelles technologies et la vie quotidienne. Il se consacre actuellement à la communication entre les sciences et, dans ce but, il a créé en novembre 2009 la Maison des sciences de la communication et de l'interdisciplinarité (MSCI). Courriel: <dominique.wolton@iscc.cnrs.fr>.

OUVRAGES REÇUS

CHALHOUB Nicolas Saliba et CHRAÏM Joseph Michel, *L'Enseignement des langues et en langues : une garantie d'excellence*, actes du Colloque de Kaslik (novembre 2008), Jounieh (Liban), Presses de l'Université Saint-Esprit de Kaslik, 2010, 432 p.

Communication (Information, médias, théories, pratiques), vol. 28, n° 1, Québec, Éditions Nota bene, hiver-printemps 2010, 360 p.

Communications & Strategies (DigiWorld Economic Journal), n° 79, ALLEMAN James & BOURREAU Marc (dir.), « Mobile payments and mobile money », Montpellier, Idate, 3^e trimestre 2010.

Comunicação, Mídia e Consumo, vol. 7, n° 18, « Comunicação publicitária e consumo », Programa de Mestrado em Comunicação e Práticas do Consumo da Escola Superior de Propaganda e Marketing, São Paulo, ESPM, mars 2010, 208 p.

DUHAMEL Alain et Patrice, *Cartes sur table*, entretiens avec Renaud REVEL, Paris, Plon, 224 p.

DUTOIT Christian, *L'Industrie de l'image*, étude présenté au Conseil économique, social et environnemental, Journal officiel de la République française, mercredi 7 juillet 2010, 144 p.

GABSZEWICZ Jean et SONNAC Nathalie, *L'Industrie des médias à l'ère numérique*, Paris, La Découverte, nlle éd. mise à jour, 2010, 128 p.

Inflexions (civils et militaires : pouvoir dire), n° 14, « Guerre et opinion publique », Paris, La Documentation française, 2010, 232 p.

LAMMERT Marie, *Sémantique et cognition. Les noms collectifs*, Genève & Paris, Droz, 2010, 520 p.

MAIRAL Jean-Claude, *Du mondial au local : vers une réforme des collectivités territoriales*, Pantin, Notes de la Fondation Gabriel Péri, juillet 2010, 88 p.

Mondes (Les Cahiers du Quai d'Orsay), n° 3, « Nouvelles dynamiques africaines », Paris, Grasset, printemps 2010, 192 p.

HERMÈS 58, 2010

213

Ouvrages reçus

Paragrana, Internationale Zeitschrift für Historische Anthropologie, vol. 19, n° 1, «Emotion – Bewegung – Körper», Berlin, Akademie Verlag, 2010, 312 p.

PICQ Pascal, *Il était une fois la paléanthropologie. Quelques millions d'années et trente ans plus tard*, Paris, Odile Jacob, 2010, 304 p.

STEICIUC Elena-Brândusa, *Fragments francophones*, Iasi (Roumanie), Junimea, 2010, 194 p.

VERDON Jean, *Information et désinformation au Moyen Âge*, Paris, Perrin, 2010, 280 p.

TITRES PARUS D'HERMÈS

Pour plus d'informations sur les publications, consulter les sites :
<http://www.wolton.cnrs.fr> et <http://irevues.inist.fr/hermes>

Hermès 1	1988, 225 pages
Théorie politique et communication	24,50 €
Coordonné par Christian Lazzeri et Jean-Pierre Chrétien-Goni	
Hermès 2	1988, 250 pages
Masses et politique	24,50 €
Coordonné par Dominique Reynié	
Hermès 3	1988, 188 pages
Psychologie ordinaire et sciences cognitives	24,50 €
Coordonné par Pascal Engel	
Hermès 4	1989, 255 pages
Le nouvel espace public	24,50 €
Coordonné par Dorine Bregman, Daniel Dayan, Jean-Marc Ferry et Dominique Wolton	
Hermès 5-6	1990, 404 pages
Individus et politique	24,50 €
Coordonné par Erika Apfelbaum, Jean-Michel Besnier et Alexandre Dorna	
Hermès 7	1990, 310 pages
Bertrand Russell. De la logique à la politique	24,50 €
Coordonné par François Clementz, pour la partie philosophique et logique et par Anne-Françoise Schmid pour la partie politique	

Hermès 8-9	1990, 415 pages
Frontières en mouvement	24,50 €
Coordonné par Daniel Dayan, Jean-Marc Ferry, Jacques Sémelin, Isabelle Veyrat-Masson, Yves Winkin et Dominique Wolton	
Hermès 10	1992, 360 pages
Espaces publics, traditions et communautés	24,50 €
Coordonné par Jean-Marc Ferry	
Hermès 11-12	1993, 464 pages
À la recherche du public	24,50 €
<i>Réception, télévision, médias</i>	
Coordonné par Daniel Dayan	
Hermès 13-14	1994, 444 pages
Espaces publics en images	28,00 €
Coordonné par Daniel Dayan et Isabelle Veyrat-Masson	
Hermès 15	1995, 327 pages
Argumentation et rhétorique (vol. 1)	24,50 €
Coordonné par Alain Boyer et Georges Vignaux	
Hermès 16	1995, 325 pages
Argumentation et rhétorique (vol. 2)	24,50 €
Coordonné par Alain Boyer et Georges Vignaux	
Hermès 17-18	1995, 440 pages
Communication et politique	28,00 €
Coordonné par Gilles Gauthier, André Gosselin et Jean Mouchon	
Hermès 19	1996, 312 pages
Voies et impasses de la démocratisation	32,00 €
Coordonné par Patrice Meyer-Bisch et Edward M. Swidersky	

Titres parus d'Hermès

Hermès 20	1997, 296 pages
Toutes les pratiques culturelles se valent-elles ?	29,50 €
<i>Création artistique, développement culturel et politique publique</i>	
Coordonné par Jean-Pierre Sylvestre	
Hermès 21	1997, 288 pages
Sciences et médias	29,50 €
Coordonné par Suzanne de Cheveigné	
Hermès 22	1998, 228 pages
Mimesis	26,00 €
<i>Imiter, représenter, circuler</i>	
Coordonné par Susan Ossman	
Hermès 23-24	1999, 396 pages
La cohabitation culturelle en Europe	29,50 €
<i>Regards croisés des Quinze, de l'Est et du Sud</i>	
Coordonné par Éric Dacheux, Annie Daubenton, Jean-Robert Henry, Patrice Meyer-Bisch et Dominique Wolton	
Hermès 25	1999, 312 pages
Le dispositif	29,50 €
<i>Entre usage et concept</i>	
Coordonné par Geneviève Jacquinot-Delaunay et Laurence Monnoyer	
Hermès 26-27	2000, 388 pages
www. démocratie locale.fr	29,50 €
Coordonné par Éric Maigret et Laurence Monnoyer-Smith	
Hermès 28	2000, 320 pages
Amérique latine	29,50 €
<i>Cultures et communication</i>	
Coordonné par Guy Lochard et Philipp R. Schlesinger	

Hermès 29	2001, 288 pages
Dérision – Contestation	23,00 €
Coordonné par Arnaud Mercier	
Hermès 30	2001, 262 pages
Stéréotypes dans les relations Nord-Sud	23,00 €
Coordonné par Gilles Boëtsch et Christiane Villain-Gandossi	
Hermès 31	2001, 308 pages
L'opinion publique	23,00 €
<i>Perspectives anglo-saxonnes</i>	
Coordonné par Loïc Blondiaux et Dominique Reynié avec la collaboration de Natalie La Balme	
Hermès 32-33	2002, 656 pages
La France et les Outre-mers	29,00 €
<i>L'enjeu multiculturel</i>	
Coordonné par Tamatoa Bambridge, Jean-Pierre Doumenge, Bruno Ollivier, Jacky Simonin et Dominique Wolton	
Hermès 34	2002, 288 pages
L'espace, enjeux politiques	23,00 €
Coordonné par Isabelle Sourbès-Verger	
Hermès 35	2003, 344 pages
Les journalistes ont-ils encore du pouvoir ?	25,00 €
Coordonné par Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier	
Hermès 36	2003, 256 pages
Économie solidaire et démocratie	23,00 €
Coordonné par Éric Dacheux et Jean-Louis Laville	

Hermès 37	2003, 312 pages
L'audience	25,00 €
<i>Presse, Radio, Télévision, Internet</i>	
Coordonné par Régine Chaniac	
Hermès 38	2004, 256 pages
Les Sciences de l'information et de la communication	23,00 €
<i>Savoirs et pouvoirs</i>	
Coordonné par Yves Jeanneret et Bruno Ollivier	
Hermès 39	2004, 268 pages
Critique de la raison numérique	25,00 €
Coordonné par Virginie Paul et Jacques Perriault	
Hermès 40	2004, 422 pages
Francophonie et mondialisation	25,00 €
Coordonné par Tamatoa Bambridge, Hervé Barraquand, Anne-Marie Laulan, Guy Lochard, Didier Oillo	
Hermès 41	2005, 224 pages
Psychologie sociale et communication	23,00 €
Coordonné par Birgitta Orfali et Ivana Marková	
Hermès 42	2005, 264 pages
Peuple, populaire, populisme	25,00 €
Coordonné par Pascal Durand et Marc Lits	
Hermès 43	2005, 252 pages
Rituels	25,00 €
Coordonné par Gilles Boëtsch et Christoph Wulf	
Hermès 44	2006, 248 pages
Économie et communication	25,00 €
Coordonné par Joëlle Farchy et Pascal Froissart	

Hermès 45	2006, 240 pages
Fractures dans la société de la connaissance	25,00 €
Coordonné par Didier Oillo et Bonaventure Mvé-Ondo	
Hermès 46	2006, 240 pages
Événements mondiaux, regards nationaux	25,00 €
Coordonné par Jocelyne Arquembourg, Guy Lochard et Arnaud Mercier	
Hermès 47	2007, 248 pages
Paroles publiques : communiquer dans la cité	25,00 €
Coordonné par Françoise Massit-Folléa et Cécile Méadel	
Hermès 48	2007, 288 pages
Racines oubliées des sciences de la communication	25,00 €
Coordonné par Anne-Marie Laulan et Jacques Perriault	
Hermès 49	2007, 220 pages
Traduction et mondialisation (vol. 1)	25,00 €
Coordonné par Joanna Nowicki et Michaël Oustinoff	
Hermès 50	2008, 224 pages
Communiquer – Innover	25,00 €
<i>réseaux, dispositifs, territoires</i>	
Coordonné par Nicole D'Almeida, Pascal Griset et Serge Proulx	
Hermès 51	2008, 264 pages
L'épreuve de la diversité culturelle	25,00 €
Coordonné par Joanna Nowicki, Michaël Oustinoff et Serge Proulx	
Hermès 52	2008, 224 pages
Les guerres de mémoires dans le monde	25,00 €
Coordonné par Pascal Blanchard, Marc Ferro et Isabelle Veyrat-Masson	

Titres parus d'Hermès

Hermès 53 2009, 264 pages
Traçabilité et réseaux 25,00 €
Coordonné par Michel Arnaud et Louise Merzeau

Hermès 54 2009, 272 pages
La bande dessinée : art reconnu, média méconnu 25,00 €
Coordonné par Éric Dacheux, Jérôme Dutel et Sandrine Le Pontois

Hermès 55 2009, 240 pages
**Société civile et Internet
en Chine et Asie orientale** 25,00 €
Coordonné par Olivier Arifon, Liu Chang et Éric Sautédé

Hermès 56 2010, 256 pages
Traduction et mondialisation (vol. 2) 25,00 €
Coordonné par Michaël Oustinoff, Joanna Nowicki
et Juremir Machado da Silva

Hermès 57 2010, 240 pages
Sciences.com 25,00 €
libre accès et science ouverte
Coordonné par Joëlle Farchy, Pascal Froissart et Cécile Méadel

Hermès 58 2010, 230 pages
Les langues de bois 25,00 €
Coordonné par Joanna Nowicki, Michaël Oustinoff
et Anne-Marie Chartier

HERMÈS

Cognition, Communication et Politique

Informations aux auteurs :

Les manuscrits doivent être adressés à la Rédaction en deux exemplaires (avec une copie sur disquette Word), saisis en double interligne et d'une longueur maximale de 20 000 signes et espacements (notes et références bibliographiques comprises). Chaque article doit comporter plusieurs *intertitres* et doit être accompagné d'un *résumé* (en français et en anglais) d'une dizaine de lignes environ. Les *appels de notes* figurent dans le texte en numérotation continue et les *notes*, sont rassemblées en fin d'article. Les *références bibliographiques* font également l'objet d'un appel, dans le texte, qui renvoie à une liste située en fin d'article.

Rédaction :

20 rue Berbier-du-Mets, 75013 Paris Tél. : 01.58.52.17.31 Mail : hermes@iscc.cnrs.fr

Administration et diffusion :

CNRS ÉDITIONS, 15 rue Malebranche, 75005 Paris Tél. : 01.53.10.27.00 Fax : 01.53.10.27.27

Vente en commande permanente :

Voir ci-après.

Vente au numéro :

Par l'intermédiaire de votre libraire habituel, ou sur commande à CNRS ÉDITIONS
15 rue Malebranche, 75005 Paris Mail : sabine.lavaud@cnrseditions.fr

Anciens articles :

Libre accès sur le site de l'Inist : <http://irevues.inist.fr/hermes>

Prix de vente de HERMÈS 58, « LES LANGUES DE BOIS » : 25 €



COMMANDE PERMANENTE

- Avant chaque parution d'un nouveau titre vous recevez un courrier de notre part ainsi qu'un devis dont le paiement déclenche la livraison de l'ouvrage. Vous avez la certitude de recevoir tous les numéros dès leur parution.
- Vous bénéficiez du prix de lancement, valable un mois avant la parution de chaque numéro.
- CNRS ÉDITIONS offre à tout souscripteur les frais de poste.
- Les modes de règlement sont adaptés à chacun : virement, mandat postal, chèque, CB, Visa, Mastercard.
- Vous n'avez pas de souci de renouvellement. Sauf avis contraire de votre part, votre commande permanente sera reconduite chaque année. À tout moment, vous pouvez annuler une commande permanente par simple courrier.

**À compléter et à retourner (accompagné de votre règlement dans le cas d'une commande au numéro)
à CNRS ÉDITIONS, 15, rue Malebranche, F-75005 Paris**

Nom..... Prénom.....

Nom du donneur d'ordre.....

Profession..... Société ou organisme

Adresse.....

Code postal..... Ville Tél

☐ Je désire recevoir la revue **HERMÈS en commande permanente**, à partir du numéro

COMMANDE ANNUELLE

☐ Je désire souscrire à la commande annuelle, comprenant les trois numéros à paraître en 2010, au prix préférentiel de 60 euros (franco de port)

Ci-joint mon règlement de euros à l'ordre de CNRS ÉDITIONS par

☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ mandat

Je vous autorise à débiter mon compte

☐ carte bleue Visa ☐ Eurocard ☐ Mastercard n°

valable jusqu'au : Date :

Signature obligatoire :



LA REVUE HERMÈS EN LIBRAIRIE

(Liste non exhaustive)



Île-de-France

- * Les Cahiers de Colette, 23 rue Rambuteau, 75004 Paris
- * Compagnie, 58 rue des Ecoles, 75005 Paris
- * Eyrolles, 61 bd Saint-Germain, 75005 Paris
- * Gibert Jeune, 5 place Saint-Michel, 75005 Paris
- * Palimpseste, 16 rue de Santeuil, 75005 Paris
- * Tekhné, 7 rue des Carmes, 75005 Paris
- * Gibert Joseph, 26 bd Saint-Michel, 75006 Paris
- * La Hune, 170 bd Saint-Michel, 75006 Paris
- * La Procure, 3 rue de Mézières, 75006 Paris
- * Tschann, 125 bd du Montparnasse, 75006 Paris
- * La Documentation Française, 29 quai Voltaire, 75007 Paris
- * Sciences politiques, 30 rue Saint-Guillaume, 75007 Paris
- * Librairie Lavoisier, 11 rue Lavoisier, 75008 Paris
- * Le Roi Lire, 4 rue Florian, 92330 Sceaux
- * Folies d'Encre, 9 av. de la Résistance, 93100 Montreuil
- * Berthet, 107 Grande rue Charles-de-Gaulle, 94130 Nogent sur Marne

Autres régions

- * Privat Sorbonne, 37 rue de l'Hôtel des Postes, 06000 Nice
- * Maupetit, 142 La Canebière, 13001 Marseille
- * Regards, 2 rue de la Charité, 13002 Marseille
- * Goulard, 37 cours Mirabeau, 13100 Aix-en-Provence
- * Librairie de Provence, 31 cours Mirabeau, 13100 Aix-en-Provence
- * Vents du Sud, 7 rue Maréchal-Foch, 13100 Aix-en-Provence
- * Au Brouillon de Culture, 29 rue Saint-Sauveur, 14000 Caen
- * Librairie de l'Université, 110 rue de Geôle, 14000 Caen
- * Grangier, 14 rue du Château, 21000 Dijon
- * Librairie de l'Université, 17 rue de la Liberté, 21000 Dijon
- * Marbot, 21-23 cours Montaigne, 24000 Périgueux
- * Camponovo, 50 Grande Rue, 25000 Besançon
- * L'Esperluète, 10 rue Noël Ballay, 28000 Chartres
- * Castéla, 20 place du Capitole, 31000 Toulouse

HERMÈS 58, 2010

223

CNRS ÉDITIONS



- * Études, 5 allée Antonio-Machado, 31000 Toulouse
- * Floury Frères, 36 rue de la Colombette, 31000 Toulouse
- * Ombres Blanches, 50 rue Gambetta, 31000 Toulouse
- * La Machine à Lire, 8 place du Parlement, 33000 Bordeaux
- * Mollat, 14 rue Vital-Carles, 33000 Bordeaux
- * Librairie Georges, 300 cours de la Libération, 33400 Talence
- * Gibert Joseph, 3 place des Martyrs de la Résistance, 34000 Montpellier
- * Le Grain des Mots, 13 bd du Jeu de Paume, 34000 Montpellier
- * Sauramps, place de la Comédie, 34000 Montpellier
- * Le Failler, 8-14 rue Saint-Georges, 35000 Rennes
- * Forum du Livre, 5 quai Lamartine, 35000 Rennes
- * La Boîte à Livres, 19 rue Nationale, 37000 Tours
- * Librairie de l'Université, 2 place Docteur Léon-Martin, 38000 Grenoble
- * Durance, 4 allée d'Orléans, 44000 Nantes
- * Vent d'Ouest, 5 place du Bon Pasteur, 44000 Nantes
- * Privat Loddé, 2 place de la République, 45000 Orléans
- * Richer, 6-8 rue Chaperonnière, 49100 Angers
- * Privat Guerlin, 70 place Drouet d'Erlon, 51100 Reims
- * L'Autre Rive, 19 rue du Pont Mouja, 54000 Nancy
- * Le Hall du Livre, 38 rue Saint-Dizier, 54000 Nancy
- * Géronimo, 2 rue Ambroise-Thomas, 57000 Metz
- * Le Furet du Nord, 15 place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille
- * Le Furet du Nord, 15 bd Basly, 62300 Lens
- * Les Volcans, 80 bd de Gergovie, 63000 Clermont-Ferrand
- * Torcatis, 10 rue de Mailly, 66000 Perpignan
- * Kléber, 1 rue des Francs-Bourgeois, 67000 Strasbourg
- * Quai des Brumes, 120 Grand'rue, 67000 Strasbourg
- * Decitre, 29 place Bellecour, 69002 Lyon
- * Flammarion, 19 place Bellecour, 69002 Lyon
- * L'Armitière, 5 rue des Basnage, 76000 Rouen
- * Privat Colbert, 1 place Colbert, 76130 Mont-Saint-Aignan
- * Librairie Charlemagne, 50 bd de Strasbourg, 83000 Toulon
- * La Mémoire du Monde, 36 rue Carnot, 84000 Avignon
- * Gibert Joseph, 9 rue Gambetta, 86000 Poitiers
- * Page et Plume, 4 place de La Motte, 87000 Limoges

NB : Rajouter le réseau des FNAC à la liste ci-dessus



Dom-Tom

Guadeloupe

- * Librairie Générale Jasor, 46 rue Schoelcher, 97110 Pointe-à-Pitre
- * Librairie Saint-John Perse, 11 rue Nozières, 97110 Pointe-à-Pitre

Guyane

- * Librairie Albert Jean-Charles, 31 bd Jubelin, BP 810, 97300 Cayenne
- * Librairie Engrage, CV 13, place Appolo, Simarouba, 97310 Kourou

Martinique

- * Librairie Alexandre, 29 rue de la République, 97200 Fort-de-France

Nouvelle-Calédonie

- * Librairie L'As de Trèfle, 12 rue du Docteur Lescour, BP 3493, Nouméa
- * Librairie Montaigne, place des Cocotiers, BP 4225, Nouméa

Polynésie française

- * Librairie Archipels, 68, rue des Remparts, BP 20676, Papeete, Tahiti

La Réunion

- * L'Entrepôt, 82 rue Juliette Dodu, BP 812, 97400 Saint-Denis
- * Librairie Autrement, 42 rue Alexis de Villeneuve, BP 262, 97400 Saint-Denis
- * Librairie Gérard, 5 ter rue de la Compagnie des Indes, BP 110, 97400 Saint Denis

Étranger

Allemagne

- * Wasmuth Buchhandlung, Pfalzburger str. 43-44, 10717 Berlin
- * Dokumente Verlag, Hildastrasse 4, Postfach 13 40, 77603 Offenburg

Belgique

- * Filigranes, 39-40 av. des Arts, 1040 Bruxelles
- * Libris - Espace Louise, 40-42 av. de la Toison d'Or, 1050 Bruxelles
- * Presses Universitaires de Bruxelles, 42 av. Paul Héger, 1000 Bruxelles
- * Librairie Agora, 10 rue Charlemagne, 1348 Louvain-la-Neuve
- * Librairie Agora Béranger, 7b rue des Carmes, 4000 Liège

Canada

- * DPLU (bureau 112), 5165 rue Sherbrooke Ouest, Montréal, H4A 1T6 Québec
- * Librairie Coop Uqam, 405 rue Sainte-Catherine Est, Montréal, H2L 2C4 Québec
- * Librairie Olivieri, 5219 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, H3T 1Y1 Québec



Espagne

- * Marcial Pons Librero, San Sotero 6, 28037 Madrid
- * Portico Librerias, Munoz Seca 6, 50005 Zaragoza

Grande-Bretagne

- * Oxbow Books, Park End Place, Oxford OX1 1HN

Île Maurice

- * Éditions Le Printemps, 4 route du Club, Vacoas
- * Bookcourt, Caudan Waterfront, Port-Louis
- * Librairie Le Trèfle, rue Royale, Port-Louis

Italie

- * Librairie Française de Florence, Piazza Ognissanti 1r, 50123 Firenze
- * Libreria di Fama, Piazza di San Luigi dei Francesi 23, 00186 Roma

Liban

- * Librairie El-Bourj, place des Martyrs, BP 11 533, Beyrouth

Luxembourg

- * Librairie Alinea, 5 rue Beaumont, Luxembourg

Maroc

- * Livre Service, 40 av. Allal Ben Abdellah, Rabat
- * Le Triangle universitaire, 14 rue Balafrej, Kebibat, Rabat

Portugal

- * Nouvelle Librairie Française, 91 av. Luís Bivar, Lisbonne

Roumanie

- * Librairie Noi, 18 bd Nicolae Balcescu, Bucarest
- * Prior and Books, 32 rue Raspantiilor, Bucarest

Suisse

- * Le Rameau d'or, 17-19 bd George Favon, 1204 Genève
- * Librairie Payot, 4 place Pépinet, 1003 Lausanne

COLLECTION « CNRS COMMUNICATION »

CNRS Éditions, 15 rue Malebranche, 75005 Paris

Directeur de collection
Dominique WOLTON

Créée en 1998, la collection « CNRS Communication » publie des travaux interdisciplinaires de chercheurs et d'universitaires. Elle vise trois objectifs :

- Publier des études portant sur les *dimensions suivantes de la communication* :
 - interpersonnelle,
 - médiatisée par les techniques classiques ou nouvelles,
 - politique,
 - interculturelle.
- Développer des connaissances dans ce champ scientifique neuf, difficile, mais essentiel, la communication étant substantiellement modifiée par le progrès technique, les enjeux économiques et les idéologies. Dans l'explosion de la communication, comment distinguer ce qui relève des valeurs et des idéaux, humanistes et démocratiques, de ce qui renvoie aux intérêts et aux idéologies ?
- Poursuivre la politique du CNRS dans ce domaine de recherche interdisciplinaire où, depuis plus de quinze ans, il joue un rôle précurseur, et ce, en favorisant des travaux théoriques, des recherches empiriques, des œuvres d'auteurs étrangers.

Ces trois types de livres contribueront à construire ce domaine de connaissance, indispensable à l'avenir des sociétés contemporaines.

Cette collection complète la revue *Hermès* (cognition, communication, politique), publiée depuis 1988 à CNRS Éditions.

OUVRAGES PARUS

- *Associations et communication. Critique du marketing*, Éric DACHEUX, 1998
- *Miroirs maghrébins. Itinéraires de soi et paysages de rencontre*, sous la direction de Susan OSSMAN, 1998
- *La Fin de l'exception culturelle ?*, Joëlle FARCHY, 1999
- *Les Oies du Capitole ou les raisons de la rumeur*, sous la direction de Françoise REUMAUX, 1999
- *L'« Expert » à la télévision. Traditions électives et légitimité médiatique*, Yves CHEVALIER, 1999
- *Pratiques médiatiques. 50 mots clés*, Claire BELISLE, Jean BIANCHI et Robert JOURDAN, 2000
- *L'Environnement dans les journaux télévisés. Médiateurs et visions du monde*, Suzanne DE CHEVEIGNÉ, 2000
- *CNN et la mondialisation de l'imaginaire*, Andrea SEMPRINI, 2000
- *Observer la communication. Naissance d'une interdiscipline*, Bruno OLLIVIER, 2000
- *Vaincre l'indifférence. Les associations dans l'espace public européen*, Éric DACHEUX, 2000
- *Raison pratique et sociologie de l'éthique. Autour des travaux de Paul Ladrière*, coordonné par Simone BATEMAN-NOVAES, Ruwen OGIE, Patrick PHARO, 2000
- *Langage et Travail. Communication, cognition, action*, sous la direction de Anni BORZEIX, Béatrice FRAENKEL, 2001
- *La Démocratie mise en scènes. Télévision et élections*, Marlène COULOMB-GULLY, 2001
- *L'Ordre sensoriel. Une enquête sur les fondements de la psychologie théorique*, Friedrich A. von HAYEK. Traduit de l'anglais par Philippe R. Mach, 2001
- *Prévention du sida et agenda politique. Les campagnes en direction du grand public (1987-1996)*, Geneviève PAICHELER, 2002
- *Des médias aux médiations. Communication, culture et hégémonie*, Jesús MARTÍN-BARBERO. Traduit de l'espagnol par Georges Durand, 2002
- *Naturaliser la phénoménologie. Essais sur la phénoménologie contemporaine et les sciences cognitives*, coordonné par Jean PETTIT, FRANCISCO J. VARELA, Bernard PACHOUD, Jean-Michel ROY, 2002
- « Purification ethnique ». *Une formule et son histoire*, Alice KRIEG-PLANQUE, 2003
- *Internet et le droit d'auteur. La culture Napster*, Joëlle FARCHY, 2003
- *Prospéro. Une technologie littéraire pour les sciences humaines*, Francis CHATEAURAYNAUD, 2003
- *L'Expression gestuelle de la pensée d'un homme politique*, Geneviève CALBRIS, 2003
- *Altérité polynésienne ou les métamorphoses de l'espace-temps*, Bernard RIGO, 2004
- *Le Régime de la civilité en Égypte. Public et réislamisation*, Jean-Noël FERRIÉ, 2004
- *Armes de communication massive. Informations de guerre en Irak : 1991-2003*, coordonné par Jean-Marie CHARON et Arnaud MERCIER, 2004
- *Art et Internet. Les nouvelles figures de la création*, Jean-Paul FOURMENTRAUX, 2005
- *Télévisions arabes sur orbite. Un système médiatique en mutation (1960-2004)*, Tourya GUAAYBESS, 2005
- *L'Homme des confins. Pour une anthropologie interculturelle*, Joanna NOWICKI, 2008

COLLECTION « LES ESSENTIELS D'HERMÈS »

CNRS Éditions

Inscrite dans le sillage de la revue, la collection *Les Essentiels d'Hermès* souhaite faciliter l'accès de tous les publics aux travaux de recherche présentés dans les différents numéros d'*Hermès* depuis sa création en 1988.

En format de poche, chaque ouvrage de la collection *Les Essentiels*, construit autour d'un thème, propose un dossier permettant au lecteur d'accéder aux textes fondateurs de la revue :

- En introduction, une synthèse inédite fournit les points de repère et actualise les enjeux.
- Les problématiques ainsi dégagées sont accompagnées par une sélection des articles publiés dans la revue (eux-mêmes remis à jour).
- Des outils aident à la compréhension des articles (présentation des textes, glossaire, bibliographie sélective d'une quinzaine d'ouvrages de base).

Le but est de donner envie au lecteur d'en savoir plus. Chacun des *Essentiels* a pour ambition d'ouvrir les portes donnant accès à une recherche de qualité. C'est là aussi une volonté de démocratiser les débats en rapprochant communication, savoir et connaissance.

Dominique Wolton

Premiers volumes de la collection

Année 2008

- L'Espace public (*Éric Dacheux*)
- Francophonie et mondialisation (*Didier Oillo et Anne-Marie Laulan*)
- La Communication politique (*Arnaud Mercier*)

Année 2009

- L'Opinion publique (*Nicole d'Almeida*)
- Les Identités collectives à l'heure de la mondialisation (*Bruno Ollivier*)
- Le Journalisme (*Arnaud Mercier*)
- L'Audience (*Régine Chaniac*)
- La Télévision (*Guy Lochard*)
- La Réception (*Cécile Méadel*)
- Sociétés de la connaissance, fractures et évolutions (*Michel Durampart*)
- Les Sciences de l'information et de la communication (*Éric Dacheux*)
- Populaire et populisme (*Marc Lits*)

Année 2010

- La Cohabitation culturelle (*Joanna Nowicki*)
- Critique de la société de l'information (*Jean-Paul Lafrance*)
- Le Rituel (*Aurélien Yannic*)
- Racines oubliées des sciences de la communication (*Jacques Perriault*)
- Médiations (*Vincent Liquète*)
- La Mondialisation de la communication (*Paul Rasse*)

À paraître

- L'Argumentation
- La Rhétorique
- Économie et communication
- Psychologie et communication
- Bertrand Russell
- Sciences et médias
- L'Économie solidaire



Achevé d'imprimer